Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE – Nº 13151 – 4,50 F   Fondateur : Hubert Beuve-Méry   Directeur : André Fontaine   MARDI 12 MAI 1987

Eviter la récession

Lorsqu'ils se retrouveront, le mardi 12 mai, dans le cadre feutré du château de la Muette, à Paris, les ministres des vingt-quatre pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques trouveront sur la table des négociations un diagnostic aussi clair qu'inquiétant. Emboîtant le pas aux autres organismes multilatéraux, l'OCDE estime qu'en l'absence d'un véritable – et rapide – effort de concertation pour mieux harmoniser les politiques économiques il ne sera bientôt plus possible d'éviter le cycle infernal d'une chute de moins en moins contrôlable du dollar, d'une récession et d'une poussée de fièvre protectionniste.

Cette analyse, nombre de gouvernements représentés à Paris la partagent sans pour autant vouloir ou pouvoir faire la part du chemin permettant de réduire les déséquilibres les plus dangereux. Tous les regards seront concentrés sur les trois principaux acteurs : les Etats-Unis, le Japon et la RFA. Le secrétariat de l'OCDE les pousse à choisir un scénario où une réduction majeure du déficit budgétaire américain serait couplée à une relance allemande et japonaise fondée sur la fiscalité.

En d'autres termes il est demandé à Washington, à Bonn et à Tokyo de concrétiser ce que les économistes réclament depuis longtemps : concilier une cure d'austérité outre-Atlantique qui paraît des plus logiques pour un pays dont la monnaie s'est fortement dépréciée avec une petite accélération de l'activité économique dans les pays disposant d'une marge de manœuvre suffisante pour l'envisager sans craindre une résurgence de l'inflation.

Ce rééquilibrage entre les Etats-Unis et leurs partenaires, accompagné par une légère remontée des taux chez les premiers et une baisse du loyer de l'argent chez les autres, se heurte encore au scepticisme des marchés des changes, enclins à jouer le pire, la chute du dollar. Mais comment ramener rapidement la confiance des investisseurs et des cambistes lorsque les mesures envisagées ne peuvent porter leurs fruits qu'à long terme ?

Les risques de déception ne sont donc pas minces à l'issue d'une conférence ministérielle constituant depuis quelques années un lever de rideau au sommet des sept principales puissances industrielles qui se tiendra à Venise au début de juin. Les participants ont malgré tout une chance de sauver la mise en annonçant solennellement une amorce de réforme du système mondial agro-alimentaire, en pleine crise. Tous ont conscience de l'absurdité d'une escalade des aides à l'agriculture. L'allocation croissante de ressources – 32 millions de dollars aux Etats-Unis pour la seule année 1987 contre 6 à 7 milliards par an sous la présidence Carter – favorise l'accumulation des stocks de produits alimentaires et contraint les Etats à subventionner des exportations vendues aux moins offrants.

Cette guerre des aides ne profite à personne, pas même aux agriculteurs, dont, en moyenne, le revenu stagne. Aussi un consensus s'est-il dégagé avant même l'ouverture de la conférence de l'OCDE pour négocier un « désarmement de l'aide » progressif et équilibré, permettant de réduire les excédents et d'augmenter légèrement les cours mondiaux. Les difficultés restent malgré tout considérables : contrairement à l'Europe – notamment la France, – soucieuse de conserver un caractère global aux négociations commerciales, les Etats-Unis veulent brûler les étapes pour des raisons de politique intérieure. Un désaccord à l'OCDE représenterait plus qu'une déception. Ce serait un échec qui hypothéquerait le sommet de Venise.

(Lire nos informations page 37.)

Mesures de sécurité exceptionnelles à Lyon

Le procès de Klaus Barbie s'est ouvert devant la cour d'assises du Rhône

Le procès de Klaus Barbie, l'ex-chef de la Gestapo à Lyon de 1942 à 1944, s'est ouvert, le lundi 11 mai, à 13 heures, devant la cour d'assises du Rhône. Des mesures exceptionnelles de sécurité ont été prises. Condamné à mort par contumace, à deux reprises, par des tribunaux militaires français, l'ancien officier SS, âgé aujourd'hui de soixante-treize ans, est accusé de « crimes contre l'humanité ». Il est passible, pour ces crimes, de la peine maximale prévue par le code pénal français, la réclusion criminelle à perpétuité.

Ce procès, probablement le dernier en Europe d'un responsable nazi, pourrait durer jusqu'au samedi 4 juillet prochain. C'est du moins le délai que s'est accordé la cour d'assises de Lyon, présidée par M. André Cerdini, pour examiner ce cas exceptionnel et rendre son arrêt.



Accusé de « crimes contre l'humanité », présumé innocent...

LYON
de notre envoyé spécial

Au moment où Klaus Barbie paraît devant ses juges mais en même temps devant l'opinion avec le concours de l'Eurovision, autorisée pour la première fois, s'agissant d'une affaire judiciaire, à montrer en direct les premières minutes de son procès, il convient de garder mesure et sang-froid.

L'affaire qui va occuper pendant huit semaines la cour d'assises du Rhône et qu'aura à conduire le président André Cerdini concerne d'abord un homme dont il faut bien rappeler qu'il est, jusqu'à l'heure de l'arrêt à intervenir, présumé innocent. Ainsi le veut la loi, et dans un Etat de droit elle ne souffre aucune exception.

En la circonstance, force est bien de constater, sinon de regretter, que cette présomption d'innocence s'apparente à la fiction. La plupart des abondantes et même surabondantes présentations du procès Barbie en ont fait fi. Que des hommes et des femmes qui furent victimes de l'ancien SS et du système dont il était l'un des rouages aient consenti à exposer, avant de déposer en qualité de témoins, ce que fut leur épreuve et plus encore celle des leurs qu'ils ont vus mourir sous les coups ou dans les camps de la mort, cela se conçoit et même s'apparente à ce devoir que les rescapés ont fait serment de remplir en mémoire des millions d'autres, consumés dans les fours crématoires, pour empêcher l'oubli. « *Le jour où leur voix s'éteindra, nous périrons* », a écrit, il y a longtemps, Paul Eluard.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

(Lire la suite et l'article de LAURENT GREILSAMER page 10.)

Un an avant l'élection présidentielle

Le lancinant refrain du déclin

Lorsque, au début de son septennat, M. Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981) parlait de la France comme d'une « *puissance moyenne* », il était jugé défaitiste. Les socialistes en faisaient des gorges chaudes. Gaullistes historiques et chiraquiens de lait criaient à la trahison au nom de l'héritage et d'une « *certaine idée de la France* » – de la « *grandeur* » – défendue par le général de Gaulle. Au RPR, on partagea bientôt la classe politique en deux camps, celui des « *résistants* » et celui des « *vichystes* », dans lequel on situait le président de la République de l'époque.

Qui donc, au fond de lui-même, contesterait aujourd'hui que la France est devenue une « *puissance moyenne* », voire un petit pays ? Probablement pas les socialistes, puisqu'ils parlent ouvertement du « *déclin* » de la France, utilisant un mot jusqu'alors tabou. M. Jean-Pierre Chevènement est fidèle à lui-même lorsqu'il développe cette thèse et invite ses amis à « *arracher le pays au déclin* ». Mais il n'épargne personne, pas même ses amis, lorsqu'il date de 1974 la glissade fatale que la législature de gauche (1981-1986) a *été* incapable de stopper.

M. Chevènement n'étonne pas. Son discours n'est pas tout neuf. Mais M. Jospin ? Et M. Fabius ? Le premier secrétaire du Parti socialiste, qui tient un raisonnement *a contrario*, observe que la « *grandeur* » d'un pays ne se situe peut-être pas, pour l'essentiel, dans sa puissance militaire, mais qu'il convient plutôt de la jauger au poids de son économie. « *Le risque du déclin de la France existe*, dit-il, *mais se joue d'abord sur le terrain économique, technologique et scientifique.* » M. Fabius, ancien premier ministre, ne prend même pas la précaution de parler d'un « *risque* ». Pour lui, qui fut ministre de l'industrie, « *le premier mal dont souffre notre pays est un véritable déclin industriel* ». Parce qu'ils ne sont plus au pouvoir, les socialistes n'ont pas peur des mots.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(Lire la suite page 8.)

Dans la province natale du Grand Timonier

Nostalgies gauchistes chez Mao Zedong

CHANGSHA
de notre envoyé spécial

S'il est, en Chine, une province demeurée « gauchiste », c'est bien le Hunan : patrie de Mao Zedong, elle fut la base de pouvoir de son successeur éphémère M. Hua Guofeng. Son chef du parti, M. Mao Zhiyong, est en place depuis 1973, ce qui fait de ce quinquagénaire, nommé secrétaire pendant la révolution culturelle, promu premier secrétaire sous M. Hua, le plus ancien dirigeant provincial encore en poste. On le dit actuellement « *malade* ». Pour le journaliste qui visite cette province située au nord de Canton, il est évident que l'atmosphère y est bien différente d'ailleurs.

Les rares responsables rencontrés ont tiré un trait sur leur passé gauchiste. Les autres étaient comme par hasard absents. « *Mais visitez donc une cascade, une grotte, un musée...* », nous a-t-on conseillé... Le *Hunan Ribao*, le quotidien provincial, ne publie rien sur la lutte contre le gauchisme, réservant ses coups au « *libéralisme bourgeois* ». Secrétaire général du gouvernement à Changsha, M. Weng Hui répond « *lutte contre le droitisme* » à toute question sur le « gauchisme » et c'est avec peine qu'il admet que, pendant la révolution culturelle... Depuis lors, il est incapable de trouver le moindre exemple de « gauchisme » au Hunan. Mais, alors, comment se fait-il que la presse de Pékin, se soit faite l'écho des mauvais traitements infligés en 1984 à des journalistes locaux, dont le correspondant du *Quotidien du peuple*, qui avaient critiqué l'administration, et que des officiels aient dû présenter leurs excuses ? Mal à l'aise, il assure qu'il s'agissait d'un incident mineur et que tout, depuis, est rentré dans l'ordre.

Peut-être, mais alors pourquoi ne nous a-t-on cité qu'une fois en dix jours les noms de MM. Deng Xiaoping et Zhao Ziyang, alors qu'ailleurs ils sont sur toutes les lèvres ? Pourquoi ne parler que des aspects les plus conservateurs de la politique actuelle ? Pourquoi cette hargne contre l'ancien secrétaire général du parti, M. Hu Yaobang, lui aussi originaire du Hunan ? M. Weng assure qu'il savait depuis longtemps que M. Hu était condamné, car ses discours étaient pleins d'« erreurs » ; la principale était de s'être opposé à la campagne contre la « *pollution spirituelle* » de 1983, menée par l'idéologue conservateur Deng Liqun. Mais M. Zhao Ziyang, nouveau chef du Parti communiste, s'éleva lui aussi contre cette campagne. Serait-il également visé ?

PATRICE DE BEER.

(Lire la suite page 6.)

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 626 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 145 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 140 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 10,50 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 11,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 $; USA (West Coast), 1,75 $.

Débats

LA FRANCE ET SA CULTURE

« D'où parles-tu ? » Il fut un temps – pas si lointain – où l'intellectuel français interpellait ainsi son collègue. Comment sonne notre culture aujourd'hui ? Chérif Khaznadar lui trouve une vertu exemplaire : celle de phagocyter les apports extérieurs sans être jamais dominée. Gil Delannoi s'afflige, au contraire, de notre narcissisme. Quant à Jean-Marie Le Clézio, il s'indigne d'une exportation très particulière de notre culture à travers le raid préparé par l'organisation de Thierry Sabine en forêt guyanaise.

L'héritage gaulliste

L'influence culturelle française dans le monde est tributaire des apports étrangers que le pays assimile.

par CHÉRIF KHAZNADAR (*)

QUELLE serait, aujourd'hui, une perspective gaulliste de la culture ? Tout d'abord, elle n'est concevable que dans le cadre et en fonction des institutions de la Vᵉ République qui demeurent l'héritage le plus concret de la pensée gaullienne. Elle se doit donc de participer aux notions fondamentales d'indépendance nationale et de présence de la France dans le monde.

Et l'héritage culturel ? L'un des plus prestigieux du monde dans sa continuité, il devance ou côtoie en permanence l'évolution des grands courants de pensée civilisatrice. De la renaissance carolingienne à la Renaissance, en passant par les cours d'amour médiévales, bien qu'encore privée d'unité linguistique, la culture française s'affirmera dans une quête centripète du savoir et de la connaissance. D'Angleterre, d'Italie, d'Allemagne, d'Espagne, mais aussi des pays d'Orient traversés, parcourus par les croisés ou par les voyageurs, les souverains successifs, de Charlemagne à François Iᵉʳ, importeront les techniques, les sciences, les courants de pensée, les arts ainsi que, dans bien des cas, les créateurs eux-mêmes.

La culture française se forge, se dessine, s'affermit, elle est prête à participer dès le seizième siècle au formidable mouvement humaniste que fut la Renaissance. Des grandes foires internationales (Saint-Denis, Lyon) de Charles VII aux engouements pour la mythologie grecque (Racine, Corneille) aux comédiens italiens, aux turqueries, aux encyclopédistes, à Versailles, la France devient, du seizième siècle à celui des Lumières, le creuset de la vie intellectuelle européenne. L'esprit français, ouvert à toutes les cultures, les façonne et rayonne sur le monde.

A partir de 1789, comme une traînée de poudre, les grands idéaux de liberté, d'égalité et de fraternité se répandront sur le monde. La culture française, sous le double symbole du patrimoine universel avec l'obélisque de la Concorde et du modernisme avec la tour Eiffel de l'Exposition universelle de 1889, est sur le devant de la scène internationale, ses constructeurs, ses plasticiens, ses musiciens, ses comédiens, ses écrivains introspectent le monde et font de la France le haut lieu de la pensée, celle dans laquelle les peuples du monde se retrouvent et à laquelle ils veulent s'identifier.

L'identité. De même que l'unité nationale française est née du caractère composite de son ethnographie (marquée par les Méditerranéens ibères et ligures, les Celtes, les Latins, les Francs), son identité culturelle est façonnée de ces différents apports auxquels s'ajouteront, au cours des siècles, tous ceux que les rois-mécènes importeront. L'identité culturelle française est là, dans cet étonnant pouvoir d'assimilation, dans cette force incomparable, sans jamais y perdre son âme, d'ouverture aux autres.

La culture française est le seul exemple d'une culture qui toujours phagocyte sans jamais être dominée, qui partout englobe sans étouffer, influence sans dépersonnaliser, accueille sans reproches, donne sans regrets, s'ouvre vers le monde parce que centripète, est universelle parce que foncièrement nationale.

Pouvoir d'assimilation

Les perspectives. Afin d'affirmer son rôle de précurseur des grands mouvements culturels, la culture française se doit d'être à la fois tournée vers l'avenir et fidèle à son passé pour défendre son identité. Défense de son identité par la perpétuation de sa tradition d'accueil des hommes et des idées de tous les pays, le soutien et le terrain favorable à l'expression de leur talent qu'elle leur apporte, le laboratoire de recherches qu'elle leur procure. *L'imaginaire intellectuel universel* doit rester imprégné de l'idée que la France reste de tous les pays celui où il pourra s'exprimer en toute liberté, quelles que soient ses opinions ; que la plate-forme qu'elle lui offre est dénuée de toute arrière-pensée partisane liée à des intérêts individuels politiques ; que la langue française demeure le véhicule privilégié de la connaissance et de l'indépendance de l'esprit.

Favoriser le flux vers elles des forces vives de la pensée et de la création, c'est assurer le rayonnement profond et permanent dans le monde de la culture et de la langue française ; c'est, en renforçant son pouvoir d'attraction, étendre son champ d'influence. C'est à ce titre que la culture française pourra, à l'instar de ce que voulait le général de Gaulle pour la France, demeurer *« dans les pensées, les activités et les espoirs de l'univers »*.

(*) Président de la commission des affaires culturelles de la Convention pour la défense de la Vᵉ République.

Le plus beau nombril du monde

Ne connaître que nous-mêmes était parfait quand le monde entier nous regardait. Mais le vent souffle...

par GIL DELANNOI (*)

EN 1983, les Français étaient furieux qu'on leur supprime crédits et cartes du même nom par mesure d'austérité. Il s'agissait de sportifs frustrés de grands espaces, d'amateurs acariâtres de folklores lointains. Les intellectuels ne s'émurent pas de cette privation. Car les Français voyagent décapités. Leur buste suivent leurs jambes en dehors des frontières, les cervelles restent à la maison.

Sein und Zeit, de Heidegger, l'un des textes du siècle, a attendu plusieurs dizaines d'années avant de devenir *l'Etre et le Temps*. Heureux John Rawls. Sa *Theory of Justice* est encore adolescente, elle n'a que quinze ans. On vient de la traduire devant nous. Max Weber, que nous avons connu plus mûr, attend toujours qu'on daigne en finir avec lui. Rawls devrait s'inquiéter. Trop tôt est plutôt mauvais signe. Paris a découvert Vienne-fin-de-siècle à la fin du siècle suivant. Nos dispositions pour les modes rétro sont immenses. Hegel mit un siècle pour traverser le Rhin.

Paris est le centre du monde. La lumière de l'intelligence rayonne jusqu'à lui. Il la renvoie comme un phare devant le monde ébahi. Nous sommes les plus riches et les mieux informés. Nous avons deux présidents, ou deux premiers ministres. Pas un éternuement de la cohabitation n'échappe à nos analystes qui rivalisent de subtilité. Un toussotement les inspire, un rhume les fait écrire. Certains se délectent de ces faits divers distingués ; d'autres les pèsent sur des balances de Machiavel. Je suppose que le monde entier se rue et traduit ces livres de haute stratégie.

Notre politique est incomparablement plus profonde que celle des autres, et pour eux incompréhensible, savoureuse et rare. Notre culture se dresse sur son propre trésor. Nos romans sont d'un narcissisme délicat. Et nous tenons à juste titre à notre art de vivre. Quand des martiens « extra » arriveront sur Terre, ils se poseront au château d'Yquem ou dans la Romanée-Conti.

Le langage intimiste

Ne connaître que nous-mêmes était parfait quand le monde entier nous regardait. Mais le vent souffle. Les regards se tournent en tous sens. Nos machines se vendent plus mal et nos livres moins bien.

Parfois nous pensons que notre temps est passé. Le français n'est plus la langue suprême. Toutefois nous avons gardé une certaine idée de ce que nous sommes. Notre nombril est encore assez ferme. Nous pourrions lever le nez sans qu'il disparaisse aussitôt.

Or, si nous ne levons pas le nez, comment déterminer l'Europe que nous voulons ? Comment comprendre qui sont les immigrés en ignorant de quel pays ils viennent et ce qui s'y passe ? Et comment s'étonner que ceux qui pensent naïvement vivre sur une seule planète se sentent de moins en moins concernés par le langage intimiste de nos hommes politiques ? « La France pense que », disent nos ministres. Et s'ils cherchaient aux-mêmes ce que les Français pourraient penser et faire de neuf ? Aurons-nous la force de nous ouvrir sur l'extérieur ? Pourrons-nous rénover notre influence ? Peut-on changer d'état d'esprit ?

La rareté des traductions

La rareté des traductions n'est pas seulement désolante. Le plus étonnant est que si peu d'entre nous *soient capables de lire Sein und Zeit* en allemand. Et nous parlons d'Europe !

Nos télévisions se multiplient, mais ce ne sont que des sœurs jumelles. Il est extrêmement difficile de capter à Paris des programmes étrangers. L'enseignement des langues scolastiques dans les classes est utilitariste dans les bureaux. Des cow-boys, des flics, des astronautes, des mutants, des mickeys nous apportent une culture différente. On aime se plaindre que la provenance soit unique et ses produits souvent médiocres. Au lieu de nous en offusquer, nous ferions mieux de multiplier des importations plus diverses et plus vastes.

Nous avons les moyens de vivre au présent sur toute la Terre, et nous survivons en retard sur une languette de jardin.

Nous mourrons avec le plus beau nombril du monde.

(*) Chargé de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques.

Un projet monstrueux

Espérons que le gouvernement français n'autorisera pas la prochaine expédition de Thierry Sabine Organisation

par JEAN-MARIE LE CLÉZIO

A peine revenu de ce long périple qui m'a conduit d'Haïti jusqu'au Michoacan mexicain, me voici de nouveau plongé dans la violence et la dérision qui sont devenues caractéristiques de notre société contemporaine, en regardant par hasard, sur un poste de télévision, l'émission de « Thalassa » (mercredi 22 avril, FR 3) montrant la préparation du « raid » de Thierry Sabine Organisation à travers la forêt guyanaise, sur les fleuves Maroni et Oyapock. Déjà, par la voix de Survival International, ceux que la protection des minorités ethniques mobilise ont pu exprimer l'indignation que leur inspire ce projet monstrueux.

Comment ose-t-on affirmer tranquillement que le passage de cinquante engins motorisés et surpuissants lancés au maximum de leur vitesse sur les eaux des fleuves ne causera pas de dégâts ? Comment peut-on affirmer que l'installation de terrains d'atterrissage pour les hélicoptères, et, surtout, le déploiement d'hommes, de matériel, et tout le cirque publicitaire qui accompagne naturellement ces compétitions, vont laisser intouchés les fleuves, la nature, et les hommes qui y vivent ? Le raid Paris-Dakar a donné une image assez éloquente de la destruction liée à ce genre de manifestations, où apparaissent surtout les intérêts des puissants industriels de l'automobile et des produits pétroliers. La beauté, la pauvreté du désert, meurtries et foulées par l'argent.

J'ai eu la chance de partager plusieurs fois la vie de communautés indiennes, dans la forêt panaméenne et au Mexique. Chaque fois, j'ai été frappé par le sens de l'équilibre, la discrétion, la pudeur, de ces cultures. Qu'on ne m'accuse pas de resservir le cliché du bon sauvage ! Les Indiens de Guyane ne sont ni bons ni sauvages. Mais comme la plupart des peuples dont le nombre est réduit, et qui ont su préserver un contact étroit avec la nature, ce sont certainement des gens qui valorisent les qualités individuelles et les rapports humains plutôt que le profit et la compétition. Ce raid motonautique à travers leurs terres, leurs forêts, sur ces fleuves auxquels ils sont attachés par un lien passionnel et profond bien plus que par une nécessité géographique, serait une véritable violation.

Tout n'est pas encore joué. On veut espérer que le gouvernement français, responsable de ces territoires, n'accordera pas les autorisations, et que cette agression n'aura pas lieu. La situation dramatique que connaissent actuellement les émigrés du Suriname rend un tel projet encore plus indécent. Et n'est-ce pas la seule justification de la présence de la France dans un pays aussi lointain que de lui donner les moyens de se protéger contre les violences et les destructions venues de l'extérieur ?

COURRIER DES LECTEURS

Langue française et Révolution

Une querelle de mots s'est élevée autour du titre conféré à la mission qu'anime le président Edgar Faure, et qui a charge de donner au bicentenaire de la Révolution de 1789 le plus possible de sens et de retentissement (1) (...).

Le dictionnaire qui fait autorité aujourd'hui – on a nommé le très officiel *Trésor de la langue française*, désormais proche de son achèvement – contient de quoi rassurer la conscience linguistique de ceux qui ont critiqué l'appellation mise en cause. Ne nous apprend-il pas que le verbe *commémorer* possède trois sens : « marquer par une cérémonie le souvenir d'une personne, d'un acte ou d'un événement » ; « rappeler, remémorer » ; « célébrer, fêter ». Cette dernière acception prend appui d'abord sur un exemple anonyme : « commémorer un anniversaire » (ce qui est précisément le rôle de la mission dont il s'agit), puis sur deux citations, l'une du glorieux vicomte de Chateaubriand, l'autre... du joyeux Raymond Queneau !

Cet hommage à la vérité historique et à l'académicien Goncourt qu'était Raymond Queneau étant ainsi rendu, nul doute que le président Edgar Faure, académicien lui aussi (et de la « Française » !), soit prêt à modifier le libellé de sa mission dans le sens à la fois de la brièveté – n'allons pas dire du raccourcissement, pour éviter une déplorable remémoration ! – et de la netteté chère à Vaugelas. Pourquoi ne point simplement écrire – « commémoration » et « célébration » étant renvoyées dos à dos – « Mission du bicentenaire de la Révolution française » ?

GÉRALD ANTOINE,
professeur émérite d'histoire de la langue française.

(1) On « célèbre » un centenaire, on ne le « commémore pas », écrivait Jacques Lebar dans le « Courrier » du *Monde* du 16 avril (NDLR).

Le sexe de Bourges

Influence du « Printemps de Bourges » ? Du sancerre rouge dans un verre ? D'une vue fléchissante réclamant des lunettes ? J'hésite...

Mais là où Jack Lang a vu, sur le parvis de la cathédrale de Bourges, « le sexe en érection d'un paysan s'égarant dans des contrées interdites », chacun ici vous prouvera – oserai-je dire : *de visu* – que le Jugement dernier de notre cathédrale met en scène le Diable et, il est vrai, la forme d'un serpent visitant les damnés dans son Enfer...

CLAUDE GOBIN.
(Bourges.)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général : Bernard Wouts.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Corédacteur en chef : Claude Sales.



Le Monde PUBLICITE S.A.
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

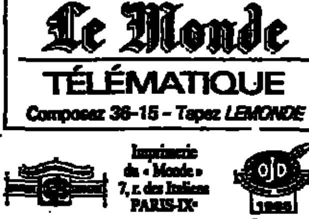
	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez *LEMONDE*



Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IXᵉ

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde USPS 765-910 is published daily, except Sundays for $ 460 per year by Le Monde c/o Speedimpex, 45-45 39 th street, L.C.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedimpex U.S.A., P.N.C., 45-45 39 th street, L.I.C., N.Y. 11104.



LIBAN : signe de détente

L'aéroport de Beyrouth est rouvert

BEYROUTH
de notre correspondant

L'aéroport de Beyrouth a été rouvert, le dimanche 10 mai, avec l'atterrissage d'un avion sans passagers de la compagnie nationale MEA, venant de Larnaca. Le trafic devait reprendre lundi avec le départ d'un avion pour Paris : cinquante-quatre vols sont prévus pour la semaine. L'aéroport était fermé depuis le 1er février dernier. Peu de nouvelles auraient pu être plus réjouissantes pour les Libanais – même pour ceux n'ayant aucun voyage en perspective, – car ils y voient un signe de nette détente.

Bien que l'aéroport soit situé en secteur musulman, sa mise en service n'intéresse pas la seule population de ce secteur et la mince frange de celle du secteur chrétien qui prendrait encore le risque de s'y rendre, mais tous les habitants du secteur chrétien. Elle implique, en effet, la mise en service d'un aéroport en région chrétienne, où une piste a été aménagée à Halate, sur un tronçon de l'autoroute de Nord. C'est d'ailleurs la décision, en janvier dernier, des Forces libanaises (milices chrétiennes) d'ouvrir coûte que coûte l'aéroport de Halate qui avait été à l'origine de la fermeture de celui de Beyrouth. Partant du principe qu'il y aurait un aéroport pour chaque secteur ou qu'il n'y en aurait aucun, les Forces libanaises avaient bombardé l'aéroport de Beyrouth, détruisant un avion de la MEA et entraînant la suspension par les Lloyds de la couverture des appareils de cette compagnie, contrainte dès lors de cesser ses vols.

On se rendit compte, alors, que la fermeture de l'aéroport de Beyrouth arrangeait tout le monde – sauf les voyageurs libanais, bien entendu, mais qui en avait cure ? – et en premier lieu les Occidentaux ainsi débarrassés d'un aéroport à haut risque.

Finalement, le ministre des transports, M. Walid Joumblatt (chef du PSP, à majorité druze), a pris la décision de débloquer la situation en créant une commission technique appelée à se prononcer sur l'utilisation des pistes militaires – donc de Halate – à des fins civiles. L'autorisation de mettre en service Halate, ce qui nécessite des aménagements techniques, pourrait intervenir dans les trois semaines à venir.

Les Forces libanaises (milices chrétiennes) ont reçu des assurances fermes à ce propos et ont donc laissé se faire la réouverture de l'aéroport de Beyrouth.

Cela étant, en imposant une surprime à la MEA, répercutée sur les voyageurs à raison de 10000 livres libanaises au départ de Beyrouth et 100 dollars au départ de l'étranger, les Lloyds ont clairement indiqué que l'aéroport de Beyrouth demeurait à haut risque et que son dossier n'était pas clos.

Reprise de négociations libano-syriennes

Simultanément, les négociations libano-syriennes – plus exactement entre des émissaires du président libanais, M. Amine Gemayel, et le pouvoir à Damas, – interrompues depuis la fin mars, ont repris dimanche soir. Ces pourparlers ont suscité de vives critiques de la part de M. Joumblatt, qui a demandé à la Syrie de mettre fin aux *« compromis »* avec le président.

Samedi, M. Gemayel s'était rendu à Zghorta, chez son vieil ennemi, l'ancien président Soleiman Frangié, avec qui il en est à sa énième réconciliation, saisissant l'occasion d'une maladie de ce dernier pour entreprendre cette visite. Un attentat à la voiture piégée est venu perturber l'atmosphère de ces retrouvailles, faisant deux morts et trente et un blessés dans ce village, secoué par une vendetta qui dure depuis des années. Le chef de l'Etat a aussi pris l'initiative de téléphoner au premier ministre, M. Karamé, qui le boycottait bien avant sa démission.

LUCIEN GEORGE.

● **Menaces d'Abou Nidal contre les Etats-Unis.** – Le groupe d'Abou Nidal, Fath-Conseil révolutionnaire, a mis en garde Washington, le dimanche 10 mai, contre l'extradition vers Israël de l'un de ses militants arrêtés mercredi dernier à New-York à sa descente d'avion en provenance de Caracas, d'où il avait été expulsé par les autorités vénézuéliennes. (*le Monde* daté 10-11 mai). – (AFP.)

ISRAËL : le débat sur la conférence de paix

La survie du gouvernement semble de plus en plus problématique

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Le lundi 11 mai devait être une journée importante dans l'actuelle épreuve de force entre le Likoud et les travaillistes, et peut-être décisive pour l'avenir du gouvernement d'union nationale. M. Shimon Pérès, chef de la diplomatie, devait soumettre dans la matinée au cabinet restreint – où siègent à parité cinq ministres de chaque camp – le « document de travail » américain approuvé, selon lui, par Amman, qui trace le cadre d'une éventuelle conférence internationale de paix ouvrant la voie à des négociations directes entre Israël et une délégation jordano-palestinienne.

Même si cette réunion se solde, comme probable, par un match nul entre les deux grandes familles de la coalition, l'éclatement de celle-ci pourrait être provisoirement ajourné. M. Pérès se rend, en effet, mercredi aux Etats-Unis, et on le voit mal remettre en branle le processus devant conduire à des élections anticipées avant son retour en Israël dans une dizaine de jours. Il n'empêche : personne ne semble plus croire ici à la survie du gouvernement. *« L'heure de la décision a sonné »*, prédisait dimanche M. Pérès.

Toujours résolument hostile à l'idée même d'une conférence internationale, le premier ministre, M. Itzhak Shamir, a lancé une double et tardive contre-attaque en direction d'Amman et de Washington. Le chef du Likoud a renouvelé, sans trop y croire, sa vieille offre de négociations directes dans le cadre des accords de Camp David. La Jordanie l'a aussitôt rejetée. Surtout, M. Shamir a dépêché d'urgence à Washington le directeur général de son cabinet, M. Yossi Ben Aharon. A-t-il voulu mettre à profit le regain de prudence dont semble faire preuve, ces derniers jours, l'administration Reagan et son souci de ne pas prendre publiquement parti dans le grand débat en cours en Israël ? Le conseiller de M. Shamir tentera de faire réfléchir une dernière fois les dirigeants américains avant leurs entretiens avec M. Pérès.

Ici, les deux adversaires campent sur leurs positions. Avant de s'envoler pour Washington, M. Ben Aharon – porte-parole de plus en plus prolixe de M. Shamir – a martelé à plusieurs reprises les arguments de la droite. Pour le Likoud, le « document de travail » américain est inacceptable à la fois à cause de ce qu'il dit et de ce qu'il ne dit pas. En quoi son contenu est-il périlleux ? Il mentionne, certes, la résolution 242 du Conseil de sécurité, mais aussi *« les droits légitimes du peuple palestinien »*. Ce rajout, estime le Likoud, *« déprave la 242 »* et satisfait partiellement l'OLP, qui demande, elle, *« la reconnaissance des « droits nationaux » palestiniens »*.

Les silences du texte sont encore plus dangereux. Le document, affirme la droite, ne prévoit pas que la conférence ouvrira immédiatement la voie à des négociations directes; il n'interdit pas explicitement aux grandes puissances d'intervenir sur le fond des débats; il n'oblige pas les participants à la conférence à entretenir des relations diplomatiques avec l'Etat juif. Conclusions du Likoud : la conférence sera l'*« antre du lion »* dont Israël ne pourra sortir, un *« nouveau Yalta »*, un *« piège »* permettant l'entrée en scène de l'OLP. *« J'ai la preuve*, déclarait dimanche M. Shamir, *que M. Pérès veut entrer en contact avec l'OLP et qu'il a fait parvenir des messages secrets à Arafat. »* Deux assertions naturellement démenties avec vigueur par les travaillistes.

La réplique travailliste

Ceux-ci s'emploient à rejeter chaque argument du Likoud. La conférence, soulignent-ils, ne sera qu'un simple prologue légitimant aux yeux du roi Hussein des pourparlers directs. *« Ce sera*, assure M. Pérès, *plus qu'une simple cérémonie, mais moins qu'un cadre de négociation. L'administration Reagan l'a d'ailleurs dit à M. Shamir en réponse à ses demandes d'éclaircissement. Elle est prête à s'en porter garante dans un document bilatéral israélo-américain. Si l'URSS refuse nos exigences, les Etats-Unis ne se joindront pas à la conférence. Si une grande puissance cherche à imposer ses vues, nous quitterons les discussions et les Etats-Unis nous imiteront. Si l'OLP est invitée à la conférence, nous n'irons pas. Tout le reste n'est que du bluff. M. Shamir le sait bien, puisque je l'ai tenu informé de tout en permanence. »*

M. Pérès affirme que des « Palestiniens de l'intérieur » sont prêts à participer, à une délégation commune avec Amman. Il a cité les noms de trois notables projordaniens : M. Elias Freij, maire de Bethléem, M. Rachad Sharva, ancien maire de Gaza, M. Hikmat Al Masri, vice-président du Sénat jordanien. *« Ils sont fatigués de l'OLP et du terrorisme*, observe M. Pérès. *Ils en veulent à Arafat de s'être réconcilié avec Habache, l'homme qui a fait assassiner l'ancien maire de Naplouse, M. Zaher Al Masri. »*

A moyen terme, M. Pérès propose en Cisjordanie une *« autonomie transitoire »*, mais ne veut pas *« en dire plus »*. *« Je ne tomberai pas dans le piège. Pendant vingt ans, nous avons proposé des plans, ce qui a empêché une négociation directe. Il est temps de faire le contraire, de dire aux Jordaniens : venez, nous vous écouterons. Aux Israéliens, nous poserons une seule vraie question : voulez-vous tenter, oui ou non, d'obtenir la paix ? L'alternative, c'est le statu quo et de nouvelles guerres. »*

Les travaillistes notent avec satisfaction certains signes d'évolution chez le roi Hussein. Ils relèvent que dans une récente interview au *Boston Globe*, le souverain hachémite juge *« irréaliste »* de demander un retrait total d'Israël des territoires occupés et une *« redivision de Jérusalem »*. Ils ont aussi accueilli avec plaisir les propos tenus dimanche à Jérusalem par M. Leo Tindemans, président du conseil des ministres de l'Europe, qui a eu une longue conversation avec M. Pérès. Trois pays arabes qu'il a récemment visités – l'Egypte, la Jordanie et l'Arabie saoudite – soutiennent à fond, a-t-il dit, le projet de conférence.

Dimanche soir, le débat en cours en Israël a gagné les rues de Jérusalem. Un millier de militants du mouvement Chalom Archav (La paix maintenant) ont manifesté sous les fenêtres de M. Shamir au cours d'un défilé aux flambeaux. Quelques centaines de partisans du Goush Emounin et du rabbin Kahane ont répliqué en organisant une contre-manifestation de droite. Ce qui donna lieu à quelques incidents mineurs.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

ÉGYPTE : après l'attentat contre le général Abou Bacha

Plus de huit cents arrestations dans les milieux islamistes

LE CAIRE
de notre correspondant

Plus de huit cent cinquante maximalistes musulmans ont été arrêtés pour interrogatoire ces derniers jours en Egypte à la suite de l'attentat perpétré le 5 mai contre l'ancien ministre de l'intérieur, le général Hassan Abou Bacha (*le Monde* du 7 mai), apprend-on de source proche des milieux islamistes. La plupart des personnes appréhendées au Caire, à Minieh et à Assiout, en Haute-Egypte, sont soit des membres de l'organisation Al Jihad, responsable de la mort de soixante-dix policiers au lendemain de l'assassinat du président Sadate, en octobre 1981, soit des activistes des Gamaat Islameya (groupements islamiques).

Les résultats de l'enquête actuellement en cours ont permis d'identifier trois suspects, tous membres de l'organisation extrémiste Al Jihad, qui, selon les témoins, seraient les agresseurs de l'ancien ministre.

Une vaste chasse à l'homme a été ouverte pour appréhender les trois fugitifs, surtout depuis la découverte de traces de sang et d'impacts de balles dans la camionnette ayant servi à l'attentat. Un des gardes du corps de l'ancien ministre avait affirmé avoir répliqué à la fusillade des agresseurs.

L'hypothèse de la vengeance

La carrière même de l'ancien ministre de l'intérieur du président Moubarak conforte l'hypothèse de la vengeance islamiste. Cet homme âgé de soixante-cinq ans s'est taillé la réputation d'être le spécialiste numéro un de la lutte anti-islamiste. Dès 1975, date des premiers accrochages entre le courant islamite et le président Sadate, le général Abou Bacha était nommé chef de la police de la sécurité de l'Etat. Moins d'un an plus tard, il arrêtait les membres de l'organisation extrémiste musulmane Al Takfir Wal Hegra, responsable de l'assassinat et de l'enlèvement du cheikh El Dahabi, ancien ministre des *wakfs* (biens religieux).

En 1981, après l'assassinat du président Sadate par un commando islamiste, le général Abou Bacha était nommé premier adjoint du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité politique. Sa principale tâche a consisté à démanteler les réseaux des maximalistes musulmans, notamment en Haute-Egypte. Ministre de l'intérieur de 1982 à 1984, il a été accusé par des membres de l'organisation Al Jihad d'avoir ordonné leur torture dans les prisons ; cette affaire, où sont impliqués quarante officiers et policiers, est toujours examinée par le tribunal.

L'attentat du 5 mai préoccupe d'autant plus les autorités égyptiennes qu'il s'agit du premier depuis l'arrivée du président Moubarak au pouvoir en 1981. Le raïs a marqué l'intérêt qu'il portait à cette affaire en rendant visite samedi au général Abou Bacha à l'hôpital. Selon le dernier bulletin médical, l'état de l'ancien ministre reste critique, et un spécialiste a été convoqué de Suisse pour examiner l'état de sa jambe, dont un os a été fracassé par une balle de fusil d'assaut. Il devrait se prononcer sur l'éventualité de faire soigner en Suisse le général Abou Bacha, qui est, de surcroît, diabétique.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

A TRAVERS LE MONDE

Angola

Le chef de l'UNITA lance un avertissement à Elf-Aquitaine

Au cours d'une rencontre avec la presse dans son quartier général de Jamba, le samedi 9 mai, M. Jonas Savimbi, chef de l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola), en lutte contre le régime de Luanda, a lancé un avertissement aux compagnies étrangères qui opèrent dans son pays, notamment à la compagnie Elf-Aquitaine, dont il critique l'*« attitude politique »*.

M. Savimbi a donné en exemple certaines compagnies, qu'il n'a pas nommées. *« Il y a des compagnies qui se comportent bien : elles font leur business avec les gens du MPLA* (parti marxiste au pouvoir à Luanda), *ça marche. En même temps, elles ne nous insultent pas, ne font pas campagne contre nous. Certaines coopèrent avec nous sous la table, d'autres se taisent. »*

Mais *« Elf-Aquitaine monte un lobby contre l'UNITA »*, a-t-il ajouté. *« Pour les capitalistes, il faut leur faire sentir le feu : ils fuient immédiatement »*, a-t-il déclaré, dans une allusion évidente à des attaques contre les installations de l'entreprise française.

Dans le passé, de nombreux étrangers ont été enlevés par l'UNITA, qui les a ensuite relâchés. Cette fois-ci, *« la plaisanterie est terminée »*, a dit M. Savimbi.

Irak

M. Murphy lance un appel à Téhéran

Le secrétaire d'Etat adjoint américain pour le Proche-Orient, M. Richard Murphy, a été reçu, le dimanche 10 mai, à Bagdad, par le chef de la diplomatie irakienne, M. Tarek Aziz. La visite de M. Murphy en Irak est la première d'un haut responsable américain dans ce pays depuis la révélation, en novembre 1986, de l'affaire des ventes d'armes américaines à Téhéran.

M. Murphy, qui s'est déjà rendu à Oman et aux Emirats arabes unis, doit poursuivre sa tournée dans les quatre autres pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG – Arabie saoudite, Koweït, Bahrein et Qatar), à l'issue de son séjour en Irak. Cette tournée intervient deux semaines après celle effectuée par M. Vladimir Petrovski, l'un des vice-ministres soviétiques des affaires étrangères, qui avait visité l'Irak, le Koweït, Oman et les Emirats arabes unis.

Depuis Bagdad, M. Murphy a lancé *« un appel aux dirigeants iraniens pour qu'ils rejoignent l'Irak, qui a souvent exprimé sa volonté d'entamer des négociations »*. Le secrétaire d'Etat, George Shultz, avait mis en garde l'Iran, jeudi dernier, le sommant d'accepter les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, au risque de subir *« des mesures appropriées de contrainte »*. L'agence officielle iranienne IRNA a, dimanche, qualifié d'*« hostile »* cette attitude américaine. – (AFP, AP.)

Nicaragua

Une dirigeante rejoint la Contra

Miami (*AFP*). – La vice-présidente du Parti social-chrétien du Nicaragua, Mme Azucena Ferry, est arrivée la semaine dernière aux Etats-Unis pour rejoindre l'opposition nicaraguayenne en exil. Le dimanche 10 mai, lors d'une conférence de presse, elle a indiqué qu'elle désirait siéger au sein de la nouvelle direction de sept membres de l'opposition armée aux sandinistes, destinée à remplacer la précédente organisation, l'UNO (*opposition nicaraguayenne unie*) qui s'est désintégrée à la suite de dissensions internes.

Expliquant son changement d'attitude – Mme Ferry avait dans le passé rejeté tout soutien à la lutte armée engagée par la Contra, – l'ancienne vice-présidente a affirmé que le régime marxiste-léniniste au pouvoir à Managua n'avait aucunement l'intention de faire des concessions à ses opposants. *« Ils* [les sandinistes] *n'ont pas l'intention de négocier. Ils veulent simplement gagner du temps »*. Exprimant la crainte de voir une dictature de type somoziste revenir au pouvoir dans son pays, Mme Ferry a indiqué qu'*« elle ne pouvait pas accepter le postulat selon lequel le seul moyen d'échapper à la dictature de droite était de condamner les gens à vivre sous une dictature de gauche encore plus sanglante »*. *« Le seul recours du peuple nicaraguayen*, a-t-elle dit, *est de renverser les sandinistes. Nous avons besoin aujourd'hui de la même solidarité qu'il y a huit ans lorsque nous avons chassé Somoza »*.

Pérou

Série d'attentats à Lima et en province

La résidence du président péruvien Alan Garcia ainsi que plusieurs objectifs militaires et civils ont été, le samedi 9 mai, à Lima les cibles d'attentats à l'explosif qui ont fait deux morts et une quinzaine de blessés. Cette nouvelle vague d'attentats a été perpétrée par plusieurs commandos urbains du mouvement maoïste Sentier lumineux alors que la capitale était privée d'électricité à la suite d'une coupure de courant d'origine criminelle qui a également affecté sept départements dans le pays. L'opération contre la résidence présidentielle a été réalisée au moyen d'une camionnette piégée stationnée devant les grilles protégeant le jardin situé à l'arrière du palais du gouvernement, non loin d'un centre commercial.

Six terroristes ont pris part à cette action, selon la police. Les membres du commando ont ensuite ouvert le feu contre les gardes du palais. Cette fusillade a créé un mouvement de panique parmi les clients du centre commercial. Pendant ce temps d'autres commandos attaquaient des installations militaires et des commissariats : deux terroristes sont morts, tués par l'explosion de leur bombe.

D'autre part, dans les Andes, à Huancayo, un responsable gouvernemental a été assassiné vendredi à son bureau par des membres du Sentier lumineux. Roberto Berrospi, qui dirigeait l'Agence de coopération populaire pour la province de Junin, a été abattu d'une balle en plein cœur. – (AFP, Reuter.)

Sahara occidental

Le Polisario revendique une attaque contre le « mur »

Le roi Hassan II a informé, le vendredi 8 mai, les chefs de huit partis politiques progouvernementaux des résultats de sa récente rencontre avec le président Chadli, à la demande du roi Fahd d'Arabie saoudite. Il leur a dit qu'aucun progrès significatif n'avait été fait au sujet du Sahara occidental, mais que de nouveaux entretiens, à différents niveaux, avaient été décidés pour parvenir à normaliser les relations avec Alger et à mettre en place une coopération bilatérale.

Dans un communiqué publié samedi à Alger, le Polisario revendique une attaque, lancée vendredi, contre le « mur » marocain dans la région de Farsia, au nord-est du Sahara occidental. Ce texte souligne que, par cette opération, les combattants sahraouis ont tenu à « saluer » le quatorzième anniversaire de la fondation du Front Polisario, le 10 mai 1973, et, en même temps, à *« démontrer que la paix ne peut s'instaurer dans la région sans le respect total de la souveraineté de* [leur] *peuple et de l'intégrité territoriale de* [leur] *pays »*.

Yougoslavie

Le journaliste Dusan Bogovac aurait été relâché

Le journaliste dissident Dusan Bogovac, qui avait été interpellé le jeudi 7 mai en République fédérée de Croatie (*le Monde* daté 10-11 mai), aurait été relâché vendredi. M. Bogovac n'a pu être joint par téléphone à son hôtel, mais un réceptionniste a confirmé son retour.

Les autorités policières locales ont interrogé le journaliste sur les activités du fonds de solidarité avec les victimes de la répression dont M. Bogovac est fondateur, et lui ont également conseillé de ne pas se rendre auprès des mineurs en grève du bassin houiller de Labin (nord-ouest de la Yougoslavie), sur lesquels il devait faire un reportage. La tension croît dans les houillères, où le vote sur la reprise du travail s'est soldé par une victoire du « non ». Les grévistes ont menacé de descendre dans les puits à partir du lundi afin d'y mener une grève de la faim collective illimitée. – (AFP.)



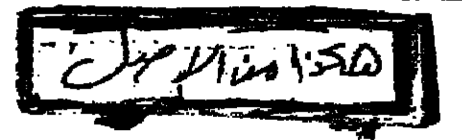
MALTE

Les élections ont ... sans incident

ITALIE

Les évêques appellent ... les électeurs à ... la Démocratie ...

Partez à



Europe

MALTE

Les élections ont eu lieu sans incident majeur

LA VALETTE
de notre envoyé spécial

Les élections qui doivent décider soit le maintien au pouvoir du Parti travailliste maltais de M. Carmelo Mifsud Bonnici, soit la victoire de l'opposition nationaliste (PN, démocrate-chrétienne) de M. Eddie Fenech Adami, ont eu lieu, le samedi 9 mai, dans un calme quasiment absolu. Le seul incident digne d'être mentionné a eu lieu à Zejtun, un fief du Labour, où quelques sympathisants du PN ont été empêchés de voter (et l'un d'entre eux frappé) par des militants travaillistes — lesquels nous ont assuré n'avoir agi ainsi que pour empêcher leurs adversaires de mettre plus d'un bulletin dans l'urne. La participation a été massive : plus de 96 % des 246 000 inscrits.

Le dépouillement se poursuivait, lundi matin, dans l'ancienne base aérienne britannique de Hal-Far, située à une quinzaine de kilomètres de La Valette, entourée d'une protection militaire digne d'un état de siège.

Le mode de scrutin légué par le colonisateur anglais est d'une extrême complexité, et les opérations se déroulent très lentement dans une sorte d'aquarium au milieu d'un bunker, surveillé de l'extérieur par les représentants des 171 candidats. C'est vers le milieu de la journée seulement que l'on devrait savoir si l'une des deux formations a obtenu la majorité absolue. Ce serait la condition indispensable pour qu'un gouvernement incontesté puisse être constitué.

En 1981, les nationalistes avaient obtenu 51 % des voix, mais seulement 31 sièges sur 65, ce qui avait provoqué de leur part de vives protestations et un boycottage de deux années des travaux du Parlement.

Si une solution claire ne sortait pas immédiatement des urnes, le décompte des voix devrait être recommencé et durer deux jours encore. Et la tension, déjà très perceptible dans l'île (des partisans des nationalistes ont cru pouvoir crier victoire toute une partie de la nuit de dimanche à lundi dans la capitale), s'en trouverait accentuée.

J.-P. CLERC.

ITALIE

Les évêques appellent implicitement les électeurs à soutenir la Démocratie chrétienne

ROME
de notre correspondant

A cinq semaines des élections législatives anticipées, les évêques italiens ont invité les électeurs catholiques à rester fidèles à leur « tradition unitaire », appel implicite à voter pour la Démocratie chrétienne.

La « note » publiée le samedi 9 mai par la conférence épiscopale ne mentionne certes pas explicitement la DC, mais le message ne laisse aucun doute sur le fait que les évêques ont décidé de lui venir en aide.

L'appel à l'unité politique des catholiques, inspiré directement par un discours prononcé il y a deux ans à Lorette par Jean-Paul II, constitue une nouveauté pour l'Eglise italienne post-conciliaire. Depuis une quinzaine d'années, les évêques se bornaient à demander aux fidèles de défendre les valeurs fondamentales de la morale chrétienne, tout en admettant implicitement qu'il était possible de le faire au sein de différentes forces politiques.

Les catholiques sont invités à *« être conscients de la réalité italienne »* et des *« attitudes de refus au sein de certaines forces politiques à l'égard de valeurs chrétiennes et humaines essentielles »*. Parmi ces valeurs, l'épiscopat cite notamment le respect de la vie humaine à tout moment de son existence et la stabilité de la famille. Traduite en langage politique, la formule équivaut à une mise en garde contre les partis qui ont soutenu le divorce et l'avortement, en premier lieu les socialistes et les communistes.

La réaction du Parti socialiste ne s'est pas fait attendre. L'organe du PSI, *Avanti*, a reproché dimanche aux évêques de *« s'être laissé encore une fois prendre par la main pour descendre directement dans l'arène électorale »*. Pour le journal socialiste, *« les valeurs chrétiennes ne peuvent être le patrimoine exclusif d'un parti politique »*, et *« les catholiques italiens ont plus d'une fois démontré qu'ils ne se considéraient pas liés par les avis de leurs évêques »*.

(Intérim.)

EN BREF

● **DANEMARK : fin de la grève des médecins auxiliaires.** — La grève des médecins auxiliaires, qui durait depuis le 17 avril dernier (*le Monde* du 22 avril), devait prendre fin le lundi 11 mai, après l'intervention du gouvernement. Les ministres de l'intérieur et du travail, en effet, ont fait voter par le Parlement un texte de loi qui prolonge pour deux ans les conventions collectives des médecins auxiliaires hospitaliers. Les problèmes concrets devront être réglés avant le 15 septembre par une négociation paritaire. Depuis le début du conflit, cinq mille opérations ont dû être ajournées. — *(Corresp.)*

● **GRANDE-BRETAGNE ; violents affrontements dans un temple sikh.** — Au moins six personnes ont été blessées, dont une grièvement, et quarante autres arrêtées, le dimanche 10 mai, au cours d'un affrontement entre bandes rivales à l'intérieur d'un temple sikh à Belvedere, dans le Kent (sud-est de l'Angleterre). Les heurts ont éclaté pendant une assemblée qui réunissait quelque cent cinquante fidèles pour décider de l'élection des responsables du temple. Selon la police, un groupe de sikhs, armés de longs sabres, de pics à glace, de matraques et de poignards, a soudain fait irruption pour attaquer les membres de l'assistance. — *(AFP.)*

● **IRLANDE DU NORD : affrontements violents à Belfast.** — Les quartiers catholiques de Belfast ont été le théâtre d'affrontements sporadiques, le samedi 9 et le dimanche 10 mai, à la suite de l'embuscade tendue, vendredi, par la police qui a coûté la vie à huit membres de l'IRA-Armée républicaine irlandaise (*le Monde* daté 10-11 mai). Trois personnes ont été blessées, dont une jeune fille, atteinte au visage par une balle en plastique, et un soldat. Par ailleurs, la police a découvert en vingt-quatre heures deux importantes caches d'armes de l'IRA. Sept personnes ont été arrêtées au cours de ces opérations, menées dans les quartiers de Falls Road (Belfast) et de Bogside (Londonderry). — *(AFP.)*

POLOGNE : la catastrophe aérienne de Varsovie

Cent quatre-vingt-trois morts et deux questions

Cent quatre-vingt-trois morts, aucun survivant. La Pologne a connu, le samedi 9 mai, la plus grave catastrophe aérienne de son histoire quand un Iliouchine-62, affrété par la compagnie nationale LOT pour un vol Varsovie-New-York, s'est écrasé dans une forêt de la banlieue de la capitale polonaise, à environ 5 kilomètres de la piste d'atterrissage. Outre les onze membres d'équipage, les victimes sont toutes polonaises, à l'exception de dix-sept citoyens des Etats-Unis, eux-mêmes, pour la plupart, d'origine polonaise.

Cette tragédie (un deuil de deux jours a été décrété dans toute la région de Varsovie) pose au moins deux questions. La première concerne la fiabilité de l'Iliouchine-62, appareil dont la mise au point a été laborieuse, qui a déjà été à l'origine d'au moins cinq accidents très graves et dont la conception technique (quatre réacteurs accolés deux par deux à l'arrière) est abandonnée depuis longtemps en Occident.

L'autre interrogation porte sur les raisons qui ont incité le commandant de bord, le capitaine Zygmunt Pawlaczyk, un pilote de cinquante ans, très expérimenté, à tenter de regagner l'aéroport civil de Varsovie, alors qu'au moins un de ses moteurs était en feu, et que d'autres aéroports — deux bases militaires et un terrain civil — semblaient beaucoup plus proches. L'appareil était, en effet, déjà à plus de 200 kilomètres de Varsovie quand l'avarie s'est déclarée. Selon certaines informations, le pilote n'aurait pas reçu l'autorisation d'atterrir sur une base militaire, mais cette version des faits n'est pas confirmée officiellement. (La boîte noire de l'appareil a été récupérée.)

« C'est la fin. Adieu. »

Il semble que, dans les derniers instants précédant l'accident, le pilote , se rendant compte qu'il ne pourrait atteindre les pistes de Varsovie-Okecie, ait délibérément infléchi sa route vers une zone inhabitée — la forêt de Kubaty, — soit pour tenter un atterrissage de fortune, soit pour éviter de toucher la cité dortoir d'Ursynow et ses cent quarante mille habitants. *« C'est la fin. Adieu »*, ont été ses derniers mots. L'appareil — qui n'avait pu se délester de la totalité de ses réserves de carburant, certaines vannes étant, semble-t-il, restées bloquées, a explosé dès qu'il a touché le sol. Des corps déchiquetés ont été retrouvés tout autour du lieu de l'accident. La zone a été bouclée par la police.

La compagnie LOT a décidé de faire réviser les six autres IL-62 qu'elle exploite : l'un d'entre eux a décollé pour les Etats-Unis quelques heures après la catastrophe, avec la totalité des passagers inscrits, à l'exception d'une passagère traumatisée — elle devait prendre le vol de New-York et n'avait eu la vie sauve que parce que les douaniers s'étaient opposés à son embarquement.

A l'exception notable de la Roumanie, tous les pays de l'Est européen utilisent exclusivement des appareils de construction soviétique, alors même que leur coût d'exploitation semble supérieur à celui des appareils occidentaux et leur niveau technique inférieur. A l'époque de Solidarité, le directeur élu par le personnel de la LOT (mais qui ne reçut pas l'agrément des autorités) s'était prononcé pour l'acquisition d'appareils plus modernes — une déclaration qui n'a jamais été suivie d'effet.

J. K.

Le quadriréacteur Iliouchine IL-62

L'Iliouchine IL-62 a été présenté pour la première fois en URSS en septembre 1962.

Premier long-courrier soviétique destiné notamment à remplacer le vieux Tupolev-114 à moteurs à pistons, l'IL-62 a été conçu par l'équipe de Serge Iliouchine. Doté de quatre réacteurs Kouznetsov de 10 500 kilos de poussée chacun, il peut transporter cent quatre-vingt-six passagers à une vitesse maximale de 950 kilomètres à l'heure sur une distance moyenne de 5 000 kilomètres. Son autonomie est de 9 200 kilomètres. La mise en service de l'avion a été retardée jusqu'en 1967, après plusieurs années de mise au point.

En 1970, le bureau d'études Iliouchine élaborait une nouvelle version de l'appereil pouvant transporter cent quatre vingt-dix-huit passagers et parcourir 10 300 kilomètres.

● **Fin du séminaire des pacifistes indépendants.** — Le premier séminaire international de mouvements pacifistes indépendants jamais organisé dans un pays de l'Est s'est achevé, le dimanche 10 mai, à Varsovie. Samedi, les participants ont fleuri la tombe du Père Popielusszko, assassiné par la police politique, et dimanche celle du soldat autrichien Otto Schimek, fusillé par les nazis pour avoir refusé de tirer sur un civil polonais. Schimek est considéré comme un simple déserteur par les autorités polonaises, qui ont jusqu'alors empêché systématiquement les membres du collectif « Liberté et paix » de se rendre sur la tombe de celui qu'ils considèrent comme un symbole du pacifisme. Les autorités de Varsovie, qui avaient tenté dans un premier temps d'empêcher par tous les moyens la tenue de ce séminaire, ont finalement opté pour une attitude de tolérance. — *(AFP.)*

Amériques

ÉTATS-UNIS : l'enquête sur l'« Irangate »

M. McFarlane pourrait, à son tour impliquer M. Reagan dans l'aide aux « contras »

WASHINGTON
de notre correspondant

Conseiller de la Maison Blanche pour les affaires de sécurité nationale entre octobre 1983 et décembre 1985, M. Robert McFarlane devait révéler, le lundi 11 mai, que M. Reagan avait directement ordonné le développement d'un programme de soutien aux insurgés antisandinistes après que le Congrès eut interdit, à l'automne 1984, toute aide militaire américaine en leur faveur.

Deuxième témoin à être publiquement entendu par les commissions d'enquête parlementaires sur l'« Irangate », M. McFarlane devrait ainsi renforcer le sentiment de plus en plus général à Washington que le président n'était pas aussi ignorant qu'il l'a toujours dit des entreprises lancées par ses collaborateurs pour maintenir à flot la guérilla nicaraguayenne.

La semaine dernière, déjà, le principal organisateur des réseaux d'aide privée aux *« combattants de la liberté »*, le général à la retraite Richard Secord, avait indiqué devant les commissions d'enquête parlementaires que William Casey, l'ancien directeur de la CIA, mort la semaine dernière d'une tumeur au cerveau, l'avait fait bénéficier des renseignements obtenus par son agence. Cette confirmation d'une présomption largement étayée depuis plusieurs semaines par des révélations de presse avait fait sensation dans la mesure où il serait très difficilement imaginable que William Casey ait pu agir sans un feu vert du président, alors qu'il en était l'un des conseillers les plus proches et les plus écoutés.

Autre point très remarqué de sa déposition, le général Secord avait également indiqué que le colonel North, l'homme en charge du soutien aux « contrats » au sein du Conseil national de sécurité, avait affirmé devant lui s'être entretenu avec M. Reagan du détournement au profit de la guérilla antisandiniste des bénéfices des ventes d'armes à l'Iran.

« Un peu plus qu'il ne le dit »

Cela ne constitue en rien une preuve que M. Reagan ait effectivement été mis au courant de cette opération, mais, d'indice en indice, tant de choses tendent désormais à le démontrer que M. Daniel Inouye, le sénateur qui préside les audiences des commissions parlementaires, déclarait dimanche sur la chaîne ABC que, *« au fur et à mesure des témoignages, il apparaîtra que* [M. Reagan] *en savait un peu plus qu'il ne le dit »*.

Toute la question sera bien sûr de savoir ce que recouvrait exactement cet *« un peu plus »*, car si l'image de M. Reagan est certainement destinée, comme l'a aussi souligné M. Inouye, à se « ternir » plus encore, il n'est pas dès maintenant certain qu'il ait délibérément violé la loi. Juridiquement parlant, on peut, en effet, soutenir que l'interdiction d'aide militaire aux « contras » édictée en 1984 par le Congrès n'impliquait pas que le Conseil national de sécurité n'ait pas le droit de favoriser l'organisation d'un réseau d'aides privées.

La Maison Blanche a en tout cas reçu un avis juridique allant dans ce sens et M. McFarlane devait, de surcroît, expliquer que M. Reagan n'avait pas spécifié comment devait être organisé ce soutien aux « contras » et n'avait demandé aucune violation de la loi.

BERNARD GUETTA.

Aux obsèques de William Casey

Un évêque critique la politique américaine en Amérique centrale

Les obsèques de l'ancien directeur de la CIA, William Casey, ont donné lieu, le samedi 9 mai, à Rosly-Harbour (Etat de New-York), à une étrange scène. Mgr John McGann, l'évêque catholique qui a prononcé l'oraison funèbre du défunt en présence du président Reagan et de son épouse, s'est, en effet, lancé dans une critique de la politique des Etats-Unis en Amérique centrale, et plus particulièrement de l'aide américaine aux « contras » du Nicaragua.

« Je suis persuadé que William a pensé que les évêques américains étaient aveugles sur la menace communiste potentielle en Amérique centrale, tandis que nous avons été et demeurons hostiles à la violence mise en œuvre en Amérique centrale pour aider les « contras », a-t-il dit.

William Casey était un farouche partisan du soutien aux rebelles anti-sandinistes et avait été convoqué devant la commission d'enquête du Congrès dans le cadre du scandale de l'« Irangate ».

Le président Reagan n'a fait, quant à lui, aucune déclaration. Mais à son retour à la Maison Blanche, il a répondu par l'affirmative aux journalistes qui lui demandaient s'il avait versé de l'argent au fonds d'aide aux « contras » créé par la veuve de M. Casey à la mémoire de celui-ci. Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Marlin Fitzwater, a toutefois indiqué, quelques minutes plus tard, que le président avait mal compris la question à cause du bruit de son hélicoptère, et qu'il croyait qu'on lui avait demandé si le service funèbre était réussi. — *(AFP, AP.)*




Asie

PHILIPPINES : le scrutin législatif s'est ouvert dans un calme relatif

Une étape symbolique dans le retour de la démocratie

Les vingt-cinq millions d'électeurs philippins sont une nouvelle fois allés aux urnes, le lundi 11 mai, pour élire les deux cents députés et vingt-quatre sénateurs, dont les sièges sont soumis au scrutin dans le nouveau système bicaméral à l'américaine prévu par la Constitution (cinquante autres députés devant être nommés par la présidente Corazon Aquino afin d'assurer une présence au Parlement de tous les secteurs sociaux). Contrairement à l'atmosphère surchauffée qui avait précédé le référendum de février avec la tentative de coup d'Etat de militaires mécontents, un calme relatif régnait ces derniers jours à Manille, à l'approche de ce scrutin qui restaurera formellement la prééminence du pouvoir civil sur les casernes. De Hawaï où il vit en exil, l'ancien président Marcos a prédit la défaite de Mme Aquino et appelé l'armée à surveiller les opérations de vote afin d'empêcher toute fraude.

Les forces de l'ordre avaient été placées en état d'alerte maximale pour assurer le bon déroulement du scrutin, dont les résultats officiels complets pourraient être connus dans deux semaines. Dans la matinée de lundi, on dénombrait quatre morts en province dans des incidents liés au scrutin.

L'insurrection communiste, qui a fait savoir qu'elle ignorait cet « exercice électoral », s'est engagée à ne pas perturber le vote, mais a menacé de représailles les groupes de droite qui seraient tentés de faire pression sur les électeurs. En revanche, les rebelles musulmans ont appelé au boycottage des élections dans le Sud, où leur guérilla est active, et, selon la presse de Manille, auraient menacé de troubler le scrutin. Les négociations entre le gouvernement et le principal mouvement de guérilla musulman, le Front de libération nationale Moro (MNLF), avaient été interrompues jeudi sans qu'une issue soit trouvée à la question de l'autonomie des provinces méridionales. Soucieuses d'éviter le pire à la veille des élections, les autorités ont accédé à la requête du MNLF que l'affaire soit portée devant l'Organisation de la conférence islamique, basée à Djeddah. Le cessez-le-feu conclu en septembre 1986 avec le MNLF a été toutefois reconduit indéfiniment.

Enfin, l'un des deux membres du comité international de la Croix-Rouge enlevés la semaine dernière dans le sud de l'archipel, M. Alex Braunwalder, a été libéré dimanche par ses ravisseurs, soupçonnés d'être liés à un homme politique local musulman. Le CICR a précisé qu'aucune rançon n'avait été versée et que des négociations se poursuivaient afin d'obtenir la libération du second otage, M. Jacques Sudan.

MANILLE
correspondance

Après le plébiscite constitutionnel du 2 février, le scrutin législatif de ce lundi marque une des toutes dernières étapes du retour à la démocratie et la fin du régime provisoire prévalant depuis la chute de Ferdinand Marcos en février 1986. L'ouverture de la première session parlementaire, en principe en juillet, sera suivie d'une dernière touche au tableau avec l'élection, en août, des milliers d'administrateurs locaux, éléments-clés du nouveau système politique.

Pendant soixante jours, les Philippins ont célébré en bonne et due forme le retour de la « foire d'empoigne » des méthodes électorales d'antan. Ils ne sont pas moins de seize mille à briguer un siège de député, et quatre-vingt-quatre autres celui de sénateur. Le débat politique a été relégué au second plan : pour la majorité des candidats, inconnus du public ou compromis dans le régime précédent, c'était surtout l'occasion de se refaire connaître.

Pour les grandes familles, prêtes à débourser des fortunes dans une campagne électorale, c'est un investissement dont on espère qu'il rapportera par une présence amie en haut lieu... Souvenir de l'ère Marcos oblige, les candidats de l'administration Aquino ont, eux, mis l'accent sur leur propre honnêteté : untel s'est dit *« le pourfendeur de la corruption »*, un autre *« l'homme le plus intègre du pays »*, un avocat en vue s'est targué d'être *« un homme pauvre au passé sans tache »* et une vedette de cinéma s'est dit *« l'ami des pauvres »*.

Rejeter les « sans Dieu »

De nombreux visages nouveaux sont apparus... même sur des silhouettes connues, telle celle de M. Juan Ponce Enrile, l'ancien ministre de la défense, qui a affiché une sérénité qu'on ne lui connaissait pas (sans doute sur le conseil d'une importante firme de publicité).

Mais on a aussi constaté la résurrection des grands clans patriciens du pays. Des critiques y voient la restauration de l'élite dominante au pouvoir avant que Marcos n'en fasse les premières victimes de ses propres ambitions. Pourtant, le paysage politique a changé : le déclin des puissantes formations traditionnelles de cette ère pré-Marcos (Parti nationaliste et Parti libéral) s'est confirmé, alors que les anciens mouvements d'opposition (PDP-Laban notamment) jouissent d'un net regain de popularité.

Mme Aquino, elle, a préféré se placer au-dessus de la mêlée, et s'est gardée de cautionner la constitution d'un véritable « parti du pouvoir ». Elle avait du reste provoqué une certaine polémique en déclarant que, sa liste pluripartite garantissant le respect des normes démocratiques, le futur Sénat n'avait *« pas besoin d'une opposition »*.

La grande innovation de la campagne aura été l'apparition au grand jour de l'extrême gauche philippine. Le Partido Ng Bayan, réputé proche du Parti communiste clandestin, a présenté sept candidats, dont un ancien commandant de la Nouvelle Armée du peuple (insurgée), et, écho paradoxal à la carrière politique d'Imelda Marcos, une ancienne reine de beauté. Cette liste de gauche, intitulée Alliance pour une politique nouvelle, a eu beau se déclarer respectueuse de la voie parlementaire, elle s'est attiré les foudres de l'Eglise catholique.

Revenant sur le devant de la scène après avoir annoncé qu'il comptait prendre sa retraite politique, le cardinal Jaime Sin, premier prélat du pays, a publié une lettre pastorale invitant ses ouailles à rejeter de leur vote les « sans Dieu » de l'extrême gauche. Exprimant d'autre part les craintes de l'Eglise face à un relâchement des valeurs, le cardinal Sin a demandé aux Philippins de ne pas voter pour les candidats coupables d'adultère ou ceux professant des pratiques *« contraires à l'esprit de l'Eglise »*, comme l'avortement ou le divorce.

Dans un tout autre sens, la campagne aura été fidèle aux traditions : officiellement, une quarantaine de candidats et de propagandistes ont trouvé la mort au cours de divers incidents.

KIM GORDON-BATES.

CHINE

Nostalgies gauchistes chez Mao Zedong

(Suite de la première page.)

Langue de bois, chiffres incohérents ou dissimulés, interviews « arrangées » par des cadres locaux qui fournissent les réponses à la place de la personne interviewée quand celle-ci s'écarte de la ligne officielle... Témoin ce directeur d'une usine de Shaoshan, le bourg où naquit Mao, contraint par le guide local, ancien garde rouge, de refaire sa copie devant nous : alors que la réforme des entreprises bat son plein, il avait laissé entendre qu'elle n'était pas appliquée chez lui et que l'administration continuait d'exercer son emprise.

Dans une préfecture reculée en majorité peuplée de minorités ethniques, tout allait bien à en croire les officiels : les paysans mangeaient à leur faim, adoraient le parti, les superstitions s'étaient évanouies... Pourtant, on voit toujours dans la rue des diseurs de bonne aventure. La lecture de la presse de Pékin y a même parfois une petite odeur de soufre : ne reconnaît-elle pas, données à l'appui, que la région a peut-être raté le coche de la modernisation ?

Un fonctionnaire provincial, ne voulant pas admettre la moindre qualité au capitalisme, nous a affirmé qu'en France nombre de zones étaient interdites aux étrangers pour des raisons de sécurité et qu' *« aux Etats-Unis, la CIA et le FBI empêchent les Américains d'approcher les ambassades étrangères »*. Tout cela peut paraître caricatural dans la Chine d'aujourd'hui. Mais cela montre en même temps que le vieux fonds gauchiste est encore souvent à fleur de peau. Des dirigeants comme M. Mao Zhiyong ont survécu à neuf ans de réformes et pourraient être prêts à un retour en arrière, dont la population ne veut certes pas entendre parler mais qui ne déplairait pas à bien des cadres. C'est sans doute à cela que pensait M. Deng en critiquant, début mai, les *« nostalgiques du gauchisme »*.

Quelques jours auparavant, à Changsha, la télévision passait un film montrant un général, victime de la révolution culturelle, qui, une fois réhabilité, pardonnait à son meilleur ami, l'homme qui l'avait dénoncé et était devenu son supérieur dans le parti : c'est du passé, et nous sommes tous des communistes, il faut oublier, lui disait l'un des personnages.

PATRICE DE BEER.

Diplomatie

M. Mitterrand en visite à Berlin-Ouest

M. Mitterrand fait, ce lundi 11 mai, une visite officielle à Berlin-Ouest, à l'occasion du sept cent cinquantième anniversaire de la ville, divisée entre l'Est et l'Ouest.

Le président, qui s'était déjà rendu à Berlin-Ouest en octobre 1985, est le premier des dirigeants des trois puissances garantes du statut de la ville à participer à cet anniversaire. Il sera suivi le 26 mai par la reine d'Angleterre et le 12 juin par le président Reagan.

M. Mitterrand est accompagné dans cette visite par le chancelier Kohl, monté à Bonn à bord de l'avion du président français. Il rencontrera également le président de la RFA, M. von Weizsaecker, dans sa résidence berlinoise de Bellevue, ce qui est une initiative sans précédent de la part d'un chef d'Etat allié.

Ces entretiens pemettront un nouvel échange de vues sur les dossiers du désarmement et la réponse à faire aux propositions de M. Gorbatchev sur les euromissiles, après les conversations que M. Chirac a eues à Strasbourg, le 3 mai, avec M. Kohl.

● **Manifestation des jeunes communistes contre l'apartheid.** — Plusieurs milliers de personnes (dix mille à quinze mille selon les observateurs et plus de soixante mille selon les organisateurs) ont défilé de Montparnasse au Trocadéro, à Paris, le samedi 9 mai, à l'appel du Mouvement de la jeunesse communiste de France (MJCF) pour réclamer la libération de Nelson Mandela, leader du Congrès national africain (ANC), emprisonné depuis vingt-cinq ans en Afrique du Sud, et de M. Pierre-André Albertini, coopérant français condamné à quatre ans de prison au Ciskei. Dénonçant MM. Mitterrand et Chirac comme *« complices de Botha »*, président sud-africain, les manifestants ont demandé le renvoi de l'ambassadeur et le boycottage économique à 100 %.

● **INDE : violences au Pendjab.** — Dix-huit personnes ont été tuées, le *samedi 9 et le dimanche 10 mai*, au Pendjab, dans des violences provoquées, selon la police indienne, par des spécialistes de la communauté sikh. Quatorze d'entre elles ont été assassinées par des individus soupçonnés d'appartenir à la branche indépendantiste du mouvement sikh, les quatre autres victimes, des Sikhs, ayant été tuées dans des affrontements avec les forces de l'ordre. — *(AFP.)*

Publici…

Autriche

Belgique

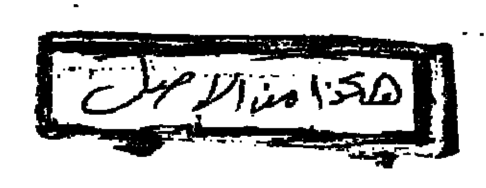
Espagne

Italie

Pays-Bas

Portugal

…NIÈRE MINUTE



dans un calme relatif

de la démocra

CHINE

gauchistes chez Mao Ze

International

Publicis se prononce Publicis dans 12 pays.

70 nouveaux clients, 350 millions de nouveaux budgets en 1986 et 3 nouvelles agences en Europe. Avec un chiffre d'affaires de 5600 millions de Francs dont 40% réalisés hors de France, Publicis est aujourd'hui le septième groupe publicitaire en Europe.

Autriche

Installée au coeur de Vienne, l'agence Publicis a réalisé en 1986 un chiffre d'affaires de 160 millions de schillings. Ses budgets couvrent les secteurs cosmétique, industrie automobile et alimentaire principalement avec quatre clients internationaux prestigieux: L'Oréal, Renault, Nestlé et Henkel.

Belgique

Depuis quelques années, la Belgique a rejoint le peloton de tête des grands pays de la création publicitaire. Avec notamment sept grands clients internationaux, l'agence Publicis de Bruxelles, maillon important de la chaîne internationale, contribue avec panache à ce mouvement. Elle vient de se voir décerner deux prix par Régie Media Belge récompensant les spots de la campagne pour l'Office National pour l'Emploi.

Espagne

Après Madrid, Publicis ouvre en 1986 à Barcelone une petite unité créative qui compte déjà 18 clients. L'Espagne qui connaît des changements culturels spectaculaires, en plein dans l'élan européen avec les Jeux Olympiques en 1992, passe la vitesse supérieure en publicité. Les grands annonceurs l'ont compris et y poursuivent, avec Publicis, un développement remarquable.

Italie

L'agence Publicis italienne installée à Milan compte à son actif des clients internationaux aussi prestigieux que L'Oréal, Dim et Montedison. Cette année, le groupe L'Oréal lui a confié 5 nouveaux budgets dont les parfums Lancôme. En 1986, Publicis Milan a réalisé un chiffre d'affaires de 22 milliards de lires.

Pays-Bas

C'est à Amsterdam qu'a commencé l'expansion internationale de Publicis avec le rachat en 1972 du réseau Intermarco. Avec sa deuxième agence à Eindhoven, Publicis a réalisé aux Pays-Bas un C.A. de 75 millions de florins en 1986 et tient le 1er rang ex-aequo avec la Belgique, la R.F.A., le Royaume-Uni et la Suisse par le nombre (7) de grands clients internationaux. Au Festival Américain du Film Publicitaire, elle a obtenu récemment le 1er prix pour un film Philips. Parmi les nouveaux budgets de l'agence, l'Association de la Presse Régionale et la maison d'édition Tijl.

Portugal

Désormais dans le Marché Commun, le Portugal est devenu une étape obligée de la grande course européenne. Publicis Lisbonne est une des trois nouvelles agences internationales acquises en 1986. Elle compte déjà parmi ses principaux budgets trois des grands clients internationaux: Renault, L'Oréal et Dim.

DERNIÈRE MINUTE

Les communautés européennes viennent de choisir Publicis pour la campagne «L'Europe contre le Cancer».

Le succès à l'étranger de Publicis se confirme d'année en année depuis la création de son réseau international en 1972/73. Publicis est ainsi présent dans 26 pays à travers les 23 agences de son réseau (dont une agence aux Etats Unis) et ses 15 agences associées. Son chiffre d'affaires hors France s'est élevé, en 1986, à 2240 millions de francs.

•**Ce qui fait gagner Publicis, c'est la créativité, l'inventivité et la rigueur.** C'est ainsi que se résume la détermination de Publicis à rester le numéro 1 de la publicité. L'ensemble des succès de l'agence témoigne en faveur de la qualité de sa prestation et de sa volonté d'être à la pointe de la communication en privilégiant la performance créative.

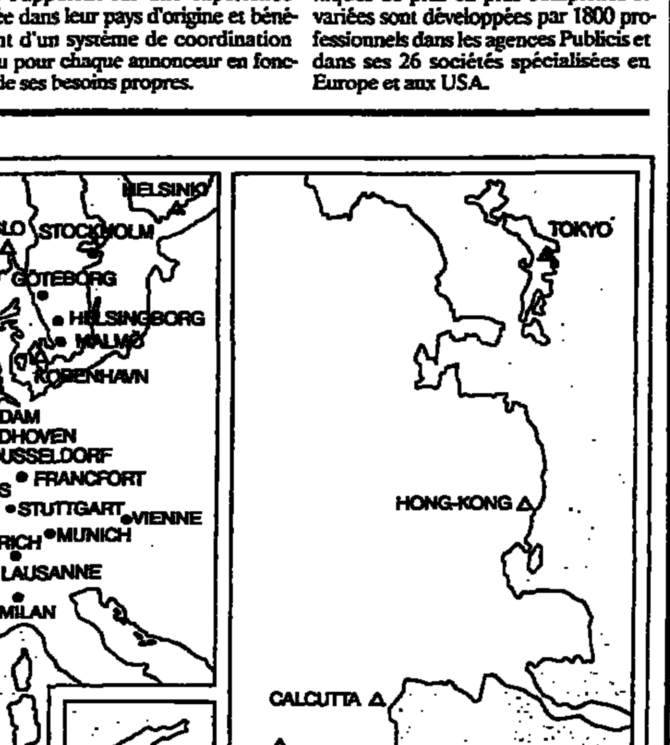
•**Donner un territoire spécifique à la marque.** Favoriser la marque plutôt que le produit a toujours été la philosophie de la création à Publicis. Donner à une marque un territoire auquel nulle autre ne pourra prétendre, c'est lui assurer — à travers la communication — une personnalité unique, une réelle force de conviction et le bénéfice de la durée.

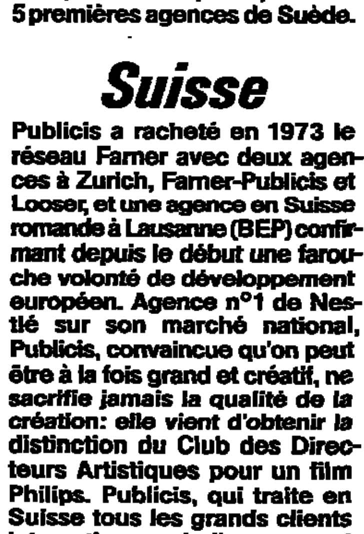
Humour, sympathie, surprise, suspense... tous les registres de l'émotion peuvent être utilisés et assurent la perennité de la marque sur le terrain qui lui a été défini.

•**Des campagnes à portée multinationale.** Lorsqu'un concept a une portée universelle, Publicis préconise très fortement son exploitation dans différents pays, sans pour autant faire une politique systématique de campagnes uniques. Au contraire, Publicis se donne pour règle de préserver l'autonomie créative et l'initiative locales tout en les confrontant aux impératifs d'une direction forte, gardienne d'un haut niveau de qualité.

•**A la mesure des marchés et des enjeux multinationaux.** Les agences Publicis conseillent des entreprises aussi bien locales que multinationales. Elles s'appuient sur une expérience ancrée dans leur pays d'origine et bénéficient d'un système de coordination conçu pour chaque annonceur en fonction de ses besoins propres.

•**1800 professionnels au service de la communication.**
Devenue aujourd'hui un outil stratégique de management, la communication, au sens le plus large trouve à Publicis tous les moyens de répondre à cette évolution. Des unités spécialisées couvrent les domaines essentiels du diagnostic et de la politique globale de la communication institutionnelle, sociale, financière, marketing direct, «business to business», édition, design et relations publiques. toutes ces techniques de plus en plus complexes et variées sont développées par 1800 professionnels dans les agences Publicis et dans ses 26 sociétés spécialisées en Europe et aux USA.





Le réseau international de Publicis avec ses 23 agences dans 12 pays et ses 15 agences associées couvre les quatre continents. Toutes sont des agences importantes sur leur territoire, habituées aux clients internationaux. Partout, Publicis s'efforce d'apporter des solutions créatives et réalistes au développement de leur marque et de leur entreprise.

	FRANCE	AUTRICHE	BELGIQUE	ESPAGNE	ÉTATS-UNIS	ITALIE	PAYS-BAS	PORTUGAL	R.F.A.	ROYAUME-UNI	SUÈDE	SUISSE	DANEMARK	FINLANDE	GRÈCE	IRLANDE	NORVÈGE	ARGENTINE	BRÉSIL	COLOMBIE	VENEZUELA	HONG KONG
L'ORÉAL	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•					
RENAULT	•	•	•				•	•	•	•		•						•		•	•	
NESTLÉ	•	•	•				•		•	•		•				•			•	•		
PHILIPS	•						•	•		•	•	•		•								
AIR FRANCE	•								•		•		•	•			•			•		
BOURSIN	•		•				•		•	•		•										
DIM	•		•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•								
DOW CHEMICAL	•	•	•	•		•	•		•	•	•		•									•
EUROP-ASSISTANCE	•		•	•																		
OFFICE DE TOURISME FRANÇAIS	•				•				•													
PIRELLI	•									•		•										
SWATCH	•											•										
WOOLMARK	•		•				•	•														

Les principaux clients multinationaux de Publicis dans le monde.

R.F.A.

En République Fédérale d'Allemagne, Publicis est présent dans quatre grandes villes: Düsseldorf, Francfort, Munich et Stuttgart, offrant à ses clients une vaste couverture de ce pays qui représente un énorme enjeu économique sur le plan européen. A Munich, Publicis a encore renforcé sa présence par l'acquisition de l'agence BBM, spécialisée dans les budgets «High Tech». Avec 152 millions de DM de chiffre d'affaires en 1986, Publicis défend en Allemagne des budgets tels que Renault, Nestlé, L'Oréal et le Tourisme Français.

Royaume-Uni

A la pointe de la créativité mondiale, l'Angleterre est un pays considérable sur le plan du développement des marques. A Londres mais aussi à Manchester, Publicis connaît son plus grand succès hors France avec un CA 1986 de 58,5 millions de livres. De nombreux prix lui ont été récemment décernés notamment pour des films Boots, Pirelli et Renault. L'agence, par son dynamisme et sa créativité, vient de pénétrer dans le club très fermé des 20 premières agences britanniques.

Suède

Avec Malmö, c'est une 4e agence que Publicis (qui porte encore le nom Intermarco-Farner) implante en 1986 en Suède après Stockholm, Göteborg et Hälsingborg. Grâce à des atouts tels qu'un département séparé «business to business» et une coordination très serrée avec les agences associées scandinaves au Danemark, en Norvège et en Finlande. Publicis en Suède est un des plus beaux représentants du réseau. Avec 13 nouveaux budgets acquis dans les derniers mois, Publicis se place parmi les 5 premières agences de Suède.

Suisse

Publicis a racheté en 1973 le réseau Farner avec deux agences à Zurich, Farner-Publicis et Looser, et une agence en Suisse romande à Lausanne (BEP) confirmant depuis le début une farouche volonté de développement européen. Agence n°1 de Nestlé sur son marché national, Publicis, convaincue qu'on peut être à la fois grand et créatif, ne sacrifie jamais la qualité de la création: elle vient d'obtenir la distinction du Club des Directeurs Artistiques pour un film Philips. Publicis, qui traite en Suisse tous les grands clients internationaux de l'agence, est le premier groupe publicitaire dans ce pays.

USA

Toute grande agence de publicité française se doit de traverser l'Atlantique. Ce pas, Publicis l'a franchi en 1981 en installant ses bureaux en face de l'hôtel Plaza, à deux pas de Central Park, en plein coeur de New York. Avec des clients comme Lancôme, le Crédit Lyonnais, les Tricots Caroll, Dim, Icelandair et le Tourisme Français, Publicis New York (qui porte le nom Intermarco) approche les 20 millions de dollars de chiffre d'affaires en 1986.

« Depuis 60 ans, Publicis n'a jamais cessé de maintenir un esprit pionnier fait d'imagination et de réalisme en exaltant le dynamisme des entrepreneurs et en respectant les consommateurs. »

Marcel Bleustein-Blanchet, Président-Fondateur de Publicis

« Une bonne agence doit pouvoir créer, au-delà des campagnes de publicité, une véritable valeur ajoutée au produit, élément immatériel du bilan de l'entreprise.
A Publicis nous mettons cette qualité depuis longtemps au service de nos annonceurs pour que leur communication et même leur agence soit partie intégrante de leur capital concurrentiel. »

Maurice Lévy, Vice-Président du groupe Publicis

« Il est toujours plus difficile de faire de la publicité à l'étranger que dans son propre pays. Personne n'a jamais été champion olympique avant d'avoir été champion de sa province. »

Claude Marcus, Président du réseau international de Publicis

« Notre force, c'est notre aptitude à produire des campagnes coordonnées répondant à un haut niveau d'exigence tout en ajustant stratégie et exécution à la personnalité et à la culture des différents marchés nationaux. »

Gérard Pédraglio, Vice Président-Directeur Général du réseau international de Publicis

CONTACTEZ

Maurice Lévy, Claude Marcus ou Gérard Pedraglio

PUBLICIS

133 Champs Elysées
75008 PARIS
(1) 47.20.78.00



Politique

Le comité directeur et les parlementaires socialistes tirent les leçons de leur expérience gouvernementale

Ils s'y voient déjà... La réunion commune des membres du comité directeur du PS et des parlementaires socialistes, nationaux et européens, le samedi 9 mai, n'a pas été qu'un forum de plus. Dresser le bilan des cinq ans de législature rose n'avait pour eux qu'un seul objectif : savoir comment gouverner une fois revenus au pouvoir. Car, à les entendre, ce n'est pas une hypothèse d'école mais une quasi-certitude. C'est simplement pour accroître leurs chances de convaincre les électeurs qu'ils se sont livrés à cette introspection bien rare dans le milieu politique : la mise à plat des dysfonctionnements des divers lieux de pouvoirs de 1981 à 1986, l'analyse des réussites et des échecs, la reconnaissance, pour la première fois très clairement, qu'un virage avait été pris en 1983.

La réflexion reste, malgré tout, prudente, notamment à l'égard des personnes. Ainsi, chacun se félicite de la qualité des rapports entre le gouvernement, le parti et les groupes parlementaires, ce qui ne peut que faire sourire *ceux qui n'ont pas tout* oublié. Ne mettre en cause que les institutions de la Ve République, comme l'a fait M. Lionel Jospin, s'apparente à une fuite en avant dont les conséquences ne seront pas forcément du goût de l'Elysée.

Des idées concrètes ont aussi été avancées pour la rédaction du programme socialiste qui devra être proposé aux électeurs lors des prochaines échéances électorales : un meilleur équilibre des pouvoirs, notamment par la réduction à cinq ans, renouvelable une fois, du mandat présidentiel et un renforcement du rôle du Parlement (M. Laurent Fabius) ; l'étalement dans le temps des réformes, afin que certaines restent présentes à l'esprit lors des élections ; la revalorisation de l'enseignement public par une grande loi de programmation plus tôt que de paraître s'attaquer à l'école privée (M. Pierre Joxe) ; la nécessité d'une réflexion approfondie sur la défense (M. Jospin), sur le service militaire, dont le problème serait plus une affaire de forme et de contenu que de durée (M. Joxe) ; la reconnaissance qu'il ne suffit pas de légiférer pour changer la vie (M. Lionel Jospin).

***Des sujets tout aussi importants restent pour*tant en discussion : la réduction du chômage certes par la croissance, mais aussi par une nouvelle répartition de la charge de travail (M. Pierre Mauroy) ; la nécessité de baisser les prélèvements obligatoires et de supporter les contraintes du système monétaire européen (M. Pierre Bérégovoy), toujours contesté par MM. Jean-Pierre Chevènement et Jean Poperen ; le refus de l'ouverture au centre (M. Chevènement).**

Les sujets ne manqueront pas à la commission du programme, dont la composition a été annoncée à la fin de la réunion par M. Jospin, qui la présidera. Elle comprendra 33 membres : 20 mitterrandistes et mauroyistes (dont MM. Mauroy et Fabius, Delors et Bérégovoy, Joxe et Allègre), 8 rocardiens et 5 ex-Ceres. Comme prévu, M. Chevènement en assurera la vice-présidence, mais c'est M. Dominique Strauss-Kahn qui, avec le titre de secrétaire, tiendra la plume. M. Poperen a refusé d'y participer, en cohérence, dit-il, avec son refus de rester au secrétariat du parti dans les conditions actuelles, pour ne pas figurer dans l'« *exécutif réel* » du PS. M. Rocard n'y figure pas non plus, ainsi que le responsable de son propre groupe d'experts, M. Claude Evin. Il faut clairement distinguer le programme du parti des engagements que pourrait prendre le candidat à la présidence de la République.

L'autocritique, gage d'un lendemain prometteur

« Le parti est un club de pensée. Avant 1981, on rêvait, maintenant, on tient compte de l'expérience. » Rayonnant dans les couloirs de la réunion commune des membres du comité directeur du PS et des parlementaires socialistes nationaux et européens, M. Pierre Joxe ne cherchait pas à camoufler sa satisfaction. La réalisation de l'idée qu'il avait lancée se révélait plus fructueuse que bien des participants ne l'avaient iamginé. Ni flagellation pour les erreurs commises entre 1981 et 1986, ni tressage de couronnes pour les cinq ans de gouvernement socialiste, mais introspection sur le rôle des uns et des autres, comparaison entre le projet socialiste d'avant la victoire et les réalisations, afin de préparer le programme que le parti doit adopter avant les prochaines échéances électorales.

Les critiques n'ont pas manqué, les regrets non plus. Mais ce sont surtout les leçons qu'il fallait tirer de ce passé récent pour préparer un futur que chacun imagine et espère immédiat qui dominèrent. Le plus étonnant, ce fut certainement cette remise en cause des institutions de la Ve République, alors que l'on croyait que les socialistes les avaient définitivement adoptées en ayant pu apprécier les avantages qu'elles accordent aux gouvernants.

Le débat fut lancé par M. Lionel Jospin, analysant une ancienne proposition de M. Pierre Mauroy (la présence de ministres au bureau exécutif du parti). Le premier secrétaire expliqua que cela impliquait d'aller au bout de la démarche, c'est-à-dire, comme dans les autres pays européens, que le patron du gouvernement soit aussi celui du parti. Certes, M. Jospin entoura son propos de multiples précautions, mais chacun sait trop qu'il souhaite une évolution des institutions, qu'il envie la situation de ses collègues anglais, italiens ou espagnols pour ne pas être persuadé que l'hypothèse qu'il présentait ne correspondait, en fait, à ses vœux. D'autant qu'un de ses proches, M. Dominique Strauss-Kahn, fut particulièrement explicite en affirmant qu'en cas de victoire des socialistes à des élections législatives le président de la République devrait, en parallèle de ce qu'il a fait, en mars 1986, avec M. Jacques Chirac, appeler le premier secrétaire du PS à Matignon.

Retrouver une « logique socialiste »

Cette révolution institutionnelle ne fut pas débattue à la tribune, mais abondamment évoquée dans les couloirs. M. Mauroy niait que sa proposition conduisît forcément à une telle conclusion. L'ancien premier ministre faisait notamment remarquer que les résultats électoraux pouvaient laisser une large marge de manœuvre au chef de l'Etat et que, par exemple, une volonté d'ouverture pourrait difficilement se traduire par l'association dans les mêmes mains des fonctions de premier secrétaire du PS et de premier ministre. M. Jean-Pierre Chevènement (*« les ministres sont responsables devant le pays tout entier, pas simplement devant les militants »*, a-t-il remarqué) et M. Jean Poperen rappelaient que leur choix à eux, s'il devait y avoir une évolution institutionnelle, allait plutôt vers une présidentialisation plus grande du régime, sur le modèle des Etats-Unis, de façon à donner en parallèle un plus grand pouvoir au Parlement. M. Joxe partageait cette analyse.

Au-delà de cette ligne de partage entre ceux qui souhaitent une parlementarisation des institutions, en s'appuyant sur l'expérience de cette dernière année, et ceux qui préféreraient une présidentialisation, tous étaient d'accord pour accroître le rôle du Parlement. M. Laurent Fabius fit quelques prudentes propositions. M. André Billardon alla plus loin en demandant la suppression de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution, qui permet au gouvernement d'imposer ses vues à l'Assemblée nationale.

Ne plus se trouver dans la situation où tout émane de l'exécutif au détriment des députés et du parti est bien le souci commun des socialistes. Les institutions font *« d'un parti vivant un parti mort »*, remarqua M. Billardon, qui ajouta qu'elles transforment *« le Parlement de chambre d'écho de la société en chambre d'enregistrement »*. Même idée chez M. Jospin quand il a constaté que *« le parti n'a pas assez pesé »*, ce que M. Strauss-Kahn prolongea en affirmant que les responsables du PS ont souvent compris avant les ministres les attentes de l'opinion. Mais le PS n'a pas encore trouvé la solution miracle à cette difficulté rencontrée par tous les partis au pouvoir depuis 1958.

Des pistes de réflexion ont simplement été ouvertes. Sur d'autres aspects de ce qui devra être le programme du PS, les propositions ont été plus concrètes, mais pas toujours convergentes. L'unanimité se fit, bien entendu, pour constater que la loi n'était pas suffisante pour changer la vie, comme dit M. Jospin. Mais quel projet proposer aux Français ?

« Pas de projet clés en main », dit M. Fabius. *« Un programme ne peut avoir de réponse à tout »*, confirme M. Joxe. Mais, par la voix de M. Gérard Fuchs, les rocardiens vont encore plus loin en prévenant : *« Le problème n'est pas de réaliser nos propositions, mais de répondre aux attentes des gens. »* Les anciens CERES et les poperénistes, eux, ont gardé le goût programmatique : *« Il ne faut pas proposer au pays un catalogue de mesures, mais des grands choix de société »*, dit, pour les seconds, M. Jean-Marc Ayrault. Et M. Chevènement ajoute dans les couloirs : *« Ce n'est pas parce que le président de la République ne doit pas parler un langage partisan qu'il faut que le parti tienne un langage présidentiel. »* Alors que M. Fabius avait expliqué que, contrairement à 1981, le programme de 1988 ne doit plus être *« gouvernemental »*, mais *« présidentiel »*.

OÙ ÉTIEZ VOUS LE 16 MARS 1986?

PANCHO

Désaccord sur la forme programmatique, mais au moins accord sur la nécessité d'étaler dans le temps la réalisation des promesses. M. Fuchs rejoint M. Fabius quand il explique : *« Gouvernons avec la durée. Ayons une perspective de cinq ans, pas de quatre-vingt-dix jours. »*

Reste le fond du programme. Là encore, MM. Chevènement et Poperen se trouvent du même côté. L'un comme l'autre rendent le virage de 1983 responsable de la défaite de 1986. M. Jospin aussi, mais le premier secrétaire y trouve l'avantage d'avoir permis de prouver la capacité à gouverner des socialistes, preuve dont ils peuvent user aujourd'hui. M. Ayrault, s'il reconnaît aussi que ce tournant était inévitable, n'accepte pas l'analyse de M. Mauroy, qui explique que les acquis de la première année de la législature l'ont rendu acceptable par l'électorat de gauche : *« Ces acquis ne peuvent être la contrepartie de la rigueur, puisque c'était la réalisation de nos promesses »*, a affirmé le lieutenant du député du Rhône, qui accuse de tous les maux la théorie de la *« parenthèse »*. L'ancien ministre de l'éducation, lui, ne veut pas que ce qui a été fait sous la contrainte devienne le modèle de l'action des socialistes au gouvernement : *« Il faut rompre avec la pratique gestionnaire de 1984-1986. Ne transformons pas un tournant politique en retournement stratégique. N'admettons pas un Bad-Godesberg de fait (...), retrouvons le fil ininterrompu d'une logique socialiste. »* La leçon qu'il tire du passé est simple : rétablir les grands équilibres financiers ne suffit pas ; nous ne devons pas rester prisonniers des contraintes actuelles du système monétaire européen. Cela lui vaut une sèche réplique de M. Pierre Bérégovoy : les contraintes internationales, notre choix pour l'Europe, nous interdisent de sortir du SME.

C'est aussi l'ancien ministre de l'économie qui défendit l'obligation d'une baisse des prélèvements obligatoires : *« Elle est nécessaire. Les dépenses publiques ne sont pas extensibles à l'infini. Nous devons les maîtriser comme le déficit des finances publiques. »* M. Mauroy avait pourtant souligné les limites de ce choix voulu par M. Mitterrand, et M. Ayrault l'avait même qualifié de *« défaite idéologique »*, en expliquant que vouloir diminuer ces prélèvements obligatoires avait été un *« recul pédagogique important »*, car le problème, pour lui, n'est pas celui de leur niveau, *« mais de leur répartition »*.

La commission chargée d'élaborer le programme socialiste va avoir quelque mal à réaliser une synthèse avant la fin de l'année. Les uns, comme M. Fabius, veulent un catalogue précis de réformes du quotidien, même si l'ancien premier ministre précise qu'il faut conserver l'*« utopie mobilisatrice »*. D'autres, comme M. Chevènement, souhaitent *« un projet structuré et cohérent, car le parti mérite mieux qu'un catalogue »*. Heureusement que, comme le remarque dans les couloirs M. Fuchs, *« le fait que le nom du candidat ne soit pas connu protège la commission du programme de toute irresponsabilité »*. Les rocardiens profitant du paratonnerre d'une possible candidature de M. Mitterrand, voilà bien l'un des curieux paradoxes de la situation actuelle des socialistes.

THIERRY BREHIER.

M. Jospin : la dissuasion ou « la dissuasion plus tout le reste » ?

M. Lionel Jospin estime que s'amorce, dans l'opinion, une *« réévaluation »* du bilan des socialistes. *« La montée du chômage, les attaques contre la Sécurité sociale, le triomphe de la spéculation et de l'argent facile, l'approche obtuse des problèmes de société, l'inefficacité économique jouent dans l'appréciation de notre bilan par les Français »*, dit-il. Il considère que le *« tournant »* brutal de la rigueur en 1983 est *« pour une part responsable »* de l'échec des socialistes en 1986, mais qu'en revanche il augmente leurs chances de revenir au pouvoir.

Le premier secrétaire du PS énumère quelques *« réussites »* (inflation, recherche, culture), de *« beaux résultats »* (industrie), puis des *« échecs »* (chômage, sécurité). A propos des *« problèmes de société »*, il affirme que les socialistes, s'ils se sont appuyés sur des *« principes justes »*, ont adopté un *« style un peu aristocratique, pas assez concret, pas assez populaire »*. Sur l'économie, ils ont commis, en 1981, moins une *« erreur théorique »* — *« avions-nous d'ailleurs véritablement une doctrine économique ? »* — qu'une *« erreur de diagnostic »*.

M. Jospin recommande au PS de mener une réflexion sur la politique de défense, de sécurité et de désarmement, mais pas avant l'élection présidentielle. *« Je ne voudrais pas,* dit-il, *que nous nous trompions dans notre idée de la grandeur, que nous posions mal le risque du déclin de la France. Ce risque existe mais se joue d'abord sur le terrain économique, technologique, scientifique. En matière de défense, nous ne pouvons pas et nous ne devons pas tout faire. Il faut savoir si nous sommes pour la dissuasion ou si nous faisons la dissuasion plus tout le reste. »*

A propos des institutions et de la place du PS dans leur fonctionnement, il déclare : *« Si les ministres ou plusieurs des ministres importants et le premier ministre sont membres de la direction du parti, alors le premier ministre doit être le leader du parti comme dans les autres démocraties occidentales. (...) Cela pourrait bien changer aussi la fonction du président de la République, qui cesserait d'être le chef direct de tout le pouvoir exécutif. C'est d'ailleurs la situation actuelle avec la coexistence. »* Mais M. Jospin se demande si ce qui est *« valable »* pour un gouvernement de droite avec un président de gauche le serait aussi dans le cas d'une cohésion à gauche du pouvoir exécutif.

M. Chevènement : « rompre avec la pratique gestionnaire »

M. Chevènement dresse un tableau critique de la législature de la gauche. La modernisation de l'industrie, *« qui avait pris du retard avant 1981, n'a pas été conduite à bien »*, dit-il en exposant les points noirs du bilan : *« production industrielle stagnante ; faiblesse de l'investissement productif ; faiblesse du commerce extérieur ; essor de la spéculation »*, tendances qui se sont accélérées, selon lui, depuis mars 1986. *« Notre action,* ajoute-t-il, *a été une action à la marge »* et les socialistes n'ont pas pu *« renverser la courbe du déclin dans lequel le pays est entraîné depuis 1974 »*. M. Chevènement continue de reprocher à ses amis d'avoir sacrifié l'économie à la monnaie. Politiquement, les socialistes ont mené, à son avis, *« une bataille à reculons » : « de la négation des difficultés (1981-1983) nous sommes passés à la négation du tournant politique (1983-1984) puis à la défense d'une plate-forme (« moderniser et rassembler ») dont nous savions qu'elle ne pouvait permettre au mieux que de limiter les dégats (1984-1986) »*.

M. Chevènement affirme ensuite que *« le projet des socialistes doit gouverner leurs alliances »* et *« rompre avec la pratique gestionnaire des années 84-86 »*. *« Nous devons,* dit-il, *inscrire la pause à laquelle nous avons été contraints dans une perspective longue (...) bref retrouver le fil ininterrompu d'une longue (...) bref retrouver le fil ininterrompu d'une logique socialiste »*. *« En cinq ans,* conclut-il, *nous n'avons pas pu aller à l'ensemble (le modernisation, conditions de l'emploi) et notre précédente stratégie (l'union de la gauche) s'est volatilisée. Il nous faut maintenant un projet (arracher le pays au déclin) et une stratégie (rassembler la majorité autour de ce projet) »*.

Le lancinant refrain du déclin

(Suite de la première page.)

M. Raymond Barre, qui se situe en marge de la majorité, est plus embarrassé. Mais il ne dit pas autre chose lorsqu'il affirme que *« les Français sont aujourd'hui devant les ruines de leurs illusions »*, que *« la France stagne »*, que l'économie *« n'est plus compétitive »*. Pourquoi songerait-il à remettre la France *« sur la voie du renouveau, du progrès, du bonheur et de la grandeur »* si ce pays n'était vieilli, en régression, malheureux et rabougri ?

Il est vrai que ce type de discours est plus facile à tenir quand on n'est pas au pouvoir. Il a été tenu — pour ne parler que de la période récente — par M. Jacques Chirac, en décembre 1978, à propos des conséquences supposées de l'élection d'un Parlement européen au suffrage universel. Dans son « appel de Cochin », le chef du RPR affirmait à l'époque : *« Nous lutterons de toutes nos forces pour qu'après tant de sacrifices, tant d'épreuves et tant d'exemples, notre génération ne signe pas, dans l'ignorance, le déclin de la patrie. Comme toujours quand il s'agit de l'abaissement de la France, le parti de l'étranger est à l'œuvre avec sa voix paisible et rassurante. Français, ne l'écoutez pas. C'est l'engourdissement qui précède la mort. »*

M. Chevènement, dans ses jours de grande forme, récite cette harangue par cœur tant le style et le fond lui sonnent agréablement à l'oreille. Ce texte a pourtant un défaut majeur : il était trop ouvertement utilisé à des fins partisanes, trop ouvertement dirigé contre un homme, un seul, M. Valéry Giscard d'Estaing. Il en va de même des imprécations de M. Le Pen, qui du *« déclin »* a fait un argument de campagne. Sur des thèmes pernicieux cette fois, M. Le Pen entend mener à bien son parcours électoral en comptant sur la peur d'une *« décadence mortelle »* dont il discerne les signes dans *« la crise démographique, l'immigration, le chômage, l'insécurité l'étatisme bureaucratique, le fiscalisme, la dégradation des mœurs »*. Les cibles du Front national sont plus diverses : M. Chirac, parce qu'il dispose d'une partie du pouvoir ; M. Mitterrand aussi, parce qu'il en exerce une autre ; tout ce qui gouverne et préside ; la classe politique tout entière au bout du compte.

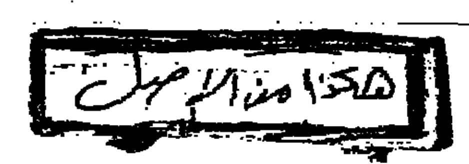
Si les socialistes menaient campagne, eux aussi, sur le thème du *« déclin »* — donc de la renaissance dont ils affirmeraient, en bonne logique, être seuls capables de l'incarner, — l'innocence du discours demanderait une enquête de moralité. Pourtant ils ont le mérite d'admettre (ouvertement comme M. Chevènement ou implicitement comme MM. Fabius et Jospin) qu'ils portent une part de responsabilité ou, au moins, qu'ils ont été impuissants à combattre avec efficacité un phénomène qui s'était manifesté avant eux. M. Barre, premier ministre d'août 1976 à mai 1981, gagnerait à engager pareille autocritique, même si celle des socialistes reste modeste. Lorsque M. Giscard d'Estaing présidait sa *« puissance moyenne »*, que lui reprochait-on lorsqu'il utilisait cette expression impie : sa propre responsabilité, et donc celle des hommes qui l'ont accompagné au pouvoir, ou l'impudeur de celui qui dit la vérité ?

M. Le Pen mis à part, ceux des hommes politiques qui s'inquiètent du *« déclin »* ou, pour parler comme M. Barre, de la *« stagnation »* se rejoignent sur une analyse minimale commune du malheur qui guette la France : les piètres résultats de son industrie, la faiblesse de son appareil industriel. Les socialistes invoquent, à ce propos, une erreur d'appréciation pour expliquer leurs défaillances de début de parcours. M. Delors trouve la confirmation de cette erreur — contre laquelle il avait lutté — dans l'inutilité de la confiance dont bénéficiait M. Chirac au lendemain de la victoire de la nouvelle majorité. La production industrielle est en déclin depuis le premier choc pétrolier de 1974, et ce phénomène s'explique par la compétitivité insuffisante de la France sur les marchés étrangers.

Ce constat est aujourd'hui largement partagé. Il reste à la classe politique française deux motifs d'autosatisfaction, deux critères qui permettent d'affirmer encore la « grandeur » de la France et sa supériorité sur des pays comparables : de solides institutions garanties pour longtemps et l'arme nucléaire, sur laquelle est fondée la pérennité de notre indépendance. Sans préjuger d'un débat sur le fond (et le goût du paradoxe mis à part), deux observations banales s'imposent. En premier lieu, l'Italie vit fort bien de gouvernements extrêmement provisoires en gouvernements expéditeurs d'affaires courantes. Il était de bon ton, jusqu'à une période récente, de moquer ce système dévoreur de ministères dans un pays considéré comme un voisin quasi sous-développé. On ne rit plus : l'Italie est une valeur en hausse. Elle a gagné, en parts de marché dans le monde, 9 points depuis 1980, alors que la France, dans le même temps, en perdait 10.

En second lieu, l'arme nucléaire et une défense conventionnelle coûtent cher. L'Allemagne fédérale et le Japon, pour des raisons historiques, sont « privés » d'armement nucléaire. Leur économie se porte mieux que celle de la France. Sont-ils plus ou moins indépendants qu'elle ? Il est vrai que poser cette seule question peut paraître aujourd'hui iconoclaste : hormis le PCF, tous les partis ne viennent-ils pas de voter une loi-programme militaire fastueuse pour les armées ? Ce (coûteux) consensus sera difficile à entamer. Mais il est non moins vrai que tout le monde s'accorde aujourd'hui pour considérer que l'Europe est, désormais, notre seul rempart contre le déclin.

JEAN-YVES LHOMEAU.



Politique

La majorité se mobilise contre les thèses de M. Le Pen

Cette fois, ça y est : la majorité se mobilise contre les outrances du discours de M. Jean-Marie Le Pen. Le secrétaire général du RPR, M. Jacques Toubon, a affirmé, le dimanche 10 mai à Metz, que le RPR ne conclura *« pas d'alliance, à aucun niveau, avec le Front national. Je ne vois pas en quoi nous aurions besoin de chercher autre chose qu'à amplifier et conforter notre majorité RPR-UDF »*, a-t-il ajouté.

Le ministre de la culture et de la communication, M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, a déclaré, pour sa part, au cours du « Forum » de RMC : *« La majorité ne doit certainement pas suivre M. Le Pen (...). Je ne suis pas d'accord avec ce qui est en train d'apparaître autour de ceux qui soutiennent M. Le Pen. Je suis tout à fait disposé, et je le demanderai à mes amis dans la majorité, à être extrêmement intransigeant sur les thèses qui sont aujourd'hui véhiculées. Je crois qu'elles sont d'abord un terrible handicap pour l'actuelle majorité. Le Front national va jouer, si les choses se poursuivent, pour la majorité le rôle qu'a joué le Parti communiste pour l'ancienne majorité, l'actuelle opposition, c'est-à-dire l'empêcher de gagner. Nous devons être extrêmement intransigeants sur certaines des thèses qui sont aujourd'hui diffusées avec une certaine complaisance et qui sont des thèses d'exclusion, d'autoritarisme. C'est le contraire de ce dont a besoin notre société. »*

Mme Simone Veil, ancienne présidente de l'Assemblée européenne, a estimé, de son côté, le samedi 9 mai, sur Europe 1, à propos des déclarations du chef de file de l'extrême droite relatives au SIDA : *« Quand on parle du SIDA, il faut le faire sérieusement, avec des données scientifiques. Les gens s'inquiètent à juste titre, mais il ne faut pas amplifier les chiffres, créer la panique. Veut-on créer une espèce de mouvement d'angoisse similaire à celui que l'on a connu en l'an 1000 ? Tout cela est malsain pour le pays. »*

L'opposition n'est pas en reste. Le président du Mouvement des radicaux de gauche, M. François Doubin, traité, dimanche de *« crétin »* par M. Le Pen en raison de son projet d'inviter à sa table des malades atteints du SIDA, a affirmé que le président du Front national représentait *« le Moyen Age de la pensée et de la morale »*.

Le premier secrétaire du PS, M. Lionel Jospin, a évoqué le procès Barbie en disant, dimanche à Albertville (Savoie) : *« Les Français peuvent mesurer où l'extrême droite violente a entraîné la France au moment où un candidat d'extrême droite colle ses affiches partout pour annoncer sa candidature à l'élection présidentielle. »*

Pour la Ligue communiste révolutionnaire, *« le premier ministre, M. Jacques Chirac, veut rattraper Le Pen sur son propre terrain en ressortant la réforme du code de la nationalité, qui vise à discriminer des dizaines de milliers de jeunes nés dans ce pays »*.

La fête de Jeanne d'Arc

Au pays de Jean-Marie

Il y a du soleil, des enfants et des fleurs. On s'est habillé comme tous les jours, ou l'on s'est un peu endimanché : c'est l'occasion, n'est-ce pas, de sortir son petit tailleur de printemps ou ces décorations qui cliquètent au vent. On parachève sa tenue grâce à la désormais classique bimbeloterie nationaliste : boucles d'oreille tricolores, bandeaux d'éponge, petits nœuds bleu-blanc-rouge à 3 francs qui vous égaient si bien un revers et que les camelots vendent à tour de bras.

Du soleil, des enfants et des fleurs, le dimanche 10 mai : c'est la paisible escorte de Jean-Marie Le Pen, qui s'avance, impérial, vers la statue de Jeanne d'Arc, place des Pyramides, à Paris. Juché sur un camion-estrade, entouré de son « bureau de campagne », face à la statue, le président du Front national salue ses amis, qui n'ont qu'un coup d'œil pour la sainte — à gauche — mais s'arrêtent longuement sur leur droite pour le saluer. Venus des vingt-deux régions françaises — on a même vu des « gueules noires » du bassin de Lorraine, — les supporters tentent d'attirer son regard : *« Jean-Marie ! Jean-Marie ! Tiens bon ! Le pays est là ! Avec toi ! »* On se détache du cortège pour prendre l'idole en photo.

Faussement débonnaire, l'un des membres des DPS (détection-protection-sécurité), la garde prétorienne du mouvement, écarte sans ménagement les photographes amateurs qui tentent d'immortaliser les manifestants par trop caricaturaux : un mongolien habillé de bleu-blanc-rouge, un gros garçon en blouson kaki qui tient en laisse son berger allemand soigneusement muselé. Il convient aussi de ne pas trop s'attarder autour des camionnettes où l'on a soigneusement rangé les manches de pioche.

Il n'est pas de bon ton d'avoir l'humeur chagrine : il vaut mieux plonger son regard dans ceux des manifestants. Quelle ferveur, quel enthousiasme, quelle adoration pour *« Jean-Marie »* on peut y lire !

Combien sont-ils ? Dix - quinze mille, selon la préfecture de police, ou cent mille comme le proclame Jean-Marie Le Pen ? Ils sont nombreux. *« Plus qu'hier et moins que demain »*, assure une dame qui apprécie les histoires d'amour. Les vieux applaudissent les jeunes : ceux du Front national de la jeunesse, crâne rasé et bottes de para : *« La jeune garde, la relève qui sera prête pour le troisième millénaire »*, prédit un ancien combattant en béret rouge.

« Quand on fera la guerre aux immigrés »

Tandis qu'au Palais-Royal Jean-Marie Le Pen s'adresse à la foule, le deuxième cortège — celui des durs et des traditionalistes, parti de Saint-Augustin, — que l'on avait voulu bien distinct, piétine devant la statue de Jeanne d'Arc. C'est en vain que la consigne avait été donnée aux partisans du Front national de ne pas assister à la fin du défilé : ils reviennent applaudir l'abbé de Nantes et ses moines soldats, les nostalgiques du maréchal Pétain, bien groupés derrière son portrait, les chouans et même les royalistes qui crient : *« Le roi à Paris ! A bas la République ! »*

Faut-il encore vraiment décrire ces jeunes à la tête rasée, gantés de cuir, la hampe du drapeau de la phalange espagnole crânement plantée sur le ventre... et qui scandent le nom de *Primo de Rivera* ? Et ces militants du GUD, ceux du CLAN défilant derrière une grande croix celtique dorée et rutilante ? Qui sont ces « skins de France » dont beaucoup cachent leur visage derrière un foulard ? demande une militante du Front national. *« Ils sont d'extrême droite »*, lui signale un voisin. *« Il ne faut pas les siffler »*, proteste un homme qui se dit *« un ami de Jean-Marie »*. *« C'est sûr, quand on fera la guerre aux immigrés on aura besoin de tout le monde »*, dit une dame tout de bleu-blanc-rouge vêtue. Certains, sur leur brassard, ont dessiné des croix noires sur fond rouge qui ressemblent bien à des svastikas.

Juchés sur le socle de la statue de Jeanne d'Arc, une vingtaine de néo-nazis sont applaudis par des partisans de Jean-Marie Le Pen. De retour du Palais-Royal, une militante apprécie : *« Quand on voit ça, on se dit qu'avec les nègres et les Arabes il ne faut pas mollir. »*

Jean-Marie Le Pen avait pourtant voulu faire propre et respectable...

AGATHE LOGEART.

La voix de la France

M. Le Pen a privatisé Jeanne d'Arc ! Jean-Marie se prend pour Jeanne ! Sa fête du 10 mai n'aura été, cette année, que vil prétexte pour faire défiler un dimanche matin à Paris quinze mille personnes aux pieds d'un homme placé pour la première fois symboliquement à la hauteur de la Sainte, et progressivement statufié dans le bronze du grand commandeur de l'ordre moral et patriotique.

Jeanne, petite bergère, devenue général en chef. Jean-Marie, fils de pêcheur, devenu amiral de l'extrême droite. Jeanne l'*« insolente »*, qui *« aimait la France comme personne »*, qui *« enseigne que rien de grand ne se fait sans conviction et sans foi »*, qui *« a conduit la France à retrouver sa souveraineté »*, qui rappelle *« que rien n'est jamais acquis, que tout se mérite par la lutte »* et qui, *« sûre de son bon droit »*, affirmait *« aimer les Anglais, mais les Anglais chez eux »*, comme il faut le dire aujourd'hui pour les immigrés.

Hommage à Jeanne, hommage à Jean-Marie. M. Le Pen estime avoir rendez-vous avec l'histoire en 1988, *« échéance décisive dont va dépendre, pour des siècles peut-être, l'avenir de notre pays »*. Clovis il y a quinze cents ans, Hugues Capet il y a mille ans. Jeanne d'Arc il y a cinq cents ans. La France a aussi rendez-vous avec Le Pen. Qu'importe alors l'hostilité *« de la classe politique, cette peau vide de chair »*, *« les sceptiques de tous poils »*, la *« decadentsia parisienne »*, les journalistes aux ordres — *« cette hyène puante de Polac »*, — *« quoi que vous fassiez, Messieurs, pour faire taire la voix de la France*, a averti M. Le Pen, *vous êtes battus d'avance »*.

Jeanne d'Arc entendait des voix. M. Le Pen a aujourd'hui des visions. Ce dimanche est pour lui *« une journée décisive dans l'histoire de France »*. L'élection présidentielle ? 10 %, 15 %, 20 %. *« Comme au temps de Jeanne d'Arc*, a-t-il lancé à ses troupes, *le miracle peut arracher la France au destin malheureux. »* Porte-à-porte, appels téléphoniques, les militants ont reçu, dimanche après-midi au cours du « banquet des 10 000 », la consigne de partir en croisade. En juillet, M. Le Pen entamera son tour de France présidentiel... à Lourdes.

« La bataille de France est commencée, elle ne s'arrêtera désormais plus que par sa victoire. » *« Nous au pouvoir*, a encore lancé M. Le Pen, *chacun saura dans quel camp nous sommes »*, *« les Français seront en France les premiers, ce qui ne veut pas dire qu'ils seront xénophobes et racistes »*. Car la véritable ambition de M. Le Pen est celle-ci : *« Rassembler les Français sans distinction de religion, de race et d'opinion. »* Utile précision...

DANIEL CARTON.

Un tract néo-nazi

Sur le parcours de la manifestation, des jeunes gens distribuaient le désormais fameux tract attribué à un « collectif lycéens Lyon-Nancy-Strasbourg », développant les thèses « révisionnistes » sur le génocide des juifs perpétré par les nazis. Dénonçant l'*« info-intox »* et l'*« histoire-intox »*, cette feuille affirme que les juifs ait été traités *« en ennemis »* mais *« JAMAIS EXTERMINÉS ! »* (en capitales dans le texte). Le tract affirme : *« Il n'y a pas eu SIX MILLIONS de juifs assassinés mais des CENTAINES DE MILLIERS de juifs MORTS à cause des horreurs d'une guerre qui a fait cinquante millions de morts. »*

Quant au *« drame principal des camps »*, le tract affirme qu'il s'agissait des *« épidémies, surtout le typhus »* contre lesquelles *« les Allemands utilisaient des petites chambres à gaz pour désinfecter les vêtements et puis des crématoires pour incinérer les cadavres. Au bagne d'Auschwitz, est-il écrit, on n'a gazé que des poux »*.

Quatre élections cantonales

La majorité conserve deux sièges le PCF garde le sien

En dépit des fortes variations des voix, en pourcentage, aucun changement politique n'a finalement affecté les trois scrutins cantonaux qui se sont déroulés le dimanche 10 mai et qui se sont soldés par l'élection d'un conseiller général RPR en Loire-Atlantique, divers droite en Loir-et-Cher et communiste en Guadeloupe. Dans le seul canton de Formerie (Oise), en ballottage, le rapport gauche-droite est resté identique à celui de 1985, avec 55 % des suffrages favorables à la droite. Dans les autres cantons, l'évolution de ce rapport est brutale. Ainsi, en Loire-Atlantique, les représentants de la droite enregistrent un gain de plus de 22 points dans une élection dominée par la personnalité des candidats. En revanche, en Guadeloupe, le représentant du PCF gagne plus de 16 points et, en Loir-et-Cher, le candidat communiste améliore ses positions de plus de 14 points. Cette dernière élection était, en fait, dominée par la suppression de classes de collège contre laquelle *tous* les candidats avaient fait bloc.

LOIR-ET-CHER : canton de Droué (1er tour).

Inscr., 3 210 ; vot., 2 057 ; suffr. expr., 1 848. MM. Jacky Mercier, cons. gén. (div. d.), 1 440 voix, RÉÉLU ; Maurice leroy (PCF), 408.

[Avec 77,92 % des suffrages, M. Mercier retrouve, dès le premier tour, son siège au conseil général, au cours de cette élection partielle par sa démission, le 16 février. Le maire de Droué, qui avait été élu dans ce canton, le 20 avril 1986, en remplacement de Paul Bourdier, décédé, avait ainsi voulu protester contre la suppression de plusieurs classes du collège de sa commune, votée par le conseil général du Loir-et-Cher en février.

Au premier tour de l'élection du 20 avril 1986, les résultats étaient les suivants : inscr., 3 196 ; vot., 2 374 ; suffr. expr., 2 346. MM. Mercier, 845 ; Brunet (div. d.), 483 ; Vasseur (div. d.), 356 ; Fourmont (div. d.), 224 ; Coullon (div. d.), 200 ; Leroy, 183 ; Lemoisson (div. d.), 55. Au deuxième tour, M. Mercier l'avait emporté avec 1 495 voix, contre 889 à M. Brunet, sur 3 204 électeurs inscrits, 2 465 votants et 2 384 suffrages exprimés.]

LOIRE-ATLANTIQUE : canton de Legé (1er tour) :

Inscr., 4723 ; vot., 3174 ; suffr. expr., 3124. MM. Marcel Barteau, m. (RPR) de Touvois, 1646 voix, ÉLU ; Yves Guinaudeau (div. d.), 998 ; Yvan Danet (div. d.), 265 ; Mme Martine Dronet (PS), 215.

[M. Barteau, qui obtient 52,68 % des suffrages, remporte dès le premier tour cette élection partielle organisée à la suite du décès de Louis Marcetteau (PR) qui détenait ce siège depuis 1976. En recueillant 93,10 % des voix, les trois candidats de droite améliore de plus de 22 points le score enregistré par le conseiller général décédé en 1982 (70,70 %). Avec 6,88 % des suffrages,

Au premier tour de l'élection de 1982, Louis Marcetteau l'avait emporté avec 2368 voix, contre 844 à M. Diversay (PS) et 137 à M. Vaillant (PC), sur 3349 suffrages exprimés, 3606 votants et 4094 électeurs inscrits.]

OISE : canton de Formerie (1er tour) :

Inscr., 5 548 ; vot., 4 075 ; suff. expr., 3 978. MM. Hervé Joron (PS), 1 566 voix ; Gérard Decorde (div. d.), 951 ; Pierre Buée (div. d.), 561 ; Roger Gallet (div. d.), 462 ; Guy Renonciat (FN), 251 ; Claude Dubois (PC), 187. *Il y a ballottage.*

[Six candidats briguaient la succession d'André Trancart, conseiller général (RPR) de Formerie depuis 1973, décédé le 2 mars. M. Joron, qui est arrivé en tête en recueillant 39,36 % des voix, améliore de près d'un point le score qu'il avait réalisé en 1985 (36,64 %), au détriment du représentant du PCF qui obtient 4,70 % des suffrages, au lieu de 5,41 % en 1985.

En 1985, les résultats étaient les suivants : inscr., 5 388 ; vot., 4 328 ; suffr. expr., 4 156. MM. Trancart, 2 322 voix, RÉÉLU ; Joron, 1 606 ; Lamy (PC), 225 ; Buée, 3.]

GUADELOUPE : canton de Pointe-à-Pitre I (1er tour)

Inscr., 4 857 ; vot. 2 570 ; suffr. expr., 2 493. MM. Lucien Parize (PCF), adjoint au maire de Pointe-à-Pitre, 1 454, *ÉLU* ; Amédée Adélaïde (div. d.), 807 ; Raymond Viviès (div. d.), 146 ; Max Edinval (PS), 70 ; Henri Yovotte (ss étiq.), 8 ; Edouard Deher-Lesaint (écol.), 8.

[M. Parize remporte dès le premier tour cette élection partielle organisée à la suite de la décision du Conseil d'Etat d'invalider le scrutin de mars 1985 au cours duquel le candidat du PCF avait été élu. Une partie du matériel électoral n'était, en effet, pas parvenu dans les délais légaux. En recueillant 58,32 % des suffrages, M. Parize améliore de plus de 16 points le score qu'il avait obtenu au premier tour de l'élection de 1985 (41,91 %).

M. Adélaïde qui était soutenu par l'UDF et le RPR, et M. Viviès, ancien vice-président du conseil général, battu en 1985, n'ont pas réussi à faire le plein des suffrages qui s'étaient portés sur les quatre candidats de droite en 1985. En recueillant 38,22 % des voix, ils perdent plus de 18 points par rapport à 1985 (56,51 %). Mais M. Adélaïde a pris l'avantage sur l'ancien conseiller général, puisqu'en recueillant 32,37 % des suffrages, il améliore de près de 13 points son résultat de 1985 (19,86 %).

Au premier tour de l'élection de 1985, les résultats étaient les suivants : inscr., 5 105 ; vot., 2 905 ; suffr. expr., 2 708. MM. Parize, 1 135 ; Adélaïde, 538 ; Koury (div. d.), 459 ; Viviès, 349 ; Dessout (RPR), 185 ; Courbain (ext. g.), 23 ; Deher Lesaint, 19. Au deuxième tour, M. Parize l'avait emporté avec 1 563 voix, contre 1 516 à M. Adélaïde, sur 3 079 suffrages exprimés, 3 203 votants et 5 100 électeurs inscrits.]

Société

Le procès de Klaus Barbie

Le procès de Klaus Barbie, qui devait s'ouvrir ce lundi 11 mai à Lyon, prévu pour durer huit semaines, se déroulera dans la salle des pas perdus du palais de justice de Lyon. Elle a été spécialement aménagée pour recevoir les centaines de journalistes venus du monde entier assister aux audiences et pour permettre l'accès, limité, mais indispensable, de quelques dizaines de « citoyens » représentant le peuple français.

La défense de Klaus Barbie sera assurée par un seul avocat, Mᵉ Jacques Vergès, tandis que les multiples parties civiles seront représentées par une quarantaine d'avocats. Les débats de la cour d'assises, dirigés par le président André Cerdini, alors que l'accusation sera conduite par M. Pierre Truche, procureur général, devaient commencer, de façon inédite, par la transmission télévisée en Eurovision de l'ouverture du procès.

Mais ce procès, lui-même, se déroulera de manière traditionnelle et les films vidéo, réalisés à l'audience sous le contrôle d'un magistrat, seront versés aux archives du ministère de la justice. Ils ne pourront, selon la loi, être visionnés avant l'an 2007.

L'ambiance à Lyon s'est un peu tendue dans les heures précédant l'ouverture des débats. Une manifestation d'extrême droite a réuni, le samedi 9 mai, dans les rues de la ville, quelques dizaines de jeunes gens qui, profitant du traditionnel cortège de la fête de Jeanne d'Arc, ont défilé en chantant « *Maréchal, nous voilà* ».

Ces débordements ont provoqué de vives réactions de différentes associations, notamment la LICRA. Parallèlement, plusieurs cérémonies du souvenir ont eu lieu pendant le week-end, réunissant, tant au fort Montluc qu'à Izieu ou place des Terreaux à Lyon, les avocats des parties civiles, les anciens résistants et déportés ou les militants de l'Union des étudiants juifs.

Quarante-quatre enfants juifs coiffés d'une kippa ont inauguré, ce lundi matin à 10 h 30, un monument. « Les enfants de la mémoire » construit à l'initiative des organisations juives et situé place des Terreaux. Ils étaient accompagnés du peintre et écrivain Marek Halter, ainsi que de plusieurs personnalités politiques. Cohabitation oblige, on remarquait MM. Raymond Barre, Michel Noir, Francisque Collomb, maire de Lyon, et son premier adjoint, Mᵉ André Soulier, ainsi que M. Jean Poperen.

Un podium, salle des pas perdus

LYON
de notre envoyé spécial

Une légère fièvre obsidionale s'est emparée de Lyon depuis quarante-huit heures. Il aura suffi, dimanche 10 mai, qu'une poignée de nazillons en chemise bleu nuit arborant des brassards frappés d'une croix celtique et des sourires de conquérants niais, défilent le menton en avant entre Saône et Rhône à l'occasion de la fête de Jeanne d'Arc pour que la ville frissonne. Et pour que le préfet de police, M. Georges Bastelica, s'inquiète, affirmant gravement : *« Il y a trois semaines, j'étais tranquille. Il y a deux jours, préoccupé. Aujourd'hui, je reconnais que je suis très préoccupé. »*

Mais Lyon peut bien se rassurer. Des tireurs d'élite, embusqués sur les toits, veillent. Jusqu'au 4 juillet — la durée prévue du procès est de huit semaines — les automobilistes ne pourront plus approcher du palais de justice. Les jurés, les avocats, les témoins et les journalistes seront soupçonnés, contrôlés puis protégés par des escouades de policiers en uniforme et en civil. Ne parlons pas de Klaus Barbie qui sera transféré quotidiennement de la prison Saint-Joseph à la cour d'assises, avec autant de précautions que de la porcelaine précieuse, sous la garde rapprochée du GIPN, le Groupement d'intervention de la police nationale.

Lundi 11 mai, à 13 h 01 précises — télévision oblige — l'accusé devait apparaître, s'il en donnait l'autorisation, plein cadre. C'est-à-dire, si les règles prévues sont respectées, au sommet d'un escalier dérobé qui lui permettra d'accéder au box. Dans ces quelques mètres carrés devaient tenir ses deux anges gardiens du GIPN légèrement en retrait, un interprète dont la tâche sera de lui « chuchoter » une traduction des débats, un autre dont le rôle sera de traduire au micro ses propos et deux braves *gardiens de la paix issus de la « brigade du petit dépôt ».*

Calé dans un fauteuil qui n'invite pas, *a priori*, à la sieste, Klaus Barbie se trouvera, par rapport au parterre composé essentiellement de journalistes, sur un podium situé à 1,76 m du sol. Sensiblement au même niveau que la cour, à sa droite, et que le ministère public, face à lui, ainsi que d'une partie de la quarantaine d'avocats pour les parties civiles... Son défenseur Mᵉ Jacques Vergès campera pour sa part cinquante centimètres en contrebas de son client, et pourra disposer, s'il le désire, d'un pupitre amovible pour étaler sa partition.

Face à face

L'installation ainsi conçue est, à tous points de vue, indite : les parties civiles et la défense seront exposées à un face-à-face intime puisqu'elles ne sont séparées que par trois petits mètres. Outre que Mᵉ Vergès, qui aime parfois se déplacer en parlant, en sera empêché, les témoins déposeront littéralement sous le nez des différentes parties en présence. La grandeur de la justice pourra-t-elle ainsi s'accommoder d'un prétoire aux dimensions d'un mouchoir de poche ?

Pour le reste, l'accusé bénéficie de la protection d'une vitre antieffraction d'une épaisseur de dix-huit millimètres dont l'un des architectes responsables du projet, M. Denis Eyraud, a pu dire : *« Normalement, elle n'est pas pare-balles, mais en fait... »* Cette précaution est bien sûr destinée à détourner un éventuel « objet contondant » projeté depuis le parterre ou de la mezzanine circulaire installée pour la durée du procès.

Déterminés à ne pas juger Klaus Barbie dans un stade ou une salle des congrès quelconque — pour éviter que le procès ne tourne au *show* — les magistrats ont été conduits à se rabattre sur la grande salle des pasperdus du palais de justice, dessinée au dix-neuvième siècle par l'architecte Baltard, celui-là même qui conçut les pavillons à armatures métalliques des halles de Paris. Denis Eyraud et son confrère Jacques Traynard ont, à coup sûr, respecté et *« magnifié le décor par des éclairages indirects »* mais ils ne sont pas parvenus à faire en sorte que les quelque soixante-dix citoyens qui composeront le public et les quatre cents journalistes qui seront assis, puissent tous voir l'accusé...

Une infirmerie de campagne

Dûment installés sur leurs chaises numérotées ils rêveront deux mois durant au moelleux des sièges recouverts de velours grenat réservés à la cour et au ministère public et se consoleront de l'inconfort qui leur est réservé en admirant les trois coupoles au-dessus de leur tête et les lions ailés soutenant de leur dos puissant les lettres d'or indiquant la cour d'appel, le tribunal civil et la cour d'assises. Car les locaux habituels de la cour d'assises, transformés en salles d'attente pour les témoins, se situent juste derrière les douze juges composant la cour. Un peu plus loin, deux pièces contiguës ont été transformées en infirmerie. Un médecin et quatre infirmières seront de permanence tout au long des audiences ainsi que cinq sapeurs-pompiers spécialistes en secourisme. Une initiative qui se révèlera peut-être sage, tout autant pour Barbie que pour les nombreux témoins âgés qui seront conduits à déposer devant la cour.

Mais les journalistes et techniciens accrédités (près de huit cents) énervés à l'idée de rater une information ou le début d'une audience en raison de la longueur des contrôles, seront peut-être aussi parmi les malheureux clients de cette antenne médicale de campagne. Ils sont trois cent trente-huit à représenter les médias français, cent trente-six la presse américaine, cinquante-neuf la RFA et cinquante-trois la Grande-Bretagne. Parce que chaque pays a dépêché à Lyon son contingent d'envoyés spéciaux, à l'exception notable, tout de même, de la petite Bolivie, qui semble se désintéresser du sort de son ancien ressortissant.

Les absents, tant pis pour eux, n'auront même pas la possibilité de se référer à la sténotypie intégrale. La chancellerie, qui en a pris l'initiative, entend pour l'instant s'en réserver la consultation. Quant aux films vidéo enregistrés par trois caméras pour les archives du ministère de la justice, seul le président, grâce à un écran de contrôle, un technicien et un « magistrat-réalisateur » auront le privilège de le voir. Chercheurs et historiens ne pourront pas le visionner avant l'an 2007.

LAURENT GREILSAMER.

Réactions

● **M. François Léotard : « Un moment de vérité ».** — Invité dimanche 10 mai au « Forum RMC-FR 3 », M. François Léotard, ministre de la culture, a déclaré que le procès de Barbie doit être *« un moment- vérité pour les Français, sur ce qu'il faut accepter et sur ce qu'il faut refuser. Je voudrais que les jeunes Français comprennent que dans le racisme, dans la haine et l'exclusion de l'autre, il y a les germes de tous les maux »*, a ajouté le ministre.

● **M. Jacques Toubon : « La cause de la liberté. »** — De passage à Lyon, M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a déclaré dimanche : *« Je suis persuadé que, passé la période de préparation pendant laquelle nous avons connu des affaires pas très ragoûtantes, le déroulement du procès de Klaus Barbie remettra les choses en place. Un tel procès est appelé à servir la cause de la liberté et de la démocratie. Il ne faut pas que les vivants oublient les morts. »*

● **M. André Rossinot : « Beaucoup de boue. »** — Invité au « Club de la presse d'Europe 1 », M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement et président du Parti radical, a affirmé dimanche qu'il *« y aurait certainement beaucoup de difficultés et de boue remuée »* durant le procès mais qu'une *« démocratie comme la France s'honore en acceptant ce type de risques. Il ne faut pas avoir peur de la vérité »*. *« On mesure la solidité d'une démocratie aux risques qu'elle prend »*, a ajouté le ministre.

● **M. Pierre Mauroy : « Des crimes abominables contre l'humanité. »** — Pour M. Pierre Mauroy, ancien premier ministre, interrogé samedi, les procès doivent permettre *« de connaître exactement les crimes abominables contre l'humanité et de punir les coupables »*. Le maire de Lille a, d'autre part, approuvé la décision de M. Jacques Chirac d'appeler les enseignants à évoquer la période 1940-1944 devant leurs élèves. *« Il faut savoir où mènent certaines politiques et rappeler que monsieur Hitler s'est fait élire démocratiquement en 1933 en Allemagne »*, a rappelé M. Mauroy.

« Annales d'histoire révisionniste »

Une revue met en cause l'extermination des juifs

Dimanche 10 mai, à la veille de l'ouverture du procès de Klaus Barbie, le premier numéro d'une revue intitulée *Annales d'histoire révisionniste* a été mis en vente dans les kiosques. On y trouve notamment la signature de M. Robert Faurisson, dont les travaux visent à nier l'existence des chambres à gaz dans les camps nazis, de M. Serge Thion, et de M. Carlo Mattogno, historien révisionniste italien. Dans un texte sur « Le mythe de l'extermination des juifs », ce dernier soutient que *« douter de la réalité historique de l'extermination des juifs n'est pas seulement légitime, mais c'est un devoir, car c'est un devoir de rechercher la vérité historique »*.

Le directeur de publication est M. Pierre Guillaume. La revue précise : *« Le directeur de publication assume la responsabilité pénale des textes publiés dans le cadre des lois qui régissent la presse. Il n'entend pas en assumer la responsabilité intellectuelle qui incombe à l'auteur seul. »*

Présumé innocent...

(Suite de la première page.)

Et, sans doute, sans y accorder plus d'importance qu'elle ne le mérite, la manifestation qui a eu lieu à Lyon samedi 9 mai à l'occasion de la fête de Jeanne d'Arc où l'on a entendu quelques nostalgiques du brassard et de la botte dire que Barbie n'était qu'un soldat obéissant aux ordres et que le crime contre l'humanité n'existait pas, peut être invoquée pour justifier la nécessité de riposte à la mesure de telles insolences.

Il reste que le procès Barbie est et doit demeurer le procès de Klaus Barbie. Ce procès-là, c'est celui d'un homme qui doit répondre de crimes contre l'humanité sous la qualification de meurtres avec préméditation, complicité de meurtres avec préméditation et séquestration de personnes, toutes énumérées. Tout cela *« en prenant part à l'exécution d'un plan concerté pour réaliser la déportation et l'extermination de populations civiles ou des persécutions pour des motifs politiques, raciaux ou religieux »*. Il s'y ajoute l'accusation de crimes contre l'humanité pour avoir enlevé ou fait enlever, entraîné ou déplacé par fraude ou violence, en raison de leur appartenance, des groupes d'origine juive; autant de crimes que le code pénal français punit de la réclusion criminelle à perpétuité.

Amnésie ?

Ces faits-là, Klaus Barbie les nie. Qu'il s'agisse de la rafle opérée à Lyon le 9 février 1943 à l'Union générale des israélites de France, 12, rue Sainte-Catherine, de celle conduite le 6 avril 1944 à Izieu dans l'Ain où furent enlevés de la maison où ils étaient accueillis et protégés quarante-deux enfants juifs, ainsi que les personnes qui les encadraient. Qu'il s'agisse aussi de la déportation de plus de six cents personnes, juifs et résistants embarqués dans le dernier convoi ferroviaire qui quitta Lyon le 11 août 1944. Et de la même manière, il entend nier encore avoir été mêlé en quoi que ce soit aux tortures qui entraînèrent la mort du professeur Marcel Gompel à la prison du fort Montluc, comme il assure avoir été étranger aux sévices suivis de déportation de Mᵐᵉ Lise Lesèvre, âgée aujourd'hui de quatre-vingt-deux ans.

Le temps est donc venu d'un débat oral et public au grand jour des assises sur l'ensemble de ces chapitres. Des témoins viendront dont il faudra entendre les déclarations, les accusations, dont il conviendra de voir quelle sera l'attitude qu'aura, face à eux, cet accusé de soixante-treize ans. Leur opposera-t-il, comme il l'a fait tout au long de l'instruction, une amnésie ? Cherchera-t-il à les mettre en difficulté, à relever dans la déposition des uns ou des autres des contradictions, des imprécisions toujours possibles à quarante-cinq ans de distance ?

Des documents seront produits, qui sont notamment deux télégrammes adressés à Paris, portant la signature de Barbie et relatant, l'un l'opération de la rue Sainte-Catherine à l'Union générale des israélites de France, l'autre le détail de la rafle conduite à Izieu avec indication du nombre des personnes arrêtées. Va-t-il soutenir que ces pièces apportées au dossier par le Centre de documentation juive contemporaine seraient des faux, comme l'a déjà proclamé en plusieurs occasions son défenseur Mᵉ Jacques Vergès ?

Là est le procès. Pour autant, il n'empêchera pas, car c'en est une partie obligée, le rappel de ce que furent, de 1933 à 1944, les réalités du nazisme, et plus particulièrement sa doctrine avec tous ses effets à l'égard des juifs. Cette doctrine est d'ailleurs longuement rappelée dans les différents arrêts, l'un de la chambre d'accusation de Lyon, les deux autres de la chambre d'accusation de Paris, qui ont renvoyé Klaus Barbie devant la cour d'assises du Rhône.

Ces documents se réfèrent au jugement du tribunal militaire international de Nuremberg. Ils mentionnent ainsi que cette juridiction *« a constaté l'existence criminelle d'un plan concerté en vue de commettre des guerres d'agression et d'une relation entre ces guerres et la persécution des juifs ainsi que l'établissement de plan pour « la solution finale » de la question juive en Europe, cette solution finale signifiant l'extermination des juifs »*.

La même juridiction a constaté, comme le rappellent les documents d'instruction, *« l'extension aux territoires occupés de la politique de persécution, de répression et d'extermination de tous les civils qui étaient ou que l'on croyait susceptibles de devenir hostiles au gouvernement nazi, à savoir notamment internement dans les camps de concentration avec tortures ou assassinats »*.

Elle a constaté encore que l'arme principale employée à l'origine par la Gestapo et le SD pour empêcher toute opposition au régime politique a été le camp de concentration qui devint finalement le lieu d'extermination organisée et méthodique.

Une dimension historique

Or, relève l'accusation, quelles étaient à Lyon, de 1942 à 1944, les fonctions de Klaus Barbie ? Il dirigeait notamment la section IV du SIPO-SD chargée de la lutte anticommuniste, de la lutte antisabotage, de la lutte antijuive. Selon ses déclarations, il a créé, organisé et dirigé lui-même cette section.

Dès lors, la question est obligatoirement la suivante : peut-il, ayant été l'officier SS qu'il fut — ce membre du SD dans lequel il fit toute sa carrière (deux organisations déclarées criminelles par le tribunal militaire international de Nuremberg), adhérent au Parti nazi depuis sa jeunesse, — soutenir qu'il ignorait l'idéologie du IIIᵉ Reich et qu'il ne fut pas l'exécutant conscient de cette politique étatique d'hégémonie idéologique dont a parlé l'arrêt de la chambre criminelle de la Cour de cassation ?

C'est en cela que l'évocation, dans le prétoire de la cour d'assises du Rhône, tant du génocide des juifs que de l'univers concentrationnaire qu'ont connu les résistants, aura sa place naturelle et légitime. C'est en cela aussi que le procès touchera à cette dimension historique qu'en attendent notamment les parties civiles. Car c'est la première fois, s'agissant d'un procès fait à un homme accusé d'actes commis pendant la deuxième guerre mondiale que des parties civiles peuvent être admises à la barre. En effet, les juridictions qui furent appelées précédemment à juger de telles affaires excluaient la possibilité de constitution de parties civiles, que ce soient les cours de justice, puis les tribunaux militaires et enfin la Cour de sûreté de l'Etat.

Cependant une question se pose. Parmi tous ceux qui vont suivre les débats de Lyon, est-ce vraiment l'évocation de ces années noires, les tragédies des camps, la remise en mémoire des temps où la survie momentanée, plutôt que la mort immédiate, dépendait du geste d'un SS, qui intéressent vraiment ? N'est-ce pas plutôt l'attente d'un accusé se faisant accusateur avec le concours d'un avocat qui s'est déjà répandu, tant en France qu'à l'étranger, en déclarations fracassantes sur la manière dont il allait conduire une défense destinée à troubler l'opinion, et avec elle, pourquoi pas, les juges eux-mêmes, dans la mesure où il s'agira de simples citoyens promus, pour le temps d'un procès, aux fonctions de jurés.

A ce jour, Mᵉ Jacques Vergès, puisque c'est de lui qu'il s'agit, peut éprouver quelque satisfaction. Ses propos, amplement reproduits, ont fini par faire de lui l'acteur vedette du procès Barbie. Face à plus de quarante confrères représentant les parties civiles dont il a pu ressentir, sinon cultiver les inquiétudes, il se prépare à ajouter les délices d'une solitude dont il peut aussi tirer parti. N'a-t-il pas déjà dénoncé le climat de « *lynchage* » entretenu par les médias, ce qui est assurément excessif même si, ça et là, on a pu relever quelques fautes de goût dans les jours qui ont précédé l'ouverture du procès.

Un vaincu impénitent

Pour autant, la manière dont il entend défendre Klaus Barbie, fera, qu'on le veuille ou non, partie du débat, et il y aura à mesurer la portée de ses arguments, à voir comment ils seront combattus. Un tel combat exige, en tout état de cause, que la maîtrise et la rigueur soient préférées à l'invective et à la colère, fut-elle sainte.

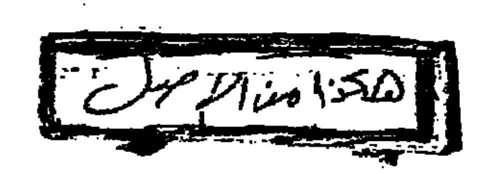
Car si l'on y regarde d'un peu près dans cette défense de Barbie, ce n'est pas l'ancien SS qui suit son avocat. C'est Mᵉ Vergès qui, en réalité, suit Klaus Barbie. En voici quelques exemples. Mᵉ Vergès, depuis qu'il est le défenseur de l'ancien chef de la section IV du SIPO-SD de Lyon, a d'abord fait savoir que son thème serait, en substance, le suivant : les crimes contre l'humanité n'ont pas commencé avec Klaus Barbie et n'ont pas fini avec lui. Et il ajoutait, dans la foulée, qu'il parlerait donc des crimes et des tortures commis par l'armée française durant la guerre d'Algérie ainsi que de ceux des Américains dans leur guerre du Vietnam. Chacun pouvait se dire alors, connaissant le rôle de défenseur des militants du FLN algérien joué par Mᵉ Jacques Vergès, que c'était là une idée de lui.

Or Barbie lui-même avait amorcé cette défense depuis belle lurette. Le 3 février 1972, alors qu'il était encore en Bolivie, à une époque où il se défendait d'être Barbie proclamant qu'il s'appelait Klaus Altmann, il répondait à Ladislas de Hoyos lui demandant quand même ce que personnellement il pensait de Barbie : *« C'est un soldat qui a obéi aux ordres et qui n'a pas fait plus que les Français en Afrique du Nord ou les Américains au Vietnam. »*

De la même manière, c'est toujours Klaus Barbie, et toujours à l'époque où il se pensait en sûreté en Bolivie, qui, à une autre question ainsi formulée : *« Et si vous étiez enlevé comme Adolf Eichmann ? »*, répondait : *« Si cela devait advenir, ce serait, croyez-moi, une très mauvaise chose pour la France. »* Ainsi se dessinait bel et bien, dès cette époque des années 1970, la stratégie reprise aujourd'hui par Mᵉ Jacques Vergès selon laquelle des trahisons avaient pu permettre à l'ancien SS d'arrêter un homme comme Jean Moulin ou, d'une manière plus générale, apparaissait le thème repris aujourd'hui selon lequel, sans les collaborateurs français, les services policiers nazis n'auraient jamais pu arrêter et déporter toutes les personnes dont ce fut le cas.

A la lumière de ces simples constatations, on peut mesurer que le vieillard qui vient d'entrer dans le prétoire spécialement aménagé dans la salle des pas perdus du Palais de justice de Lyon est bien le propre organisateur de sa défense. C'est celle d'un vaincu impénitent, d'un ancien policier du renseignement capable de mesurer encore très bien toutes les satisfactions intimes qu'il pourrait retirer d'une habile distillation de la discorde chez l'ennemi. Klaus Barbie commence en réalité, aujourd'hui, son dernier acte de guerre.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.



Société

aux assises du Rhône

Mᵉ Serge Klarsfeld prend la défense d'André François-Poncet

Mᵉ Serge Klarsfeld a pris, le dimanche 10 mai, la défense de la mémoire d'André François-Poncet, qui a été mis en cause dans l'affaire Barbie par M. John Loftus, un juriste américain ayant participé à la recherche d'anciens nazis réfugiés aux Etats-Unis. *« Contrairement à certaines allégations stupides et odieuses,* a déclaré Mᵉ Klarsfeld, *André François-Poncet n'a cessé d'intervenir afin que Barbie soit extradé de la zone d'occupation américaine en Allemagne (...). Il fut celui qui ne cessa d'alerter les dirigeants français sur la réalité du danger hitlérien et qui, ne confondant jamais le peuple allemand et le nazisme, apporta une contribution exceptionnelle à l'édification de la nouvelle démocratie allemande après 1945. »*

Un ambassadeur au-dessus de tout soupçon

Dans l'hebdomadaire allemand *Stern*, M. John Loftus a mis gravement en cause l'ancien ambassadeur de France en Allemagne, André François-Poncet, pour l'aide qu'il aurait apportée à Klaus Barbie.

Vingt-cinq ans de recherches en histoire contemporaine nous ont habitué à ne nous étonner de rien, ni des manipulations parfois extravagantes et naïves de ce que l'on appelle les services spéciaux, mais les assertions tapageuses de M. Loftus laissent perplexe.

Comme la grande majorité des ambassadeurs, André François-Poncet, extrêmement défiant à l'égard de la machinerie nazie – qu'il savait capable de tous les coups tordus – se méfiait des services spéciaux, leur « cuisine » et leurs « magouilles » n'étant pas du tout de son genre.

A Berlin, il n'accordait sa confiance qu'à la petite équipe des attachés militaires de l'ambassade de France, les « agents secrets officiels ». A l'occasion, il donnait sa caution personnelle à des informations d'un intérêt considérable recueillies par ce noyau d'officiers.

Par ailleurs, le deuxième bureau français entretenait en Allemagne et en Autriche un réseau de près de mille cinq cents « honorables correspondants » et avait réussi à recruter une poignée d'informateurs allemands de haut niveau. De tout cela, André François-Poncet ne savait rien, non seulement en raison du cloisonnement classique, mais aussi cette distance qu'il entretenait par rapport à ces activités. Le cas Klaus Barbie relevait des seuls services spéciaux.

A la défaite de l'Allemagne, les Américains, mais aussi les Soviétiques, se sont rués sur les archives du Reich, ont procédé à des interrogatoires d'officiers vaincus, ont embauché de gré ou de force et transporté aux Etats-Unis ou en URSS des dizaines de milliers de techniciens. Les deux camps recrutaient parfois, sans guère de contrôle ni de discernement, une multitude de gens qui avaient occupé dans la SS ou ailleurs des responsabilités de renseignement et de police.

A l'époque les dirigeants américains, préoccupés à l'extrême des appétits de Staline, ont envisagé l'ouverture d'un troisième conflit mondial. A Bruxelles, le colonel David Bruce, important responsable de l'OSS (futur ambassadeur des Etats-Unis à Paris), travaille par exemple sur l'hypothèse d'une nouvelle guerre. Les Soviétiques adoptent la même attitude. Dans les deux camps, on fait table rase du passé des nouveaux « amis » allemands, ne s'intéressant qu'à leur terrifiantes « compétences ».

Comme tant d'autres, Klaus Barbie fut recruté par les Américains. En échange de ses « bons offices », ils lui assureront une protection contre tout ennui découlant de ses agissements antérieurs.

Les aventures de Gunther Schott

Agrégé d'histoire, ancien sénateur et maire de Rennes, Henri Fréville, qui a fait des recherches sur l'Occupation en Bretagne et les projets de démantèlement de la France par Hitler, a raconté (*Archives secrètes de Bretagne, 1940-1944*, Editions Ouest-France) une histoire qui ressemble à celle de Barbie, même si son « héros » n'a pas commis de crimes contre l'humanité.

Pendant de longs mois, le Sonderführer Gunther Schott et sa ravissante et intelligente maîtresse Marie-Louise Deschamps, sont, de Rennes à Angers, les maîtres d'œuvre de l'autonomie culturelle de la Bretagne.

A la Libération, Marie-Louise Deschamps cache à Paris son amant, qu'elle réussit à faire rencontrer au ministère de l'information avec un colonel des services secrets britanniques. Ce dernier fait venir Schott à Londres, puis le « *passe* » à ses collègues américains de Washington, qui en sont, manifestement, satisfaits, puisqu'ils l'imposent à la CIA, avant d'ouvrir par la suite les portes de l'Agence à son fils.

Après quelques déboires au camp de Drancy et une instruction judiciaire vite abandonnée, Marie-Louise obtient en 1946 de se rendre aux Etats-Unis, dont l'entrée est pourtant très surveillée pour les gens venant d'Europe. Par la suite, Marie-Louise aura des responsabilités de premier plan dans l'édition française avant de mourir d'un cancer.

Revenons à André François-Poncet. M. Loftus parle de magouilles avec la Croix-Rouge où l'ambassadeur occupa d'importantes fonctions. Il y mêle aussi le Vatican. Certes, il y eut ici et là des initiatives tout individuelles pour permettre à des nazis de se cacher puis de fuir, notamment vers l'Amérique du Sud. Mais il est absurde de laisser croire que la Croix-Rouge ou le Vatican, en tant que tels, étaient de remarquables filières d'évasion. Jamais le cardinal Tisserand, par exemple, n'aurait permis de telles choses. On ne voit pas non plus Pie XII signer des passeports pour des fuyards aussi inquiétants.

En découvrant le nom de Loftus dans *Stern*, nous nous sommes précipité sur son livre, publié en français en 1985 (Plon), dont la lecture nous avait laissé sceptique. Dans les passages consacrés à Klaus Barbie, il n'y est jamais question d'André François-Poncet.

Nous étions aussi tombé en arrêt sur le passage suivant (page 199) : *« Près de quatre divisions de soldats SS choisirent la Légion et servirent au Vietnam sous les ordres d'officiers français. Certains de mes amis du contre-espionnage appellent la défaite de Dien-Bien-Phu « la dernière résistance de Himmler ». « Après quinze ans de service, les « volontaires » retournèrent en France où on leur accorda une nouvelle identité. Il est concevable que Klaus Barbie puisse identifier beaucoup de ses anciens compagnons d'arme SS vivant aujourd'hui en France. Selon des rapports non vérifiés que j'ai reçus, il y a parmi eux d'anciens SS qui ont participé à des massacres et à des atrocités contre des soldats américains ».*

Loftus raconte ici n'importe quoi. Certes, il y eut de nombreux Allemands qui, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, ont porté le képi blanc. Mais, SS ou pas, leur nombre n'a jamais atteint l'estimation avancée si légèrement par Loftus.

De plus, si on peut s'engager à la Légion étrangère sous un nom d'emprunt, celle-ci, par ses propres services spéciaux, procède à une enquête rigoureuse sur l'identité réelle, les faits et gestes de chaque engagé.

Enfin, reprendre à son compte l'affirmation selon laquelle la défaite de Dien-Bien-Phu est *« la dernière résistance de Himmler »* laisse entendre que le camp retranché était surtout défendu par des Allemands, ce qui est une énorme contre-vérité. S'il apparaissait, cependant, que la mise en cause d'André François-Poncet ait quelque fondement, il faudrait admettre que l'ancien ambassadeur aurait agi sur des ordres qui ne pouvaient venir que du gouvernement de l'époque, André François-Poncet n'étant pas homme à faire « plaisir » à une barbouze, même de haut niveau. Dans cette hypothèse, il s'agirait d'une affaire d'État, comme l'est d'ailleurs depuis longtemps le dossier Barbie.

Le *Stern*, doit exiger de John Loftus des preuves irréfragables de ses affirmations.

CLAUDE PAILLAT
(historien.)

Facturations douteuses et imitation de signatures

L'économe de l'hôpital d'Ajaccio suspendu de ses fonctions

AJACCIO
de notre envoyée spéciale

« On avait tué le renard mais on avait laissé ses enfants » : le dicton ne ment pas, vous dit-on à l'hôpital Notre-Dame-de-la-Miséricorde. Aujourd'hui, M. Joseph Lapina est suspendu – provisoirement et avec traitement – de ses fonctions à la tête de l'économat : facturations douteuses et imitation de signatures. Déjà en février 1986, on reprochait au directeur d'alors, M. Joseph Ottavy, de graves fautes de gestion et de nombreuses irrégularités dans tous les secteurs. Le règne de ce dernier, établi en quinze ans à coup de clientélisme, prit fin sur le diagnostic sévère établi en deux cents pages par deux fonctionnaires de l'Inspection générale des affaires sanitaires et sociales (IGASS). Le renard de la fable partit... en laissant ses enfants (*le Monde* du 26 février).

Notre-Dame-de-la-Miséricorde détient désormais la palme en matière d'inspection : cinq en dix ans, dont la dernière en date début mai sur l'économat. La nouvelle affaire fait choc.

Il a suffit d'un grain de sable pour que démarre l'affaire Lapina. M. Roger Gaudy, actuel directeur de l'établissement, découvre peu à peu la situation. Il s'étonne récemment de ne pas être encore livré pour une facture datée 18 novembre 1986. Il proteste par lettre mais la société destinataire est inconnue à l'adresse indiquée. En poursuivant en justice cette société fantôme le directeur de Notre-Dame-de-la-Miséricorde découvre de fausses signatures. La facture du 18 novembre 1986 porte sa signature, bien imitée. Et ce n'est pas la seule. Pour démonter l'escroquerie le directeur tend un piège. Il laisse partir des pièces comptables non signées, qu'on retrouve par la suite dûment paraphées. Le piège a fonctionné. Dans un premier temps, le receveur principal constate l'existence pour la seule année de 1986 de cent soixante-treize factures payées et paraphées de quatre fausses signatures. Sur sa requête et à la demande du préfet de région, M. Joël Thoraval, l'IGASS mandate dès le lundi 4 mai à Ajaccio M. Herry pour enquêter.

Cet inspecteur repart le 7 au soir, décidé à demander au ministre de tutelle une plainte au pénal. Car ces quatre jours de plongée dans les comptes de l'économat ont laissé rêveurs l'inspecteur et le directeur. Plus de deux cents signatures imitées sur des factures en 1986 : c'est une première surprise. Deuxième découverte : un système de fausses factures qui permettait de payer les fournisseurs sans contrepartie.

Dans les jours qui vont suivre, il faudra donc vérifier les huit mille mandats émis en 1986, contrôler si la marchandise correspondante est bien rentrée, si les grands travaux ont été réellement réalisés.

Suspicion et pourrissement

L'enquête ne fait que débuter. Après 1986, on examinera les années antérieures. Sans attendre, le trésorier-payeur de la Corse a déposé plainte auprès du parquet. Joseph Lapina, tout en reconnaissant avoir signé pour le bien et la rapidité du service, nie les faits et a confié sa défense à Mᵉ Pierre Pasquini, avocat niçois et député RPR de Haute-Corse.

L'affaire Lapina a éclaté sur la scène corse en début de semaine, quand le syndicat CFDT de l'hôpital a posé des questions par voie de presse. L'administration souhaite mener ce règlement rondement, pour éviter les suspicions et les pourrissements passés.

Déjà, dans son dernier rapport, l'IGASS notait : *« Une section d'investissement entièrement fausse, un recours au crédit-bail pourtant strictement interdit par le code des marchés publics, le non-respect des règles de passation de ces marchés ».*

DANIÈLE ROUARD.

● **Manifestation contre la construction d'une prison.** – Deux cents personnes ont manifesté samedi 9 mai à Avallon (Yonne) contre le projet de construction d'une prison de six cents places dans la petite commune de Précy-le-Sec, à quelques kilomètres de là, dans le fief de M. Paul-André Sadon, directeur du cabinet du ministre de la justice et conseiller général du canton. Les adversaires de la prison se disent inquiets de la disproportion entre la dimension du projet et la taille du village, qui compte aujourd'hui cent cinquante-deux habitants.

La mort d'Emmanuel Vitria

Un cœur de dix-huit ans

MARSEILLE
de notre correspondant

Doyen mondial des greffés du cœur, Emmanuel Vitria, soixante-sept ans, est décédé dans la nuit de dimanche à lundi, à l'hôpital Salvator de Marseille. Son cœur greffé, celui d'un fusilier marin, lui aura permis de survivre dix-huit années et cinq mois, alors qu'il était à l'agonie au moment de l'intervention, en 1968. Les raisons scientifiques ou cliniques de cette extraordinaire performance sont restées mystérieuses, car Emmanuel Vitria avait été opéré avant la découverte de la ciclosporine, qui a changé radicalement le pronostic, jusqu'alors très aléatoire, des transplantations cardiaques.

Un an après son opération, il disait : *« Je repars à cinquante ans avec un cœur de vingt ans. Normalement, je devrais finir dans le peau d'un centenaire... »*

Il n'aura pas tenu cette gageure, Emmanuel Vitria, mais il aura tout de même établi un record mondial ; dix-huit ans, cinq mois, treize jours de survie avec, dans sa poitrine le cœur d'un autre : celui d'un fusilier-marin de vingt ans, mort en novembre 1968 dans un accident de voiture et que lui avait greffé une équipe de chirurgiens du centre cardio-vasculaire Jules-Cantini de Marseille, conduite par le professeur Edmond Henry, équipe dans laquelle figurait son assistant, le professeur Jean-Raoul Montiès, qui depuis, a veillé en permanence sur l'état de santé d'un patient devenu une célébrité. A Marseille, tout le monde l'appelait par ce surnom affectueux de « Bicou », que l'on donne volontiers à ceux que l'on aime.

Derrière l'extraordinaire réussite technique, il y avait en effet un personnage hors du commun. Un patient dont le moral aura joué un rôle incontestable dans cette survie prolongée. « Bicou » n'avait jamais douté de la réussite de l'opération. Ni avant ni après. A la veille du premier anniversaire de ce qu'il appelait *« sa deuxième vie »*, alors que sept des dix greffés français du cœur étaient décédés au cours des mois précédents, il disait : *30 % de réussite ! Vous vous rendez compte ? C'est formidable ! »* Il avait appris à goûter pleinement chaque instant de l'existence, ce « nouveau-né » de soixante-sept ans. *« Avant,* confiait-il, *quand je buvais un pastis, je ne faisais même pas attention. Maintenant, je devrais le boire à genoux. »*

C'est un moribond, cliniquement mort à plusieurs reprises et ranimé *in extremis*, qui était entré dans le bloc opératoire, le 27 novembre 1968, et, dès son réveil il avait clamé : *« J'étais sûr que je redescendrais ! »*, (A Cantini, la salle d'opération était au second étage et la chambre Vitria au premier).

Depuis lors, il avait voulu être la preuve vivante de la réussite des chirurgiens marseillais. « Bicou » et ses haltères, « Bicou » et son vélo, « Bicou » donnant le coup d'envoi de rencontres sportives, « Bicou » président des donneurs de sang et, prêchant l'exemple, il ne manquait pas une occasion de répondre présent. Son nouveau cœur résista même à l'émotion du doublé coupe-championnat de son cher OM en 1971 tandis que – ironie du sort ! – le cœur du professeur Henry qu'il appelait « son sauveur » lâchait la même année.

Courage et joie de vivre

Pourtant, cette joie de vivre, cet « estrambor » comme on dit à Marseille, cachait un courage peu commun devant la souffrance occasionnée par les traitements antirejets qu'Emmanuel Vitria subissait en permanence. Il a pudiquement serré les dents sur ces souffrances-là, bien réelles, qui le contraignirent parfois à utiliser des cannes pour se déplacer, et les douleurs que lui causait une sévère décalcification (-sa taille avait perdu plus de 15 cm. Pourtant, voici six ans, il avait surmonté une double fracture du coude et de la hanche, après avoir chuté dans le couloir de son immeuble. Ces temps-ci, le professeur Montiès, son médecin-traitant et ami, avait reconnu que « Bicou » *« n'était pas très en forme »*. Il est vrai que, Marseille, quand quelqu'un est à l'article de la mort, on dit pudiquement, *qu'il est bien fatigué... »*.

JEAN CONTRUCCI.

Trop peu de donneurs

Les participants au congrès national de l'Association française des opérés du cœur qui s'est tenu ce week-end à Grenoble ont déploré *« le nombre dramatiquement insuffisant »* des donneurs de cœur. Le professeur Ch. Cabrol (hôpital de la Pitié, Paris) a indiqué que cette carence pourrait peut-être se voir compensée vers l'année 1990 par l'implantation définitive d'un *« cœur artificiel de troisième génération »*.

Réunie en synode à Nîmes

L'Eglise réformée de France est invitée à « clarifier » ses engagements

Cent cinquante délégués ont pris part, les 8, 9 et 10 mai, à Nîmes, au synode national de l'Eglise réformée de France. Dans ses conclusions, le synode a demandé *« que les communautés étrangères soient accueillies et comprises en France »* et que la Fédération protestante de France soit *« présente dans les réflexions sur le code de la nationalité »*. Les membres de l'ERF ont été invités à *« clarifier »* leurs convictions et leurs engagements.

NIMES
de notre envoyé spécial

Le nom de Nîmes-la-Romaine n'a jamais été aussi mal porté qu'au seizième siècle, quand trois habitants sur quatre de la ville avaient choisi la Réforme. Répression antiprotestante, dispersion, déchristianisation : les temps ont changé depuis, et les réformés nîmois sont aujourd'hui moins de 10 000. Au cours des vingt dernières années, ils ont perdu un quart de familles, 30 % de participants réguliers au culte, 75 % de mariages. Les six paroisses groupées autour du Grand temple, du Petit temple et de l'Oratoire tentent d'arracher le protestantisme nîmois à son glorieux passé.

Fidèles et fortes têtes, dit-on des protestants méridionaux et cévenols, élevés dans le souvenir des Camisards. Au plan national, le bilan de santé de l'Eglise réformée – 500 paroisses, 350 000 fidèles, – malgré un recrutement régulier de pasteurs, n'incline pas non plus à un optimiste exagéré, et le pasteur Monsarrat, président de l'ERF, avait choisi Nîmes pour retremper les énergies.

Il ne nie pas le *« mal-être »* de son Eglise, lié à un certain déclin de la pratique et du militantisme, largement partagé par les autres Eglises protestantes et catholique, mais il a donné rendez-vous à tous les réformés en 1988 pour que, à l'occasion du cinquantième anniversaire de leur union nationale, ils *« clarifient »* leurs convictions et leurs engagements. *« Mieux partagée, plus diversifiée »*, cette réflexion n'aura pas la forme habituelle et lourde du travail en synode. Elle aura lieu à chaque échelon local, consistorial, régional et national.

Cette initiative a été la seule surprise d'un synode national autrement bien terne. Le président de l'Eglise réformée coupe l'herbe sous le pied de ceux qui, depuis plusieurs années, souhaitaient la convocation d'états généraux du protestantisme, susceptibles de redéfinir à la fois l'identité de la famille protestante dans son ensemble et son engagement dans la société française (*le Monde* du 4 décembre 1986). Mais à ceux qui craindraient un *« repli passéiste »* ou reprocheraient à l'Eglise réformée son cavalier seul, le pasteur Monsarrat s'empresse de répondre que l'objectif est moins de savoir *« ce que nous avons à défendre »* que *« ce que nous avons à partager »*.

Deux points l'inquiètent particulièrement : la moindre sensibilisation des jeunes générations à la question de l'unité des chrétiens et la qualité du *« témoignage »* des Eglises dans le domaine de la justice, de la paix, de la protection de l'environnement.

Un « catéchisme national »

Les protestants français ont compris que l'un des moyens de préserver leur identité est de renforcer l'enseignement religieux de leurs enfants. Sur ce point, les réformés étaient appelés à formuler cette année un diagnostic, avant de choisir, lors de prochains synodes – régionaux et national – de nouvelles orientations.

Les pourcentages d'enfants catéchisés restent élevés dans le protestantisme – réflexe de minoritaires oblige ; – ils sont supérieurs à 65 % jusqu'à 11 ans. Une certaine désaffection se manifeste à l'adolescence. L'interrogation porte donc surtout sur la pédagogie à mettre en œuvre, sur la formation des formateurs (1 280 laïcs à l'école biblique) et la motivation des parents, jugée de plus en plus faible.

Alors que, depuis une vingtaine d'années, les réformés ont abandonné leur catéchisme officiel, une demande est à nouveau exprimée d'un *« manuel global »* voire d'un *« catéchisme national simple, clair, mais non contraignant »*.

80 % des enfants catéchisés à l'Eglise réformée viennent de couples mixtes protestants-catholiques. En nombre très limité, des groupes de catéchèse œcuménique naissent à Montpellier, Lyon ou Strasbourg. Mais, trop neuve, cette question n'a pas été abordée à Nîmes. La crainte l'emporte encore que la catéchèse œcuménique ne produise des *« chrétiens bâtards »* ou des fidèles d'une *« troisième Eglise »*.

L'œcuménisme n'en a pas moins franchi un pas significatif. L'Eglise réformée a approuvé à l'unanimité de ses délégués présents (moins une abstention) la création d'un Conseil d'Eglises chrétiennes en France. Certains ont bien exprimé la crainte que les Eglises membres ne perdent à terme des *« parts de leur souveraineté »* : l'œcuménisme repose sur un *« contrat de confiance »*, leur a-t-il été répondu.

HENRI TINCQ.

REPÈRES

Divorce

Le père d'Amandine se réfugie en Turquie

Le père d'Amandine, M. Hervé Lair, qui avait disparu le 19 février 1986 après avoir enlevé pour la deuxième fois sa petite fille (*le Monde* du 26 février 1986), est sorti de sa clandestinité en Turquie, où il a demandé le statut de réfugié politique.

M. Lair est actuellement inculpé en France d' *« enlèvement de mineur »*, pour un premier rapt commis le 11 décembre 1984. Six membres du Mouvement de la condition paternelle sont également inculpés, pour complicité dans cette affaire. Pour obtenir son droit de réfugié, M. Lair fait valoir qu'en France la loi discrimine les pères d'enfants naturels en leur refusant le droit à l'autorité parentale lorsque la mère n'est pas d'accord. En tant que demandeur d'asile, il ne peut pour le moment être extradé vers la France.

Pollution

Ordures sans havre

Depuis le 22 mars dernier, une barge chargée de 3 186 tonnes d'ordures ménagères compectées sillonne la côte atlantique américaine à la recherche d'une décharge. Cette barge, poussée par le remorqueur américain *Break-of-Dawn*, emportait des ordures de l'agglomération new-yorkaise destinées à être entreposées dans une décharge de Caroline-du-Sud. Mais, à la dernière minute, les autorités de cet Etat ont exigé un certificat de non-toxicité, que les convoyeurs ne pouvaient fournir. La barge a alors mis le cap au sud, vers le golfe du Mexique. Mais ni la Louisiane, ni le Mexique, ni le Belize n'ont accepté d'accueillir le chargement. Le *Break-of-Dawn* a dû faire demi-tour et s'apprête maintenant à regagner son point de départ, Ilsip, dans l'île de Long-Island, où, entre-temps, les autorités new-yorkaises se sont aperçu qu'elles disposaient d'encore un peu de place dans leurs propres décharges, et que les déchets ne contenaient aucun élément toxique.

Communication

Un entretien avec M. André Rousselet

Canal Plus sur orbite européenne

Deux ans et demi après sa création, Canal Plus, première télévision à péage française et européenne, affiche une belle santé : un million huit cent cinquante mille abonnés, 115 millions de francs de bénéfices nets en 1986, 350 prévus pour cette année. L'heure est au développement. Après la radio, M. André Rousselet, président de Canal Plus, veut se lancer dans le satellite. Avec pour objectif l'Europe.

« Les turbulences qui agitent actuellement l'univers audiovisuel français ont-elles touché Canal Plus ?

— Non, jusqu'à présent, nous sommes passés intacts à travers la tempête. A ce jour, nous comptons un million huit cent cinquante mille abonnés et le taux des réabonnements se situe à près de 94 %. Nos objectifs sont donc largement atteints, même si ces dernières semaines nos abonnements se sont ralentis. Cela dit, nous en enregistrons en moyenne deux mille par jour.

— Donc vous être satisfait ?

— Oui, nous avons dégagé, l'an dernier, 115 millions de francs de bénéfices nets. Pour 1987, notre prévision est de l'ordre de 350 millions de francs, ce qui signifie que, en fin d'année, nous aurons rattrapé la plus grande partie de nos pertes initiales, qui avaient atteint 680 millions de francs au plus creux de la vague.

— Au vu de la concurrence entre les chaînes, certains souhaiteraient que Canal + abandonne les recettes publicitaires pour ses tranches d'émissions en clair...

— A ceux-là, j'oppose plusieurs arguments. D'abord, je leur rappelle que c'est de notre concédant — en l'occurrence l'Etat — que dépend toute décision concernant notre accès au marché publicitaire. Or l'Etat ne nous a jamais dit qu'il avait l'intention de remettre ce droit en cause. D'autre part, au nom de quoi, dans un environnement où l'égalité et le libéralisme sont la loi, faudrait-il que Canal Plus soit désavantagée par rapport aux autres ? Pourquoi la partie de programmes qui n'est financée ni par la redevance ni par le péage ne pourrait pas bénéficier de la manne publicitaire ? Nos ressources en ce domaine sont d'ailleurs faibles puisqu'elles s'élèvent à environ 200 millions de francs par an, soit guère plus de 2 % du marché disponible pour les chaînes commerciales.

— Parmi les trois chaînes privées, y en a-t-il une qui vous paraît plus « dangereuse » que les autres pour Canal + ?

— Aucune, et je leur souhaite, à toutes, bon vent. Cela dit, je considère que la chaîne la plus « intelligente » sera celle qui, ayant compris la complémentarité de Canal Plus, négociera avec nous des accords de diffusion décalée de programmes. Ou encore, celle qui envisagera de diffuser des écrans publicitaires pour Canal Plus, en échange de certaines acquisitions en commun. Jusqu'à maintenant, nous avons toujours été interdits d'écrans publicitaires sur les chaînes généralistes.

« Des postes d'observation »

— Vos vedettes ont-elles été sollicitées par les nouveaux patrons de la « Une », de la « 5 » ou de M6 ?

— Pas seulement nos vedettes, mais également tous les cadres importants de la maison. Aucun (à ce jour) n'est parti. Sans doute est-ce aussi parce que Pierre Lescure et moi-même avons été très soucieux du confort de nos collaborateurs et en premier lieu de leur confort matériel. Ainsi, bien avant le tohu-bohu actuel, notre conseil d'administration avait procédé à une augmentation du capital de Canal Plus réservée à nos cadres. Aujourd'hui, cent vingt d'entre eux, dont une vingtaine d'une façon très significative, sont actionnaires à 8 % de la chaîne.

— Précisément, où en sont vos perspectives de *coopérations* à l'étranger ?

— Nous avons des projets assez avancés au Brésil et en Espagne, où nous allons participer au capital de télévisions cryptées. Nous examinons les possibilités existant en Italie, en Belgique et en Suisse. Nous avons aussi établi des contacts avec Filmnet, une société de télévision à péage scandinave. Ces investissements ne sont pas très lourds. Nous ne prenons jamais plus de 10 %, mais cela nous confère des postes d'observation et nous ouvre la possibilité d'être « fédérateurs » de ces télévisions cryptées. Les avantages sont appréciables, en particulier pour les achats de droits.

— Canal Plus a aussi des visées pour l'exploitation d'un canal satellite.

— Actuellement, nous étudions simultanément les trois options possibles dans les deux ans à venir, c'est-à-dire TDF 1, Astra et Eutelsat. Ce sont trois propositions très différentes. Tout naturellement, Canal Plus est plutôt encline à examiner attentivement l'option TDF 1. D'abord, parce que c'est un satellite français, ensuite parce que c'est un engin lourd à l'équipement d'antennes au sol plus économique.

» Nous avons deux projets pour le satellite : Canal Plus Junior et Canal Plus, chaîne cryptée européenne. Pour le premier, nous avons été approchés par MM. Bernard Chevry et Pierre Desgraupes, les promoteurs de TVHG (Télévision Haut de Gamme) et, par ailleurs, par la SEPT, qui souhaiteraient partager un canal de TDF 1 avec Canal + Junior. Leurs propositions nous intéressent, mais, avant d'entamer des discussions plus approfondies, nous avons posé trois conditions liminaires : que leurs programmes ne soient pas trop directement concurrents de Canal Plus ; qu'ils s'entendent entre eux et surtout que la CNCL ne nous refuse pas l'accès de Canal Plus au satellite du fait que Canal Plus Junior est déjà embarqué sur un autre canal de TDF 1. Car notre priorité, ce n'est pas Canal Plus Junior, c'est Canal Plus. Nous ne souhaitons pas, en effet, être concurrencés demain par un réseau qui arrosera la France avec des programmes comparables aux nôtres. Cette crainte et l'éventualité d'un échec dans nos négociations avec TVHG et la SEPT nous ont amenés à envisager la création d'une chaîne cryptée européenne regroupant Canal Plus et Canal Plus Junior, et destinée à être diffusée par satellite en plusieurs langues simultanées.

« Une chaîne familiale »

— Cette chaîne ne risque-t-elle pas d'être, elle-même, en compétition avec Canal Plus ?

— Non, car nous la déterminerons de telle sorte qu'elle ne « cannibalise » pas ce qui existe déjà sur notre réseau hertzien. Elle aura pour caractéristique essentielle d'être « familiale ». C'est-à-dire de proposer, d'une part, des films et des séries d'où seraient écartés la violence et le sexe, d'autre part, d'offrir, dans l'esprit de Canal + Junior, des émissions spécifiquement destinées aux jeunes. Nous envisageons aussi d'y inclure des tranches en clair, financées par de la publicité européenne.

» Comme partenaires éventuels, nous pensons à des groupes de communication allemands, italiens ou anglais, à des groupes liés au cinéma français, à des Majors américains et peut-être — c'est notre vœu — à certains de nos actionnaires. Je pense en particulier à Havas.

— Vous semblez tenir particulièrement à des programmes cryptés pour vous engager sur le satellite. Pourquoi ?

— La montée en puissance de l'équipement d'antennes ne sera pas aisée. Dans un premier temps, il sera plus facile de fournir cet équipement à des abonnés. En leur proposant, par exemple, des abonnements d'une certaine durée incluant la mise à disposition de l'antenne et son installation.

— Savez-vous dans quels délais la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) fera connaître son avis sur les candidatures au satellite TDF 1 ?

— Sa décision devrait intervenir avant le 15 juin. Reste pour nous la question de savoir si la CNCL acceptera notre dossier, dans la mesure où le décret fixant les règles d'exploitation des chaînes cryptées n'est toujours pas publié. Personnellement, je suis convaincu que si les autorités de tutelle le voulaient, ce texte pourrait sortir dans les quinze jours. Je suis certain que la CNCL accueillera avec attention et faveur notre projet. N'a-t-il pas le mérite d'être cohérent, d'origine française, européen et, de surcroît, de ne pas être concurrent, pour l'essentiel, des chaînes généralistes en place ?

— Et si la CNCL rejette votre canditature ?

— Je ne peux le penser. Mais si telle était sa décision, nous nous tournerions avec amertume vers les satellites étrangers Astra ou Eutelsat, ou bien, plus tard, vers le satellite Télécom 2. Le principe de notre projet resterait identique, mais ses conditions d'applications seraient différentes. Nous ne serions pas, alors, les seuls opérateurs en compétition. D'autres grands groupes internationaux sont d'ores et déjà partant, comme Media Europe (GBL-Murdoch), Robert Maxwell et probablement Fininvest (groupe Berlusconi). Le satellite gagnant — on y revient toujours — sera celui qui incitera les téléspectateurs à s'équiper. Celui où les chaînes qui le composent formeront le plus beau « bouquet », grâce à des programmes nouveaux et alléchants. Cela signifie que Canal Plus sera très exigeante dans son choix du satellite, en fonction des chaînes avec lesquelles elle partagera un canal du satellite. Nous sommes, à cet égard, très *sollicités de toutes* parts.

Propos recueillis par
ANITA RIND.



Le sort de la chaîne culturelle

La SEPT attend un satellite et cherche des partenaires

Hébergée par FR 3, la chaîne culturelle a fait ses premiers pas le vendredi 8 mai. Mais la Société d'édition de programmes de télévision (SEPT) qui guigne un canal du satellite TDF 1 pour être diffusée sur l'Europe, pourrait être fixée sur son sort cette semaine. Le mardi 12 mai, en effet, une réunion interministérielle rassemblera à Matignon les présidents de l'audiovisuel public pour débattre de l'« *attribution des canaux du satellite TDF 1* ». Le conseil d'administration de la SEPT présidé par M. Georges Duby, en tirera les premières conclusions le lendemain.

« Rarement accouchement aura été si difficile ». Le propos dépeint l'inquiétude des différents responsables de la SEPT, à la veille des arbitrages gouvernementaux. Que la société participe, sous une forme ou sous une autre, à l'exploitation d'un canal du satellite français de télévision directe, et le projet trouve sa cohérence. Qu'elle reste sans moyen de diffusion et sa condamnation est scellée. Mais un réseau de diffusion n'est pas tout. *« La SEPT disposera l'an prochain,* raconte un protagoniste, *d'un stock de mille heures de programmes ; elle peut espérer percevoir 7 % des ressources globales de la redevance. Un portefeuille d'émissions et un budget qui lui interdisent de prétendre seule à un canal satellite »* (la mise sur orbite de TDF 1 est aujourd'hui prévue pour avril 1988). La SEPT est donc contrainte de faire alliance. Tout le monde en convient. Mais avec qui ? C'est là que le bât blesse.

L'idée, un temps caressée, d'un accord avec les repreneurs de TF 1, s'est aujourd'hui estompée (*le Monde* du 2 avril). Depuis l'attribution de la chaîne, *« nous n'avons jamais pu discuter sérieusement avec eux »*, déclare sans embage un conseiller de Télédiffusion de France (TDF) en charge du dossier satellite. Ce même conseiller a alors suggéré un rapprochement de la SEPT avec le projet de Télévision haut de gamme (TVHG), une chaîne à péage préparée par l'ancien président d'Antenne 2, Pierre Desgraupes, et le fondateur du MIDEM et du MIP-TV, Bernard Chevry.

Marier le public et le privé ? L'abonnement volontaire et la redevance ? La thèse en a d'abord séduit plus d'un, tant à la SEPT qu'au ministère de la culture et de la communication. *« Un musée bénéficie bien de l'impôt et du ticket d'entrée »*, fait remarquer l'un de ses plus chauds partisans. L'union n'est pourtant pas sans danger, et certains ont cru déceler dans l'intérêt de la Rue de Rivoli pour cette formule, les prémices d'un futur désengagement de l'Etat. La SEPT n'a-t-elle pas dû attendre le 30 avril dernier le premier versement de sa quote-part de redevance, que des fonctionnaires du budget, hostiles, avaient jusqu'alors pris sur eux d'empêcher ? A terme, note ainsi un responsable, *« la SEPT, privée de ressources, tomberait sous la coupe de TVHG, une société dont le capital est principalement contrôlé par les Britanniques de TVS »*.

Retour à l'ORTF ?

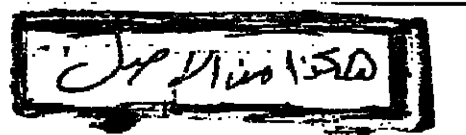
M. Georges Duby et le vice-président de la SEPT, M. Michel Guy, ont préféré quant à eux, opter dans un premier temps pour une alliance avec les deux chaînes publiques françaises, A 2 et FR 3. Une alliance qui pourrait ensuite s'étendre à d'autres télévisions européennes. Le gouvernement de Bonn a, pour sa part, d'ores et déjà fait connaître son intention, lors du prochain sommet franco-allemand du 20 au 22 mai à Paris, de proposer la création d'une chaîne culturelle commune, *« embryon d'un programme de télévision européen »*. M. Duby, qui accompagne, lundi 11 mai, M. François Mitterrand à Berlin, a immédiatement saisi la balle au bond et écrit aux dirigeants des chaînes publiques françaises et allemandes, pour leur proposer une rencontre, *« afin d'élaborer une stratégie commune »*.

« On reconstitue l'ORTF », ironisent les responsables opposés à cette perspective. C'est sans doute parler un peu vite. Même uni, même allié à des partenaires d'outre-Rhin, le secteur public est aujourd'hui incapable d'alimenter à lui seul et à longueur d'année, la programmation d'une chaîne fonctionnant 24 heures sur 24. Des contacts ont donc été pris avec Canal Plus et Hachette, deux sociétés susceptibles de proposer sur satellite des émissions pour enfants à des horaires complémentaires des programmes de la SEPT.

La route est encore longue pour la chaîne culturelle européenne, mais on comprendrait mal un abandon — toujours possible — de cette ambition à l'heure où les télévisions commerciales, ont révélé leurs vraies priorités : les Collaro ou les Sabatier.

PIERRE-ANGEL GAY.







Le Monde
CADRES





Un syndicat professionnel dynamique dont la branche d'activité, proche du BTP, est constituée par un très petit nombre de grandes entreprises françaises à vocation internationale recherche pour son département

Promotion et Développement du Marché "Ciment/Béton"
DEUX INGÉNIEURS EXPÉRIMENTÉS

Missions : Ils devront se tenir au contact du marché pour en suivre et en pressentir l'évolution, s'intéresser au développement des nouvelles techniques : béton de haute performance, de fibres... Ils joueront un rôle de conseil auprès de la profession et devront se faire reconnaître comme interlocuteurs privilégiés par les prescripteurs publics et privés, les utilisateurs de béton, tenir à leur disposition toute la documentation nécessaire, assurer la diffusion des informations par tous les moyens modernes de communication : édition, fichier, vidéo, informatique, télématique, congrès, conférences. Rattachés au Directeur du Développement, ils bénéficieront du concours des services fonctionnels du Syndicat. Le premier poste nécessite une bonne connaissance des applications ciment/béton dans le domaine des TP à travers une expérience de chantiers importants (routes, ouvrages d'art, travaux portuaires, barrage, centrale nucléaire...). Pour l'autre poste une formation type ingénieur ou architecte est demandée. Elle devra être complétée par une bonne connaissance des problèmes liés à la programmation et à la conception des ouvrages *ainsi que par une expérience du passage à la réalisation acquise sur* des grands chantiers de bâtiment. Ce poste impose la connaissance de la mise en œuvre et des applications du ciment et du béton. Bonne aptitude à la négociation, facilité d'expression orale et écrite, autonomie. Anglais courant apprécié - Formation complémentaire assurée si nécessaire - Déplacements de courte durée en France et à l'étranger. Lieu de travail : PARIS.

Veuillez adresser votre candidature (lettre man., CV et prét.) sous la réf. 73855/M à M. CLERE - Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux - 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé CEGOS

PUBLIVAL — Membre de Syntec

Société prestataire de services, 1ère en France dans sa branche (activité triplée en 10 ans - 600 personnes - C.A. 230 MF/an)
recherche dans le cadre d'une nouvelle phase de son expansion un

Jeune Ingénieur

Responsable du Service Méthode et Développement, vous aurez pour missions :
- d'être à l'écoute des évolutions technologiques susceptibles d'offrir de nouvelles opportunités à l'entreprise,
- de participer au lancement de nouvelles prestations,
- *de développer la fonction méthode et susciter par tous les moyens (analyse de la valeur,* cercle de qualité) l'innovation et l'amélioration de la productivité,
- de structurer et animer la fonction formation professionnelle,
- d'organiser la diffusion auprès des agences de l'information technique.

Ingénieur généraliste (ou mécanique et électricité), vous êtes un débutant ou avez une première expérience qui vous a permis de mettre en œuvre votre créativité, votre esprit d'analyse et votre sens de l'organisation.

Veuillez adresser lettre man., C.V. détaillé et rémunération souhaitée sous la réf. 7032/M à **Eric de CABROL** qui étudiera votre dossier en toute discrétion - Sélé-CEGOS Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé CEGOS

PUBLIVAL — Membre de Syntec

INGENIEUR COMMERCIAL
Prenez votre élan commercial avec la vidéo professionnelle Sony

SONY FRANCE, ce sont des produits grand public de forte notoriété mais aussi de la vidéo professionnelle de qualité.
Notre Chef des Ventes directes vous propose d'intégrer son équipe pour commercialiser nos systèmes de communication vidéo auprès d'une clientèle de grandes entreprises du secteur public et privé.
30 ans environ, de formation commerciale supérieure, de préférence complétée par une expérience de la vente de biens d'équipements aux entreprises, vous saurez établir un dialogue de haut niveau en tant que partenaire privilégié de nos clients.
Ténacité, esprit d'équipe, autonomie et disponibilité vous permettront :
- d'identifier et prospecter avec succès nos futurs clients;
- d'instaurer un climat de confiance auprès des intervenants dans le processus de décision (utilisateurs, prescripteurs, décisionnaires).
- d'élaborer le cahier des charges, de concevoir avec eux des systèmes de communication vidéo adaptés et performants.

Votre évolution sera rapide, notre croissance l'implique.
Elle sera bien sûr liée à votre réussite dans ce poste qui requiert par ailleurs la connaissance de l'anglais.
Une rémunération motivante liée à vos résultats et une voiture de fonction vous sont également proposées.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (avec CV, photo et prétentions), sous réf. IC/115, à la Direction des Relations Humaines de SONY FRANCE, 19 rue Madame de Sanzillon, 92110 CLICHY.

SONY®

Jeunes diplomés

GRANDES ECOLES DE COMMERCE

Groupe industriel de premier plan en pleine expansion avec 11 usines en France et aux Etats-Unis, nous devons notre développement à la diversification de nos activités, à une remise en question permanente de nos équipements et de nos techniques de production, à un fort investissement dans le potentiel de nos collaborateurs.

Diplômé d'une grande école de commerce, débutant ou avec une première expérience, aujourd'hui vous recherchez l'entreprise qui vous permettra de concrétiser vos ambitions.
Après une période de formation et d'intégration, nous vous confierons très rapidement des responsabilités.
Homme de développement, vous mettrez en œuvre vos talents de négociateur, de gestionnaire et d'animateur et élargirez votre champ d'action sur des missions de plus en plus motivantes.
Homme de marketing, vous prendrez part progressivement au développement de nouveaux produits, à la mise en place des opérations promotionnelles.

Tourné vers l'avenir, vous savez déjà que *votre sens de la négociation, des contacts* allié à vos qualités de rigueur et de méthode, vous permettront de saisir de nombreuses opportunités au sein du Groupe.

Si ces perspectives vous intéressent, adressez votre lettre manuscrite, C.V. et photo exigée, sous la référence 4777/LM, à

Communiqué 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

MEDIA BA

Important groupe industriel
recherche pour sa Direction Juridique à Paris

UN JURISTE (H/F)

Titulaire de diplômes de juriste d'affaires (DEA/DESS) et de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, vous justifiez d'une expérience professionnelle minimum de deux ans dans un Cabinet d'Avocats/Conseils Juridiques ou dans un service juridique d'entreprise.

Vous avez une excellente connaissance de la langue anglaise écrite et parlée.

Vous êtes prêt à exercer au cours de votre carrière des responsabilités dans différents domaines du Droit.

Adressez lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence LM à Mr Presle - 149, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS, qui transmettra.

INGENIEURS "PROJET"

EXXON CHEMICALS

La Société Française EXXON CHEMICAL (1250 personnes, 320 cadres) recherche pour son complexe *industriel de jeunes ingénieurs "Projet".*

Responsables de la réalisation de différents projets au sein des services ingénierie, ils auront en particulier les missions suivantes : étude détaillée des projets, lancement et suivi des appels d'offres, élaboration du planning, suivi des chantiers, coordination jusqu'à la livraison aux groupes de production.

Nous souhaitons rencontrer de jeunes ingénieurs de formation mécanique/électromécanique (Mines, Arts & Métiers, INSA...) ayant des connaissances pluridisciplinaires acquises au cours d'une première expérience de 2 à 3 ans, dans un environnement industriel utilisant des technologies avancées.

De réelles possibilités de carrière en France ou à l'étranger sont possibles pour des candidats à fort potentiel.

Anglais indispensable.

Poste basé à Notre-Dame-de-Gravenchon entre Le Havre et Rouen.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 47/507 CC à :

EGOR S.A.
19, rue de Berri - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN



DÉPARTEMENT INTERNATIONAL





Aujourd'hui : N° 1 en France
Demain : N° 1 en Europe
•••

Vous avez compris que notre stratégie très dynamique nécessite un renforcement en hommes:

■ MARKETING INTERNATIONAL

CHEF DE PRODUIT INTERNATIONAL

Vous êtes trilingue français/anglais/espagnol.

Vous avez une expérience de 3 ans minimum en tant que CHEF DE PRODUIT dans une société qui pratique un marketing avancé. Dans ce cas, il vous sera facile d'analyser un marché et de recommander une approche stratégique et des positionnements produits. Basé à Paris, ce poste offre l'opportunité de fréquents voyages à l'étranger et éventuellement un séjour d'une ou deux années dans un pays étranger. *réf. CPI/M*

■ EXPORT

CHEF DE ZONE EXPORT

Vous êtes bilingue français/anglais et vous parlez une autre langue.

Vous aurez des responsabilités géographiques de marketing, de ventes et de recherche de partenaires pour des licences et des joint-ventures. Deux à trois années d'expérience commerciale, dont une à l'exportation, vous seront nécessaires pour remplir votre mission. Basé à Paris, ce poste offre l'opportunité de déplacements qui représenteront 50% de votre temps. *réf. CZE/M*

Dans les deux postes à pourvoir, vous bénéficierez de l'appui du groupe. Néanmoins, ce sont vos qualités personnelles qui vous permettront de réussir et d'évoluer par la suite.

Envoyer sans tarder votre C.V. complet en précisant votre rémunération et en rappelant bien la référence à :
KAYSERSBERG 23, boulevard Georges Clémenceau 92402 COURBEVOIE cedex. Discrétion totale assurée.

---

consultant
MANAGEMENT DES HOMMES

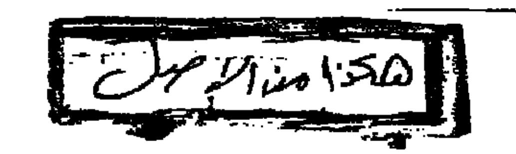
LYON. Créée il y a 6 ans, notre société a su acquérir sur le plan national une notoriété dans le domaine du Conseil en Management des Hommes auprès d'entreprises de premier plan. L'efficacité et l'originalité de notre approche reposent entre autres sur l'adaptation de recherches scientifiques nouvelles au domaine de l'entreprise. Notre maîtrise de la communication comme outil privilégié d'optimisation de la performance du dirigeant et des équipes qu'il anime nous permet de nous engager chez nos clients à des résultats concrets.

Nous proposons à un diplômé de l'Enseignement Supérieur de nous rejoindre afin d'associer son action à la nôtre. Il trouvera une équipe solidaire, ambitieuse et innovante et un climat très favorable au développement de sa performance et de sa créativité. Son désir de participer à l'expression d'un nouveau métier et son souci d'excellence seront les meilleurs gages d'une *collaboration de qualité. Agé d'au moins 30 ans,* il aura confirmé sa réussite comme Conseil d'entreprise. Très autonome, il conçoit, promeut et négocie auprès de Directions Générales des actions spécifiques et originales. Il maîtrise et conduit des interventions variées : pilotage d'actions de changement, animation de séminaires, harmonisation des hommes et des structures,... La pratique de l'Anglais constituera un atout apprécié.

Merci d'adresser votre réponse, sous référence 1161-M
à Nello Bernard ABRAMOVICI qui vous garantit une totale discrétion (entretiens sur Lyon et Paris).

réalise

54 Cours Lafayette - 69003 Lyon



Le Monde CADRES

PRODUITS INDUSTRIELS C.A. : 110 millions F

LE DÉPARTEMENT AUTONOME
(2 sites de production)
D'UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL
(10.500 personnes - 4,5 MILLIARDS F)
recrute
pour résidence à TOURS ou PARIS
(2 jours/semaine mini à TOURS)

DIRECTEUR COMMERCIAL
France + Export (20 %)

RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT DES VENTES du Dépt (industries utilisatrices et Grossistes) : 5 vendeurs + Administration des Ventes. A en charge personnelle l'EXPORTATION (20 %) et certains gros clients.

Homme de terrain (50 %)
- Moins de 40 ans • Formation technique pas indispensable • ANGLAIS TRÈS FLUIDE (s'occupe personnellement de l'Export) + si poss. Allemand.
- EXPÉRIENCE INDISPENSABLE DE LA vente de produits industriels aux utilisateurs et revendeurs

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. dét., photo et rémunér.) sous réf. 8660 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Définir, promouvoir, mettre en œuvre une véritable politique d'amélioration des conditions de travail et de la sécurité.

dans une usine de 2700 personnes, filiale d'un des premiers groupes industriels français, utilisant des technologies variées d'un haut degré d'automatisation, tel est le challenge qui est proposé à un candidat disposant d'une expérience industrielle (minimum 3 ans) de préférence en ce domaine. Il s'agit de prendre en charge le poste de

Chef du service
sécurité et conditions de travail

le titulaire actuel du poste étant promu, en poursuivant l'action entreprise dans ce domaine et à laquelle doit être associé l'ensemble de la hiérarchie et du personnel de l'entreprise.
Rattaché au Directeur des Relations Humaines et Sociales, le titulaire du poste devra diriger avec autonomie une équipe performante d'une trentaine de personnes et gérer un budget important.
Ces fonctions impliquent une grande ouverture d'esprit, d'excellentes capacités techniques et relationnelles afin d'être un des moteurs du développement social dans l'entreprise en promouvant l'amélioration des conditions de travail et l'esprit sécurité par :
- sa participation à la conception des installations en liaison avec les bureaux d'études et des méthodes,
- son action auprès des organes de consultation du personnel, son aptitude à prendre en compte les suggestions des individus, à les motiver et à les animer.

Poste ville nord France.

Rémunération : 250.000 F/an

PUBLIPANEL

Ecrire sous référ. LB 411 AM.
Discrétion absolue.

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Alcatel

Nous sommes un centre industriel appartenant au groupe ALCATEL, et notre vocation est de développer une activité d'ensemblier, capable de réaliser "clef en main" tous matériels et équipements électroniques.

Nos moyens industriels sont modernes, nos équipes techniques et commerciales sont performantes. Pour renforcer cette dernière et réaliser des projets ambitieux, nous créons deux postes d'ingénieurs technico-commerciaux qui seront capables de développer un chiffre d'affaires important, de négocier à un niveau élevé, de fidéliser la clientèle.

Ingénieurs technico-commerciaux
ensembles électroniques

ESE, ISEP, ISEN, HEI..., ils auront une solide expérience commerciale, une très bonne connaissance du marché local de l'électronique et des compétences techniques leur permettant de s'adapter à des materiels électroniques très variés.
Anglais indispensable.

Deux postes sont à pourvoir à :
- **Paris** — **réf. EM 430 AM**
- **Région Rhône-Alpes** — **réf. FN 431 AM**

Ces deux postes impliquent dynamisme, initiative, qualités marquées de négociateur.
La rémunération est attractive et liée aux résultats.

PUBLIPANEL

CGE

Ecrire en précisant la référence
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

Organisation internationale
proche banlieue Ouest recrute

ANALYSTE SYSTEME

*Maîtrise parfaite des environnements **VM/CMS/DOS/VSE, CICS, VSAM.** Bonne connaissance des logiciels et du matériel micro-informatique.*
Vous serez responsable de la mise en place et de l'optimisation des différentes versions des systèmes, de la standardisation des procédures, de l'implantation et du suivi des logiciels outils (mesure, sécurité), en particulier dans le domaine de l'exploitation.

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur (DUT, Maîtrise d'informatique). Des connaissances techniques sont indispensables pour réussir dans ce poste. Possibilités de carrière liées au développement de notre organisation. Anglais indispensable. Horaire personnalisé.

*Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. et photo à **INTER PA** - s/réf. 3272 - 10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra.*

Pour un des groupes industriels français des plus performants

Des ingénieurs
jeunes, percutants, opérationnels
2 à 3 ans d'expérience

Avec un chiffre d'affaires supérieur à 30 milliards, de très bons résultats, une implantation mondiale, une stratégie de développement claire et une politique sociale avancée, nous offrons à d'excellents ingénieurs la possibilité de s'exprimer et de se réaliser.

Nous vous demandons en échange :
- une formation de généraliste : ECP, AM, ENSI...,
- une première expérience industrielle,
- ... et surtout du caractère, du dynamisme, des qualités d'organisateur, vous permettant d'encadrer des équipes d'environ 100 personnes, d'exploiter efficacement nos installations, de les faire progresser.

Les premiers postes seront à pourvoir dans les Vosges et la région Rémoise.

PUBLIPANEL

Ecrire sous réf. BJ 427 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Valeo

L'Equipement Automobile

27.500 personnes - CA : 12,1 milliards de F.
dont 46 % réalisés à l'étranger
recherche pour sa
Direction des Etudes Avancées un

Jeune ingénieur HF recherche développement
(mécanique vibratoire)

La Direction des Etudes Avancées est le fer de lance de la technologie du groupe. Elle est composée d'une équipe étoffée d'ingénieurs, sachant conjuguer un bon niveau scientifique avec le souci des applications concrètes. Elle constitue également un "vivier" permettant à ces ingénieurs de faire des carrières opérationnelles dans le groupe.

Pour l'intégrer au département "physique", nous recherchons un ingénieur grande école (Mines, ECP, AM, INSA...) ou un Docteur ès Sciences, débutant ou ayant une première expérience. Il aura de bonnes connaissances en mécanique vibratoire (et si possible en traitement du signal), il témoignera de solides qualités de dynamisme, de contact et d'esprit d'équipe, il connaîtra l'anglais, il saura animer une équipe de techniciens et mettre en œuvre des moyens techniques et informatiques élaborés.

Poste à Paris.

PUBLIPANEL

Ecrire sous réf. AI 426 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

et sa Direction des Systèmes Informatiques (350 personnes)
recherchent pour conduire ou participer à la conduite de projets de grande envergure utilisant des méthodes et des outils à la pointe du progrès informatique :

INGENIEURS PROJETS

- diplômés d'Ecole d'ingénieurs ou équivalent
- 3 à 5 ans d'expérience

INGENIEURS GRANDES ECOLES

(Centrale - TELECOM - SUPELEC - MINES - PONTS - ENSIMAG - HEC)
débutants, à haut potentiel d'évolution,
désireux d'acquérir la maîtrise des méthodes et "techniques avancées" en informatique avant d'envisager d'autres perspectives d'évolution, par une mobilité dans les différents domaines d'activités bancaires.

Adressez votre lettre de candidature, CV détaillé, photo, rémunération actuelle et prétentions sous référence MAF/O537 à CNCA - BP 48 - Service Gestion des Personnes - 78280 GUYANCOURT.

Directeur général

Industrie de la mode – Notre entreprise, filiale d'un groupe important, occupe dans son créneau de marché, les accessoires, une position de leader en France (150 millions de chiffre d'affaires). Elle est dotée de son propre outil de fabrication et commercialise sous une marque à forte notoriété, plusieurs lignes de produits. Notre Président, occupant d'autres fonctions au sein du groupe, crée le poste de Directeur Général. Ce nouveau collaborateur est un excellent généraliste, capable, avec l'aide de cadres performants de développer l'entreprise : l'amélioration de la productivité, la conquête des marchés export, la diversification des créneaux de distribution sont quelques uns des challenges auxquels il sera confronté. Excellent animateur, il s'imposera comme "patron" grâce à ses compétences et son charisme. La connaissance des biens d'équipement de la personne, chaussures ou habillement serait un plus. Le poste est basé dans la **région Rhône-Alpes.**
Si cette propostion vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous réf. A 661.87 M à notre conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

FOURCE/2



Chantal Baudron.s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

INSPECTION ET AUDIT BANCAIRE EN AFRIQUE FRANCOPHONE

Pour une importante banque dont le réseau couvre tout le territoire d'un des pays les plus dynamiques de l'Afrique Francophone, nous recherchons un

INSPECTEUR GENERAL ADJOINT

Sous l'autorité d'un Inspecteur Général, il sera chargé, outre l'inspection classique d'une des grandes régions, de l'audit de services centraux notamment de l'informatique.
Le candidat retenu devra avoir une large pratique de l'inspection bancaire, d'excellentes références et un grand sens des relations humaines.
Rémunération en relation avec l'importance du poste. Avantages expatriation.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence SB. C M, à notre Conseil Sieglinde Boch, Centi Profile, 128, rue de Rennes 75006 Paris.

centi profile
Conseil en Recrutement Informatique

JEUNE SUP DE CO OU INGENIEUR...
UN BEAU BUDGET DANS LES APPROS...

Chimie de Base, Plastiques et Chimie Fine... SOLVAY est un groupe international avec un CA de 34 milliards de francs. Notre unité mosellane compte 600 personnes (dont 30 ingénieurs et cadres).

Dans votre fonction de Responsable des Appros, entrent les achats de matières premières complémentaires et de pièces techniques (budget annuel : 60MF). Vous devez donc choisir vos fournisseurs et négocier dans un souci constant d'optimisation du rapport coût/qualité/délai. Il vous appartiendra aussi de gérer les stocks de matériels et matériaux (30MF environ) enfin, d'encadrer une trentaine de personnes (y compris le secrétariat technique).

Goût et don pour la négociation, aptitude au commandement, ouverture à l'informatique sont donc les qualités requises.

Quant à votre formation, nous voyons un diplômé d'une Grande Ecole de Gestion ou un ingénieur (AM ou ENSEM...).
Une expérience de 2-3 ans, peut-être très utile mais très bon débutant... pourquoi pas ? Les possibilités d'évolution dans le groupe sont très ouvertes pour qui accepte le principe de mobilité géographique.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence IM/S à la Direction du Personnel, 12 Cours Albert 1er 75008 PARIS.

DESSEIN





Pour mettre en place notre nouveau système d'information

Pour répondre à son expansion, notre société, qui a acquis l'une des premières places de la climatique française, implante un nouveau système d'information. Pour mettre en œuvre les moyens performants que nous nous disposons à implanter, nous recherchons pour Paris, notre :

Chef de service informatique

Rattaché à la Direction Générale et en collaboration avec les utilisateurs que vous conseillerez, vous aurez pour missions prioritaires :
- *de prendre en charge et d'assumer le service dont vous serez responsable,*
- de participer aux choix définitifs de notre Plan informatique,
- de mettre en œuvre les solutions nécessaires à sa réalisation,
- d'assurer le bon fonctionnement, la vitalité et l'évolution de ce nouvel environnement.

De formation supérieure, vous possédez une expérience réussie de la conduite de projets de gestion en milieu industriel et souhaitez, à présent, mettre à profit tant votre compétence technique que vos qualités de « dirigeant ».
Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., prétentions, photo), sous la référence L/CSI/LM, à notre Conseil Thierry de Carné.

MEDIA PA



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

CHEF DE PUBLICITÉ

BIENS DE CONSOMMATION DURABLES
Proche banlieue Paris

Une Société française (C.A. 500 MF – Effectif 150 personnes), filiale d'un groupe industriel international aux activités diversifiées, et qui occupe sur le marché français une position de leader dans la distribution de biens de consommation durables recherche un CHEF DE PUBLICITÉ. Sous l'autorité du Directeur Général et en liaison avec la maison-mère et une agence de publicité, il concevra et mettra en œuvre la stratégie publicitaire de la Société (TV – Radio – Presse – Affichage – P.L.V.). Il organisera la participation de la Société à des salons professionnels. Il assurera les relations avec la presse. Il gérera un important budget publicitaire. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'environ 30 ans, de formation supérieure commerciale, type E.S.C., parfaitement bilingue français-allemand (anglais souhaité) et possédant quelques années d'expérience acquise dans une fonction semblable au sein d'une entreprise industrielle ou du secteur distribution.

Ecrire sous référence 919/M à :

GRH Conseils

3, avenue de Ségur, 75007 PARIS. Discrétion assurée.



Nous sommes une société d'ingénieurs Conseils en Organisation et en traitement de l'information. Notre réussite prouve qu'une entreprise à taille humaine et novatrice est performante. Notre expansion nous amène à rechercher des

INGÉNIEURS INFORMATICIENS DE HAUT NIVEAU

SPECIALISTES DU SECTEUR BANCAIRE OU ASSURANCE

Diplômés de l'enseignement supérieur (Grandes Écoles ou Universitaires), vous possédez une première expérience en cabinet conseil ou en grande entreprise (minimum souhaité 3 ans).

Nous vous proposons de vous intégrer à notre équipe d'ingénieurs en organisation et d'ingénieurs en informatique. Nous vous confierons des missions à hautes responsabilités dans de grandes entreprises.

Vous possédez un niveau élevé de qualification, nous vous proposerons une rémunération motivante.

Notre Directeur Associé Monsieur BERTHELOT vous remercie de lui adresser votre candidature.
SIGMA CONSEIL, 12 rue Marbeuf, 75008 PARIS.

Objectif 1992
Doubler la capacité de production pour être parmi les tous premiers en Europe

• Nous avons les moyens financiers dans ce groupe industriel français, privé, et nos fabrications (produits carnés) nous permettent sur le marché français (GMS, distribution traditionnelle et industriels de l'alimentaire) d'être classés parmi les meilleurs.
• Le président, opérationnel dans l'entreprise, constitue son équipe de direction générale et a besoin d'un **directeur industriel** afin de poursuivre l'industrialisation de l'outil de production (en utilisant la GPAO notamment).
• Ingénieur de formation, votre expérience s'est déroulée dans l'agro-alimentaire (par exemple produits carnés, produits frais, boissons) à un poste de direction de production où ont été mises en place des techniques d'automatisation et d'informatique industrielle. Ce poste est situé dans une petite ville du Finistère, proche de Brest.

Si votre candidature est retenue, nous vous adresserons un profil de poste détaillé.
Ecrivez, sous réf. C/261, à notre Conseil en Recrutement Concordances, 5 bd Vincent Gâche, 44200 Nantes ou 129 rue Servient, 69003 Lyon, tél. 78.63.65.60.

Concordances

COLLABORATEUR DU DIRECTEUR COMPTABLE



Devanlay, aujourd'hui l'un des leaders du textile-habillement est une entreprise dynamique cotée sur le second marché depuis 1985. Notre succès exige une comptabilité particulièrement performante : un reporting mensuel précis et efficace, une consolidation trimestrielle répondant aux dernières obligations légales et professionnelles, des prévisions annuelles fiables et cohérentes.

Pour réaliser ces objectifs, nous avons mis en place, depuis 1986, un système comptable résolument moderne. Aujourd'hui, nous vous donnons l'opportunité de devenir le **COLLABORATEUR DE NOTRE DIRECTEUR COMPTABLE.**

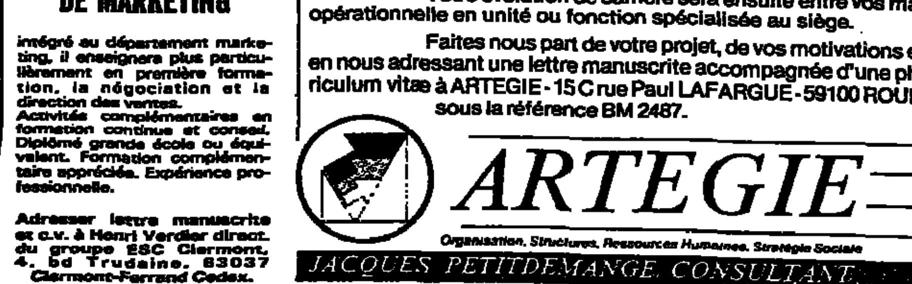
A 30 ans environ, vous possédez le DECS et justifiez d'une expérience de 3 à 5 ans dans un cabinet d'Audit (ou au sein de la Direction Comptable d'une grande entreprise), qui vous situe au niveau d'Expertise Comptable.

Vous maîtriserez ainsi rapidement les techniques comptables et fiscales pour élaborer les résultats de la société mère ; vous participerez également à l'amélioration de notre organisation et des procédures comptables du groupe.

Vos atouts pour ce poste dynamique et évolutif : sens de l'analyse, de grandes qualités relationnelles et un fort potentiel. Un coup de fil vaut mieux qu'un long C.V. Contactez les Collaboratrices d'ALLO-CARRIERES au 45.02.15.74. Elles vous informeront et vous conseilleront rapidement et en toute discrétion (du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Précisez la référence 549).



MEDIA PA



Nous sommes un des premiers Groupes Européens d'Ingénierie Informatique 650 MF de CA 1 500 personnes

Nos méthodes, nos outils, notre exigence de la qualité constituent nos points forts.

Nous vous proposons de

Vivre notre expansion

Dans ce cadre nous recherchons un :

CHEF DE DEPARTEMENT INDUSTRIES (SYSTEMES DE GESTION)

Responsable, avec le Directeur d'Unité, de la définition de la stratégie commerciale et technique, vous en assurerez la mise en œuvre. Le développement de votre centre de profit, sa gestion et l'animation de vos collaborateurs feront partie intégrante de votre mission.

Homme de terrain et de contact, **VENDRE EST VOTRE METIER.** Bénéficiant d'une réelle autonomie opérationnelle, vous prendrez les décisions qui vous permettront d'atteindre vos objectifs.

Diplômé d'une école d'Ingénieurs ou de Commerce, vous possédez *une solide expérience professionnelle dans le secteur industriel,* acquise en SSII.

Le poste est à pourvoir à PARIS.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à l'attention de Jean-Claude CHANTREAU
147, rue de Courcelles
75017 PARIS

steria

l'informatique en action

STERIA SELECTION — Pierre Lichau

Pour conseil et assistance aux petites entreprises
UN ÉTABLISSEMENT PUBLIC
recherche

3 JEUNES DIPLOMÉS

(lic. Sc. éco., droit, DUT gest.) Une première ex. prof. est dem. Bonne conn. de l'allem. et de l'informat. seront appréciées.
Ecrire sous le n° 8 553
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue Monttessuy, PARIS-7e.

SOCIÉTÉ DE SERVICE
recherche urgent

ATTACHÉS COMMERCIAUX

PARIS et région parisienne
poste très intéressant.
Ecrire sous n° 8 568
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue Monttessuy, Paris-7e.

Le groupe école supérieure de commerce de Clermont

RECRUTE

UN PROFESSEUR DE MARKETING

intégré au département marketing, il enseignera plus particulièrement en première formation, la négociation et la direction des ventes.
Activités complémentaires en formation continue et conseil. Diplômé grande école ou équivalent. Formation complémentaire appréciée. Expérience professionnelle.

Adresser lettre manuscrite et c.v. à Henri Verdier direct. du groupe ESC Clermont, 4, bd Trudaine, 63037 *Clermont-Ferrand Cedex.*

LE COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

organise un concours général sur titres et épreuves en vue du recrutement de

traducteurs
d'expression française

(de sexe masculin et féminin)

Qualifications requises: ☐ être né(e) après le 8 juin 1952; ☐ formation universitaire complète sanctionnée par un diplôme (langues modernes, études économiques, sociales, commerciales, juridiques, etc.) ou formation spécialisée en langues d'un niveau comparable ou expérience professionnelle d'un niveau équivalent; ☐ maîtrise parfaite de la langue française, connaissance approfondie du portugais ou de l'espagnol et bonne connaissance de l'allemand ou de l'anglais ou du néerlandais.

Les informations complémentaires et le formulaire prescrit pour l'introduction de la candidature sont reprises dans le Journal Officiel des C.E. n° C 122 du 8 mai 1987 qui peut être obtenu auprès d'une des adresses suivantes:

☐ Bureau de Presse et d'Information des C.E., rue des Belles-Feuilles 61, 75016 Paris;
☐ Comité économique et social, Direction du Personnel, rue Ravenstein 2, B-1000 Bruxelles, Belgique.

Les candidatures doivent être expédiées au plus tard le 9 juin 1987.

JEUNES ESC - SCIENCES PO ou EQUIVALENT

Les Ressources Humaines
et les Relations Sociales
une Condition de la Performance !

Si comme nous, vous êtes convaincu, nous vous proposons un CHALLENGE à la MESURE de vos AMBITIONS, en rejoignant une équipe de professionnels des Ressources Humaines et des Relations Sociales. Notre partenaire:

GROUPE COMMERCIAL A VOCATION INTERNATIONALE

Recherche des jeunes diplômés ayant ou non une première expérience d'une ou deux années dans ces domaines.

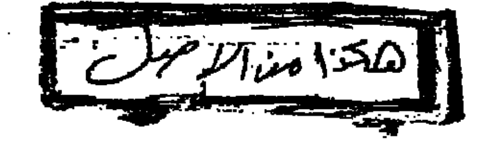
Après un stage d'intégration de quelques mois sur le terrain, vous serez chargé de mission durant 2 à 3 ans au sein de la Direction des *Ressources Humaines.*

Votre évolution de carrière sera ensuite entre vos mains : responsabilité opérationnelle en unité ou fonction spécialisée au siège.

Faites nous part de votre projet, de vos motivations et de vos ambitions, en nous adressant une lettre manuscrite accompagnée d'une photo et de votre curriculum vitae à ARTEGIE - 15 C rue Paul LAFARGUE - 59100 ROUBAIX sous la référence BM 2487.

COMMUNICO

Organisation, Structures, Ressources Humaines, Stratégie Sociale
JACQUES PETITDEMANGE, CONSULTANT



Le Monde
CADRES

Financier export opérationnel.

Votre diplôme **HEC, CENTRALE**... en poche, vous vous êtes investi dans les financements de projets industriels. En 3/4 ans, vous avez acquis un haut niveau de technicité, de préférence au sein d'une banque ou d'un organisme de financement.
Vous avez réussi quelques beaux montages, emporté des affaires.
Vos qualites relationnelles et commerciales y sont pour quelque chose.
Vous allez prendre en charge tous les problèmes de financements commerciaux et industriels d'une large zone dont vous serez responsable. Et là, vous jouerez un rôle moteur auprès des équipes commerciales en imaginant des solutions originales que vous négocierez auprès des banques des organismes français et étrangers ainsi que des clients.
A vous également d'analyser les risques et d'instruire leur demande de couverture économique.
Basé en proche banlieue, au siège de notre important groupe industriel, (C.A. 5 Milliards à l'export), vous serez très présent sur le terrain. Vos contacts et négociations se feront en anglais et en espagnol.
D'ici 2 à 4 ans, un nouveau challenge vous sera proposé.
Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant sur l'enveloppe la référence . 3934 à RSCG CARRIERES 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS, qui transmettra.

Groupe de la distribution réalisant un C.A. annuel de plus de 17 milliards de Francs

Plus de 150 Magasins dans toute la France
recrute pour son Siège à PARIS
avec fréquents déplacements courts en Province

DIRECTEUR IMMOBILIER
(parc de + de 3 milliards F.)

IL ASSURE LA GESTION DU DOMAINE IMMOBILIER DU GROUPE (hormis l'entretien des locaux) : dans le cadre fixé par la Direction Générale, il recherche tous contractants, il NÉGOCIE TOUS ACHATS, TOUTES VENTES et TOUS ÉCHANGES D'IMMEUBLES COMMERCIAUX. Il met au point les contrats immobiliers avec le Secrétaire Général.

Un «professionnel» expérimenté
excellent négociateur
- **FORMATION SUPÉRIEURE technique, commerciale et/ou juridique.**
- **EXPÉRIENCE INDISPENSABLE DE LA MÊME FONCTION à *une échelle comparable, acquise au sein du Dépt.* IMMOBILIER D'UN GRAND GROUPE à multiples Etablissements ou d'un important CABINET CONSEIL IMMOBILIER.**

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscr., C.V. dét., photo et rémunér.) sa réf. 8654 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

L'Association pour la Réadaptation et la Formation Professionnelle recrute le

DIRECTEUR DU CENTRE DE READAPTATION DE MULHOUSE

La vocation du Centre concerne :
- la READAPTATION FONCTIONNELLE de handicapés physiques (100 lits)
- l'ORIENTATION PROFESSIONNELLE (200 bilans/an)
- la *FORMATION PROFESSIONNELLE* préparant à des titres *homologués* (400 stagiaires/an dont certains en formation continue).

MISSION :
- Le Directeur anime et coordonne l'activité des services (350 salariés), médecins, formateurs, professions para-médicales et sociales...).
- Il gère un budget de 80 MF et un ensemble immobilier important.
- Négocie avec les partenaires institutionnels.
- Donne sa vitalité au Centre en s'appuyant sur la délégation et sur des axes de développement à moyen et long terme.

PROFILS REQUIS :
Qu'ils soient cadres de l'industrie, médecins, gestionnaires, responsables d'institutions analogues, etc., les candidats possèdent d'abord une personnalité et une culture assez riches pour s'adapter à la très grande diversité du Centre et à son rayonnement européen.
Le niveau de rémunération en tiendra compte et pourra s'ajuster aux désirs de progression de carrière des candidats.

Ecrire sous réf. 81414 à Contesse Publicité - 5, place du Corbeau, 67000 Strasbourg qui transmettra.

CONTESSE TELEMATIQUE : (1) 42 80 19 05 ou 36.14 Code : CONTESS

RECRUTER LES CADRES UN MOYEN PRIVILEGIE D'INTEGRE NOTRE EQUIPE

Nous sommes une entreprise de 10 000 personnes bénéficiant d'une forte image de marque.
Auprès de notre responsable Emploi et Gestion des cadres, vous serez plus particulièrement chargé du recrutement :
Vous aurez à développer les contacts avec les écoles, participer à l'intégration, la formation et au suivi des Cadres et Ingénieurs dans l'entreprise.
C'est un poste qui peut vous ouvrir d'autres horizons en Gestion du Personnel, bien sûr, mais dans d'autres secteurs de l'entreprise.
Aussi souhaitons-nous rencontrer des candidats ayant une première expérience dans des domaines variés : Informatique, Gestion, Production...
Diplômé d'une école de Commerce ou d'un 3ème cycle en Gestion du Personnel, vous avez un goût prononcé pour les contacts, une vraie qualité d'écoute et une bonne connaissance des rouages de l'Entreprise.
C'est un poste capital pour notre avenir mais aussi pour le votre : Les opportunités ne manqueront pas pour des candidats ayant prouvé leur efficacité.
Merci d'envoyer CV + lettre + prétentions sous réf. CR/LM à notre conseil KER 22, rue Legendre 75017 PARIS.

KER

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE VOLETS ROULANTS ALUMINIUM

cherche

DIRECTEUR DES VENTES

pour recruter et animer un réseau de représentants sur toute la France.

Il connaît impérativement le produit « volets roulants ».

C'est un battant doué du sens des relations humaines.

Base du poste : Est de la France.

Salaire : FIXE + INTÉRESSEMENTS

250 000 FRANCS ET PLUS PAR AN.

Ecrire n° 7 046 le Monde Publicité, 5, rue Montessuy, Paris-7e.

IMPORTANT GROUPE D'ASSURANCES MUTUELLES
recherche pour la province

INSPECTEURS VIE

- Bac + 2 minimum.
- Expérience professionnelle dans la vente de produits financiers ou d'assurance vie souhaitée.

Après une période de formation au cours de laquelle ils auront éventuellement participé à celles de jeunes agents, ils intégreront une région en, tant qu'Inspecteur Vie.
Disponibilité géographique.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous référence 66356 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 PARIS qui transmettra.

Société du **GROUPE ELF AQUITAINE** propose le poste d'

ADJOINT AU DIRECTEUR COMMERCIAL

à un jeune diplômé (HEC, ESSEC, ESCP, IEP - PARIS ECO-FI, ou formation universitaire équivalente)

Il prendra rapidement la responsabilité du marketing, du contrôle des ventes et des tarifs ; il assurera par la suite des négociations à un niveau élevé.

Adresser CV détaillé sous référence 1644 à notre Conseil : CEPIAD 135, avenue de Wagram 75017 PARIS

L'Institut national de l'audiovisuel

recherche

DES CADRES TECHNIQUES HAUTEMENT QUALIFIÉS,

Niveau maîtrise scientifique, ayant une expérience industrielle, pour mener des actions de formation dans les domaines suivants :
- **TV et son numérique ;**
- **Transmissions numériques ;**
- **Réseaux câbles et distribution collective ;**
- **Réception par satellite.**

Envoyer c.v. à : INA
DIRECTION DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, 4, avenue de l'Europe, 94366 Bry-sur-Marne, Cedex.

Important organisme social et financier

recherche pour son secteur contentieux :

RÉDACTEURS JURIDIQUES

Les candidats devront être obligatoirement titulaires d'une maîtrise en droit.
- Horaire hebdomadaire : 39 heures.
- Avantages sociaux.

Les candidatures manuscrites accompagnées d'un c.v. détaillé et l'enveloppe portant la mention « CANDIDATURE RÉDACTEUR JURIDIQUE » devront être adressées avant le 15 MAI à :

U.R.S.S.A.F. DE PARIS
direction du personnel
3, rue Franklin, 93518 Montreuil Cedex.

Valeo

L'Equipement Automobile
27.500 personnes - CA : 12,1 milliards de F. dont 46 % réalisés à l'étranger

La branche ECLAIRAGE, dans le cadre du renforcement de ses équipes Etudes et Recherche, pour assurer le développement des produits futurs, recherche 3 jeunes Ingénieurs débutants (ou 1re expérience).

• Généraliste à vocation électronique

pour prendre la responsabilité d'un laboratoire : circuits électroniques logiques et analogiques, électromécanismes, servomécanismes... et d'une petite équipe de trois techniciens.

réf. EX 423 AM

• Mécanicien études

Il sera chargé de la conception et du suivi du développement des produits - projecteurs - pour des constructeurs à l'étranger, en relation étroite avec les bureaux d'études des clients et les services internes.

réf. FY 424 AM

• Chimiste plasturgiste

à qui sera confiée la fonction caractérisation et homologation des matériaux (particulièrement vernis, poudres, plastiques). Il aura également un rôle de conseil auprès des bureaux d'études et de la production.

réf. GZ 425 AM

Ces trois postes constituent de réelles opportunités pour des jeunes ingénieurs impérativement diplômés, désireux d'évoluer en relevant des défis et pouvant apporter la preuve de leur esprit d'initiative et de leur dynamisme.
Anglais nécessaire.
Postes : Bobigny (93)

Ecrire en précisant la référence
Discrétion absolue

PUBLIPANEL

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Responsable des ventes France
"Futur directeur commercial"

Une société de produits grand public rattachée à un puissant groupe industriel français des plus prestigieux offre d'emblée des responsabilités opérationnelles et une réelle opportunité de carrière à un Responsable des Ventes de valeur.

De formation Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent, ayant 7 à 10 ans d'expérience de la vente et de l'animation d'équipes dans le domaine des produits grand public, il assurera le développement d'un CA actuel de 250 MF auprès de la grande distribution et/ou par un réseau de grossistes.

Les responsabilités concernent particulièrement une participation active à l'élaboration des politiques et des stratégies commerciales ainsi que la dynamisation du réseau de vente et la négociation des contrats importants.
La réussite dans ce poste implique de la rigueur, de la prévision alliée au dynamisme commercial et le sens de l'animation des hommes.

Poste : région champenoise **Rémunération : 300 000 F+**

Ecrire sous réf. BL 388 AM.
Discrétion absolue

PUBLIPANEL

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

Au sein de l'équipe de direction

Directeur de production

La filiale emballage d'un Groupe important recherche le Directeur de Production de l'une de ses unités régionales implantés dans les pays de Loire, particulièrement performante dans ses résultats et en pointe dans le domaine technologique.

Ingénieur diplômé, il aura fait la preuve de ses qualités d'animateur dans une expérience réussie de direction d'équipe importante en production.
Il saura à la fois être présent sur le terrain, réfléchir aux évolutions techniques et sociales dans le moyen terme et les mettre en œuvre.
Une structure légère, une politique de responsabilisation des hommes à tous les niveaux permettent de valoriser des qualités d'autonomie et de battant, de s'impliquer directement dans la vie et le développement de l'entreprise.
La réussite dans cette fonction ouvrira des perspectives d'évolution intéressantes dans le Groupe.

Ecrire sous réf. NU 338 AM à Annie SANTAMARIA
11, rue Calvé - 33000 Bordeaux
Discrétion absolue

PUBLIPANEL

Membre de Syntec
etap

Electrolux

Leader mondial dans le domaine de l'électroménager recherche pour l'une de ses filiales basée à REIMS (51)

RESPONSABLE ADMINISTRATION DES VENTES

Homme de communication et d'organisation, vous êtes aussi soucieux de l'action et recherchez un poste vous permettant de participer activement à la vie de votre entreprise.
Reportant au Directeur de l'établissement, vous animerez une équipe chargée du traitement des commandes clients et du suivi des livraisons.
Diplômé de l'enseignement supérieur ou bénéficiant d'une expérience équivalente, vous êtes familiarisé aux outils informatiques.

Adressez lettre manuscrite + CV et prétentions + photo sous référence 1545/M à notre conseil

LEVI-TOURNAY/ASSCOM



Cabinet GENTILHOMME
CONSEIL EN RECRUTEMENT
8 rue Camille-Lenoir BP 1035 - 51052 REIMS Cedex
5 rue du Helder 75009 PARIS
Qui vous garantit toute discrétion.





Au cœur des Alpes, où nous sommes leader, nous développons, depuis 30 ans, la solidarité sociale (Retraite et Prévoyance complémentaires) avec 23 000 entreprises adhérentes, 170 000 cotisants et 55 000 retraités. Nous cherchons à Grenoble.

notre directeur général

pour animer les 130 collaborateurs de notre Caisse, coordonner nos actions à l'intérieur du groupe, concevoir de nouveaux produits, promouvoir notre image auprès de nos adhérents et dans notre environnement régional.

Homme ou femme de dialogue, commercial entreprenant, gestionnaire rigoureux, vous avez autour de 40 ans et une formation grande école (ou équivalente). L'expérience d'une direction, en numéro un ou deux d'un organisme ou d'une institution du secteur de l'assurance sociale au sens le plus large comme une caisse de retraite, une mutuelle d'assurance, etc., sera un atout supplémentaire.

Venez avec passion faire rayonner notre présence dans la vie économique et sociale d'une région qui bouge. *(réf. 3838 LM)*

Notre consultante,
Mme C. MARTY, vous remercie
de lui écrire.



ALEXANDRE TIC S.A.
6, RUE BILLEREY - 38000 GRENOBLE
PARIS - LYON - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTEC



SOREFI Rhône-Alpes

Société financière régionale coordonnant l'activité des CAISSES D'EPARGNE, nous cherchons

un chargé d'études financières

Venez à Lyon développer ou créer les outils prévisionnels, permettant de piloter l'équilibre des ressources et des emplois de nos caisses. Vous nous permettrez de connaître nos résultats prévisionnels et d'améliorer notre rentabilité.

Jeune diplômé d'une grande école (commerciale, scientifique ou équivalent...), vous avez en 2 ou 3 ans, acquis en entreprise ou en établissement bancaire, une expérience financière. Vous souhaitez vous investir dans un environnement technique performant et un groupe en rapide évolution, rejoignez-nous. (réf. 1261 LM)

Notre consultant, J. PICARD,
vous remercie de lui écrire.



ALEXANDRE TIC S.A.
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON
PARIS - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTEC

Transports + Dépôts ⟹ Logistique

Nous distribuons sur toute la France les produits de notre maison-mère multinationale.
Nous recherchons un manager qui parle LOGISTIQUE (et allemand).

- **Organisateur**, il saura répartir les charges de transport, gérer les relations douanières, définir la politique générale des dépôts.
- **Innovateur**, il saura définir de nouveaux concepts et remettre en cause, si besoin, les outils informatiques existants.
- **Patron**, il s'intégrera à l'équipe dirigeante de notre département logistique de 130 personnes. Sachant *déléguer, il démontrera sa capacité à devenir n°1.*
- **Diplomate**, EN ALLEMAND, il maintiendra des rapports harmonieux avec la maison-mère.
- **Négociateur**, il réglera les litiges, tant internes qu'externes.
- **Gestionnaire**, il saura faire le meilleur usage de son budget de 200 MF et obtenir le meilleures conditions des fournisseurs.

Ecrivez à notre Conseil.

Maryse PERCHE vous remercie de lui envoyer votre lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous référence 3200 M.



65, Avenue Kléber 75116 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

Paris - Lille - Lyon - Strasbourg

DESSEIN

Nous sommes un des grands opérateurs en Aménagement, Construction et Gestion Immobilière en Région Parisienne, situé à Saint-Maur. Nous nous dotons d'une organisation avancée, où l'informatique jouera un rôle essentiel. Nous souhaitons recruter celui ou celle qui sera l'élément moteur de ce projet.

Vous êtes aujourd'hui

INGÉNIEUR CONSEIL (AUDIT, ORGANISATION...)

en Cabinet Conseil ou en Entreprise, où vous avez acquis 5 ans environ d'expérience. Vous voulez intégrer une entreprise où vous pourrez exploiter vos qualités de communication, d'animation et votre sens pratique.

Votre première étape chez nous fera de vous le garant de l'application de notre stratégie : vous détecterez les *besoins des différents départements internes, vous rechercherez les moyens concrets d'y répondre*, vous mobiliserez les services opérationnels concernés et vous planifierez les phases successives de notre évolution vers les objectifs que nous nous sommes fixés.

A terme, notre développement nous permet d'assurer votre évolution de carrière.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 610, à notre Conseil

UNILOG

9, rue Alfred-de-Vigny
75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC informatique

AD'COM.

CHEF DE PRODUIT (H. ou F.)

PRODUITS FRAIS OUEST

Une Société française, filiale d'un grand groupe à activités multiples (31 Milliards de C.A.), et spécialisée dans la conception, la fabrication et la commercialisation de produits frais, recherche un CHEF DE PRODUIT. *Sous l'autorité du Directeur Marketing, il participera au lancement et au* suivi d'une nouvelle gamme de produits destinée essentiellement à la grande distribution (étude du concept, marché test, lancement, suivi de la concurrence...). Il définira une politique de communication avec choix d'une agence de publicité et élaboration d'une politique publi-promotionnelle. Ce poste conviendra à un candidat (H. ou F.), de formation ESC possédant 3 à 4 ans d'une première expérience professionnelle acquise dans une fonction semblable au sein d'une entreprise commercialisant des produits alimentaires auprès de la grande distribution. La connaissance des produits frais constituerait un atout supplémentaire. Homme d'études, il sera également un homme de terrain capable de suivre et de faire vivre une gamme de produits.

Écrire sous référence 912/M à :

GRH Conseils

3, Avenue de Ségur - 75007 PARIS - Discrétion assurée

Le contrôle dans un laboratoire n'a pas de secret pour vous...

Notre groupe pharmaceutique, à forte notoriété, couvre l'ensemble du marché de la spécialité *de prescription* à la dermo-pharmacie. Nous recherchons le responsable de notre laboratoire de contrôle.

Vous avez pour mission de vérifier, au moyen d'analyses physico-chimiques et bactériologiques, la conformité des matières premières et des produits finis. Dépendant du Directeur de la production, vous dirigez 20 personnes, souvent formées sur le tas. Vous organisez leur travail, vous les animez : c'est une de vos tâches essentielles.

A 28-30 ans, vous avez un diplôme de pharmacien et êtes à l'aise en anglais. Votre carrière pourrait avoir débuté dans un laboratoire de contrôle. Aujourd'hui, vous voulez prendre des responsabilités. C'est ce que nous vous offrons. Pour cela votre aptitude à conduire une équipe est certaine.
Bien sûr, vous aimez la Bourgogne puisque vous y habitez.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et rémunération sous référence F 07 005 M à notre Conseil :

50, rue Ste-Croix de la Bretonnerie 75004 PARIS



Lettre ouverte à un auditeur.



Madame, Monsieur,

Après vos études supérieures effectuées dans une école de gestion de premier plan, complétées d'un DECS, d'un 3ème cycle ou d'un MBA, vous avez dirigé vos premiers pas vers un Cabinet d'Audit, pour y acquérir une bonne formation et vous ouvrir à la vie professionnelle.

Vous avez maintenant 2 à 3 ans d'expérience diversifiée dans l'audit comptable ou d'organisation et vous vous interrogez sur votre évolution future. Vous vous demandez si vous devez continuer dans l'audit ou si au contraire, vous allez vous engager dans une responsabilité opérationnelle immédiatement.

L'OREAL, a sans doute une réponse à vos interrogations et vous propose une solution de transition enrichissante. Tout d'abord, vous passez 2 à 3 ans à l'audit opérationnel appliqué à l'ensemble des activités marketing, commerciales industrielles et financières des filiales du Groupe (plus de 200 dont 60 à l'étranger).
Vous chercherez à optimiser l'organisation et à améliorer la rentabilité, vous accompagnerez la politique industrielle du Groupe pour produire «juste à temps». Vous pourrez ainsi vous intégrer, connaître l'entreprise et parfaire votre formation.
Ensuite vous prendrez des responsabilités effectives dans le commerce, la gestion ou la finance, et vous évoluerez dans les différentes Affaires du Groupe, en plein développement.

Si vous êtes décidé(e) à vous investir avec vigueur dans votre vie professionnelle, et si vous êtes intéressé(e), nous vous proposons d'écrire en joignant un curriculum-vitae, sous réf. 760/87, à la Direction des Relations Humaines de l'OREAL, 41, rue Martre, 92117 CLICHY CEDEX.
En espérant avoir le plaisir de vous rencontrer prochainement,
Croyez, Madame, Monsieur, à l'expression de nos sentiments les meilleurs.



L'ORÉAL

LA VOLONTE DE LA PERFORMANCE

OCCAJ

recherche

JEUNES DIRECTEURS

Avec expérience DIRECTION HOTELLERIE DE SÉJOURS ou VILLAGES DE VACANCES.

Adresser C.V. + photo
SERVICE EXPLOITATION
OCCAJ
95, r. d'Amsterdam, 75008 Paris.

ASSOCIATION
DE TOURISME SPORTIF
A VOCATION SOCIALE
recherche

RESPONSABLES DE BUREAUX DE VENTES RÉGIONAUX

diplômés
de l'enseignement supérieur :
- CCIAL DE PRÉFÉRENCE - Expérience confirmée de la vente ;
- DE SERVICES DE PRÉFER.

Adresser c.v., photo et prétentions n° 4901 AMEP P.A., 14, avenue Pierre-Grenier, 92100 Boulogne.

SERVICE ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES

recherche

ING. GDES ÉCOLES

ENST, ESE, ENSIMAG, INSA, ENSI, DEA, MIAGE

Pour assurer
des développements en :
- LOGICIELS DE BASE ;
- LOGICIELS SYSTÈMES ;
- LOGICIELS D'APPLICATION TEMPS RÉEL ;
- TÉLÉCOM, RÉSEAUX ;
- CA, CFAO, IA ;
- GESTION.

C.V. + prétentions à :
SDI tour Galliéni 1
78-80, avenue Galliéni,
93174 BAGNOLET CEDEX.

PUBLICATION PÉRIODIQUE

recherche

consultants et rédacteurs

très spécialisés dans les placements de la Bourse, les placements assurance-retraite, etc.
Envoyer c.v. à SODER
Christine Aubert, 112, rue de Richelieu, 75002 PARIS.

Numéro un Européen pour les voyages d'affaires
et premier réseau mondial de voyages (800 points de ventes dans 35 pays)
WAGONS-LITS TOURISME recherche pour sa Direction Internationale son

directeur marketing

En étroite collaboration avec sa Direction et s'appuyant sur l'équipe qu'il anime, sa mission comprend principalement l'établissement d'une politique marketing de sa Direction, la proposition et la mise en place de nouveaux produits Tourisme à travers des études de marché, le suivi des projets en cours, le contrôle de l'action commerciale en termes de stratégie, budget, objectifs.

Son action s'exerce aussi bien en France que dans tous les pays où la Compagnie est implantée.

Ce poste évolutif convient à un diplômé de l'enseignement supérieur (école de gestion type HEC, ESSEC, Ecole Supérieure de Commerce), ayant déjà une dizaine d'années d'expérience dans les ventes et le marketing d'une activité de service et attiré aussi bien par le terrain que par les études. Une expérience dans le Tourisme serait appréciée.

Poste basé à Paris avec des déplacements à l'étranger.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae et prétentions sous référence PER 333 au
40, rue de l'Arcade 75008 Paris.

WAGONS LITS

UNI-TOURNAY/ASSCOM

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

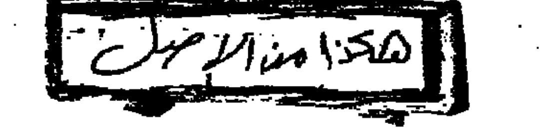
INGÉNIEUR BREVETS



CRÉDIT BAIL et



CONCORDE ÉQUIPEMENT







Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

UNIVERS DE LA GESTION

Fonction personnel :
Négocier, animer, gérer.

Important organisme privé à but non lucratif, nous avons pour vocation d'offrir des prestations, dans le domaine social, aux *salariés d'entreprises de toutes tailles*, en Région Parisienne.

Nous souhaitons aujourd'hui recruter notre **Chef du personnel,** à qui nous confierons d'importantes responsabilités dans les domaines :
- *des Relations Sociales*
- de la gestion administrative de notre personnel (700 salariés).

Ce poste conviendrait à un **diplômé de l'enseignement supérieur** ayant, au cours d'une expérience professionnelle de 5 ans minimum, acquis de solides connaissances théoriques et techniques, en matière de gestion du personnel.

Il constitue une opportunité intéressante pour un cadre souhaitant **valoriser son expérience de la négociation** avec les syndicats et les partenaires sociaux. Il requiert bien sûr des qualités d'adaptation et de souplesse, le goût des relations humaines, le sens de la communication interne.

Pour ce poste à pourvoir à **Paris,** la rémunération envisagée, fonction de l'expérience, se situe aux alentours de 200 000 F *annuels*. Elle est assortie d'appréciables avantages sociaux.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous réf. CPA à notre Conseil **IRCOM** Développement - Immeuble Montréal 3, rue du Javelot 75013 PARIS. Réponse et discrétion vous sont assurées.

IBM

recherche
pour faire face aux besoins croissants de son activité au

GABON
(LIBREVILLE)

SON FUTUR CHEF COMPTABLE H/F

De nationalité gabonaise, vous êtes diplômé d'études comptables supérieures ou équivalent (minimum BAC + 3).
Vous avez le goût des responsabilités et vous êtes disponible rapidement.
Vous êtes assuré d'une formation complémentaire et d'un travail de haut niveau comportant des responsabilités importantes.

Merci d'adresser votre candidature (lettre et C.V. détaillé), selon votre résidence actuelle à
Mme S. LALOU – Compagnie IBM France
Division des Opérations Extérieures
68/76, Quai de la Rapée, 75592 Paris Cedex 12,

ou à M.G. AZOULAY - IBM -
B.P. 1079 Libreville, République du GABON.

LOIRE-ATLANTIQUE

Directeur financier et comptable



Nous sommes un des Leaders Français de la Biscuiterie, 450 personnes et nous poursuivons notre développement. Succéder à notre Directeur Financier appelé *à prendre sa retraite courant 1988, c'est ce que nous proposons à un candidat* pouvant faire état de la formation, de l'expérience et des qualités suivantes : Vous avez environ 40 ans et une formation DECS minimum. Vous exercez depuis plus de 5 ans des responsabilités importantes de Direction de Services Comptables dans une entreprise industrielle et commerciale comparable à la notre. Rattaché à la Direction Générale dont vous serez l'homme de confiance, vous aurez à assurer le fonctionnement de nos organisations comptables et financières (comptabilité générale, analytique, comptes d'exploitation et de résultats mensuels, trésorerie, préparation des bilans et budgets). Vous êtes en contact permanent avec les Directions opérationnelles de la Société et des interlocuteurs extérieurs (banques - organismes - experts et commissaires). Vous considérez l'ensemble des outils comptables non seulement comme un moyen de contrôle mais surtout comme un moyen de gestion prévisionnelle.

Si vous êtes le véritable professionnel motivé que nous recherchons, veuillez adresser votre C.V. détaillé + photo + prétentions à notre conseil M.H. VANDESMET
MANAGEMENT OUEST SA - 9, rue des Remorqueurs - 44000 NANTES. Confidentialité assurée.



conseillers de direction
STRATEGIE - DEVELOPPEMENT - ORGANISATION ET RESSOURCES HUMAINES

Organisation et Publicité

Une information bien maîtrisée pour un management efficace.

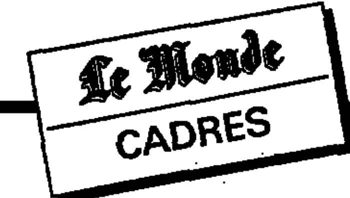
Une bonne maîtrise de la saisie et de l'exploitation de l'information est une des clés d'un management efficace. Dans notre croissance actuelle (CA de l'ordre de 700 MF), nous en faisons l'expérience quotidienne et nous sommes très conscients des progrès à réaliser encore dans ce domaine. Filiale d'un puissant groupe multinational européen, nous fabriquons et vendons des biens consommables pour le confort de la maison : un marché national porteur, mais aussi une concurrence forte.

Le contrôleur de gestion que nous recherchons aura d'abord la responsabilité essentielle de bien "gérer" nos systèmes d'information. Il aura aussi celles de gérer les tableaux de bord de la direction générale et d'assurer le suivi du budget. Ce "contrôle" étant bien fait dans l'esprit d'une maîtrise à assurer plus que de vérifications à effectuer. Ce poste peut vous intéresser si, de formation supérieure et arrivant à la trentaine, vous avez une expérience de gestion, de préférence en milieu industriel, avec une forte imprégnation informatique ou bien celle de conduite de projets informatiques orientés gestion avec le projet de bifurquer vers des responsabilités plus gestionnaires.

Deux points à vérifier avant d'adresser votre candidature, sous référence 685 212 M, aux consultants de Sirca - 64, rue La Boétie - 75008 PARIS : votre bonne maîtrise de l'anglais et votre sympathie pour résider dans une métropole agréable à moins de 200 km de Paris.

Sirca
Paris-Lyon-Madrid

Membre de Syntec



HOLDING DE SOCIETES DE SERVICE INTERNATIONALE (LOCATION DE VEHICULES) RECHERCHE POUR PARTICIPER A SON EXPANSION COMMERCIALE

UN RESPONSABLE DES CLIENTS INTERNATIONAUX

Rattaché au Directeur des Ventes, il est chargé des activités de vente et de programmes de promotion destinés aux groupes multinationaux.

Homme ou femme, 25 à 35 ans, de formation supérieure, il est parfaitement trilingue français, anglais, allemand. Il a acquis une expérience d'au moins deux ans dans la négociation à haut niveau d'interlocuteurs auprès de grandes sociétés, dans la vente de préférence.

Siège : Paris. Déplacements fréquents à l'étranger.

Merci d'adresser candidatures (CV, lettre manuscrite et photo), à Média-System, (réf. 10503), 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

LA MAISON DE VALERIE
Région Centre

Nous sommes une société de vente par correspondance en pleine expansion.

Nous recherchons pour notre service ACHATS

ACHETEUR H/F

FORMATION GRANDE ECOLE DE COMMERCE

ayant plusieurs années d'expérience.

La pratique de l'anglais est indispensable et la connaissance de l'allemand est souhaitée.

Merci d'adresser votre lettre de candidature avec c.v., photo et prétentions s/réf. 4941 à MV SERVICES, Boîte Postale 4, 41353 VINEUIL CEDEX.

AXIAL

BANQUE PARIS 8e

Filiale d'un groupe important recherche son

FUTUR CHEF COMPTABLE
HF

âgé de 35 ans *minimum.*

Ce poste requiert :
- *une formation professionnelle I.T.B., CESB + DECS,*
- une expérience de 10 ans minimum acquise dans un établissement bancaire de taille moyenne,
- le sens du commandement et de l'organisation.

Pour ce poste à *pourvoir* très rapidement, veuillez adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la réf. 126/LM, à O.C.B.F. SERVICES - 66, rue de la Chaussée-d'Antin - 75009 PARIS.

MEDIA PA



VOUS ASSISTE DANS LE RECRUTEMENT BANCAIRE

Docteur en chimie.

VARIAN, une des premières sociétés mondiales d'instrumentation, recherche un

INGENIEUR DE VENTE

Le candidat sera chargé de promouvoir et de vendre des appareils de RMN. Il sera supporté par un Groupe International expérimenté et recevra une formation permanente sur les produits.

Le candidat retenu devra avoir :
- Une expérience confirmée de la vente,
- *De bonnes connaissances en RMN,*
- Une formation supérieure en chimie (niveau Doctorat),
- Une bonne maîtrise de l'anglais.

Nous offrons une rémunération attractive et divers avantages à un candidat de valeur.

Bien que le poste soit à pourvoir à notre siège des ULIS, de nombreux déplacements en France et à l'étranger sont à prévoir.

Si ce challenge vous intéresse, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) s/réf. P/L à

CONTESSE



VARIAN S.A.
Boite Postale 12
91941 LES ULIS CEDEX.

EMI PATHE MARCONI S.A. filiale du Groupe THORN EMI, recherche un

JUR
HF

Vous assisterez le Secrétaire Général dans la rédaction des contrats, le contentieux, le droit des Sociétés.

A 23/27 ans environ, vous avez une formation maîtrise en droit ou D.E.S.S., bilingue anglais, votre expérience d'un ou deux ans en matière de propriété littéraire et artistique est un atout supplémentaire.

Pour ce poste situé à Boulogne, Pont de Sèvres, merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la référence 4789, à MEDIA P.A. - 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS.

EMI
PATHE MARCONI

MEDIA PA

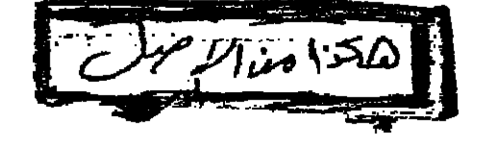
Banque privée en expansion

recherche pour son département étranger
gradé classe III ou IV

Le candidat recherché devra :
- — Etre capable d'assurer la gestion administrative et comptable des opérations de trésorerie en devises (avances en devises, dépôts, change à terme, change au comptant) y compris la supervision des rapprochements et l'établissement des comptes rendus statistiques ;
- — Etre capable de négocier ces opérations avec une clientèle de grandes entreprises et avec les banques ;
- — Posséder une expérience de plusieurs années dans la fonction ;
- — Posséder une bonne connaissance de l'anglais.

La connaissance des futures et des options en devises serait un atout supplémentaire apprécié.
La rémunération sera fonction de la compétence.
Prière d'adresser un c.v. détaillé + prétentions + numéro de téléphone à l'OSP, 64, rue La Boétie, 75008 PARIS, sous la référence J qui transmettra.

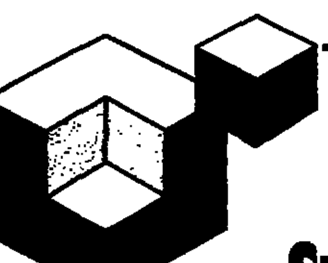
Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.



UNIVERS DE LA GESTION



UNIVERS DE LA GESTION



CAECL

Gérée par la Caisse des Dépôts et Consignations et spécialisée dans le financement des collectivités locales, la CAECL est le premier émetteur sur les marchés obligataires après l'Etat (32 milliards en 1987).

Pour elle, nous recherchons le Responsable de la

Supervision des Emissions des Emprunts Obligataires

Il prendra en charge la politique de ressources et à ce titre assurera :
- la supervision des émissions d'emprunts obligataires sur les marchés domestique et internationaux, ainsi qu'auprès d'autres établissements financiers,
- la gestion de la dette de l'Etablissement.

Pour ce poste de haut niveau, nous souhaitons rencontrer un actuaire, spécialiste depuis 5 à 10 ans du marché obligataire.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à Pierre FERAL, réf. CA 587, CDC-SPR 3 - 56, rue de Lille - 75007 PARIS qui vous assure la plus stricte confidentialité.

CONTESSE



LE CARBONE-LORRAINE

Groupe Industriel français à vocation internationale : 35 Etablissements industriels dans le monde, dont 8 en France, réalisant 75% de son CA à l'exportation vous propose, dans le cadre son développement actuel, un poste de

JEUNE CADRE FINANCIER

diplômé HEC, ESCP, ESSEC, Sciences Po.
avec 2-3 ans d'expérience.

Vous aurez la charge, au sein de la Direction Financière, au Siége Social (Paris La Défense), des comptabilités Tiers (clients - fournisseurs), du crédit clients et du financement des offres à l'export. La connaissance de l'anglais est indispensable (l'espagnol serait apprécié). Votre sens de l'organisation, de la précision, des contacts humains et votre aptitude au commandement vous permettront de réussir dans ce poste, puis d'occuper ultérieurement d'autres fonctions au sein du Groupe.

Adresser lettre manuscrite et CV sous réf. 475M à Direction des Ressources Humaines et de la Communication LE CARBONE-LORRAINE Tour Manhattan Cédex 21 - 92095 PARIS LA DEFENSE 2.



PROFESSIONNELS EN COMPTABILITE GENERALE



Pour mieux maîtriser le futur, la Banque Scalbert Dupont renforce son potentiel d'innovation. Elle vous propose de rejoindre ses équipes dynamiques pour y prendre à terme des responsabilités dans l'élaboration des contrôles et participer activement à la réflexion sur les méthodes et procédures, sur les résultats comptables et les équilibres financiers de la banque.
Vous avez une formation supérieure (DECS - MSTCF - ESC - ITB...), de préférence une expérience en cabinet d'expertise comptable ou en banque, ainsi que des connaissances et une pratique en informatique. En plus de la rigueur nécessaire dans ce métier, vous avez un esprit critique et constructif, organisé et synthétique.
Alors, adressez votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle) sous réf. PC/M à G. Debost, qui l'étudiera confidentiellement.
Banque Scalbert Dupont - Département gestion du Personnel - 36, rue de l'Hôpital militaire - 59800 LILLE.

MEDIA BA

BANQUE SCALBERT DUPONT





SOUS [D]IRECTEURS [D]'AGENCE

Adjoint du Responsable d'unité (10 à 30 personnes), vous participerez *activement au développement commercial*, à la gestion des risques (entreprises), à l'animation du personnel et à *l'organisation administrative.*

Pour ces postes, devant rapidement conduire à la direction d'agence, nous souhaitons rencontrer des diplômés de l'enseignement supérieur, ou ayant acquis une spécialité banque type ITB, CESB, et justifiant d'une expérience de plusieurs années en exploitation bancaire.

Les conditions offertes et les perspectives d'évolution sont de nature à motiver des candidats à fort potentiel.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et *rémunération actuelle, sous la référence 37/2188/A, à* EGOR BANQUES ET SERVICES - 19, rue de Berri - 75008 PARIS.

MEDIA BA

450.000 F. +

Secrétaire Général

Pour seconder le Directeur Général dans toutes ses fonctions d'administration et de gestion. Homme de communication, de réflexion et de synthèse, il sera l'interface entre une importante association et les entités qui s'y rattachent.

Une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction approchante, **au sein d'une Fédération ou d'un Syndicat Professionnel de premier plan, d'un organisme paritaire** est impérativement requise pour ce poste.

De 40 ans environ, le candidat devra justifier d'une solide formation supérieure (E.N.A., Sciences Po., université ou grande école de commerce) et posséder la maîtrise de l'anglais.

Tous les dossiers de canditatures *seront traités confidentiellement.*

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé, sous référence 26019 M à Danièle Chapuis

MRI conseil 13, rue Madeleine Michelis 92522 Neuilly.

IMPORTANTE CHAINE DE LIBRAIRIES
cherche

SPÉCIALISTE

pour diriger et animer sa centrale d'achat de livres neufs à prix réduits. Candidats de 35 ans environ ayant impérativement une solide expérience dans ce domaine.
Disponible très rapidement.

Adr. c.v. détaillé avec photo à *CONTESSE s/réf. 25.394,* 20, av. Opéra, Paris-1er qui tr.

CURRICULUM

Cabinet d'audit en expansion recherche

JEUNE COMPTABLE

niveau DECS même débutant si ambitieux, formation haut niveau assurée.

1 RESPON. ADMINISTRATIVE

Cadre doué pour l'organisation pour coordonner le travail d'un secrétariat 3 personnes. Solides conn. juridiques, comptab., informatique appréc. Poste évolutif, gde respons. 40-10-01-31, 42-23-18-20.

UNE TRES IMPORTANTE SOCIETE D'ASSURANCES IARD

recherche pour son siège situé en proche banlieue son

RESPONSABLE ETUDES ECONOMIQUES D'ENTREPRISE

A l'aide d'une petite équipe dont il assurera le management, ce collaborateur aura pour le siège et les centres de profit décentralisés à :
– réaliser des études de comptabilité analytique,
– concevoir et faire évoluer les tableaux de bord,
– assurer la conception et la mise en place des comptes de résultats nationaux et régionaux.

Ce poste convient à un candidat de formation supérieure (Economique - Gestion) ayant au moins une expérience probante de cinq ans. Outre ses qualités techniques, il aura une excellente capacité de communication et un réel dynamisme personnel pour motiver et impliquer son équipe.

Si ce poste vous intéresse, adressez lettre manuscrite de candidature, CV, photo et prétentions à notre Conseil, sous réf. MRM.2.

ceforpe — *marc forget et associés*
10, rue de la Victoire, 75009 Paris.

IMPORTANT GROUPE DE PRESSE ET D'EDITION A PARIS recherche son

DIRECTEUR COMPTABLE

rattaché au Directeur Général il anime un service de 25 personnes chargé de la comptabilité générale et analytique, des déclarations fiscales, de la gestion de trésorerie, de l'établissement du bilan.

A 35 ans, de formation supérieure, DECS ou niveau expertise comptable, vous souhaitez élargir vos responsabilités au sein d'une société gérée de façon dynamique, dotée d'un outil informatique performant et appuyant son développement sur une forte notoriété.

La rémunération, en fonction de l'expérience peut être de l'ordre de 300 000 F.

Merci d'écrire avec C.V. détaillé et lettre manuscrite à Denis JOUSSET - **PLEIN EMPLOI** - 10, rue du Mail 75002 PARIS sous réf. 829 M



plein emploi
Conseils en ressources humaines



Société Française leader du secteur nucléaire, C.A. consolidé F 22 *milliards ; effectif* : 17 900 personnes, recrute un

responsable comptabilité générale

★ **Animateur** d'une équipe composée d'une dizaine de personnes, il sera responsable des opérations comptables du siège, de la gestion comptable d'une importante trésorerie, de la centralisation des comptabilités des établissements et de la coordination de la gestion des immobilisations.

★ **Utilisateur et concepteur** d'applications, il participera à l'évolution des systèmes comptables en relation avec les informaticiens.

★ **Coordinateur et centralisateur,** la qualité des contacts humains sera un facteur déterminant pour entretenir les relations fonctionnelles qu'implique la fonction.

Ce poste est destiné à un candidat diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce + DECS ou d'une formation équivalente complétée par un minimum de 5 ans d'expérience.

Des déplacements de courte durée sont à prévoir dans les établissements.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournés), prétentions sous référence 21.955-M à l'attention de Hugues CARON



Coopers & Lybrand Associés
DIVISION RESSOURCES HUMAINES
56, RUE DE PONTHIEU - 75008 PARIS



ville de Reims

crée un poste de

CONSEILLER DE GESTION

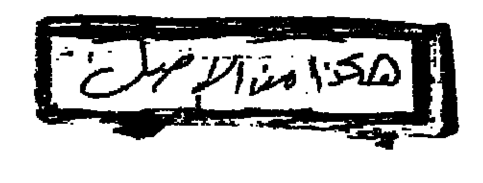
Dépendant du Secrétaire Général, il aura pour mission de conseiller les *services dans le but d'améliorer leurs résultats qualitatifs et quantitatifs.* Il les assistera dans la mise en place des techniques de gestion, d'informatique et de communication.

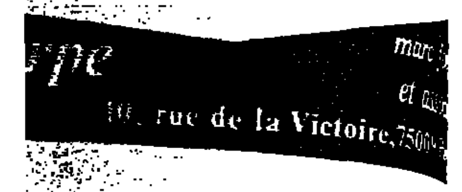
Ce poste s'adresse à un(e) candidat(e) ayant une formation supérieure de gestion et ayant l'expérience du contrôle de gestion en entreprise publique ou privée..
La pratique de la micro-informatique est nécessaire.
Rémunération brute de base/an : 185.000 F.
Adressez lettre manuscrite + CV et prétentions + photo s/réf. 1549 M à notre conseil

UNI-TOURNAY/ASSOCIA



Cabinet GENTILHOMME
CONSEIL EN RECRUTEMENT
8 rue Camille-Lenoir BP 1035 - 51052 REIMS Cedex
5 rue du Helder 75009 PARIS
Qui vous garantit toute discrétion.





UNIVERS DE LA GESTION

Seita

La SEITA, c'est l'industrie française des tabacs et allumettes : plus de 8 milliards de francs de CA HT, un effectif de 7 500 personnes. Nos reussites sont dûes à la qualité de nos produits, à nos méthodes, mais aussi à nos hommes et à leur savoir faire. Pour développer une gestion dynamique de notre personnel, la Direction du personnel recherche :

Un responsable formation

Il participera à l'elaboration du plan de formation de l'entreprise et au suivi de son exécution, concevra des projets pédagogiques, animera certaines operations pilotes de formation. En outre dans le cadre de la communication interne il assurera la liaison permanente avec la Direction de la communication

Profil : 30-35 ans, de formation superieure, une experience de 5 à 6 ans de la formation en entreprise, ouverture d'esprit aux problemes techniques. (réf. TN2/108 M)

Un responsable gestion de l'emploi

Il assurera l'orientation des personnels et la gestion de la mobilite dans le cadre d'un schéma d'ensemble d'évolution professionnelle des collaborateurs de la Societe. Il contribuera à l'adaptation des qualifications liees aux evolutions de l'entreprise. Il assurera la coherence de toutes les actions de l'entreprise dans ces domaines.

Profil : 30-35 ans, une formation superieure à dominante psyco-socio, 5 à 6 ans d'expérience de ces questions dans le secteur industriel, en cabinet ou en entreprise. (ref. TN2/109 M)

Si vous avez l'esprit d'équipe, des qualités relationnelles, le sens de la négociation, une réelle disponibilité, écrivez (lettre, CV, photo) sous référence choisie à Bernard Julhiet - Ressources Humaines - 24, rue Eugene Flachat - 75017 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

SOURCES



Notre Société, 350 personnes (hors filiales étrangères) spécialisée dans la création, la fabrication et la commercialisation de vêtements de sport haut de gamme, pour renforcer les structures de sa Direction Administrative et Financière, recherche

RESPONSABLE DES SERVICES COMPTABLES

Pour lui confier la responsabilité de la comptabilité générale et analytique, de la gestion de trésorerie, de la préparation de l'analyse et de la présentation du bilan et de l'établissement des diverses déclarations...

Le candidat aura une formation comptable supérieure (DECS) et une expérience comptable et informatique de 5 ans minimum en entreprise.

CONTROLEUR DE GESTION

Pour lui confier la mise en place et le suivi de tout le contrôle de gestion (plans prévisionnels, budgets, tableaux de bord, analyse des écarts, contrats...)

Le candidat est diplômé d'une école supérieure et a de préférence une expérience professionnelle en milieu industriel. Il sera en outre capable d'optimiser l'outil informatique existant.

Nous souhaitons rencontrer des candidats à fort potentiel ayant d'excellentes capacités relationnelles et capables d'évoluer dans une entreprise en expansion.

Postes basés à PARIS NORD.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. 25383 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

Importante banque française
très active sur les marchés financiers recherche un

Contrôleur de Gestion

Au sein du Département Financier, sa mission sera double :

- Concevoir et mettre en place les outils de gestion et les procédures comptables et analytiques ;
- Coordonner toutes les activités budgétaires du département.

Il sera également l'interlocuteur privilégié de la direction du Contrôle de Gestion.

Diplômé d'une **grande Ecole de Commerce** et, si possible, titulaire du DECS, ce cadre âgé de 30 ans minimum aura acquis une **expérience similaire de 5 à 8 ans** dans une banque, un cabinet d'audit ou au sein de la direction financière d'un grand groupe. Il fera preuve de capacités d'organisation, de conception et d'ouverture.

Pour un élément de valeur, ce poste basé à **Paris** présente d'**importantes perspectives d'évolution** liées au dynamisme et à l'esprit d'entreprise de la banque.

Merci d'adresser CV complet, photo, lettre manuscrite et rémunération actuelle sous la Réf. CLEM-CDG à RSCG CARRIERES - 48, rue Saint Ferdinand -75017 PARIS qui transmettra.

Gérant de Patrimoine

Grande clientèle - Paris

Importante **banque française** réputée pour son dynamisme et sa volonté d'entreprendre, nous souhaitons recruter pour notre Centre de Gestion des Valeurs Mobilières un Gérant de Patrimoine.

Nous lui confierons la **recherche** et la **gestion** d'une clientèle "haut de gamme".

Ce poste de très haut niveau nécessite de la part du candidat une **solide expérience** de la gestion des valeurs mobilières (5 ans minimum) et, si possible, de la gestion patrimoniale.

Agé de **40 ans minimum**, le cadre que nous recruterons justifiera bien sûr d'une excellente présentation et d'une réelle aisance dans les contacts.

Basée à **Paris**, sa fonction pourra lui permettre d'envisager d'intéressantes **perspectives d'évolution** au sein de notre banque.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 3935 et le nom des banques avec lesquelles vous ne souhaitez pas entrer en contact à RSCG CARRIERES - 48, rue Saint Ferdinand 75017 Paris qui transmettra.

Organisme para-public renforce son service audit et

recherche **AUDIT CONSEIL**

MANAGERS, REVISEURS CONFIRMES

Ces deux postes requièrent impérativement une expérience d'audit.

Les candidats seront diplômés d'études supérieures (DECS, HEC, ESSEC, Sciences Po, Dauphine, ESC...).

Discrétion assurée.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération souhaitée, sous réf. 4790/LM, à **MEDIA P.A.** - 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

MEDIA P.A.

BERTRAND MICHEL

Agent de change à Paris

Recherche

ANALYSTE FINANCIER

Confirmé pour rejoindre une équipe dynamique.

Envoyer réf. et CV à : M. W. TIMMERMAN
charge BERTRAND MICHEL.
7, rue de la Bourse, 75002 PARIS.

Un groupe français industriel international, (CA : 1,5 Md de F), leader sur son marché, recherche un :

Adjoint au Directeur Financier

Paris **FF 280 000 +**

Responsable de la consolidation des activités du groupe (7 sociétés en France, 15 filiales étrangères), de la publication des comptes de la Société-Mère; il sera chargé également de l'amélioration des systèmes et procédures comptables. Il pourra élargir progressivement ses responsabilités vers le contrôle de gestion.

De formation supérieure (ESC, DECS ou équivalent), âgé de 27-30 ans, le candidat aura eu une première expérience acquise en cabinet ou entreprise où il aura eu l'occasion de se familiariser avec les procédures comptables et la consolidation.

La forte expansion du groupe assure des perspectives d'évolution intéressantes pour des candidats à fort potentiel.

Contacter **Jérôme Lancrenon** au (1) 40.70.00.36 ou envoyer un CV + photo + rémunération actuelle + n° de tél à **Michael Page Finance, 19 av. George V, 75008 Paris**, sous réf 869 JLM.

A.R.P.

MP
Michael Page Finance
Spècialiste èn recrutement financier
Paris.Londres.Bruxelles.New-York.Sydney

CEP COMMUNICATION est devenu en 11 ans le premier groupe de presse économique, professionnelle et technique en France et en Europe (**l'Usine Nouvelle, le Moniteur du BTP, 01 Informatique ...**), et le deuxième éditeur français (**Larousse, Nathan**). Notre forte expansion nous amène à rechercher pour **Paris** le :

Contrôleur de Gestion Presse

FF 300-350.000

Rattaché au Directeur du Contrôle de Gestion du groupe, il contrôlera la gestion de la branche Presse (CA : 1,1 Milliard de F) en s'appuyant sur les contrôleurs de gestion des filiales pour le compte de la Direction Générale du Groupe. Agé de 30 ans environ, de formation supérieure (ESC ou équivalent), homme de terrain et de contact, il aura une expérience équivalente de la fonction acquise dans une société de service, et devra parfaitement maîtriser les outils micro-informatiques (Réf 865 JL).

Contrôleur de Gestion Filiale

FF 250.000

Rattaché à la Direction Générale d'un des groupes de presse (CA : 200 Millions de F +), il aura la responsabilité du contrôle de gestion. Agé de 27 - 28 ans, de formation supérieure, il aura eu une première expérience en cabinet ou en entreprise (Réf 866 JL).

Assistant Contrôleur de Gestion

FF 150-200.000

Rattaché au Directeur du Contrôle de Gestion du groupe, de formation supérieure, le candidat aura eu une première expérience d'une ou deux années de la fonction, et devra manifester un goût prononcé pour l'utilisation de la micro-informatique. (Réf 867 JL).

Pour ces trois postes, qui évolueront à terme vers des fonctions élargies au sein du groupe pour des candidats à fort potentiel, veuillez contacter **Jérôme Lancrenon** au (1) 40.70.00.36 ou envoyer un CV + photo + rémunération actuelle + n° de tél à **Michael Page Finance, 19 av. George V, 75008 Paris**, en mentionnant la référence.

A.R.P.

MP
Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement financier
Paris.Londres.Bruxelles.New-York.Sydney

L'EUROPEENNE DE BANQUE

Siège Social à Paris, recherche pour ses succursales parisiennes

Exploitants H/F

CLIENTELE PME - PMI CLASSE V à VI

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur ou bancaire avec une EXPERIENCE d'au moins 3 ans dans la PROSPECTION et la GESTION d'un portefeuille de clients PME - PMI.

Vous avez le goût des contacts et de la démarche. Nous vous offrons des perspectives de carrière intéressantes au sein de succursales autonomes.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions, sous la réf. EX/M, à L'EUROPEENNE DE BANQUE - Direction des Relations Humaines 21, rue Laffitte - 75009 PARIS.

MEDIA PA



L'Européenne de Banque
21, rue Laffitte - 75009 PARIS



directeur financier

450/500.000 F.

Un Groupe à taille humaine - évoluant dans l'univers des PRODUITS de LUXE et bénéficiant d'une image prestigieuse tant en France qu'à l'étranger - recherche son DIRECTEUR de la GESTION.

MEMBRE du COMITE de DIRECTION, sa mission sera orientée vers les domaines COMPTABLE, FINANCIER, et du CONTROLE de GESTION. Il analysera les procédures Comptables, Budgétaires et de Trésorerie en place et les complètera ou les adaptera selon les évolutions des besoins. Il élaborera et suivra les tableaux de bord, préparera les dossiers d'investissements et étudiera les moyens de financement. Pour ce faire, il animera les Services correspondants comptant une dizaine de personnes. Enfin, il apportera sa contribution active à la gestion administrative du siège.

Ce poste - basé à Paris - conviendrait à un Professionnel des techniques comptables et financières, y compris anglo-saxonnes, ayant acquis - tant par sa formation (Grande Ecole + niveau DECS) que par son expérience au sein de la Direction Générale d'une moyenne entreprise - la maîtrise de son métier (méthodes, outils, procédures). Il sera prêt à s'impliquer fortement dans le développement du Groupe. ANGLAIS indispensable.

Les dossiers de candidatures + photo - sous réf. 3329 LM à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris

MEMBRE DE SYNTEC

Un des premiers mondial dans le domaine du laser ophtalmologique et des appareils de diagnostic.

biophysic médical s.a.

fait face à sa forte expansion...

Groupe Synthélabo

Assistant export

Globalement assure la formation et la diffusion de l'information aux clients export et agents à l'étranger.

- Etudie et analyse les marchés Export,
- Organise matériellement les congrès internationaux, les cours médicaux, commerciaux, techniques,
- Met en forme, rédige et diffuse les argumentaires et supports marketing export,
- Gère et suit le budget promotion.

Poste convenant à diplômé études supérieures commerciales, familiarisé avec l'export.

Bilingue anglais (en particulier forme rédactionnelle) —Connaissance de l'instrumentation médicale — Maîtrise du traitement de texte sur micro-ordinateur.

Réf. C/AE

Gestionnaire gamme laser

Assure le développement des produits de la gamme.

- Gère les produits existants.
- Développe les produits nouveaux.
- Met en place le suivi des tests.
- Elabore et propose des plans de lancement.
- Elabore et réalise les procédures d'homologation.

Ingénieur ou TS électronique, connaissance en optique et mécanique de précision, esprit marketing.

Réf. C/CGL

Ces 2 postes sont à pourvoir à CLERMONT FERRAND.

Adressez votre dossier complet à Jacquy DELCAMPE, notre conseil, sous la référence choisie.

Raymond Poulain Consultants 21, bd Vivier-Merle - 69003 LYON

MEDIA PA

CHEF COMPTABLE EXPÉRIMENTÉ

chargé de la gest. finan., conn. en informatique, not. en mat. fiscale, cap. de dresser bilans, comptes de résultats et projets de budgets. Prière adr. d'urg. c.v. à la F.F.C. 43, rue de Dunkerque, 75480 Paris Cedex 10.

ASSOCIATION CARACTÈRE SOCIAL — 500 SALARIÉS

recrute

CHEF COMPTABLE

Charge :
- organisation service comptable ;
- préparation bilan.

DECS ou BTS + expérience.
Rémunération annuelle 126.000 F à 186.000 F + supplément familial.

Lettre manuscrite + CV à :
DIRECTION GÉNÉRALE
ADSEA
2 bis, rue Saint-Louis.
77000 MELUN.

---

notre futur directeur administratif et financier

PARIS (banlieue Sud)

Filiale française d'un groupe international de renommée mondiale, nous connaissons une forte expansion grâce aux technologies de pointe de nos produits, largement diffusés dans le monde des sciences et des techniques.
Notre Directeur Général recherche son futur Directeur Administratif et Financier, directeur des opérations.
Vous passerez **9 mois** environ au sein de notre société - mère en **Angleterre** (près de Londres) afin de vous former aux méthodes et procédures de notre groupe.
A l'issue de cette période, vous prendrez vos fonctions soit la supervision des services suivants :
● comptabilité-finances ● informatique ● administration des ventes ● logistique ● administration et personnel, services généraux.
De formation supérieure (HEC, ESSEC, Ecole de Commerce, MBA ou équivalent), vous avez une première expérience réussie en cabinet anglo-saxon ou en entreprise internationale qui vous prédispose à prendre ces importantes responsabilités.
Votre réussite à ce poste - clé de notre organisation française vous permettra d'évoluer au sein de notre groupe. **La connaissance de l'ANGLAIS est impérative.**
Merci d'adresser C.V. et prétentions sous référence CGP 15 à notre Conseil, qui traitera les candidatures confidentiellement.

COGEPLAN 2, rue Louis-David, 75016 PARIS.
11, rue Victor-Hugo, 69002 LYON.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Organisation et Publicité

Gérez la croissance !

Leader sur son secteur, notre groupe industriel (600 MF C.A.) résolument tourné vers l'avenir, est en pleine expansion.
Disposant de moyens financiers importants, nous voulons gérer notre croissance et recherchons un

CONTROLEUR DE GESTION

Rattaché au Directeur Financier et responsable d'une équipe de 4 personnes, vous améliorerez les procédures de gestion actuellement en place, vous animerez et aiderez les responsables opérationnels au suivi et à l'analyse de leur activité comme de leurs résultats.

De formation économique supérieure (HEC, ESSEC, ESC, etc...), vous possédez plus de 5 ans d'expérience industrielle dans un poste similaire ou en cabinet d'audit. Vous savez travailler avec l'informatique (IBM 38).

Autonome, disponible, vous souhaitez aujourd'hui vous affirmer et progresser au sein d'un groupe en pleine évolution.

Le poste est basé à Paris avec de nombreux déplacements en France à prévoir.
Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle, sous la référence 606241/M (à mentionner sur l'enveloppe).
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
115, rue du Bac 75007 Paris.
PARIS-LYON-NEW-YORK-MILAN

BIOTECHNOLOGIE,
Société de Recherche
implantée à TOULOUSE
recherche un ou une :

responsable administratif et financier

Rattaché au Président Directeur Général, il aura pour mission :
● d'assurer la gestion comptable et analytique de la société (tableau de bord et rapport mensuel),
● de contrôler l'application des procédures administratives,
● d'effectuer la gestion du personnel et des achats.

Profil : Formation supérieure + DECS.
Bonnes connaissances en micro-informatique.
Pratique de l'anglais.

La nature des tâches et le niveau de responsabilité peuvent être très évolutifs en fonction de l'expérience et des capacités d'adaptation dont notre candidat fera preuve.

Adresser dossier complet + photo, sous réf. 12/1/M, à :

nicole maury * dominique sperte conseil — 1 place Wilson 31000 Toulouse.

média-system

Holding de sociétés de service internationale (siège 92) recherche pour développer son DEPARTEMENT D'AUDIT INTERNE.

UN AUDITEUR

25 à 30 ans, 2 ans d'expérience en Cabinet

Mission :
- Intervention dans l'ensemble des Sociétés du Groupe.
- Recherche des solutions performantes.

Profil :
- Formation supérieure (écoles de commerce, DECS..).
- *Parfaitement bilingue anglais.*
- Connaissances des techniques de traitement de l'information.

Prière d'adresser candidatures (CV, lettre manuscrite et photo) sous réf. 10502, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames. 75009 Paris, qui transmettra.

Jeunes HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent *HF*

ayant l'ambition d'une carrière évolutive, devenez

CADRES DE GESTION FINANCIERE

au sein d'une importante SOCIETE PETROLIERE FRANÇAISE de raffinage et distribution.

Vous êtes **débutants** ou possédez une **première expérience** en entreprise ou en cabinet d'audit/EC.

Titulaires du DECS, vous êtes aptes à concevoir des systèmes informatiques.

Plusieurs postes sont à pourvoir à notre siège parisien.

Votre première mission s'effectuera auprès de notre **Direction comptable** : après une période très formatrice dans ses divers *départements, des responsabilités importantes* et croissantes vous seront confiées. Votre réussite vous ouvrira ensuite de larges possibilités d'évolution dans notre Groupe : **nos autres Directions** (Economique, Financière, *Commerciale*) vous permettront d'exprimer *pleinement* vos qualités humaines et votre savoir-faire professionnel.

Si ces perspectives répondent à vos aspirations, merci d'écrire avec C.V. *+ prétentions + enveloppe à votre adresse, sous la référence SP/LM2, à*

michel jouhannaud conseils
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

MEDIA PA

EN BOURGOGNE

Important groupe pharmaceutique (1650 personnes 1 milliard de F de CA) de notoriété internationale, nous cherchons notre

RESPONSABLE application reporting

Au sein de la direction financière, il est le véritable pilote du développement et de la maintenance de notre *logiciel reporting. Interlocuteur des différents* utilisateurs, il assure l'interface avec notre direction informatique.

La trentaine, diplômé d'une grande école, vous avez une pratique de la mise en route d'outils de gestion informatiques en entreprise ou en cabinet d'organisation. Vos qualités d'organisation, votre rigueur et vos talents de négociateur permettront la réussite de notre projet.

La dimension de notre groupe vous offre de réelles perspectives d'évolution.

Notre conseil COORDONNEES vous remercie de lui écrire sous réf. 1018 LM - 11, rue de l'Arbre sec - 69001 LYON.

Coordonnées

MEDIA PA

Nous sommes un groupe de Sociétés de distribution de biens d'équipement pour la maison, la personne et les loisirs (500 personnes - C.A. 1 Milliard).
Nous recherchons notre

Directeur des Services Comptables

Vous occupez *déjà une telle fonction* ou bien vous vous sentez à l'étroit dans une position de second qui s'éternise auprès d'un supérieur hiérarchique chevronné et indéboulonnable, qui vous a appris toutes les ficelles du métier.
Nous vous proposons d'être le "premier" chez nous, si vous vous en *sentez l'étoffe.*
Rattaché au Directeur Général, vous serez chargé :
- de la supervision de nos 5 services comptables (couvrant nos 8 secteurs d'activités). Ces services ont déjà chacun à leur tête un Chef comptable.
- d'un contrôle de gestion *créatif* et rigoureux permettant aux décideurs d'optimiser leurs affaires,
- de faire évoluer en permanence une organisation tirée au cordeau, tant sur le plan des comptabilités et du contrôle de gestion que *sur le plan des relations* entre les comptabilités et les autres services du groupe.

Cette opportunité s'adresse à un homme de terrain solide, un battant au caractère affirmé, ESC + DECS (ou plusieurs certificats supérieurs) pouvant justifier d'un minimum de deux longues fonctions (4 à 5 ans chacune) professionnellement formatrices et réussies dans la direction de comptabilités et l'exercice d'un contrôle de gestion.
Adressez lettre man. et C.V. s/réf. 6242/M à notre Conseil

impact développement

IMPACT DEVELOPPEMENT 26 rue Brunel 75017 PARIS

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

PUBLIVAL

---

laboratoires **biosedra**

FILIALE D'UN GROUPE ALLEMAND *recherche*

SON CONTROLEUR DE GESTION

Vous dépendez de la DG. Grâce au savoir faire :
- Vous faites l'élaboration des budgets et suivez la réalisation ainsi que le reporting à la maison mère.
- Vous serez chargé des études concernant les projets d'investissements.
- Vous contrôlez, formez et contribuez à optimiser les procédures relatives à l'organisation des services.
- Vous suscitez le développement d'outils nouveaux.

Formation : ESC + DECS.

Vous bénéficiez d'une expérience de 3 ans dans une fonction de gestionnaire de centre de profit, de contrôle de gestion ou d'audit.
La langue allemande sera un atout supplémentaire.

Adresser C.V., photo et prétentions **Service du Personnel**
42, Avenue Augustin Dumont - 92240 MALAKOFF

Bleu

BANQUE PARIS 2e (quartier Bourse)

SERVICE TITRES

Responsable de division

(CLASSE IV OU V)

Votre profil : BAC + 3 gestion finances ou formation bancaire • 3/5 ans d'expérience titres • connaissances informatique appréciées.
Votre mission : animateur d'une équipe de 6 personnes, vous aurez l'entière responsabilité de back office, titres et bourse.
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous ref. 7774/LM, à

MEDIA PA 71, av. Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra. Confidentialité assurée.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.





UNIVERS DE LA GESTION

Dans le cadre de l'extension de son Service d'Audit, la Direction Générale recherche (H/F)

Auditeur Opérationnel

Intégré à une petite équipe (9 personnes), il sera responsable de missions d'audit financier et opérationnel dans les sociétés du Groupe.

Chargé d'analyser les états financiers des sociétés et de vérifier la cohérence et la fiabilité des résultats, il aura un rôle d'assistance et de conseil auprès des Directions sur des problèmes financiers et fiscaux ou sur des opérations spécifiques (évaluations, fusions, filialisations...).

Diplômé d'une grande école (HEC, ESSEC, ESC...), il aura une expérience professionnelle de 2 à 3 ans acquise de préférence dans un cabinet d'audit anglo-saxon et si possible la pratique de l'audit bancaire.

Ce poste offre une opportunité d'évolution rapide vers des fonctions opérationnelles au sein du Groupe.

Pour un premier contact, adressez votre candidature en précisant la rémunération souhaitée sous référence 87 SM/FG 001 à la Direction de l'Emploi et des Ressources Humaines du Groupe, 4, rue de Presbourg 75116 PARIS

GROUPE MATRA

Contrôleur de gestion

Filiale d'un Groupe International de forte notoriété, notre développement et l'évolution de nos structures, nous conduisent à renouveler nos méthodes et moyens de contrôle de gestion.

Sous l'autorité du Directeur Financier et en étroite liaison avec nos différentes Directions, vous remplirez avec succès cette mission en pilotant avec rigueur et diplomatie : conception et mise en œuvre progressive.

Ce poste convient à un diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, maîtrisant bien les techniques comptables, ayant acquis au moins 3/4 ans d'expérience du Contrôle de Gestion de préférence dans une multinationale à vocation commerciale. Une bonne pratique de l'anglais est impérative.

Professionnel et homme de communication vous êtes assuré de vous réaliser à ce poste, clef de votre carrière ; sachez que dans 1 an 1/2 à 2 ans vous devez être basé à Marne-la Vallée.

Merci de faire parvenir votre dossier de candidature en précisant la référence 391/2 M à :

jlp j.l parichon
38 rue de Lisbonne - 75008 Paris - Tel 45.63 03.10

SOURCES

BANQUE DE DÉPOTS,
FONDÉ DE POUVOIR PRINCIPAL

Grandes Entreprises classe V-VI

Notre Banque, filiale d'un groupe financier puissant recherche pour sa succursale parisienne (poste base place de la Bourse) un **Fondé de Pouvoir Principal**, Grandes Entreprises classe V-VI.

Mission : • assurer le suivi et le développement de portefeuilles d'entreprises importantes • animer et coordonner l'activité d'une équipe commerciale performante.

Profil : Ce cadre diplômé de l'enseignement supérieur (ESC, Maîtrise de Sciences Eco, ITB) aura exercé pendant au moins 5 ans des responsabilités de même importance. De plus, il possèdera impérativement une excellente maîtrise de l'analyse financière, un tempérament commercial affirmé et des aptitudes reconnues à l'encadrement.

L'extension de notre réseau d'agences permettra au candidat retenu d'évoluer à terme vers des fonctions de direction.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscr., C.V., photo et prét.), s/réf. 4776/LM, à

MEDIA PA 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

GROUPE INFO'ROP
GESTION INDUSTRIELLE
ASSISTANTE CONTROLE DE GESTION
BAC G + 1re expérience connaissant tableur sur PC. Mission d'un an, sal. 80 KF +. Lieu de travail, banlieue sud. Disponibilité immédiate. Tél. 47-51-14-41 M. CHILTZ.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables bien rémunérés à tous les Français hommes et femmes avec ou sans diplômes. Demandez une documentation (gratuite) sur la revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (D 16) BP402-09 PARIS CEDEX 09.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

SUPER 5 GL de 6 mois, 5 portes, blanche, intérieur drap ficelle foncé, 5 500 km, prix 44 500 F. M. BREMAUD 47-49-95-82 h. b., 30-44-00-61 ap. 18 h. LIBRE FIN MAI : GARANTIE 6 MOIS.

Particulier vend Austin noire 1000 E, 33 000 km, mod. 84, tr. b. état, tableau et volant en bois, housses noires, radio-cassette, pare-chocs, 22 000 F. Mme Foglietta 45-56-19-32.

plus de 16 C.V.

Jaguar XJ6, 4,2 l, ex-diplomate fr., moteur et peinture neufs, année 1981, injection automatique, bleu cobalt métallisé, prix 85 000 F. Tél. M. Martinez (Paris) 43-68-56-29.

SECRÉTAIRES

Société de prestations de services intervenant dans le secteur parapublic recherche

Secrétaire de direction

pour le Président d'une des sociétés clientes (plus de 2000 personnes).

La candidate, âgée idéalement de 30 à 35 ans, possède un BTS de Secrétariat complété par une solide expérience similaire.
Sténo et maîtrise du traitement de texte exigées.

Poste à pourvoir à Paris.
Rémunération en fonction de l'expérience.

Adressez votre candidature manuscrite avec c.v., photo et rémunération actuelle sous réf. 4932 à AXIAL 27 rue Taitbout 75009 Paris qui transmettra.

DEMANDES D'EMPLOIS

Cadre supérieur banque
53 ans

EXPÉRIENCE :
- Direction banques de dépôt et Ets financiers
- Consultant engagements France et Afrique
- Consultant ressources humaines banque
- Références de premier ordre.

Ouvert à toutes propositions PARIS et AFRIQUE FRANCOPHONE, y compris missions limitées.

Ecrire sous le no 8 565 LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue Monttessuy, 75007 PARIS.

Directeur de filiale RFA
Français 46 ans
Résident RFA. ESCAEL, IEP, IN, INSEAD.

Déjà PDG en G.-B., Italie, France et RFA. Anglais, allemand, français et italien. Réussites lancements produits, assainissements et JVC.

cherche
DIRECTION PME en RFA ou CEE

Ecrire sous le numéro 1 250
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue Monttessuy, PARIS-7e.

DIRECTEUR DES ACHATS
38 ans, MAITRISE DE GESTION

15 ans d'expérience en grande distribution magasins et centrales d'achats
- Définition et réalisation du marketing-achats
- Refonte et rééquilibrage des assortiments
- Négociations fournisseurs français et étrangers
- Etablissement des budgets d'achats
- Gestion des stocks et des marges.

Propose sa collaboration à société de distribution ou de négoce.

Ecrire sous le no 8 569 M LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue Monttessuy, Paris-7e.

J.F., 22 ans, ingénieur marketing, recherche poste assistante marketing, relations publiques, Paris et proche banlieue. Tél. : 47-47-82-21.

Cadres (femmes) 40 ans formation supérieure cherche poste de
RESP. en FORMATION
dans entreprise ou dans centre de formation, 6 ans d'expérience dans le domaine, connaissances micro-informatique. Etudie toutes propositions région St-Quentin-en-Yvelines, Versailles, Mantes, St-Germain-en-Laye. Ecrire sous le no 6 956 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue Monttessuy, Paris-7e.

J.F. rech. emploi administratif import export (anglais), expérience dans négociations des crédits documentaires. Ecrire sous le no 6 955 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, Paris-7e.

EMPLOI PARTIEL
H. 40 ans, sérieuses références, cherche place chauffeur particulier du 24 juillet au 24 août, week-end compris. 34-82-53-73 à part. 20 h 30.

J.F. 27 ans, cause départ ch. contact pour emploi au Sénégal 9 ans exp. secrétariat cab. juridique. Etudierait toutes propositions. Contacter D. ROUMET au 38-62-09-70 h.b.

ACHETEUSE GESTIONNAIRE CONFIRMÉE
Cadre 40 a... 15 a. de resp. à ht niv. dans une impte sté exp. marchés internat., ch. poste stable à Paris uniquement. Ecrire sous le no 8 571 M LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, Paris-7e.

I.M.A.O.
Spécialiste haut niveau concepteur de plusieurs logiciels de contrôle des activités de maintenance, sérieuses références industrielles. Etudierait toutes propos. France ou étranger. Ecrire sous le no 8 570 M LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, Paris-7e.

Pays de l'Est. J.H. 27 ans, dipl. ét. sup., Russe, dynam., ch. poste permanent ou non comme assistant celal, producteur de cadre commerces avec pays de l'Est, 46-28-08-68.

H. 38 ans spécialisé (maîtrise)
TOURISME
branche développ. et santé + exp. comm. gest. communicat. + manag. associat + animat. cultur. + ANGLAIS ch. situat. FRANCE ou ÉTRANGER. Ecr. s/no 8 567 LE MONDE PUB., 5, rue Monttessuy, Paris-7e, ou Tél. 21-38-40-59.

F. 34 a. I.A.E. EXPÉR. ATTACHÉE direct. administrative gestion commerciale et formation accept. toutes propositions. Tél. : 60-60-23-98.

J.F. 22 a. ÉT. PARL. ANGL. CH. EMPL. AU PAIR JUIL./AOUT. Ecr. s/no 8 566 LE MONDE PUB. 5, r. Monttessuy, Paris-7e.

CADRE SUP. BANQUE CL. 8
36 ans
Formation en partie anglo-saxonne, 13 ans exp. secteur international et commerce extérieur. Et. ttes propos. Ecrire sous le no 1 249 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, Paris-7e.

Mme Lehmann rech. heures de ménage qu'elle pourrait effectuer le mardi et le vendredi pour une durée de 4 heures minimum, 7 maximum. Tél. : 16-44-67-79 ou écrire 23, rue Louis-Coeurderoy, 60460 Précy-sur-Oise.

F. 22 ans, ingénieur micro/bases de données 1 an expérience, cherche emploi sur Paris et sa région. Tél. : 43-83-30-55 13 h/23 h 7/7 rappeler SIABS.

J.F. 28 ans
SECRÉTAIRE DE DIRECTION
7 ans d'expérience
DYNAMIQUE, EXCELLENTE PRÉSENTATION, rech. emploi SECTEURS CULTUREL, COMMUNICATION, PRESSE, MÉDIA, RELATIONS PUBLIQUES.
Tél. : 42-62-16-44.

J.F. 26 ans, titulaire DESS ERGONOMIE, SÉCURITÉ DU TRAVAIL, 2 ans exp. dont 1 dans B.E. service Ergonomie puis 1 an comme animatrice dans service Sécurité, condit. de travail dans usine société multinationale secteur chimie. Pratiq. en ergonomie des logiciels (bureautique IBM DAO) sécurité intégrée, production automatisée rech. poste : œuvrant pour l'intégration de l'ergo ou de la sécurité à la conception. Etudierait toutes propositions, rég. PARIS de préf., accept. déplacements. Ecrire no 1 502 PARFRANCE, 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

4e arrdt

OBSERVATOIRE
GD 6 p. tt cft 200 m² environ PLAN EXCEPTIONNEL GD STDG. 42-88-95-61.

8e arrdt

RUE TRONCHET
STUDIO TT CONFORT, 8e, ascenseur. T. 45-26-99-04.

16e arrdt

XVIe HAMEAU BOILEAU
Dans bel HOTEL PART. avec 500 m² jdin, triple récept., 4 ch. + appt serv., 350 m² utiles luxueux aménagement intérieur, RÉSID. EXCEPTIONNELLE 47-66-31-26.

AV. VICTOR-HUGO
370 m², belle réception, 6 chbres + chambre service, soleil. GARBI 45-67-22-88.

17e arrdt

Pour vendre ou acheter Maison – Appartement Château – Propriété Terrain – Commerce sur toute la France. LAGRANGE 9, rue Le Châtelier, 75017 Paris 16 (1) 40-54-08-08.

Minitel

30 000 offres
Paris-province
36.15 Tapez
LEMONDE puis FNAIM

appartements achats

Recherche 1 à 3 pièces PARIS préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire 48-73-20-67 même le soir.

locations non meublées offres

Paris

Près Champ-de-Mars 5 p. et du studio au 4 p. ts arrdts, prix très étudiés. T. 47-06-32-13.

Région parisienne

CHARENTON CENTRE
Immeuble neuf standing, studios, 2 pièces 2 840 à 3 700 F + charges, parking compris. POP 43-20-12-07.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine, Paris, recherche en location ou à l'achat BEAUX APPTS DANS QUARTIERS RÉSIDENTIELS. TÉL. : 45-62-78-99.

locations meublées offres

MANHATTAN
Studios et appts grand stdg. courtes et longues durées pour banques, stés multinationales et diplomates. 42-72-03-35.

locations meublées demandes

Paris

INTERNATIONAL SERVICE
Recherche pour BANQUES, SOCIÉTÉS MULTINATIONALES et DIPLOMATES studios, 2, 3, 4, 5 pièces et plus. Tél. : I.S.I. 42-85-13-05.

terrains

Vd terrain constructible de 1.800 à 5.000 m². MAS à rénover rég. Provence-Luberon. 90-72-82-44 / 90-76-65-01.

viagers

OFFRE CPT + rente indexée notaire pour viager libre ou même occupé si vendeur âgé. LEROY, 29, bd Voltaire. Tél. 47-00-57-52.

immeubles

CANAL ST-MARTIN, imm. ccial et bureaux entièrem. vides 1.250 m². Tél. : 40-49-06-16.

pavillons

Villeparis. PART. VEND PAVILLON 1978 sur 204 m² de terrain, 5 pièces, grand sous-sol, lingerie et garage, possibilité aménagement combles. Tél. 64-27-79-29 le soir.

villas

AUVERGNE. – Plan d'eau des Fades, 400 ha, particul. vend villa neuve, 95 m², 2 nivx, sur 750 m² de terrain arb. Piscine à 100 m, plage 300 m. Tennis, voile, pêche, ski nautique. 350 000 à débattre. Tél. : (16) 73-84-84-03 heures repas.

92 SCEAUX
(RER BOURG-LA-REINE)
VILLA 6 PIÈCES + EXTANSION POSSIBLE, 2 100 000 F. TÉL. : 46-61-67-83.

propriétés

NIÈVRE 20 KM DE CLAMECY 2 h 30 Paris part. vend maison de caractère, habitable de suite avec cave voûtée. Au R.-de-ch. : séjour de 35 m², pierres apparentes, poutres, immense cheminée, cuisine 10 m², escalier pierres du pays. 1er étage : salle de bains, w.-c., 3 chambres, grenier, chauffage central propane, Tél., terrain 1 200 m², prix 220 000 F à débattre. Tél. : 43-08-67-15 après 19 heures Mme Rosine, bur. 42-68-15-00.

89 YONNE – GRANDCHAMP région TOUCY vue imprenable sur vallée de l'OUANNE. Cadre magnifique sur 10 000 m² paysagés, jolie maison moderne, entrée, w.-c., 2 s. de bains, cuisine équipée, s. à manger, salon, cheminée, 4 chbres, dépendances aménagées, salle de bains, w.-c., cuisine, séjour, gar., 750 000 F. Tél. : 16 (1) 69-21-99-72. Tél. YONNE 86-45-71-08.

bureaux

Locations

Domiciliation depuis 80 F/ms, Av. des Ch.-Elysées (Etoile). Rue St-Honoré (Concorde). Rue Cronstadt, Paris 15e. 21 bis, rue de Toul, Paris 12e. Constit. SARL, 1 500 F/HT. INTER DOM – 43-40-68-50.

75 AV. MARCEAU 400 m² env. r.-de-ch., 1 000 000 F/an + taxes + charges, bail 9 ans sans reprise. SEFIGESTION M. FITOUSSI, 45-62-49-21.

VOTRE SIEGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
S.A.R.L. – R.C. – R.M.
Constitutions de Sociétés Démarches et tous services Permanences téléphoniques.
TÉL. : 43-55-17-50.

DOMICIL. CCIALE 8e TÉLEX/SECRÉT. TÉL., BURX
AGECO 42-94-95-28.

SIÈGE SOCIAL
Secrétariat + bureaux neufs Démarches R.C. et R.M. SODEC SERVICES Champs-Elysées 47-23-55-47 Nation 43-41-81-81

ÉTOILE
très grand standing
BUREAUX MEUBLÉS
toutes durées, tous services. TÉL. : (1) 47-27-15-59.

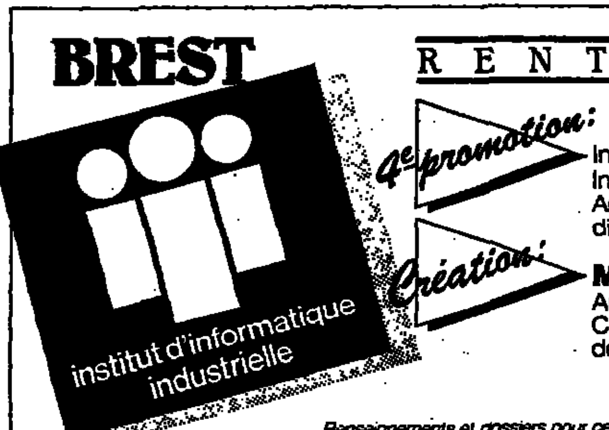
fonds de commerce

Ventes

AVANT SAISON 87, A SAISIR CAMPING 2 ÉTOILES, 200 EMPLACEMENTS. COTE DE BEAUTÉ, BON PRIX. PASCAL IMMO TÉL. 67-44-14-50, B.P.26, 34700 LODÈVE.

FORMATION PROFESSIONNELLE

BREST R E N T R E E 8 7



4e promotion : Informatique Industrielle et Systèmes Intégrés de Production. Année de Spécialisation pour Ingénieurs diplômés.

Création : **MASTÈRE** en Images et Intelligence Artificielle. Collaboration Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications de Brest + III.

Renseignements et dossiers pour ces deux formations :

INSTITUT D'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE - 6, bd. de l'Europe - 29200 BREST
Tél. 98 41 87 56 (Mme Gaborel)

UNIVERSITE PARIS XII
RENSEIGNEMENTS : Service d'éducation permanente Avenue du Général de Gaulle 94000 Créteil Tél. 48.98.91.44 (postes 2376 - 2600 - 2601)
Maîtrise de Sciences et Techniques
Génie médical et instrumentation
EN FORMATION CONTINUE
1 AN à temps plein.
Pour salariés et demandeurs d'emploi
Titulaires d'un DUT ou BTS ou DEUG

Deux métiers d'avenir
Vous terminez un 2e cycle d'études supérieures
Tournez-vous vers le
TRANSPORT et L'EXPORT
CESTIP/CESTEX
Deux troisièmes cycles pour de véritables débouchés octobre 1987 à juin 1988
ipex
3, rue Emile-Zola 76087 LE HAVRE CEDEX Tél. : 35.42.09.23

ANGLAIS RAPIDE ET EFFICACE
ADELE LANGUES VIVANTES
COURS INTENSIFS NON STOP
toute l'année, (1 à 4 semaines) 9 h-13 h
SPÉCIAL VACANCES 1987, ÉTÉ
– ANGLAIS COURANT
– ANGLAIS « VIE DES AFFAIRES »
1, rue de la Pépinière, PARIS-8e
Face Gare Saint-Lazare. Tél. : 45-22-51-18.

Cfd 43 56 76 05
Formation aux
TECHNIQUES DE BASE DU JOURNALISME
(Presse écrite - Radio - Vidéo)
du 26 octobre au 4 décembre 1987
+ STAGE DANS UNE RÉDACTION

PLURIAL

Cosmopolite

L'architecte américain de l'Anglais Peter Greenaway meurt à Rome, rongé par un mal sournois, comme sont rongées les ruines d'une civilisation corrompue. *L'architecte italien du russe* Nikita Mikhalkov séduit une femme au petit chien et s'en retourne chez lui... C'est Mastroianni, dans le premier chef-d'œuvre qu'offre le Festival : *Oci Ciornie* (*les Yeux noirs,* avec l'orthographe italienne). On garde toujours les meilleurs pour le week-end, et on se réjouit de l'accueil enthousiaste et mérité qu'a reçu *Champ d'honneur*. Cosmopolitisme toujours : un Soviétique à la Semaine de la critique. Un Hongrois, un Québécois, un Germano-Turc, un Anglais à la Quinzaine des réalisateurs. Un Chinois, un Italien, un Cubain, l'Amérique des immigrants vus par Louis Malle : un certain regard. Et les Français, qui sont l'espoir du cinéma : *Perspectives,* le week-end n'a pas été chômé. De plus, les Golan-Globus abandonnent les *American Warriors* et annoncent leur recyclage dans le conte de fées, Mel Gibson va faire de la production... Heureusement que la télévision est là pour diffuser les films.

SELECTION OFFICIELLE

« Les Yeux noirs », de Nikita Mikhalkov ; « le Ventre de l'architecte », de Peter Greenaway ; « Champ d'honneur », de Jean-Pierre Denis

Des maux et des hommes

Ce Festival prend de l'altitude. Nikita Mikhalkov nous présente une Russie ensoleillée, italienne, visitée par un Mastroianni au meilleur de sa forme. Peter Greenaway s'affirme comme le nouveau et amer champion du beau bizarre et Jean-Pierre Denis confirme un talent courageux et bien tempéré.



Chris Campion et Eric Wapler dans « Champ d'honneur » et Brian Dennechy dans « le Ventre d'un architecte ».

Décidément, les frères Mikhalkov-Kontchalovski ont l'art d'employer les petits chiens. Dans *Maria's lovers,* Andreï Kontchalovski imposait un invraisemblable clébard mou porteur de lunettes fumées. Aujourd'hui, Nikita Mikhalkov, avec *les Yeux noirs,* nous présente un exquis toutou fragile à poil long (un spitz blanc), dont le nom d'acteur est Yasha, et qui joue un rôle considérable dans son intrigue inspirée de Tchekhov. On n'oubliera pas de sitôt Monsieur Yasha, car, autant le dire tout de suite, *les Yeux noirs* est le premier chef-d'œuvre que nous offre ce Festival, parfaitement maîtrisé, drôle, émouvant, lyrique, éblouissant et triste comme la vie même.

Romano (Marcello Mastroianni) est un type charmant, sans le sou, menteur, fainéant, architecte (il n'a rien construit, en fait, toute son œuvre se borne à un croquis), qui a eu le bon sens d'épouser une jeune femme fortunée, Elisa (Silvana Mangano). Sa belle-mère le déteste et le méprise. Il s'en fout. Il couche avec la meilleure amie de sa femme, Tina (Marthe Keller), se dérobe dans d'interminables siestes, s'éclipse dès que la conversation ou le temps se couvrent, vide les verres et fait le pitre, imite les oiseaux, sème une folie douce de parasite sur son passage. Et quand les choses deviennent sérieuses, lorsque la banque de sa femme menace de tomber en quenouille, Romano a une parade infaillible : il s'enfuit vers une ville d'eau, s'offre une cure thermale. La station de Montecatini est le cadre d'un délire féroce et grotesque que Fellini ne renierait pas.

Entre les ballets d'infirmes en chaise roulante, les perclus de toute espèce et les cantatrices égosillées, Mikhalkov déchaîne une verve satirique réjouissante. Romano, de son côté, rend hommage à pas mal de jolies curistes avant de s'attacher à une jeune Pétersbourgeoise, Anna (Elena Sofonova), propriétaire du fatal petit chien et beauté russe comme seul Nabokov a su en rendre la saveur dangereuse. Elle est farouche, mais on ne résiste pas indéfiniment à Romano, et elle lui cède avant de rejoindre son légitime raseur.

Eperdu d'amour, Romano part à sa recherche, se fait passer pour un fabricant de verre incassable, embobine les autorités russes, retrouve sa belle, échange avec elle des serments éternels. Bien sûr, de retour en Italie, il est incapable de rompre, de divorcer. Il se contente de quitter Elisa et de finir comme serveur sur un paquebot, jusqu'au jour où il rencontre un voyageur, un Russe, assoiffé et enclin aux confidences, *qui ne partage pas ses conceptions* sur la fidélité du cœur et dont l'épouse, sur le pont, promène un certain petit chien...

Mastroianni est au sommet de son art, animé d'un génie mélancolique et farceur, tendre et lâche, et tout prêt à l'avouer sans vergogne. Silvana Mangano est parfaite, comme toujours, ainsi que Marthe Keller. Quant à Elena Sofonova, on aimerait la voir passer à l'Ouest dans les plus brefs délais et tout près de nous. On ne dira rien du dénouement, où le rire bascule dans l'angoisse et le merveilleux avec une souplesse, une vérité bouleversantes. Si une œuvre de cette richesse, de cette fantaisie splendide, ne se voit pas récompensée de quelque manière, il est évident que le jury dans son ensemble ira en enfer.

Un humour surréaliste

C'est d'un autre architecte que nous entretient Peter Greenaway (*Meurtre dans un jardin anglais, Z.O.O.*), un Américain de Chicago, Stourley Kracklite (Brian Dennehy), qui voue un culte à Etienne-Louis Boullée, architecte visionnaire français du dix-huitième siècle. Kracklite et son épouse Louisa (Chloe Webb) sont à Rome pour organiser une exposition sur le grand Boullée dans le cadre pâtissier du monument au soldat inconnu, le fameux palais Victor-Emmanuel en marbre blanc Chantilly. Mais les retards et les obstacles s'accumulent ; un jeune Italien, architecte aussi, Caspasian (Lambert Wilson), courtise ouvertement Louisa. Et, pendant les neuf mois de la durée de l'intrigue, Louisa grossit d'un enfant de Kracklite, et celui-ci voit son ventre (d'où le titre : *le Ventre d'un architecte*) s'enfler d'un cancer galopant.

Une réussite austère

Comme dans ses autres films, Greenaway multiplie les allusions, les références, déploie une subtilité et une culture des plus élégantes, mais on ne sait trop pour quel message. Est-ce une dénonciation de l'architecture comme structure fasciste ? Une fable sur l'impossible grossesse masculine ? A vrai dire, qu'importe.

Les universitaires ou ceux qui s'en inspirent trouveront là matière à d'infinies analyses, et la bibliographie de Greenaway s'augmentera de quelques études, plus vite que n'aura crû notre plaisir. De ce récit hautement symbolique, on conserve plutôt le souvenir d'un humour violent, surréaliste, bunuélien, et l'empreinte d'une noire misanthropie. M. Greenaway n'aime pas le genre humain, et, même si ce n'est pas sans raison, cela ne le rend pas sympathique pour autant.

En 1980, à Cannes, Jean-Pierre Denis avait remporté la Caméra d'or pour *Histoire d'Adrien*. Cette récompense était bien fondée si l'on en juge par *la Palombière* (1983) et aujourd'hui *Champ d'honneur*. Ce cinéaste singulier, douanier de son état, remarqué par Robert Redford et invité par lui au Sundance Institute pour se perfectionner, s'est attaqué à un sujet fort et universel, celui de la guerre.

En 1869, dans le village de Sauvagnac en Dordogne, Pierre Naboulet (Chris Campion, le mousse des *Pirates* de Polanski) tire un bon numéro à la loterie de la conscription militaire. Il est pauvre et vend son numéro à Arnaud Florent (Eric Wapler), fils de châtelain, qui, lui, en a tiré un mauvais et doit partir pour cinq ans de service sous les drapeaux. Après l'instruction, Pierre est envoyé en Alsace, où la guerre avec les Prussiens vient d'éclater. Au fil de la déroute, au milieu d'une population terrifiée dont il ne comprend pas la langue, il se lie d'amitié ou de tendresse avec un petit garçon dont les parents ont été massacrés.

Le soldat dépenaillé et l'enfant rouquin (Frédéric Mayer) entament une longue route dans la forêt des Vosges qui n'est pas sans rappeler parfois les dérives de Wim Wenders. Une ambiguïté dans le montage des dernières images crée un flottement, vite dissipé : seul l'enfant parviendra vivant au village de Sauvagnac et renouera les liens rompus par la guerre.

Aucune emphase, aucune complaisance esthétisante ; une beauté simple et sans chiqué publicitaire. Une interprétation sobre, touchante (Pascale Rocard, excellente, est la fiancée de Pierre), évite tout effet grandiloquent, toute leçon, sans affaiblir néanmoins la dénonciation de l'absurdité de la guerre et des cruautés que la peur engendre. Denis — et toute son équipe visiblement — appartient à ce courant classique et spécifiquement français dont Alain Cavalier est l'un des maîtres, qu'il le veuille ou non. Ce n'est pas un mince compliment, et on lui souhaite de parvenir au même épanouissement que celui-ci. *Champ d'honneur* est une réussite austère et prenante, une pure merveille qui devrait faire un assez long chemin dans nos mémoires.

MICHEL BRAUDEAU.

PERSPECTIVES DU CINEMA FRANÇAIS

Les comédiens sont là

Ouverte avec le Jupon rouge, « Perspectives du cinéma français », a confirmé la crise du scénario.

En adaptant Falsch, la pièce de René Kalisky, les réalisateurs Jean-Pierre et Luc Dardenne échappaient au corps à corps avec le scénario original, mais retrouvaient un autre problème : celui de faire passer au cinéma une écriture et une situation conçues avant tout pour le théâtre. Même réduit, le texte, maintenu tel quel par un louable souci de fidélité, ne peut qu'ajouter au statisme de ces « retrouvailles » au-delà de la mort d'un rescapé juif du Berlin d'avant guerre avec sa famille. Echanges douloureux, graves propos, dont malheureusement, à aucun moment, la réalisation n'évite la « profération » pesante et sentencieuce.

Geneviève Lefebvre, qui vient de la régie et de la direction de production, a tourné avec *le Jupon rouge son premier long métrage. Une his*toire d'amour, de possession et de jalousie portée par trois générations de femmes. L'intrusion de la plus jeune dans la tendre et presque filiale relation, ancienne et professionnelle, des deux autres provoquera une crise profonde qui laissera des traces, même si apparemment tout rentre dans l'ordre. En montrant la fragilité des équilibres dans les relations, le poids d'un passé trop lourd pour être totalement enfoui, le film n'innove pas vraiment mais brosse trois portraits attachants de femmes d'aujourd'hui, indépendantes et tendres.

Trois femmes dont l'existence à l'écran n'aurait peut-être pas été *aussi forte si ne figuraient au générique* Alida Valli, Marie-Christine Barrault et Guillemette Grobon, une comédienne qui vient du théâtre et qui donne une dimension surprenante à un rôle limité au départ à celui d'une trouble-fête.

Le quatrième long métrage de Merzak Allouache s'appuie aussi beaucoup sur les comédiens (Karim Allaoui et Catherine Wilkening), dont le jeu, tout de fraîcheur et de naturel, prolonge le ton original de cette histoire de coup de foudre entre un beur et une juive algérienne. Sur un scénario d'apparence mince, sur un canevas romantique mâtiné de sociopolicier, le réalisateur a brodé des points surprenants de légèreté, de sensibilité et d'humour et donne à son film, malgré l'absence de happy end, une tonicité plutôt rare dans le cinéma français.

Des choix de réalisation, une direction d'acteurs dont devrait s'inspirer Bernard Dubois, qui dans *Dernier Cri,* l'histoire d'un groupuscule terroriste, n'a pu, en voulant trop faire neuf, empêcher le dérapage vers la farce schématique.

JEAN-LOUIS MINGALON.

UN CERTAIN REGARD

Louis Malle saisi par l'Amérique

De Chine, d'Italie, de Cuba et d'Amérique aussi, les films ne sont pas seulement des images qui passent ; ils affirment de façon réconfortante la vitalité du cinéma de par le monde.

On a vu, en deux jours, *la Poursuite du bonheur,* « documentaire » sur la nouvelle immigration aux Etats-Unis, *la Jeune fille Xiao Xiao,* mélodrame chinois, *Cartoline italiane,* comédie italienne en forme de méditation sur la fascination et les maléfices du théâtre, et *Un hombre de exito,* satire cubaines sur l'arrivisme par la séduction et l'opportunisme politique à La Havane, des années 30 aux années 50.

Production du Studio de jeunes de Pékin, *la Jeune fille Xiao Xiao* reconstitue, pour les générations d'aujourd'hui, une coutume aberrante de l'ancienne Chine. Xiao Xiao, à quinze ans, est mariée à un enfant de cinq ans qu'elle devra traiter comme un jeune frère jusqu'au jour où leur union physique sera possible. L'histoire est située dans un village de montagne, où les familles forment un clan à la morale rigide, implacable. Or Xiao Xiao se laisse séduire par un garçon de ferme et se retrouve enceinte. L'amant s'enfuit pour éviter le châtiment, que la malheureuse va devoir affronter seule.

C'est à croire que les codes du mélodrame sont partout semblables car, à partir d'un phénomène historique et social spécifique, le réalisateur Xie Fie nous passionne, nous émeut avec les épreuves de la jeune fille séduite et abandonnée, comme si Xiao Xiao appartenait à quelque province de notre dix-neuvième siècle. Le récit court, sans un temps mort, évite le didactisme. Les faits parlent d'eux-mêmes, dans le langage universel du cinéma populaire. Et, bien que traitées de façon métaphorique, il y a des scènes érotiques...

Mais la plus forte impression de ce week-end vient du film de Louis Malle, *la Poursuite du bonheur,* journal de voyage, reportage, documentaire, oui, encore que ces termes ne doivent pas tracer les limites restrictives d'un genre. Depuis plusieurs années, Louis Malle a tourné aux Etats-Unis, mais ses œuvres américaines — toute question de technique et de moyens matériels mise à part — se distinguent par son regard de cinéaste français, d'auteur confronté, jusque dans la fiction romanesque, à une civilisation, des mœurs qui l'intriguent et lui donnent envie de mieux comprendre en filmant.

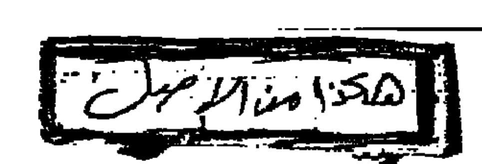
Louis Malle a été saisi par l'Amérique, et pas seulement à cause d'Hollywood et des mythes cinématographiques. Pressenti pour la célébration du centième anniversaire de la statue de la Liberté, *qui,* dans le port de New-York, accueillait les émigrés européens fuyant la misère ou les persécutions vers une terre promise, il n'a pas voulu céder à la nostalgie historique. Il a examiné la condition des immigrants plus récents, qui ne forment plus forcément le fameux « melting pot » de la nation.

La Poursuite du bonheur est donc le parcours d'une étrange Amérique où se sont fixés, par communautés (les Cubains anticastristes à Miami, les Vietnamiens installés à Houston dans des immeubles jusque-là réservés aux Noirs, qui n'apprécient pas le voisinage) ou individuellement (le médecin indochinois exerçant dans un village du Nebraska), ceux qui ne pouvaient plus rester dans leur pays natal. Ceux qui viennent du Sud-Est asiatique ou du tiers-monde, sont en général bien acceptés, alors que, du côté de la frontière mexicaine, les immigrants illégaux, travailleurs clandestins, sont perpétuellement refoulés.

Le bonheur dans l'aisance, l'établissement social, existe pour la plupart. Certains en rêvent tant qu'à force de travail, de foi en la liberté d'entreprise individuelle, ils réussissent. On commence manœuvre, chauffeur de taxi, on finit spécialiste de l'informatique. En rassemblant des faits, Louis Malle a tracé des croquis, des portraits vivants, chaleureux, surprenants, critiques aussi (l'exil bourgeois de l'ancien dictateur du Nicaragua et de sa famille). Il a éclairé les paradoxes et les problèmes d'une Amérique qui redevient le « Nouveau Monde ». Pour quel avenir ?

JACQUES SICLIER.





PORTRAIT

Dans « la Ménagerie de verre », de Paul Newman

John Malkovich, l'homme de tous les dangers

Une bonne dizaine d'années après, l'Effet des rayons gamma sur les marguerites, le couple PaulNewman-Joanne Woodward est de retour à Cannes. Elle en figure de proue, lui à la barre. Le navire : la Ménagerie de verre, de Tenessee Williams, est présenté en première mondiale le mardi 12 mai.

Dans *la Ménagerie de verre*, de Paul Newman, avec Joanne Woodward, l'acteur à surveiller de près est John Malkovich. L'homme de toutes les audaces, de tous les extrêmes, de tous les opposés, avec le naturel le plus confondant. Il a les pieds en canard, mais la démarche aérienne. Une voix douce, au bord du chuchotement, mais qui peut résonner dans un théâtre comme celle du prédicateur dans une cathédrale. Un habitué des beaux textes, capable des plaisanteries les plus crues. Une stature, qui se plie en deux quand il éclate de rire. Un charme presque enfantin et un humour d'une sécheresse presque sauvage. L'air de n'avoir rien entendu, puis, tout d'un coup, l'analyse au scalpel où pas un détail n'est oublié. Timide, un côté « je ne veux pas déranger », mais il est le comédien le plus calmement dérangeant de sa génération.

Le regard dit tout, en commençant par se taire. Il y a dans le regard de John Malkovich une qualité troublante qu'on trouve chez les très grands (Brando, de Niro, Hoffman, Pacino, un ou deux autres) : une opacité totale. Mais qui peut, au *détour* d'un mot, devenir deux lasers implacables. Dans *la Déchirure*, de Roland Joffé, il était le photographe hippie. L'œil. Dans *les Moissons du cœur*, de Robert Benton, il était... aveugle.

Il est presque inconnu en Europe, il est inclassable aux Etats-Unis. Un homme protée – acteur, metteur en scène, directeur de troupe, – et on ne saurait prendre la mesure de cet homme sans faire entrer dans le champ son activité théâtrale.

Le coup d'envoi (sur le public) : l'annonce, un jour, que Dustin Hoffman reculait de quatre mois le début des répétitions de *la Mort d'un commis voyageur*, avec lequel il devait faire sa rentrée au théâtre. Motif : il tenait à ce que le rôle de son fils Biff soit tenu par un jeune comédien un peu chauve, coincé par un tournage au Texas, et répondant au nom de John Malkovich.

Peu à peu, on apprenait quelques détails. Il était originaire de Benton, un bourg de l'Illinois. Il est cofondateur d'une compagnie théâtrale, Steppenwolf. Un off-Chicago, en quelque sorte, mais Steppenwolf contribue largement à la redéfinition du théâtre américain contemporain. Il y a joué *l'Amant*, de Pinter, et *True West*, de Sam Shepard. Là encore, les extrêmes. Immobilité trompeuse, menace intérieure chez Pinter, il est, dans *True West*, un gros porc qui rote et qui pète et se gratte le ventre sous un tee-shirt cartonneux de bière renversée. Dans *la Mort d'un commis voyageur* (au cinéma comme dans le film de Volker Schlöndorff), il est, en paralytique du cœur, presque beau et fragile. Mais aussi d'une violence insoutenable.

Virant à pieds joints à 180 degrés, il s'en va ensuite jouer, dans le *Making Mr Right* de Susan Seidelman, un rôle double : doublement perruqué de blond, il y est un savant nunuche et irritable – et son clone-robot : la rencontre d'un Douanier Rousseau et de la technologie NASA. Mais des deux, qui est le plus « humain » ? Comment ? Je viens de faire une comédie ? Virage à 180 degrés : quelques jours après avoir mis son clone sur orbite, Malkovich fait son entrée dans *la Ménagerie de verre*.

La Ménagerie de verre ou *« Famille, je vous aime, mais je ne peux plus vous supporter, je pars. »* La mère, Amanda, est une « southern belle » de cinquante ans, presque étouffante d'amour ; sa fille Laura est infirme (donc incasable), et ancre de plus en plus son réel dans l'imaginaire d'un bestiaire de verre. Le frère Tom est prêt à larguer les amarres, ce qu'il fera non sans avoir, un jour, amené chez lui un visiteur...

Tennessee Williams reconnaissait avoir transposé dans cette pièce un moment précis de sa vie, celui où il coupa le cordon ombilical, quittant sa mère et sa sœur Rose, qui, oui, avait toute une collection de petits animaux en verre. Le moment où Tennessee Williams prit la mesure de ce qu'il était vraiment. Dans la pièce, Tom va s'engager dans la marine marchande.

« Mais, dit Malkovich, *j'ai toujours trouvé la justification de ses raisons quelque peu bâtarde. A mon avis, Tom n'est pas ce gentil jeune homme – Mr. Nice Guy – à l'âme tourmentée parce que sa sœur boite et qui n'aspire à partir pour la mer que pour écrire des poèmes sur la mer. Je le vois, certes, comme un homme de poésie et de talent, mais je suis persuadé qu'il s'intéressait moins à la marine qu'aux marins. »*

On imagine la tête de Paul Newman. *« Il n'a pas répondu grand-chose, il m'a simplement regardé très fixement. Ce que j'ai donc trouvé un peu difficile au départ, ça a été moins la réaction des acteurs face à cette option que l'incertitude de Paul vis-à-vis d'elle. Puis les choses se sont mises en place. »*

Dès lors, la pièce se fait plus âpre.

Quelques heures après avoir découvert *la Ménagerie de verre*, John Malkovich sera reparti pour une autre ménagerie, celle de la caravane Spielberg. Il tourne en Espagne *l'Empire du soleil*, de J.G. Ballard.

HENRI BÉHAR.

Mel Gibson

VICTOR/ENGUERAND

Le cheveu long, le menton juste un peu alourdi, mais l'œil toujours bleu, Mel Gibson est là. La longueur de ses cheveux lui permet de dissimuler son visage pour traverser la Croisette. Peine perdue. Le vent, qui souffle fort, le dévoile, et c'est la ruée. Alors, il se calfeutre dans son hôtel. Même en complet- veston, on reconnaît Mad Max, le flic en cuir, le justicier mélancolique. Il n'est pas venu présenter un film – il en a eu à Cannes : *l'Année de tous les dangers*, *le Bounty*, – il est venu annoncer que désormais il allait en produire avec Pat Lovell. Trois projets sont en cours de développement. Le plus urgent : son cinquième enfant. Dès qu'il aura vraiment commencé, il abandonnera la cigarette pour le cigare. Forcément.

SEMAINE DE LA CRITIQUE

« Lettre d'un homme mort », de Constantin Lopouchanski

Le « cinéma-méditation »

La Semaine de la critique a été inaugurée avec Lettre d'un homme mort, *de Constantin Lopouchanski, premier long métrage d'un cinéaste de quarante ans, venu au cinéma par la musique.*

Constantin Lopouchanski n'a pas suivi les cours du fameux VGIK, l'IDHEC soviétique, mais ceux de la Haute Ecole du cinéma, où il eut comme professeur Andrei Tarkovski, qui l'embauchera comme stagiaire sur son dernier film tourné en Russie, *Stalker*.

L'influence, ou plutôt l'osmose, est comme naturelle entre les *Lettres* et *Stalker*. D'abord par la conception du décor, cette recréation d'un univers glauque, cette matérialisation d'un au-delà indéfinissable : au-delà du vécu et de nos perceptions traditionnelles. Sauf que chez Lopouchanski, la fin du monde est devenue réalité, l'explosion accidentelle de la bombe atomique dans un pays indéterminé, sans qu'un doigt vengeur soit pointé contre quiconque. Le mal est d'abord au cœur de l'homme, il sera surmonté par une prise de conscience aiguë, accélérée, de ceux qui font fonction de penser pour le reste de l'humanité.

Un savant, coincé dans un abri-après l'apocalypse nucléaire, écrit à son fils, disparu et considéré comme mort. Lui-même va mourir, fatalement atteint. Prix Nobel de science, il se rend compte qu'il a manqué l'essentiel, qu'il n'a pas su voir venir la catastrophe. *« Il essaie de trouver une solution en partant de la logique*, ajoute Lopouchanski, *sans s'apercevoir que la logique est impuissante, les autres personnages le traitent de fou. Et il va s'adresser aux valeurs extralogiques, il organise un arbre de Noël pour les enfants. Des gens comme lui ont fait périr l'humanité. Et sa meilleure action, c'est ce simple sapin de Noël. »* Idéalisme un peu court s'il n'était porté par le talent, la poésie et une conviction totale. Le cinéaste ne prêche pour aucune paroisse, il crie son angoisse.

Le film s'achève sur une référence à la Bible, à l'Apocalypse, lance un message d'espoir au spectateur. Dans la réalité du film, tout est perdu, mais le cinéaste extrapole. Les gosses ressortent à la lumière d'un jour blafard, dans un paysage désertique, se tenant les uns les autres, progressant douloureusement vers un avenir incertain. Le mouvement, c'est la vie.

LOUIS MARCORELLES.

Un forum sur la piraterie

Les privés attaquent

Les cassettes de certains films en exclusivité sont disponibles à la vente quelques heures après leur sortie. La piraterie est un fléau économique contre lequel la lutte est commencée.

Ils sont trois : un policier à la retraite, un ancien douanier et un ex-gendarme. Ils ont troqué leur uniforme pour le costume anonyme des détectives privés. Ils traquent, pour le compte des professionnels du cinéma français, les pirates de l'écran. Un véritable fléau économique qui, selon les experts réunis au Festival de Cannes pour un forum international sur la piraterie, aurait déjà coûté à l'industrie mondiale la bagatelle de 1 milliard de dollars.

Pour stopper l'hémorragie, nos trois détectives ne chôment pas. Ils passent au peigne fin des centaines de vidéoclubs où, pour arrondir les fins de mois difficiles, on propose sous le manteau la cassette du dernier film en exclusivité. Il a suffi de quelques heures à peine pour que la copie soit subtilisée dans une cabine de projection, transférée sur vidéo et mise en vente avant le délai légal de six mois qui sépare la sortie d'un film de son édition en cassette. A cela s'ajoute le piratage ordinaire : cassettes recopiées, films enregistrés à la télévision, qui viennent grossir le stock du vidéoclub en court-circuitant l'éditeur.

Mais les pirates n'ont pas tous pignon sur rue. Il faut aller au fin fond de la France dénicher ce curé qui monte une cinémathèque paroissiale en rachetant clandestinement des bobines de films aux entreprises spécialisées chargées de les détruire après exploitation. L'astucieux ecclésiastique affirme ignorer la législation sur les droits d'auteur et l'existence de distributeurs spécialisés dans la diffusion non commerciale. La même protestation de bonne foi couvre un vaste piratage « institutionnel » : établissements scolaires, comités d'entreprise, hôtels, boîtes de nuit, préfèrent se servir au vidéoclub voisin plutôt que de recourir aux circuits spécialisés. Ils oublient que les cassettes, *« strictement réservées à la diffusion dans le cercle familial »*, ne peuvent être ni louées ni projetées. L'armée française elle-même a succombé à la tentation au début des années 80.

Les trois détectives de l'Association de lutte contre la piraterie audiovisuelle (ALPA) n'hésitent pas à voyager très loin. A la Réunion, où Télé Freedom utilisait l'an dernier les services d'un vidéo-club pour diffuser des films sur son antenne. A la Guadeloupe, où deux télévisions pirates fonctionnaient sur le même principe. Au total, ils ont en neuf mois transmis plus de soixante affaires devant les tribunaux. Avec le sentiment, pourtant, de n'avoir dévoilé que le sommet de l'iceberg.

Pour intensifier sa lutte, l'ALPA a décidé de sensibiliser les magistrats et les autorités de police qui accordent souvent peu d'intérêt à ces « petites affaires ». Sauf quand, sous la robe et l'uniforme, on arrive à toucher le cœur du cinéphile. C'est ainsi que trois cents élèves de l'école de la magistrature ont eu droit depuis deux ans à des rencontres avec les plus prestigieux réalisateurs français... assorties de cours sur la propriété artistique ; Catherine Alric ou Agnès Soral n'ont pas hésité à user de leur charme pour réveiller l'enthousiasme des élèves inspecteurs de l'école de Cannes-Ecluses. Les pirates de l'écran n'ont plus qu'à bien se tenir.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

MUSIQUES

Au Festival d'Evian

L'empreinte de Rostropovitch

Pendant quatre jours, Evian a été illuminée par la présence de Rostropovitch, nommé président du Festival.

On a beau le connaître, l'avoir vu vivre cent fois, en concert, dans les fêtes qu'il organisa pour Pierre Fournier ou Etienne Vatelot, à la télévision, dans le livre de sa femme, Galina, ou les films de Reichenbach, il dépasse toute attente.

Autour de lui, *« les aigles se rassemblent »* et les étoiles s'allument. Jeudi 7, c'était les jeunes de l'orchestre de Yale qu'il menait dans des solitudes poignantes du *Concerto pour violoncelle* de Chostakovitch, tandis que, samedi 9, il organisait une fête de musique de chambre autour de la flûte d'or et du nœud papillon rouge de James Galway. Il avait appelé trois brillants lauréats des concours internationaux, Gary Hoffman, Raphaël Oleg et Barry Douglas, à *« assaisonner le saumon irlandais à toutes les sauces »*, et le petit monsieur pétillant, au smoking poivre et sel comme sa chevelure, nous avait entraînés avec une sonorité divine, une joie ensorcelante, un lyrisme inextinguible, sur les routes de Mozart, Prokofiev et Weber, comme le joueur de flûte de Hamelin.

Dimanche soir, deux vétérans blanchis ou au crâne dénudé (l'admirable altiste italien Bruno Giurana et Rostropovitch lui-même) s'associaient à un ange blond (Anne-Sophie Mutter) pour jouer trois trios à cordes de la jeunesse de Beethoven. Alliance savoureuse entre ce violon d'une maturité technique fabuleuse et un alto et un violoncelle transparents.

Mais entre eux régnait un accord artistique prodigieux, fondé sur une virtuosité, une intuition et un tempérament aussi extraordinaires, la capacité de lire les textes, de les tordre, de les secouer jusqu'à faire exprimer à ce jeune Beethoven ce qu'il a au fond du cœur et des tripes. A partir d'une plage sereine, majestueuse, on découvrait soudain dans l'ombre d'inquiétantes forces telluriques, ou bien c'était la griserie d'un chant d'oiseau, l'élégance d'un tissu mozartien, les ferraillements d'un de ces combats terrifiants qui annoncent les quatuors de la maturité.

JACQUES LONCHAMPT.

★ « Le grand échiquier », que Jacques Chancel consacre à Rostropovitch, le 20 mai sur Antenne 2, comportera de nombreuses séquences tournées au Festival d'Evian.

Deux concerts de l'Ensemble orchestral de Paris

Hors des sentiers battus

Repris par Armin Jordan, l'Ensemble orchestral de Paris renouvelle son répertoire, la qualité suit.

Il n'y a pas si longtemps encore, les concerts de l'Ensemble orchestral de Paris promettaient souvent plus qu'ils ne donnaient. On se résignait en pensant que cette formation avait son public après tout et qu'un certain laisser-aller, quel que soit le chef, devait avoir son charme... Depuis qu'Armin Jordan est devenu « chef invité privilégié », il semble que les choses aient un peu changé, indirectement peut-être, car il ne dirigeait aucun des deux concerts-étalons sur lesquels se fonde notre constatation.

Le premier, placé sous la direction d'Arthuro Tamayo, avait réuni en février des œuvres aussi méconnues que la *Troisième Symphonie*, de Charles Ives, le *Concerto pour violon*, de Kurt Weil (avec Devy Erlih) et la *Suite lyrique*, d'Alban Berg. Le succès a été tel et si mérité qu'il a fallu redonner un mouvement de la *Suite lyrique*, qui n'est pas pourtant de la musique à effet.

Le programme du concert donné les 5 et 6 mai à l'Auditorium des Halles ne sacrifiait pas davantage à la facilité, ni pour le public ni pour les musiciens : ouverture des *Esclaves heureux*, d'Arriaga (1806-1826), *Cinq Pièces opus 5*, de Webern, *Concerto pour violon*, de Mendelssohn, la *Symphonie de chambre nº 2*, de Schoenberg. Là encore, la qualité était au rendez-vous, sous la baguette de Mario Venzago, un jeune suisse qui ne joue pas aux chefs mais sait commuiquer aux musiciens l'impulsion qu'il faut pour les entraîner.

Pas d'invité vedette pour le concerto de Mendelssohn, mais l'un des violon solos de l'Orchestre, Christian Crenne, qui affrontait une tâche redoutable de briller dans l'une des pages les plus célèbres du répertoire. Mais ce concerto, lorsqu'on le comprend bien, est davantage un poème sans paroles qu'un morceau de bravoure : il se nourrit d'intériorité rêveuse et exige une virtuosité tranquille, sans ostentation. Mendelssohn, qui ne comprenait pas qu'on fasse de la musique autrement, aurait sans doute, ce soir-là, été content.

La *Deuxième Symphonie* de chambre de Schoenberg, beaucoup moins connue que la première, moins frappante aussi, est trop rarement donnée pour qu'une exécution comme celle-ci, de par sa qualité, ne fasse pas date. Elle semble avoir profondément impressionné l'auditoire, surpris peut-être de découvrir que Schoenberg n'est pas un compositeur hermétique.

GÉRARD CONDÉ.

★ Prochain concert : le lundi 11 mai, salle Pleyel à 20 h 45. (Œuvres de Rossini, Viotti et Mozart ; solistes : Philip Bride, violon, et Philippe Entremont, direction et piano.)

La semaine du mélomane

Le mélomane s'est laissé dire que s'il cessait de raconter sa vie, il pourrait, chaque semaine, recommander un concert de plus. Celui de l'Ensemble Intercontemporain, par exemple, qui interprétera ce lundi, au Théâtre du Rond-Point (tél. : 42-56-08-80), *Au plus haut des cieux*, de Denisov, en création, *Mouvement*, de Lacherman, et *Et Expecto*, de Messiaen, sous la direction de Peter Eötvös. Ou conseiller aux couche-tôt les concerts de l'ensemble instrumental et électronique TM + à l'Auditorium des Halles : œuvres de Mireanu, Cuniot, Drouer, le 11 ; de Xenakis, Schwarz, Zanesi, Dufour le 12 (tél. : 43-66-16-26). Proposer à ceux qui trouvent *Parsifal* trop long l'acte II les 12 et 14 ou l'acte III les 13 et 16 en version de concert, salle Pleyel, à 20 h 30, avec S. Jérusalem, W. Meier, F. Mazura et D. McIntyre, le chœur de l'Orchestre de Paris dirigé par D. Barenboïm ; les actes II et III pour les endurants le 17 à 14 h 30 (tél. : 45-63-07-40) ; le mélomane, quant à lui, préfère l'acte I car ses voisins y dorment plus profondément.

Autre version de concert recommandable, *Alceste*, de Lully, sous la direction de J.-C. Malgoire, les 14 et 16 mai à 20 h 30, au TMP Châtelet (tél. : 42-61-19-83), avec une équipe de chanteurs et de musiciens expérimentés. A noter aussi le concert du Quatuor Rosamonde avec L. Cabasso (piano) et P. Cuper (clarinette), qui interpréteront des pages de Weber, Brahms et Mozart, salle Gaveau, le vendredi 15 à 20 h 30 (tél. : 45-63-20-30).

G. C.

Culture

Premier Salon international du livre et de la presse

Le défi de Genève

Le premier Salon international du livre et de la presse de Genève ouvre ses portes le mercredi 13 mai au Palexpo. Cette manifestation se déroulera jusqu'au dimanche 17 mai. Expositions, remises de prix, colloques, débats, ponctueront ce Salon qui a pour ambition de concurrencer les grandes fêtes européennes de l'écrit de Francfort, Paris et Bruxelles.

Lorsqu'on demande à Pierre-Marcel Favre, éditeur à Lausanne et président-promoteur de ce Salon du livre et de la presse, pourquoi il a voulu ajouter Genève à la liste déjà longue des manifestations en faveur du livre, il vous répond simplement : *« Parce qu'il n'y avait rien en Suisse. »*

Et certes, *a priori*, il n'y a aucune raison pour que ce pays qui a été l'un des berceaux de l'imprimerie et de l'essor de l'édition soit plus mal loti en matière de foire du livre que Saint-Domingue, Casablanca, Chicago, Varsovie, La Haye ou Tunis, qui, aux côtés de Moscou, de Vienne, de Québec, de Turin, de Madrid ou de Rio-de-Janeiro, auront cette année leur Salon. Mais cette multiplication, précisément, rend ce genre d'entreprise risqué. Sollicités de tous les côtés, les éditeurs ne peuvent évidemment pas répondre présent sur tous les fronts. Les salons coûtent cher, les responsables éditoriaux ont d'autres tâches, ces manifestations sont épuisantes. Les professionnels doivent donc choisir. Francfort, rencontre annuelle de l'édition internationale, est indispensable ; Paris est une obligation pour les Français ; Bologne, un rendez-vous de première importance pour les éditeurs de livres pour la jeunesse ; Bruxelles et Québec, des habitudes déjà bien ancrées pour les francophones.

Les organisateurs suisses n'ont pourtant pas voulu, comme le commandait une quiète prudence, se cantonner à une auto-célébration du livre helvétique. Plutôt que de réussir une jolie fête locale, ils ont parié sur l'audace et sur l'ambition : le Salon de Genève sera international, et il se *placera d'emblée en concurrent* de Francfort et de Paris.

Pour tenir une telle gageure, il fallait frapper fort et ne pas lésiner sur les moyens ni sur la publicité. Une société au capital de 400 000 francs suisses comprenant deux cent soixante-quinze actionnaires (groupes de presse, éditeurs, écrivains, journalistes) a été constituée ; des groupes de conseils en communication y ont été associés ; le palais des expositions et des congrès de Genève (20 000 mètres carrés) a été retenu. On compte y accueillir quatre-vingt mille personnes.

Largement mobilisée, la presse helvétique n'a ménagé ni son soutien ni ses informations pour inciter le public au déplacement. Elle annonce que cinq cents exposants venus de trente-cinq nations feront du moderne Palexpo *« la plus grande librairie du monde »*.

Pour amener de Paris un fort contingent d'écrivains – la littérature française se vend mieux en Suisse que la production locale, – un TGV spécial a été affrété. Et l'on a multiplié jusqu'à satiété les expositions, les colloques, les animations, les prix. Pas moins de sept prix littéraires seront remis : le prix *Jean-Jacques-Rousseau*, offert par la Ville de Genève à un essai critique (50 000 francs suisses) ; le prix BD-Philip-Morris, attribué à une bande dessinée destinée à un public adulte (25 000 francs suisses), le Prix du public, réservé à un auteur suisse romand, le prix Jean-Dumur, décerné à un journaliste suisse, le Prix enfantaisie, pour un livre de jeunesse, le prix Europa, de la Fondation internationale pour le *rayonnement* des *arts* et des lettres, le Prix du mouvement romand.

Une vente aux enchères

Du côté des expositions, les visiteurs pourront choisir par exemple : les affiches sur le thème du livre et de la presse, prêtées par le Kunstgewerbemuseum de Zurich, une sélection des meilleures photographies de presse de l'année 1986, « La presse et son histoire », « Portrait du monde », « L'aventure du livre à Genève », « Portrait de la littérature » autour de photos de Sophie Bassouls, livres anciens, incunables, *dessins originaux, livres* illustrés modernes... On pourra même participer à une vente aux enchères de dix mille livres précieux provenant de la bibliothèque d'un amateur genevois.

La liste des conférences, congrès et colloques risquerait d'être fastidieuse. Deux débats sur la presse porteront l'un sur « L'avenir des hebdos », l'autre sur « Les quotidiens face aux autres médias ». On parlera aussi de la défense de la langue française, de la littérature romande actuelle. On fera des démonstrations de matériel d'imprimerie et de fabrication de papier à la cuve. Bref, rien de ce qui touche au livre et à la presse ne sera oublié.

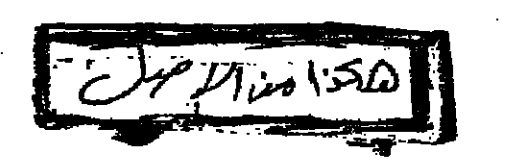
Une telle débauche d'efforts trouvera-t-elle sa récompense ? Du côté des organisateurs comme de celui de la presse romande, on fait preuve d'un optimisme qui vise peut-être autant à convaincre les hésitants qu'à conjurer les appréhensions. La liste des nations participantes prend des allures de bulletin de victoire. Il y aura des Soviétiques, des Coréens, des Chinois, des Hongrois, des Africains, des Américains du Nord et du Sud, et toute *l'édition française*.

La réalité est un peu plus nuancée. La présence de tel ou tel pays au Palexpo sera parfois symbolisée par le stand d'une librairie spécialisée établie en Suisse depuis de longues années ; l'édition de langue anglaise sera très discrète, de même que celle du livre germanophone, fût-il de nationalité suisse. Quant aux maisons d'édition françaises, elles seront dans la plupart des cas *représentées par leur diffuseur* suisse. C'est ainsi que se retrouveront derrière l'enseigne de l'Office du livre des ouvrages provenant d'éditeurs comme Actes-Sud, Albin Michel, Berger-Levrault, Buchet-Chastel, Calmann-Lévy, Cercle d'art, Presses de la Cité, Lieu commun ou Le Seuil dont cette maison de Fribourg assure la diffusion exclusive en Suisse.

Reste donc maintenant à savoir si les éditeurs feront le voyage que leurs livres n'ont pas fait. Dans leur volonté de ne négliger aucune chance, de ne libérer aucun créneau, Pierre-Marcel Favre et ses amis ont en effet parié que Genève pourrait être, comme Paris, un Salon où le public vient voir *les livres* – et éventuellement les achète – et, comme Franfort, une foire où les grands éditeurs de tous les pays viennent traiter leurs affaires, acheter et vendre des droits, découvrir la production internationale. Personne jusqu'à présent n'avait tenté cette synthèse entre la manifestation publique et la rencontre professionnelle. Est-il vraiment possible de négocier des contrats dans la bousculade d'une librairie, et, à force de vouloir miser *sur tous les* tableaux, les organisateurs du Salon de Genève n'ont-ils pas pris le risque de ne satisfaire personne ? La réponse à la fin de cette semaine.

Une chose déjà est certaine. La forte mobilisation éditoriale et médiatique provoquée par ce Salon, l'objectif avoué décliné sur tous les tons par ses promoteurs – faire mieux et plus fort que Paris – sont révélateurs d'un sentiment de frustration dont le parisianisme francophone est largement responsable. L'édition romande, souvent remarquable (Payot, L'Age d'homme, Skira, L'Aire, Baconnière, Eibel, Slatkine, parmi bien d'autres), *se sent mal aimée.*

PIERRE LEPAPE.



Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LADY PÉNÉLOPE. Théâtre Bourvil (43-73-47-84), 20 h 30.

CELLULOID. Comédie de Paris (42-81-00-11), 20 h.

DOMMAGE QU'ELLE SOIT UNE PUTAIN. Lierre (48-86-55-83) 20 h 30.

C'EST DIMANCHE. Nanterre, Amandiers (47-21-18-81), 21 heures.

LA RONDE. Odéon (43-25-70-32). 20 h 30.

Les salles subventionnées

SALLE FAVART (42-96-06-11), 20 h : Concert.

COMÉDIE-FRANÇAISE. Théâtre de la Porte-Saint-Martin (40-15-00-15). Galerie Colbert : 18 h : Pièces et morceaux d'Alfred de Musset par J.-L. Boutté.

TEP (43-64-80-80), 20 h 30 : Partage de Midi.

BEAUBOURG (42-77-12-33), Débats-Rencontres : 21 h, La revue Action poétique fait son numéro ; 20 h 30, Rencontre avec Inoué Yasushi et Ooka Makoto : au CCI à 18 h, Actualité de l'édition : Parcs urbains et suburbains ; Cinéma-Vidéo, cycle brésilien : voir la programmation à la rubrique Cinémathèque ; Vidéo-Information, 13 h : De la plaine à la montagne, de N. Vincensini ; 16 h, Haroun Tazieff : la mécanique de la Terre, de J.-L. Prévost ; 19 h, Répons : à propos de Pierre Boulez, de B. Gavss ; Vidéo-Musiques : 13 h : Le chevalier à la rose, de R. Strauss ; 16 h : Michel Petrucciani, Karim Kacel ; 19 h : Nabucco, de Verdi ; Concerts-Spectacles, 18 h : Rencontre avec Helmut Lachenmann ; 20 h 30 : Concert Peter Bötvös.

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-83), Concert : 20 30 : Il Trionfo dell'onore de F.-R. Antonio Tuyllio.

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34), 19 h 30 : Britannicus de Racine.

La danse

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35), 20 h : Histoire nomade ; 22 h : B. Huster.

CENTRE MANDAPA (45-89-01-60), 20 h 30 : H. Marquie, A. Gebhardt.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93), 20 h 30 : Fusion.

TH-14 J.-M. SERREAU (45-45-99-77), 20 h 45 : Suzanne au bain.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)

Relâche.

BEAUBOURG (42-78-35-57)

15 h, les Proscrits, de V. Sjöström (NB) ; 17 h, Sur le Bowery, de L. Rogosin (NB) (v.o.s.t.f.) ; 19 h, Mr Wrong, de G. Preston (v.o.).

CENTRE GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29)

Le cinéma brésilien

14 h 30, Iracema, de J. Bodanzky et O. Senna ; 17 h 30, A rainha diaba, d'A.C. Fontura ; 20 h 30, Noites do Sertão, de C.A.P. Correia.

Les exclusivités

AJANTRIK (Ind., v.o.) : Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33) ; h. sp.

ALLAN QUATERMAIN ET LA CITÉ DE L'OR PERDU (A., v.f.) : Paris-Ciné, 10e (47-70-21-71).

ANGEL HEART (*) (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (42-97-49-70) ; St-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; 14-Juillet-Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.o. et v.f. Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; mer. et jeu. v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).

L'APICULTEUR (Fr.-gr.) (v.o.) : Forum-Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; St-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

ASSOCIATION DE MALFAITEURS (Fr.) : George-V, 8e (45-62-41-46) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

AUTOUR DE MINUIT (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-87-30).

L'AUTRE MOITIÉ DU CIEL (A., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

BASIL DÉTECTIVE PRIVÉ (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

BIRDY (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LES BISOUNOURS N° 2 (A., v.f.) : Mistral, 14e (45-39-52-43) ; St-Lambert, 15e (45-32-91-68).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Epée-de-bois, 5e (43-37-57-47).

BRIGHTON BEACH MEMOIRS (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC-Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC-Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40).

CHAMBRE AVEC VUE (Brit., v.o.) : Forum-Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; 14-Juillet-Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) mer.

CHRONIQUE DES ÉVÉNEMENTS AMOUREUX (Pol., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (43-25-19-90) ; Cinoches-St-Germain, 6e (46-33-10-82), h. sp. ; Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LES CLOWNS DE DIEU (Fr.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

LA COULEUR DE L'ARGENT (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (42-97-49-70) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LA COULEUR POURPRE (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-87-30).

COUP DOUBLE (A., v.o.) : Forum-Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC-Danton, 6e (43-26-48-18) ; Marignan, 8e (43-59-92-82), mer., jeu. ; Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93), mer. et jeu. ; UGC-Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC-Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC-Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01), mer., jeu.

CRIMES DU CŒUR (A., v.o.) : Cinoche St-Germain, 6e (46-33-10-82) ; Ermitage, 8e (45-63-16-16).

CROCODILE DUNDEE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Hollywood-Boulevard, 9e (47-70-10-41) ; Bastille, 11e (43-42-16-80) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Convention-St-Charles, 15e (45-79-33-00).

LA DAME DE MUSASHINO (Jap., v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (43-26-58-00), h. sp.

LE DESTIN DE MADAME YUKI (Jap., v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (43-26-58-00), h. sp.

LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRICAIN (Can.) : UGC-Odéon, 6e (42-25-10-30), mer. ; à partir de jeu. : UGC-Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC-Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC-Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC-Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Bastille, 11e (43-42-16-80).

DERNIER ÉTÉ A TANGER (Fr.) : Forum-Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14-Juillet-Odéon, 6e (43-25-59-83), mer., jeu. ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis-Champs-Elysées, 8e (43-87-35-43) mer., jeu. ; St-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43), mer., jeu. ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC-Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52), mer. ; à partir de jeu. : Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Pathé-Wepler, 18e (45-22-46-01), mer., jeu. ; à partir de ven. : Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (46-36-10-96).

Lundi 11 mai

DOLLS (A., v.o.) : Forum-Orient, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; UGC-Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50), mer., jeu. ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) mer., jeu.

DOUBLE MESSIEURS (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01), h. sp.

DOWN BY LAW (A., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) ; v.f. : Colisée, 8e (43-59-29-46).

DUO POUR UNE SOLISTE (Fr.- A.) (v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Racine-Odéon, 6e (43-26-19-68) ; UGC-Biarritz, 8e (45-62-20-40).

LES ENFANTS DU SILENCE (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) mer., jeu. ; Publicis-Saint-Germain, 6e (42-22-72-80), mer., jeu. ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; v.f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Nation, 12e (43-43-04-67), mer., jeu. ; Bastille, 11e (43-42-16-80) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) ; Maillot, 17e (47-48-07-07), mer., jeu. ; Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

L'ÉPOUVANTAIL (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

L'ÉTÉ EN PENTE DOUCE (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (42-97-49-70) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; St-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Pathé-Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

FIEVEL ET LE NOUVEAU MONDE (A., v.f.) (H. sp.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; St-Lambert, 15e (45-32-91-68) ; St-Ambroise, 11e (47-00-89-16).

LE FLIC ÉTAIT PRESQUE PARFAIT (A., v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46) ; Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC-Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).

GARÇON, SAUVE-TOI (Tch., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

GOLDEN CHILD (A., v.o.) : Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23), mer., jeu. ; v.f. : Rex, 2e (43-36-83-93) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) mer., jeu.

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (42-97-49-70) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pagode, 7e (47-05-12-15), mer., jeu. ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; St-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-06-79-79).

HANNAH ET SES SŒURS (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

L'HISTOIRE DU JAPON RACONTÉE PAR UNE HOTESSE DE BAR (Jap., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (43-25-19-90).

INSPECTEUR GADGET (Fr.) : Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-32) ; St-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; St-Lambert, 15e (45-32-91-68).

JEAN DE FLORETTE (Fr.) : George-V, 8e (45-62-41-46).

JEUX D'ARTIFICES (Fr.) : Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LAPUTA (All., v.o.), St-Germain-Village, 5e (46-33-63-20) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LE LENDEMAIN DU CRIME (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

MANON DES SOURCES (Fr.) : Élysées-Lincoln, 8e (43-59-36-14).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47).

MÉLO (Fr.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (43-25-59-83) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79), mer., jeu.

MES DEUX HOMMES (All., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47).

LA MESSE EST FINIE (It., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-87-30) ; Cité internationale, 14e (45-89-38-69), h. sp.

MIKEY ET NICKY (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC-Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC-Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Convention-Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; v.f. : UGC-Boulevard, 9e (45-74-95-40).

LE MIRACULÉ (Fr.) : Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

MISSION (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Elysées-Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; v.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07).

LES MOIS D'AVRIL SONT MEURTRIERS (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (42-97-49-70), mer., jeu. ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Français, 9e (47-70-33-88), mer., jeu. ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01), mer., jeu.

LE MOUSTACHU (Fr.) : Impérial, 2e (47-42-72-52), mer., jeu. ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27), mer., jeu.

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (Hong., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Triomphe, 8e (45-62-45-76).

NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA TÊTE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33).

LE NOM DE LA ROSE (Fr.) ; v. angl. : Forum-Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Mercury, 8e (45-62-96-82) ; v.f. : Français, 9e (47-70-33-88).

OUT OF AFRICA (A., v.o.) : Ambassade, 8e (43-59-19-08).

OVER THE TOP (A., v.o.) : Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC-Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Lumière, 9e (42-46-49-07) ; UGC-Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Images, 18e (45-22-47-94).

PLATOON (A., v.o.) (*) : Forum-Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Cluny-Palace, 5e (43-25-19-90) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82), mer., jeu. ; v.o. et v.f. : George-V, 8e (45-62-41-46) ; v.o. : 14-Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81), mer., jeu. ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19), mer. ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50), mer., jeu. ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79), mer., jeu. ; v.f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74), mer., jeu. ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).

POUSSIÈRE D'ANGE (Fr.) : UGC-Danton, 6e (42-25-10-30), mer. ; UGC-Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC-Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC-Boulevard, 9e (45-74-95-40).

PROTECTION RAPPROCHÉE (A., v.o.) : Triomphe, 8e (45-62-45-76). V.f. : Bretagne, 6e (42-22-57-97), mer., jeu. ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Gaîté-Rochechouart, 9e (48-78-81-77).

QUATRE AVENTURES DE RAINETTE ET MIRABELLE (Fr.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

ROSA LUXEMBOURG (All., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

SABINE KLEIST, SEPT ANS (All., RDA, v.o.) : Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33).

LE SIXIÈME SENS (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC-Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Normandie, 8e (45-63-16-16). V.f. : UGC-Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

STAND BY ME (A., v.o.) : Cinoches-Saint-Germain, 6e (46-33-10-82) ; UGC-Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC-Rotonde, 6e (45-74-94-94).

LA STORIA (It., v.o.) : Forum-Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; 14-Juillet-Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Balzac, 8e (45-61-10-60).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

THAT'S LIFE (A., v.o.) : Forum-Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14-Juillet-Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40), mer., jeu. ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

LE THÈME (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

THÉRÈSE (Fr.) : UGC-Biarritz, 8e (45-62-20-40).

37°2 LE MATIN (Fr.) : Forum-Orient-Express, 1er (46-34-25-52) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

TRUE STORIES (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-32-36) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

LA VEUVE NOIRE (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC-Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC-Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40). V.f. : UGC-Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC-Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC-Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC-Convention, 15e (45-74-93-40) ; UGC-Gobelins, 13e (43-36-23-44).

WELCOME IN VIENNA (Autr., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

YOU ARE NOT I (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77), h. sp.

LES FILMS NOUVEAUX

FATHERLAND. Film britannique de Ken Loach. V.o. : Saint-André-des-Arts, 6e (46-26-48-18).

FAUX TÉMOIN. Film américain de Curtis Hanson. V.o. ; Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Normandie, 8e (45-63-16-16). – V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétan, 19e (42-06-79-79).

L'HOMME QUI N'ÉTAIT PAS LA. Film français de René Feret. Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74).

MACBETH. Film français de Claude d'Anna. V.it. : Vendôme, 2e (47-42-97-52) ; Publicis Matignon, 8e (43-59-31-97) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

LA PELICULA DEL REY. Film argentin de Carlos Sorin. V.o. : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Balzac, 8e (45-61-10-60) ; 3 Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

POLICE DES MŒURS (**). Film français de Jean Rougeron. Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-36) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Lumière, 9e (47-70-49-07) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06).

POURQUOI LES BLANCS FONT LA POLYGAMIE. Film franco-camerounais de Pierre Gottraux. Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

UN HOMME AMOUREUX. (A partir du 7.) Film français de Diane Kurys. V.angl. : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Maillot, 17e (47-48-06-06). – V.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé-Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (46-36-10-96).

CHRONIQUE D'UNE MORT ANNONCEE. (A partir du 8.) Film italo-français de Francesco Rosi. V.o. : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 3 Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). – V.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).

PARIS EN VISITES

MARDI 12 MAI

« Salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 15, devant le bureau de poste (Approche de l'art).

« Les années 30 », exposition au Musée du costume, 15 heures, 10, av. Pierre-Ier-de-Serbie (Approche de l'art).

« Le Marais, voie royale », 10 heures, place Saint-Paul, près du métro (Cycle Prestige du Marais, Evelyne Bourdais).

« Le théâtre de l'Opéra », 13 h 30, dans le vestibule (hauts Lieux et découvertes).

« Charmantes courettes, jardinets verdoyants et maisons d'artistes à Montsouris », 10 h 30, métro Cité universitaire (Vincent de Langlade).

« Les arts décoratifs au musée d'Orsay », 11 h 30, accueil des groupes, entrée des adhérents (Didier Bouchard).

« Très riches hôtels et jardins du faubourg Saint-Germain », 14 h 30, métro Solferino (P.-Y. Jaslet).

« Montmartre profane et sacré », 15 heures, 2, rue du Mont-Cenis (Paris et son histoire).

« Théâtre et littérature en Chine : costumes, masques et marionnettes... », 15 heures au musée Kwok-On, 41, rue des Francs-Bourgeois (Paris et son histoire).

« Le Palais de justice en activité, l'organisation de la justice en France à partir de procès pris sur le vif », 14 h 30, devant les grilles du Palais (Michèle Pohyer).

« L'église et les hôtels de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Sully-Morland, sortie boulevard Henri-IV (E. Romann).

« La Sorbonne, histoire de l'université et du quartier Latin », 15 heures, 46, rue Saint-Jacques (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« La Mosquée de Paris », 14 h 15, place du Puits-de-l'Ermite, ENC (ARS conférences).

« Hôtels, jardins et ruelles du vieux Marais », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Le théâtre de l'Opéra », l'œuvre de Garnier, 13 h 30, dans le vestibule (Les Hauts Lieux).

« Le musée d'Orsay », 1, rue de Bellechasse (Paris passion).

« De Guimard à Le Corbusier », 14 heures, métro Ranelagh (Paris passion).

« Lumières du Nord, Petit Palais », 15 h 30 (Mme Caneri).

« De la place des Vosges aux hôtels Rohan-Soubise », 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Flâneries).

« L'ancienne abbaye de Saint-Germain-des-Prés et son quartier », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau (Présence du passé).

« Jardins et passages rénovés du faubourg Saint-Antoine », 14 h 30, 4, rue de la Roquette (Arts et curiosités de Paris).

CONFÉRENCES

– 111, avenue de Paris, Versailles, 14 h 30 : « La comtesse de Provence à Montreuil, sa maison, son pavillon de musique et la laiterie du début XIXe (J. Mauxion).

– Musée d'Orsay, 11 h 30 : « Les arts décoratifs au musée d'Orsay ».

– 11, place Marcellin-Berthelot, Collège de France, 14 h 30 : « Pratiques rituelles et lieux de culte chez les Gaulois » (Jean-Louis Brunaux).

– 3, rue Rousselet, 14 h 30 : « Société et vie quotidienne de la civilisation étrusque » ; « Les grandes remises en question du vingtième siècle ».

– Palais Garnier, 13 h 30 : « Le théâtre de l'Opéra, l'œuvre de Garnier ».

– 35, rue des Francs-Bourgeois, 18 h 30 : « Une politique étrangère pour l'Europe » (Maison de l'Europe et Foyer des rencontres internationales).

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 11 mai

TF 1

20.35 Cinéma : La nuit de San-Lorenzo. ■■■ Film italien de Paolo et Vittorio Taviani (1982). Avec Omero Antonetti, *Margarita Lozano, Claudio Bigagli, Massimo Bonetti,* Norma Martelli. *En août 1944, une partie des habitants d'un village de Toscane, occupé par les Allemands qui ont miné les maisons, s'enfuient une nuit et partent à la rencontre des Américains. Exode tragique, horreurs d'une guerre menée contre les civils, mise en scène s'élevant jusqu'au lyrisme d'une épopée. Une œuvre magnifique.* **22.20 Magazine : Acteur studio, en direct de Cannes.** Emission proposée par Frédéric Mitterrand et Martine Jouando. Sur le thème : Les débuts d'une carrière. **23.35 Journal. 23.55 Magazine : Première page.** De Denis Brunetti. Médias et communication.



A 2

20.30 Série : La Mafia 2 (Dernier épisode). Avec Michele Placido, Nicole Jamet, François Périer.

▶ **21.40 Magazine : Caméra 2.** Le dernier dimanche du curé Fressoz, reportage réalisé par Jean-Louis Burgat, Erick Gilbert, Frédérik Boulay. **22.35 Documentaire :** *Le corps vivant.* Manger pour vivre : digérer. **23.00 Journal.**

FR 3

20.35 Cinéma : Eaux profondes. ■■ Film français de Michel Deville (1981). Avec Isabelle Huppert, Jean-Louis Trintignant, Jean-Luc Moreau, Robin Renucci. *Un fabricant de parfums établi dans l'île de Jersey prétend avoir tué un amant de sa femme, qui collectionne, avec son apparente complaisance, les conquêtes masculines. Transposition d'un roman de Patricia Highsmith. Michel Deville s'avance très loin dans la psychologie des profondeurs, suggère avec raffinement, rigueur et mystère le jeu pervers d'un couple.* **22.10 Journal. 22.40 Variétés : Starvisions.** A l'occasion du Festival de Cannes. **22.55 Documentaire. Dimension 3.** La cage aux gènes. **23.50 Variétés : Starvisions** (suite). Le souper des stars.

CANAL PLUS

20.35 Cinéma : Une certaine façon d'aimer. ■ Film américain de Mel Stuart (1970). Avec Elliott Gould, Brenda Vaccaro, Angel Tompkins. **22.05 Flash d'informations. 22.10 Etoiles et bats. 22.40 Les KO de Canal +. 23.40 Basket professionnel américain. 1.10 Cinéma : Phase IV.** ■■ Film américain de Saul Bass (1973). Avec Nigel Davenport, *Lynne Frederic, Michael Murphy, Alan Gifford.* **2.30 Série : Les monstres.**

LA 5

20.30 Téléfilm : Une poignée de seigle. D'après Agatha Christie. **22.10 Série : Hill street blues. 23.05 Série : Mission impossible. 0.00 Série : Laurel et Hardy. 0.35 Série : Lou Grant. 1.30 Série : Baretta. 2.25 Série : Star Trek.**

M 6

20.30 Cinéma : Sanglantes confessions. ■ Film américain d'Ulu Grosbard (1980). Avec Robert De Niro, Robert Duvall, Charles Dunning. *Dans les années 40, un homme d'Eglise ambitieux en relations d'affaires avec un promoteur immobilier, ancien caïd de la pègre, se trouve opposé à son frère, inspecteur de police. Un drame de conscience habilement traité et deux numéros de vedettes.* **22.20 Série : Clair de lune.** L'ex de David. **23.20 Magazine : Club 6. 23.30 Flash d'informations. 23.35 Magazine : Club 6. 0.00 Flash d'informations. 0.05 Musique : 6 Nuit. 0.15 Flash d'informations. 0.20 Musique : 6 Nuit. 0.30 Flash d'informations. 0.35 Musique : 6 Nuit. 0.45 Flash d'informations. 0.50 Musique : 6 Nuit.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Les jardins d'Elisa, de Pierre Marsay. **21.30 Musique : Latitudes.** La polyphonie dans les musiques d'Afrique, d'Europe, du Caucase et de la Mélanésie. **22.30 La nuit sur un plateau.** En direct du Festival de Cannes.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollon. Concert (donné le 14 novembre 1986 à Berlin) : Concerto pour violon et orchestre en ré majeur, op. 61, de Beethoven ; Le crépuscule des dieux (extrait), de Wagner, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Daniel Barenboïm ; sol. : Itzhak Perlman, violon ; Entracte : Ponchielli ; à 22.05, une orchestration oubliée de Ravel ; à 22.18 Pollini dans sa jeunesse ; à 22.45, une contrebasse stupéfiante de virtuosité et de lyrisme ; à 23.10, Feuilleton : Mahler ; à 23.45, Rachmaninov. **24.00 Nuits parallèles.** Une douleur baroque.

Mardi 12 mai

TF 1

14.50 Feuilleton : Cœur de diamant. 15.20 Ravi de vous voir. Jeu : La balance ; Le plus beau jour de ma vie ; Le fabricant et son produit ; Peintures et dessins des écrivains du dix-neuvième siècle ; Histoire d'animaux ; Histoire d'un aventurier. **16.00 Flash d'informations. 16.02 Série : Alfred Hitchcock présente...** Le courrier prophétique. **16.30 Ravi de vous voir** (suite). **17.00 Variétés : La chance aux chansons.** Emission de Pascal Sevran. Hommage à Dalida. **17.30 La vie des Botes. 18.00 Feuilleton : Huit, ça suffit. 18.25 Mini-journal,** pour les jeunes. De Patrice Drevet. **18.45 Jeu : La roue de la fortune. 19.10 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.40 Cocoricocoboy. 20.00 Journal. 20.25 Loto sportif. 20.30 D'accord, pas d'accord. 20.35 Feuilleton : Dallas.** C'est la faute à Bogota. **21.25 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.** Steed et la voyante. **22.20 Documentaire : La face humaine du Japon.** D'Olivier Howes (2e partie). **23.20 Journal. 23.40 Magazine : Premier plan.** Emission d'Alain Bévérini. Spécial Festival de Cannes..

A 2

14.35 Magazine : Ligne directe. Emission de Jacques Pradel et Dominique Verdeilhan. Enquête : Les Petits Poucets du marketing, 2e partie : L'histoire du spagett'gum. **15.35 Feuilleton : Rue Carnot. 16.05 C'est encore mieux l'après-midi.** Emission présentée par Christophe Dechavanne, en direct de Cannes. Avec Diane Dufresne, Arnold Turboust, Buzy, A-Ha, William Pitt, Spania. **17.30 Récré A 2.** Mimi Cracra ; Lire, lire, lire ; Cobra ; Gags ; Les maîtres de l'univers. **18.05 Feuilleton : Aline et Cathy** (6e épisode). **18.30 Magazine : C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.** D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont. **19.15 Actualités régionales. 19.40 Le nouveau théâtre de Bouvard. 20.00 Journal.**

▶ **20.30 Madicina. Les spécialistes.** Film fançais de Patrice *Leconte (1984). Avec Bernard Giraudeau, Gérard Lanvin,* Christiane Jean, Maurice Barrier. *Un petit casseur est forcé de s'évader avec un dangereux bandit auquel il était lié par une paire de menottes. Celui-ci l'entraîne dans un cambriolage d'un casino. Film d'action assez spectaculaire, où l'intrigue compte moins que les exploits virils de Giraudeau et Lanvin.* **22.10 Les jeux de mardi-cinéma.** Invités : Claude Lelouch, Greta Scacchi. **23.15 Journal. 23.30 Les enfants du rock.** Le clip de la semaine ; Rock report : magazine hebdomadaire de l'actualité du rock ; Rockline : Spécial Cure.

FR 3

14.30 Magazine : L'art en tête (rediff.). 15.00 Feuilleton : **Un journaliste un peu trop voyant. 15.50 Documentaire : Les branchés de la chine. 16.00 Documentaire : Il était une fois le pouvoir.** 4. Les Nubas de Fungor. **16.45 Documentaire : Archéologie. 17.00 Feuilleton : Anna et le roi. 17.25 Dessin animé : Lucky Luke. 17.30 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Dessin animé : Il était une fois l'espace. 18.20 Feuilleton : Cap danger. 18.57 Juste ciel !** petit horoscope. **19.00 Le 19-20 de l'information.** De 19.15 à 19.35, Actualités régionales. **19.55 Dessin animé : Ulysse 31. 20.05 Jeux : La classe. 20.30 D'accord, pas d'accord. 20.35 Cinéma : La folle histoire du monde.** □ Film américain de Mel Brooks (1981). Avec Mel Brooks. *L'histoire fantaisiste de l'humanité, de la préhistoire à la Révolution française, en passant par un épisode biblique, l'Empire romain sous Néron, et l'Inquisition espagnole. Mise en scène négligée.* **22.10 Journal. 22.35 Variétés : Starvisions. 22.55 Variétés : Si on allait au cinéma ?** Emission de Christian Thévenot, diffusée sur Paris - Ile-de-France, Centre, Lorraine - Champagne - Ardenne, Normandie, Bourgogne - Franche-Comté. **23.20 Variétés : Starvisions** (suite). Le souper des stars.

CANAL PLUS

14.00 Cinéma : L'avenir d'Emilie. ■■ Film franco-allemand de Helma Sanders (1984). Avec Brigitte Fossey, *Hildegard Knef, Ivan Desny, Hermann Treusch.* **15.45 Cinéma : Les moissons du printemps.** ■ Film américain de Richard Benjamin (1984). Avec Sean Penn, Elizabeth Mac Govern, Nicolas Cage, John Karlen. **17.30 Série : Les monstres. 18.00 Flash d'informations. 18.05 Jeu ; Maxitête. 18.10 Jeu : La gueule de l'emploi. 18.40 Top 50. 19.10 Zénith spécial au Festival de Cannes. 19.55 Flash d'informations. 20.05 Starquizz. 20.35 Cinéma : Zone rouge.** ■ Film français de Robert Enrico (1985). Avec Sabine Azéma, Richard Anconina, Hélène Surgère, Jacques Nolot. **22.25 Flash d'informations. 22.30 Cinéma : Staying alive.** □ Film américain de Sylvester Stallone (1983). Avec John Travolta, Cynthia Rhodes, Finola Hughes, Steve Inwood. **0.00 Boxe,** en différé du Mans. **1.30 Magazine : Cinémode. 2.20 Série : Mr Gun.**

LA 5

14.50 Série : Baretta. 15.45 Série : Wonder Wooman (rediff.). **16.40 Dessin animé : Princesse Sarah. 17.10 Dessin animé : Lone Ranger. 17.40 Dessin animé : Tu as le bonjour d'Albert. 18.05 Série : Arnold et Willy. 18.30 Série : Happy days. 19.00 Série : Laurel et Hardy. 19.35 Série : K 2000. 20.30 Cinéma : On continue à l'appeler Trinita.** □ Film italien d'E.B. Clucher (1971). Avec T. Hill, B. Spencer. *Trinita et Bambino, son frère, ont promis à leur père mourant à devenir de grands bandits. Ce n'est pas si facile. Et cette série est totalement débile, on ne cessera pas de le dire.* **22.25 Série : Hill Street blues. 23.20 Série : Mission impossible. 0.15 Série : Laurel et Hardy. 0.50 Série : Lou Grant. 1.45 Série : Baretta. 2.35 Série : Star Trek.**

M 6

14.00 A.M. Magazine. 15.45 Jeu : Mégaventure. ***16.30 Musique : Laser.*** **18.00 Série : *La petite maison dans la prairie.*** Les larmes (1re partie). **18.30 Série : Drôles de dames.** Ah ! Les chères études. ***19.30 Journal.*** **19.55 Jeu : Six'appel. 20.00 Feuilleton : Filles et garçons** (17e épisode). **20.30 Cinéma : Meurtres à domicile.** ■ Film franco-belge de Marc Lobet (1982). Avec Anny Duperey, Bernard Giraudeau, André Bernier, Marie-Ange Dutheil. *Des crimes sont commis dans un immeuble dont le propriétaire est tout aussi étrange que ses locataires. Une inspectrice enquête. D'après un roman de l'écrivain fantastique Thomas Owen, un mélange de comédie, d'humour macabre et de situations et images morbides. Curieux.* **22.00 Série : Brigade de nuit.** Le cinquième homme. **22.45 Magazine : Club 6. 23.30 Flash d'informations. 23.35 Musique : 6 Nuit. 0.00 Flash d'informations. 0.05 Musique : 6 Nuit. 0.15 Flash d'informations. 0.20 Musique : 6 Nuit. 0.30 Flash d'informations. 0.35 Musique : 6 Nuit. 0.45 Flash d'informations. 0.50 Musique : 6 Nuit.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Le journal du corps. La mer, l'homme et leur santé ; Le corps de l'enfance et l'enfance du corps ; Dossier : folies. **21.30 Les nouveaux mardis de la chanson :** Ecoute la nuit, en direct du Magnetic Terrace. **22.30 Nuits magnétiques.** Les gens... tout de même : Littérature ; Semaine cinéma : Anna Karina. **0.10 Du jour au lendemain.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 20 novembre 1986 à Metz) : Evas Zauber, de Stockhausen, par le Zaans Kantatekoor, dir. Jan Paasver et le chœur d'enfants de la radio de Budapest. **22.25 Les soirées de France-Musique.** A 22.30, Le concert de minuit : Leonore, ouverture no 2, et 6e symphonie en fa majeur, op. 68, de Beethoven, par l'Orchestre symphonique de la NBC, dir. Arturo Toscanini ; à 24.00, Poissons d'or.

Informations

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en *France entre le lundi 11 mai à 0 heure et le mardi 12 mai à 24 heures.*

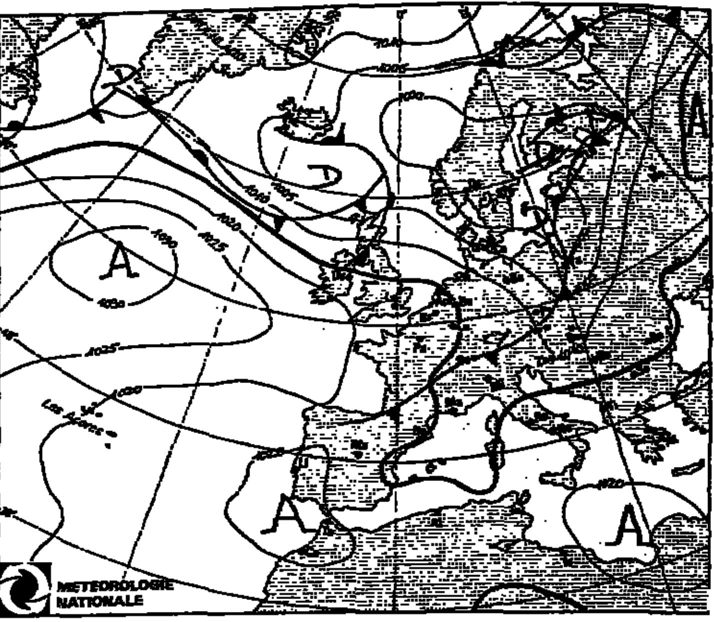
Autour de la dépression centrée sur la Baltique, des perturbations peu actives circulent. Prises dans un flux de nord-ouest, elles circuleront des îles Britanniques à la France et à la suite.

Mardi matin : temps couvert avec faibles pluies ou bruines sur la moitié nord. Ciel très nuageux sur la moitié sud, sauf en bord de Méditerranée, où il y aura de belles éclaircies.

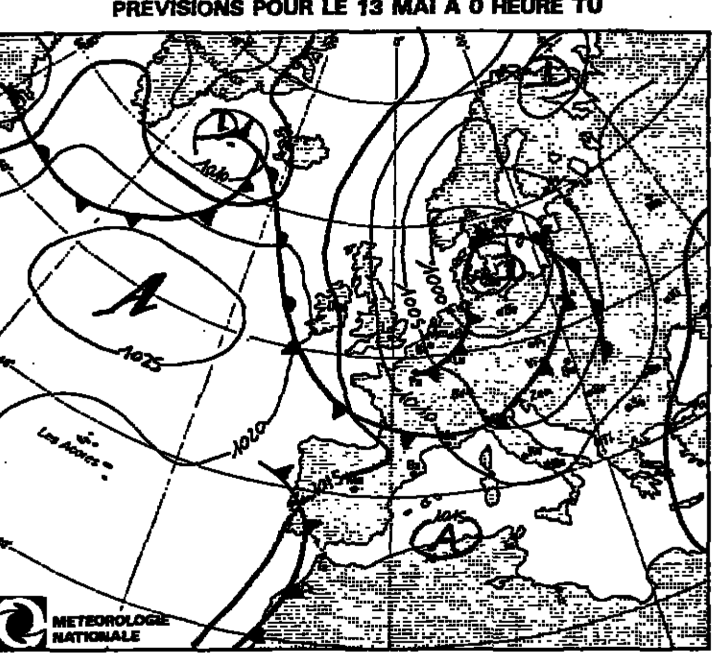
Dans l'après-midi, le temps deviendra plus variable avec quelques ondées au nord-ouest d'une ligne Bordeaux/Nancy. Toutes les autres régions auront un ciel très nuageux, avec de faibles pluies éparses. Le bord de la Méditerranée ne sera touché qu'en soirée.

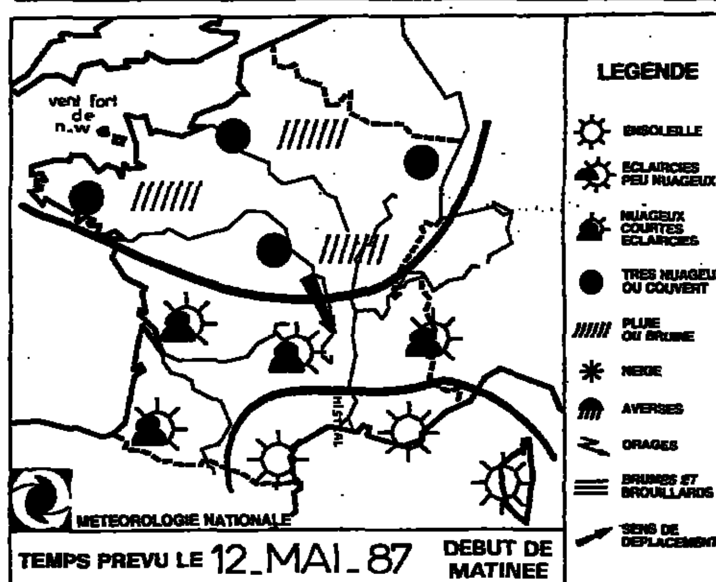
Les températures minimales seront comprises entre 7 et 10 degrés. Les températures maximales resteront entre 12 et 15 degrés sur la moitié nord et atteindront 15 à 20 degrés sur la moitié sud.

SITUATION LE 11 MAI 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 13 MAI A 0 HEURE TU





TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 10-05 6 h TU et le 11-05-1987 à 6 h TU — le 11-05-1987

FRANCE

AJACCIO	22	11	D
BIARRITZ	19	14	C
BORDEAUX	23	11	B
BOURGES	21	7	D
BREST	14	5	N
CAEN	13	4	C
CHERBOURG	12	6	C
CLERMONT-FERR.	22	8	B
DIJON	19	6	N
GRENOBLE St-M-H	24	12	P
LILLE	14	4	N
LIMOGES	20	9	D
LYON	20	11	P
MARSEILLE-MAR.	20	11	D
NANCY	23	5	N
NANTES	22	7	D
NICE	20	13	D
PARIS-MONTS.	19	7	D
PAU	21	13	C
PERPIGNAN	19	14	C
RENNES	18	3	N
ST-ÉTIENNE	21	8	P
STRASBOURG	23	6	N
TOURS	22	5	D
TOULOUSE	19	12	B
POINTE-À-P.	31	23	D

ETRANGER

ALGER	26	13	N
AMSTERDAM	14	3	C
ATHÈNES	20	10	D
BANGKOK	37	27	C
BARCELONE	21	9	N
BELGRADE	23	11	D
BERLIN	23	4	C
BRUXELLES	15	2	C
LE CAIRE	24	24	D
COPENHAGUE	6	4	N
DAKAR	26	22	N
DELHI	31	21	D
DJERBA	21	14	C
GENÈVE	20	10	C
HONGKONG	27	23	N
ISTANBUL	15	7	D
JÉRUSALEM	18	7	D
LISBONNE	22	13	D
LONDRES	15	6	C
LOS ANGELES	21	16	C
LUXEMBOURG	19	3	N
MADRID	23	6	D
MARRAKECH	27	17	C
MEXICO	24	9	O
MILAN	21	12	N
MONTRÉAL	22	10	D
MOSCOU	13	5	D
NAIROBI	23	15	C
NEW-YORK	31	17	D
OSLO	14	3	D
PALMA-DE-MAL.	26	7	D
PÉKIN	27	14	D
RIO-DE-JANEIRO	23	19	C
ROME	20	12	N
SINGAPOUR	32	25	O
STOCKHOLM	9	1	N
SYDNEY	20	16	D
TOKYO	27	17	C
TUNIS	26	15	O
VARSOVIE	24	7	N
VENISE	23	12	N
VIENNE	26	10	C

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Stages

Formation aux nouvelles techniques de communication

Un séminaire de formation sur « Les nouvelles techniques de communication et l'entreprise » est organisé du 1er au 3 juin par l'ARRCO, l'Association des régimes de retraites complémentaires. Ce stage est ouvert aux dirigeants et responsables de communication des entreprises et des organismes publics et privés. La formule est inédite et repose notamment sur une découverte concrète des outils modernes de la communication. Une trentaine de « produits » pourront être manipulés au cours de ce séminaire animé par des spécialistes de haut niveau.

★ Renseignements et inscriptions auprès du Centre de formation de l'ARCCO, 44, boulevard de la Bastille, 75012 Paris. Tél. : (1) 43-46-13-20.



EN BREF

● **Le Cercle Pierre Mendès-France** des élèves de l'ENA a tenu sa première assemblée générale à l'Institut Pierre Mendès-France (1). Regroupant des élèves et anciens élèves de l'ENA, il a entrepris une activité d'animation politique, au sein d'une génération de jeunes fonctionnaires qui se veulent acteurs à part entière de l'espace public. L'ambition affichée est la constitution d'un laboratoire d'idées, structure souple de réflexion et d'élaboration, dont les « produits » seront diffusés, sans exclusive, au sein de la gauche politique et du monde syndical.

(1) Institut Pierre Mendès-France, 52, rue du Cardinal-Lemoine, 75000 Paris. Téléphone : 46-33-10-30.

● **Expatriation.** — Les problèmes qui sont liés à l'expatriation seront débattus le 14 mai au cours d'une journée de formation sur les politiques de rémunération et les problèmes juridiques et fiscaux rencontrés par les expatriés (les indices et salaires de référence, les techniques de protection et d'égalisation sociales et fiscales, le planning fiscal à l'expatriation). Renseignements au 42-61-67-09.

● ***« La gestion des systèmes écologiques »***, tel est le propos du quatrième colloque organisé par l'Association française des ingénieurs écologues (AFIE), les 14, 15 et 16 mai dans le cadre de l'Année européenne de l'environnement. Il se déroulera à Bordeaux dans les salles de l'Athénée municipal.

★ Quartier Saint-Christoly (tél. : 56-52-13-12, M. Béroud).

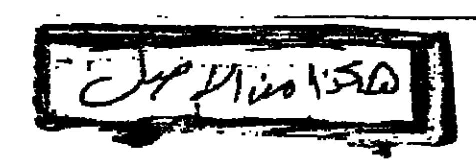
● **Concours d'élégance au Parc de Saint-Cloud.** — Le Festival Auto-Rétro se tiendra les 16 et 17 mai dans le parc et accueillera plus de mille voitures anciennes venues des quatre coins de l'Europe pour participer à la troisième Edition de la voiture ancienne. Au cours de ce festival, seront élues la plus élégante des voitures dites « populaires » (le 16 mai à 15 heures), et la plus racée des modèles rares (le 17 mai à 15 heures). Une coupe des Clubs sera offerte au plus beau stand.

Audience TV du 10 mai 1987 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, région parisienne

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA T.V. (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	43.4	14.1	10.6	5.1	1.0	7.1	5.6
19 h 46	47.0	17.7	18.2	1.6	4.0	3.6	2.0
20 h 16	60.6	19.7	19.2	11.1	5.1	5.6	0.0
20 h 41	63.6	23.7	12.6	6.1	4.0	13.1	4.0
22 h 08	56.6	25.3	4.0	1.5	3.5	19.2	2.5
22 h 44	29.8	8.1	4.0	7.6	2.0	6.6	1.5

Programmes du dimanche 10 mai, à 20 h 30. TF1 : l'Été prochain *(film) ; A2 : « Les enquêtes Caméléon » (série) ; FR 3 : « Manimal » (série) ; Canal Plus :* Staying alive *(film) ; la 5 :* Est-ce bien raisonnable ? *(film) ; M6 : « le Grand Coup » (téléfilm).*



« services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4481

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II						■			
III			■					■	
IV									
V					■		■		
VI			■						
VII							■		
VIII						■			■
IX				■		■			
X		■							
XI					■				

HORIZONTALEMENT

I. On peut l'utiliser pour partir, mais personne ne souhaite son retour. – II. Perce dans la chaussure. Tête de liste d'un ordre territorial. – III. Négation. Pour le découvrir, on fait parfois usage de faux. – IV. Occasion de voir tourner la table quand l'esprit se manifeste. – V. En s'estimant haut personnage, il ne fait qu'un petit monsieur. Personnel. – VI. Préposition. Enfonce dans le crâne à coups répétés. – VII. Paradoxalement abasourdi par quelque chose d'inouï. Conjonction. – VIII. Sa richesse l'incite à être généreuse. Se trouvent en cours de promenade. – IX. Brille au barreau. Pour étouffer ou éviter un refroidissement. – X. Masse. – XI. Régulateur hydraulique. Siège d'une école de sophistes.

VERTICALEMENT

1. Est souvent un instrument qui, bien orchestré, peut conduire au violon. – 2. On doit y engager beaucoup de frais avant d'espérer une certaine rentabilité. – 3. Négation. Note. Contrôle les accès de mauvaise humeur. – 4. Passer dans l'opposition. Démonstratif. – 5. Ont des pieds ou en sont totalement dépourvus. Lieu franchi par Orphée dans sa descente aux Enfers. – 6. Beauté rayonnante. Un quart de beurre. – 7. Bête noire. A inauguré la chronique nécrologique. – 8. Sur la route mandarine. Qui ne peut atteindre certaines fosses. – 9. Faire la roue pour mieux rouler. Objet d'un aveu parfois mitigé.

Solution du problème n° 4480

Horizontalement

I. Amiablement. Il. – II. Brasseur. Narine. – III. Utilement. Ions. – IV. Vile. Osèrent. En. – V. Es. Al. Eut. Tare. – VI. Utile. Cadenas. – VII. Sc. Ur. Râ. Leu. – VIII. Est. Oméga. Prône. – IX. Bénignes. – X. Diminution. Ota. – XI. Reliées. Suse. On. – XII. Ane. Su. Asa. Prie. – XIII. Dito. Semainiers. – XIV. Tite. Antennes. – XV. Stèle. Ost. Tee.

Verticalement

1. Buveuses. Radis. – 2. Artistes. Déni. – 3. Mail. Toilette. – 4. Isle. Lu. Mi. Oil. – 5. Ase. Aérobies. – 6. Bémol. Meneuse. – 7. Lues. Grenus. – 8. Ernée. Agit. Amas. – 9. Truc. Agissant. – 10. En. Etal. Nouait. – 11. Nain. Dépens. Net. – 12. Trotteurs. Epine. – 13. In. An. Rêne. – 14. Inséra. Notoire. – 15. Le. Neste. Anesse.

GUY BROUTY.

LOTO N° 18 — TIRAGE DU SAMEDI 9 MAI 1987

15 16 17 29 43 48 — numéro complémentaire : 9

PROCHAINS TIRAGES, EN DIRECT SUR TF1 : MERCREDI 13 MAI 1987 A 20 H 35 ET SAMEDI 16 MAI 1987 A 20 H 35

VALIDATION : AU PLUS TARD MARDI AUX HEURES HABITUELLES

	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)
6 BONS N°	1	5 737 015,00 F
5 BONS N° + complémentaire	16	217 520,00 F
5 BONS N°	[illegible]	19 180,00 F
4 BONS N°	51 719	210,00 F
3 BONS N°	[illegible]	13,00 F

[illegible] 12,00 x 2 = 26,00 F

N'OUBLIEZ PAS · LA SEMAINE PROCHAINE SUPER CAGNOTTE SAMEDI 16 MAI 33 MILLIONS

JEU GAGNANT N° 19 — LOTO SPORTIF

	Equipe 1	Equipe 2	1	N	2
1	MONACO	LE HAVRE	X	N	2
2	TOULOUSE	PARIS-S.G.	1	X	2
3	LAVAL	BORDEAUX	1	N	X
4	AUXERRE	RENNES	X	N	2
5	BREST	NANTES	X	N	2
6	ST-ÉTIENNE	NICE	X	N	2
7	METZ	TOULON	X	N	2
8	R.C. PARIS	LILLE	X	N	2
9	LENS	SOCHAUX	1	X	2
10	MARSEILLE	NANCY	X	N	2
11	LA ROCHE/YON	STRASBOURG	1	X	2
12	NIORT	DUNKERQUE	X	N	2
13	AMIENS	ANGERS	1	X	2
14	THONON	LYON	1	X	2
15	CANNES	GUEUGNON	X	N	2
16	ISTRES	MARTIGUES	X	N	2

Tirage des "7 Numéros de la Chance" du Dimanche 10 Mai 1987 : 2 4 5 6 12 13 16

Education

Le congrès de l'UNEF-ID a confirmé l'influence du PS dans le syndicalisme étudiant

Après trois jours de débats et une dernière nuit de discussions passionnées et souvent houleuses, après mille conciliabules dans les couloirs et tant de slogans échangés, martelés, d'une travée à l'autre, d'une tendance à l'autre, tous avaient retrouvé leur voix : les sept cents délégués étudiants pour entonner une *Internationale* unanime et Philippe Darriulat, tout juste réélu président, pour prononcer le discours de clôture du congrès de l'UNEF-ID (Indépendante et démocratique), le 10 mai, à l'université de Nanterre.

Dans le même amphithéâtre, s'était tenu, il y a tout juste sept ans, le congrès de « *réunification* », qui avait vu l'UNEF-ID regrouper tous les courants de la gauche non communiste. Que de chemin parcouru depuis ! Après des années de coude-à-coude, l'UNEF-ID a fini par distancer nettement sa rivale, l'UNEF-SE (proche des communistes), et elle apparaît aujourd'hui comme la première organisation représentative des étudiants. Son rôle dans le déclenchement du mouvement de novembre dernier a été décisif, et les résultats des récentes élections au CROUS, en dépit d'une participation dérisoire, sont sans ambiguïté (39 % pour l'UNEF-ID contre 18 % à l'UNEF-SE).

Mais le congrès qui vient de se tenir consacre surtout l'émergence d'une force syndicale étudiante située franchement dans la mouvance du Parti socialiste. Alors que le milieu étudiant est dominé depuis une vingtaine d'années par les communistes et l'extrême gauche, c'est une première. Le mouvement avait été amorcé il y a un an avec le ralliement au PS de la direction de l'UNEF-ID, jusque-là tenue par le Parti communiste internationaliste (trotskiste)). Il a été consacré par le congrès de Nanterre.

La majorité regroupe désormais toutes les sensibilités socialistes : depuis les anciens du PCI jusqu'aux rocardiens, en passant par les mitterrandistes, les militants proches de SOS-Racisme et ceux de l'ex-CERES transfuge, de l'UNEF-SE. Et elle a réuni près de 68 % des mandats sur son rapport d'orientation, contre 16 % à chacune des deux minorités, l'une animée notamment par des militants de la LCR et l'autre par des militants restés au PCI.

La direction de l'UNEF-ID a tout de même décidé de ne pas mélanger les genres : elle a demandé à deux de ses membres, Joël Carreiras et Isabelle Thomas, récemment élus suppléants au comité directeur du Parti socialiste, de renoncer à leurs responsabilités syndicales.

Mais au-delà de la Constitution de cette majorité socialiste, chacun s'accordait à reconnaître, au terme du congrès, que l'on est encore loin de la « grande UNEF » des années 60, référence quasi mythique de toutes les interventions pendant trois jours. Au-delà des différences de sensibilité qui sont apparues, notamment sur l'appréciation du rôle joué par le syndicat dans le mouvement de novembre dernier, c'est en effet cette faiblesse persistante du syndicalisme étudiant, cette difficulté à surmonter « *le décalage entre l'audience et l'adhésion* » qu'entend surmonter l'UNEF-ID. Elle s'est dotée pour cela d'un programme offensif exprimé par un appel à tous les étudiants (voté à l'unanimité) et par une charte plus complète que seule la majorité a adoptée. Trois axes « *de combat* » s'en dégagent. Tout d'abord l'exigence de la libre inscription de tous les bacheliers dans l'université de leur choix. L'UNEF-ID va organiser dans les prochaines semaines des actions d'information dans les lycées sur ce thème particulièrement sensible.

D'autre part, l'UNEF-ID estime que le « *droit à la formation pour tous* » nécessite un effort financier très important de l'Etat : « *Deux millions d'étudiants, ça se programme* », insiste-t-elle, en prenant date pour le débat budgétaire de l'automne prochain. Mais les moyens renforcés pour l'Université ne suffisent pas à ses yeux. L'UNEF-ID reprend une vieille revendication en réclamant l'attribution d'une allocation d'étude à tous les étudiants. Au cours des prochains mois, c'est sur ces trois revendications qu'elle entend mobiliser les étudiants et apparaître auprès des pouvoirs publics comme un syndicat « *de contrepoids* ». Tout démontrait cependant, au terme de trois jours de débats, qu'il y a encore loin du projet à la réalité.

GÉRARD COURTOIS.

L'autre UNEF...

La division des syndicats étudiants a encore de beaux jours devant elle. Tandis que se poursuivait à Nanterre le congrès de l'UNEF-ID, sa rivale, l'UNEF-SE (Solidarité étudiante, proche du PC), fêtait de son côté à Montreuil le quatre-vingtième anniversaire de l'UNEF. Banquet, gâteau d'anniversaire, discours et film sur le mouvement de novembre dernier ont marqué cette commémoration parallèle, à laquelle participait M. François Lescure, président de l'UNEF en 1940-1941 et organisateur de la grande manifestation étudiante anti-nazie à Paris le 11 novembre 1940.

L'UNEF-SE, a déclaré son président, Xavier Aknine, entend *« offrir aux étudiants une force organisée »* capable de défendre et d' *« améliorer leurs conditions de vie et d'étude »*. Elle organise ce mois-ci une campagne pour réclamer dès maintenant un collectif budgétaire pour les universités. Quant à une éventuelle réunification des deux branches du syndicalisme étudiant, il l'écarte en estimant non sans raison que, *« pour l'UNEF-ID, la grande UNEF, c'est la grande UNEF-ID »*.

Le Carnet du Monde

Naissances

– M. Emmanuel SALES et Mme, née Véronique Sureau,

sont heureux de faire part de la naissance de

Henri.

Paris, le 20 avril 1987.

Décès

– Mme Toussaint Bartoli, son épouse,
Ses filles, ses gendres, ses petits-enfants,
Mme Emilienne Roudil, sa belle-sœur,
ont la grande douleur d'annoncer que le

colonel Toussaint BARTOLI,
breveté d'état-major,
officier de la Légion d'honneur,

nous a quittés le mercredi 29 avril 1987.

Les obsèques religieuses ont été célébrées dans la plus stricte intimité familiale par l'abbé Hervé, son ami.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Parmain dans la sépulture de famille.

La Maison,
157, rue Foch,
95620 Parmain.

– Nous avons le regret de faire part du décès de

M. Henri BLANCHENAY,

directeur honoraire
de la Société générale à New-York,
président honoraire
de l'Alliance française de New-York,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,

survenu à Draguignan, le 4 mai, dans sa quatre-vingtième année.

De la part de
Mme Paulette Blanchenay, son épouse,
M. Seymour Houghton et Mme, née Jeanne Blanchenay,
M. René Blanchenay et Mme, née Jacqueline Potdevin,
M. Pierre Blanchenay et Mme, née Anne-Marie Guécin,
leurs enfants, petits-enfants et arrière-petites-filles,
Ainsi que ses sœurs et son frère.

Les obsèques ont eu lieu à Villecroze.

Les personnes qui désireraient rendre hommage au défunt et à sa famille pourront se manifester par des donations à des œuvres auxquelles le défunt a marqué son intérêt, notamment : la Fondation de France, l'Alliance française à Paris, les œuvres et associations de la ville de Villecroze (Var), et, plus généralement, toutes les œuvres ayant pour objet la lutte contre toutes les formes d'oppression politique, intellectuelle, morale, sanitaire, écologique dont souffre l'humanité.

Le Mas des Collines,
Villecroze,
83690 Salernes.
Le Musset,
route de Vauvenargues,
13100 Aix-en-Provence.

– L'unité 13 de l'INSERM,
L'Institut de médecine et d'épidémiologie africaine,
Le personnel de l'hôpital Claude-Bernard et de la faculté de médecine Xavier-Bichat,
ont la tristesse de faire part de la disparition du

docteur Marie-Claude BLAYO,
directeur de recherche au CNRS,

survenue le samedi 18 avril 1987.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Larmor (56260).

– Le commissaire général de brigade (CR) Paul Boissier et Mme, née Arlette Chaintreuil,
ses parents,
Michel, Geneviève, Odile, Bertrand,
ses frères et sœurs,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part de la mort de

Roland,

survenue à Rennes, le 29 avril 1987, dans sa vingt-neuvième année.

L'inhumation religieuse a eu lieu le 2 mai, au cimetière de Saint-Erblon, (Ile-et-Vilaine).

Priez pour lui.

– Son épouse,
Ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants,
Son frère, ses nièces et neveux,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

Raymond CHAULIAC,
ingénieur A.M.,

survenu le 5 mai 1987.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

12, rue Jacques-Cœur,
34000 Montpellier.

– Mme Jacques Delmas, son épouse,
Mlle Marie-Anne Delmas, sa fille,
Mme Marius Delmas, sa mère,
M. et Mme Gérard Bingisser et leurs enfants,
M. Jean-Pierre Delmas et sa fille,
M. et Mme Jean Catarina et leurs fils,
M. et Mme Bernard Lucas,
ses frères, sœurs, beaux-frères, belle-sœur, neveux et nièces,
Les familles Verges, Roques, Testas, Rolland,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques DELMAS,

survenu à Paris le 6 mai 1987, à l'âge de cinquante-six ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 12 mai 1987, à 10 h 30, en l'église Saint-Léon, place du Cardinal-Amette, Paris-15e.
L'inhumation aura lieu au cimetière Le Py, Sète (Hérault).

Cet avis tient lieu de faire-part.

49, avenue de la Motte-Picquet,
75015 Paris.
44, rue de la Liberté,
34200 Sète.

– Le président-directeur général
Et les conseils d'administration,
La direction,
Les cadres
Et le personnel des sociétés d'Assurances du groupe de Paris,
ont le très grand regret de faire part du décès de

M. Jacques DELMAS,
directeur,

survenu à Paris le 6 mai 1987, à l'âge de cinquante-six ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 12 mai 1987, à 10 h 30, en l'église Saint-Léon, place du Cardinal-Amette, Paris-15e. L'inhumation aura lieu au cimetière de Le Py de Sète (Hérault).

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Le président
Et les administrateurs du BCP,
Le président
Et les membres du comité directeur du BCAC
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques DELMAS,

leur vice-président,

survenu le 6 mai 1987, à l'âge de cinquante-six ans.

Ses obsèques auront lieu le mardi 12 mai 1987, à 10 h 30, en l'église Saint-Léon, 6, place du Cardinal-Amette, à Paris-15e.

– Mathias et Marie-Noëlle Fink, ses parents,
Emmanuelle et Julia, ses sœurs,
M. et Mme Ignace Fink, ses grands-parents,
Les familles Delhaye et Fink,
ont la douleur de faire part du décès de leur

Didier,

âgé de douze ans, le 2 mai 1987.

L'enterrement a eu lieu dans l'intimité au cimetière de Bagneux.

16, rue Edouard-Laferrière,
92190 Meudon.

– Les familles Gouverneur, Bauer, Parentes, alliées et amies,
ont le profond chagrin de faire part du décès du

docteur Robert GOUVERNEUR,
président honoraire
de l'académie d'urologie de Paris,
membre
de l'académie de chirurgie de Paris,
officier de la Légion d'honneur,

survenu le 9 mai 1987, dans sa centunième année, à Genève.

Le culte aura lieu en l'église catholique de Vesenaz (Genève), où le défunt repose, le mercredi 13 mai, à 15 h 15.

– Mme Sépon Hanemian, son épouse,
M. Jean Hanemian,
M. et Mme Paul Kennedy,
ses enfants et gendre,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Sépon HANEMIAN,

survenu le 5 mai 1987, à Paris, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation dans le caveau familial, a été célébrée dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– M. et Mme Guillaume et Karin Iserentant
Et leur fils Paul
ont la tristesse de faire part du décès de leur fils

Arthur,

âgé de trois mois, survenu subitement le 28 avril 1987.

L'inhumation a eu lieu au cimetière du Père-Lachaise.

11, rue de Navarre,
75005 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

– Le président de l'université Pierre-et-Marie-Curie,
Le directeur de l'UER 51,
Les enseignants, chercheurs et techniciens du laboratoire de physique et optique corpusculaires,
Ses collègues et amis,
ont le regret de faire part du décès de

M. Claude MAGNAN,
professeur honoraire
de l'université Pierre-et-Marie-Curie,
ancien directeur
du laboratoire de synthèse atomique
et d'optique protonique d'Ivry,
fondateur et ancien directeur
du laboratoire de physique
et optique corpusculaires,
ancien président
de la Société française de microscopie,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
officier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 25 avril 1987.

Ses obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité, le 27 avril 1987.

[Le professeur Claude Magnan avait été élève de Marie Curie, puis collaborateur de Maurice de Broglie, Francis Perrin, Frédéric et Irène Joliot-Curie. Spécialiste d'optique particulaire, il avait conçu et réalisé avec l'ingénieur général Paul Chanson le premier microscope à protons, démontrant ainsi sur les protons la validité de la formule de Louis de Broglie.]

– M. et Mme Léon Miller,
Mme Irène Guerry,
M. et Mme Claude Miller et leur fils,
M. Richard Guerry,
M. Jérôme Guerry,
Mme Chantal Banlier et ses enfants,
M. et Mme Christian Nicol et leur fille,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Serge Abraham MILLER,
chevalier de la Légion d'honneur,
ancien déporté,
médaille de la Résistance,

leur frère et oncle,
survenu le 6 mai 1987, à l'âge de soixante-neuf ans, à Paris.

– Le groupe IDRAC et ses collaborateurs,
Les membres des conseils d'administration,
Les anciens élèves,
Les élèves,
ont la tristesse de faire part du décès de

Jean TRANCART,

leur directeur et président,
membre fondateur,
survenu le 5 mai 1987,
et invitent à vous recueillir aux côtés de

Mme Zita Trancart
et de ses enfants,

le jeudi 14 mai, à 18 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides.

Les obsèques ont eu lieu le 7 mai, à Amiens, dans l'intimité.

Remerciements

– Nancy.

Les familles Imbs, Obermuller et Reignier,
très sensibles aux témoignages d'amitié qu'elles ont reçus lors du rappel à Dieu de

M. Paul IMBS,

remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine.

– Très touchées des nombreux témoignages d'affection, d'amitié et de solidarité reçus lors du décès de

Mme Michel RAICH,
née Léa Fridmon,

Mme Maurice Rubinski
Et toute la famille,
dans l'impossibilité de répondre individuellement à toutes les marques de sympathie, prient d'accepter leurs sincères remerciements.

Anniversaires

– Il y a trois ans

André BLONDEAU

nous quittait.

Une pieuse pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

– Le 12 mai 1983,

Adélie RASSIAL-HOFFENBERG,

nous a quittés prématurément.

La famille, qui se réunira au cimetière de la Pie, à Saint-Maur, demande à tous ceux qui sont attachés à sa mémoire de s'unir en pensée à elle.

Messes anniversaires

– Messe à l'intention de

Anne-Marie YVON

décédée le 17 mars 1987, et de

Jacques YVON,

son époux, décédé le 28 janvier 1983,

le jeudi 14 mai 1987, à 19 h 10, en l'église Saint-Antoine, 66, avenue Ledru-Rollin, Paris-12e.

Soutenances de thèses

– Université Paris-Sorbonne, le mardi 12 mai, à 14 heures, salle des Professeurs, UER 10, escalier C, premier étage gauche à la Sorbonne, 17, rue de la Sorbonne, M. Christos Kyriazis : « Le rôle social et philosophique du Karaghiozis ».

– Université Paris-Sorbonne-Paris-IV, le mardi 12 mai, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne, M. Robert Sablayrolles : « Les cohortes de vigiles ».

Sports

JUDO : championnats d'Europe

Rougé rallume la flamme

Domination française aux championnats d'Europe de judo : les seize sélectionnés sont montés au total treize fois sur le podium, les 9 et 10 mai, au stade Coubertin de Paris.

Les garçons n'avaient jamais obtenu auparavant un meilleur résultat : trois médailles d'or avec Roux (moins de 60 kilos), Hansen (moins de 65 kilos) et Canu (moins de 86 kilos), et quatre d'argent avec Mélillo (moins de 71 kilos), Berthet (moins de 78 kilos), et les Vachon, Roger (moins de 95 kilos) et Christian (toutes catégories).

Les filles ont fait à peine moins bien qu'à Londres l'an passé : trois championnes – Brun (moins de 52 kilos), Arnaud (moins de 56 kilos), Paque (plus de 72 kilos) – et trois troisièmes places avec Dupont (moins de 48 kilos), Lionnet (moins de 66 kilos) et Meignan (toutes catégories).

Un résultat d'ensemble qui fait du judo le sport le plus performant en France.

Après que *la Marseillaise* a retenti pour la quatrième fois dimanche dans le stade Coubertin, Daniel Berthelot, président de la Fédération française de judo (FFJDA), s'empare du micro : « *Ces succès, nous les devons à notre directeur technique national. Applaudissons-le bien fort !* » C'est une ovation qui est faite à Jean-Luc Rougé. Visiblement ému, il lève les bras en signe de victoire. Le geste n'a pas la vigueur qu'il avait naguère quand il célébrait ses propres victoires. « *Je ne m'y attendais pas* », dit-il modestement. Pourtant, il a du mal à cacher sa jubilation, ce grand moustachu à lunettes au faux air de Groucho Marx.

C'est l'an dernier à la même époque qu'il a succédé à Pierre Guichard, dont il était l'adjoint depuis six ans, au poste de directeur technique national (DTN). Un passage de témoin moins facile qu'il n'y paraît : le phénomène judo semblait alors s'essouffler. Après une décennie où trois titres mondiaux et deux titres olympiques avaient été conquis, aucun Français n'était monté sur la plus haute marche de ces podiums à partir de 1983, et le dernier titre européen datait de 1984.

La puissante machine de détection, de sélection et d'entraînement de la FFJDA était-elle fatiguée ? Lors des confrontations internationales, les judokas français faisaient penser à de gros diesels capables de rouler indéfiniment mais non d'accélérer brutalement.

Bref, le microcosme sportif attendait Jean-Luc Rougé au tournant. L'ancien champion du monde serait-il aussi fort dans le costume du responsable technique qu'en kimono ?

Le combattant avait fait preuve d'une remarquable intelligence technique et tactique. Sur les tatamis, il n'avait pas son pareil pour se jouer des défauts de l'adversaire et des subtilités des règlements. Et il avait sur la manière de conduire sa préparation et ses combats des idées bien arrêtées qui l'avaient amené fréquemment à contester l'autorité fédérale. Le dirigeant a la même démarche que le combattant.

Au retour des derniers championnats du monde, très décevants pour les Français (une seule médaille de bronze), Jean-Luc Rougé établit un diagnostic et appliqua une thérapie au mal national : les combattants ne vont pas au bout de leurs possibilités, donc il faut les remettre en question. Le discours s'adresse également aux entraîneurs. Il est entendu haut et clair. « *Bien sûr, le fait d'avoir disputé ces championnats d'Europe à Paris a beaucoup joué dans les résultats – les garçons n'avaient jamais fait aussi bien, – mais je suis surtout satisfait parce que tous se sont bien battus* », constate le DTN. C'est particulièrement le cas des trois champions.

Le plus léger, Roux (moins de 60 kilos), passait pour un des plus grands experts dans le combat au sol. Mais il n'avait pas de techniques efficaces debout. Eh bien, c'est essentiellement avec des projections qu'il est arrivé en finale, où il a immobilisé l'ancien champion du monde soviétique Tleseri.

Pendant huit ans, Hansen (moins de 65 kilos) n'avait été, lui, que la doublure de Thierry Rey, puis de Marc Alexandre. C'est l'année de ses trente ans qu'il a enfin eu sa chance. En dépit d'une sciatique qui l'a paralysé deux semaines avant la compétition, il ne l'a pas laissé passer : Hansen a compensé son manque de condition physique par un « métier » sans précédent qui lui permet d'enchaîner trois ou quatre prises avec une souplesse de funambule. En finale, le Yougoslave Becanovic, culbuté dès les premières secondes, n'y a d'ailleurs vu ensuite que du feu.

Pour Canu (moins de 86 kilos), c'était l'Autrichien Seisenbacher, champion olympique et du monde, qui était une énigme. L'Anglais White s'étant chargé de la résoudre pour lui, Canu a trouvé sans trop de peine la faille dans le dispositif du Britannique pour conquérir son premier titre quatre ans après être passé tout près de l'or mondial.

« *Depuis 1984, il nous manquait une petite étincelle pour réussir. Maintenant, cela devrait tout changer. L'expérience de la victoire donne plus de sûreté. Même si ce n'est pas plus facile de gagner.* » En fait, Jean-Luc Rougé pense qu'il a trouvé à Paris les bases de l'équipe qui ira l'an prochain aux Jeux olympique de Séoul.

Reste à savoir quel combustible cette fameuse étincelle a allumé : paille ou amadou ? La formule adoptée pour ces championnats – finales disputées quarante-huit heures après les éliminatoires – semble avoir favorisé les équipes de « grosses cylindrées ». L'entraîneur national Jean-Paul Coche pensait en effet que seuls les athlètes qui avaient la meilleure condition physique ont pu s'imposer dans ce système : « *Il n'y a plus que trois combats par jour au lieu de cinq. On peut ainsi se donner sans réserve, et on élimine le risque de perdre contre un adversaire moins aguerri, mais qui se jette à corps perdu dans la bataille.* » Or la préparation est bien le point fort de l'équipe de France. Comme celle de l'URSS. Et les Soviétiques ont également réussi une très bonne performance à Paris – trois médailles d'or, une d'argent et trois de bronze, – après avoir marqué le pas l'an passé. Mais, aux championnats du monde d'Essen (RFA), en octobre prochain, puis aux Jeux olympiques, il s'agira à nouveau de gagner, au sprint, dans la journée.

ALAIN GIRAUDO.


ASSOCIATED PRESS
Le judo français dans tout son éclat à Coubertin

AUTOMOBILISME : le Tour de Corse

Béguin en beauté

Cinquième manche du championnat du monde des rallyes, le Tour de Corse automobile a été marqué par la victoire inattendue, samedi 9 mai à Ajaccio, de Bernard Béguin sur une BMW M3, qui n'est engagée qu'en championnat national par BMW-France et l'écurie Rothmans. A trente-neuf ans, le pilote grenoblois a, en effet, reporté ses ambitions sur le championnat de France des rallyes et la firme ouest-allemande, qui n'avait plus remporté un rallye du championnat du monde depuis 1973, a axé tous ses efforts en 1987 sur le nouveau championnat du monde des voitures de tourisme disputé sur circuits (1).

Dernière épreuve du championnat du monde entièrement disputée sur asphalte, le Tour de Corse est devenu par là même anachronique. Après leurs victoires en Suède et au Kenya, les écuries Mazda et Audi, inquiètes pour la résistance des transmissions de leurs quatre-roues motrices sur goudron, avaient renoncé au déplacement dans l'île de Beauté. Tout comme les pilotes finlandais, encore marqués par l'accident mortel survenu l'an dernier à leur compatriote Henri Toivonen et à son coéquipier Sergio Cresto, un an après celui de l'Italien Attilio Bettega.

Dès lors, la victoire semblait devoir se jouer entre les écuries officielles Lancia et Renault. Peu à l'aise sur ces routes étroites et sinueuses, les puissantes Ford Sierra RS Cosworth (300 ch) des Suédois Stig Blomqvist et Kalle Grundel, du Français Didier Auriol et de L'Espagnol Carlos Sainz, avaient rapidement disparu. Tout comme la Golf du Suédois Kenneth Eriksson, moteur cassé dans la deuxième étape. Mais la Régie, qui attendait beaucoup du Tour de Corse après la deuxième place de Jean Ragnotti au rallye du Portugal, n'était guère plus à la fête.

Sur ce terrain tourmenté, la légère (880 kg) mais très fiable R11 turbo ne souffrait pas trop de son manque de puissance (180 ch). Toutefois Jean Ragnotti, comme François Chatriot, avait perdu plus de cinq minutes dans la cinquième spéciale en se laissant surprendre par un très violent orage de grêle dans le col de la Vaccia alors qu'il était équipé de pneus lisses. Il ne restait plus au vainqueur du Tour de Corse 1982 et 1985 qu'à livrer un baroud d'honneur en remportant onze des vingt-quatre spéciales (neuf pour Béguin) pour terminer à la quatrième place, à 2 mn 41 s.

Heureusement pour l'intérêt de l'épreuve, il restait encore Bernard Béguin pour contester la suprématie des Lancia Delta HF 4WD. Après l'abandon dans la deuxième étape de Bruno Saby, le vainqueur de 1986, Cesare Fiorio, le directeur de l'écurie italienne, avait confié au Corse Yves Loubet le soin d'attaquer et à l'Italien Massimo Biasion celui d'assurer une bonne place à l'arrivée. Mais avec une puissance de 275 ch et un poids de 1 050 kg, la BMW M3 à deux roues motrices du Français, remarquablement préparée en Grande-Bretagne par David Richards ancien copilote de Ari Vatanen, s'est révélée au moins aussi efficace sur goudron sec que la Delta HF 4WD avec ses 240 ch pour près de 1 200 kilos.

De plus, l'expérimenté grenoblois a donné une magnifique leçon de pilotage, attaquant ou assurant selon les circonstances. « *Pour gagner le Tour de Corse,* expliquait-il à l'arrivée, *il faut prendre les trajectoires sur certaines spéciales lorsque le revêtement est bon, mais il faut s'en tenir au dehors sur d'autres pour éviter les pierres cachées dans les bordures et ne pas crever. C'est une question de travail pendant les reconnaissances.* » Yves Loubet et Massimo Biasion ont dû se contenter des deuxième et troisième places à 2 mn 8 s et 2 mn 28 s de Béguin.

Pour la troisième année consécutive le Tour de Corse a encore été endeuillé. Pour sensibiliser le public au danger, les organisateurs avaient fait distribuer des milliers de tracts et fait passer des messages à la radio et par des voitures ouvreuses. Près de mille cinq cents personnes avaient été mobilisées pour assurer la sécurité : trois cent cinquante commissaires de course et autant de gendarmes, deux cents pompiers, vingt-six ambulances, trois hélicoptères et un Lear Jet. Cinq blessés ont pourtant été relevés parmi des spectateurs imprudents placés à l'extérieur de l'épingle d'Albitreccia.

Quatre morts en trois ans

Mais ce Tour de Corse a surtout été marqué par l'accident mortel de Jean-Michel Argenti, copilote d'une 205 GTI de série tombée dans un ravin près de Borgo. Président de la Fédération internationale de l'automobile, M. Jean-Marie Balestre, qui ne pouvait pas mettre en cause, comme l'an dernier, la trop grande puissance des voitures du groupe B, a cette fois évoqué la fatalité. C'est un accident « *malheureusement classique* », qui « *prend place dans les statistiques du sport automobile établies depuis bientôt vingt ans, où douze personnes en moyenne trouvent la mort chaque année en France* ».

Par les vitesses qu'il permet d'atteindre, le sport automobile figurera toujours au nombre des disciplines les plus dangereuses. Ce danger est, certes, librement accepté par les pilotes. Mais avec ses routes étroites, sinueuses et souvent bordées de précipices sur le chemin des crêtes, le Tour de Corse est incontestablement devenu le rallye le plus dangereux du championnat du monde. Peut-on accepter aujourd'hui encore que la moindre faute de pilotage soit presque synonyme de mort ? Les Finlandais, maîtres de la spécialité depuis quelques années, ont apporté leur réponse en s'abstenant d'y participer.

GÉRARD ALBOUY.

(1) Les BMW M3 ont d'ailleurs pris les deux premières places de la manche française du championnat disputé *dimanche 10 mai à Dijon-Prenois.*

● **MOTOCYCLISME : deux morts à Albi.** – Deux jeunes motards, Christian Roubaud (Moto-Club Paul Ricard) et Paul Baudry (Moto-Club de Touraine) ont trouvé la mort et deux autres ont été blessés dans une épreuve de 500 cm3, disputée le dimanche 10 mai sur le circuit d'Albi. L'accident a été provoqué par un accrochage en pleine ligne droite alors que le peloton était encore groupé lors du premier tour.

RUGBY : Challenge Du-Manoir

La leçon de maître Jean

Le FC Grenoble a remporté, dimanche 10 mai, à Narbonne, le Challenge Du-Manoir en battant en finale le SU Agen par 26 à 7.

NARBONNE
de notre envoyé spécial

Dans un environnement de blazers sombres, le ministre détonnait avec son polo jaune et son pull bleu électrique. Alain Carignon s'était accordé un après-midi de liberté pour présider, à la bonne franquette, le second événement de la saison ovale nationale. Après le titre de champion de France, le Challenge Du-Manoir est en effet le trophée le plus convoité par l'élite du rugby français.

Déjà victorieux à trois reprises de l'épreuve, Agen avait pris très au sérieux sa sixième participation à la finale. Pour cette équipe malchanceuse en demi-finale du championnat, une nouvelle victoire aurait été davantage qu'un lot de consolation. Le président Guy Basquet avait d'ailleurs insisté pour que les nombreux internationaux du club en partance pour la Coupe du monde aux antipodes soient sur les pelouses de Narbonne.

Si Philippe Bérot (1) et Philippe Sella durent finalement renoncer à tenir leur place dans les lignes arrière agenaises, le FC Grenoble était privé quant à lui de ses deux vedettes étrangères, le Néo-Zélandais Brooke et le Sud-Africain Jordan. De plus, les Grenoblois, éliminés prématurément en championnat, n'avaient pas disputé de compétition officielle depuis le 22 mars dernier.

La rouille guettait les muscles, et le renfort amical dans la tribune d'honneur d'Alain Carignon, observateur partial puisque maire de Grenoble, ne pouvait suffire à renverser le pronostic. « *Il n'a pas beaucoup poussé en mêlée* », remarquait en riant Jean Liénard, l'entraîneur dauphinois, soucieux d'attribuer tout le mérite de « *cet immense bonheur* » à ses joueurs. Car Grenoble, après deux tentatives infructueuses en 1969 (contre Dax) et l'an dernier (face à Montferrand), est finalement parvenu à ses fins, marquant de surcroît quatre essais à la défense agenaise.

Dans le vestiaire, en rangeant précieusement sa légendaire casquette au fond de son sac, « Monsieur Jean » insistait sur la manière dont avait été acquise cette large victoire : « *Nous avons prouvé que nous n'étions pas seulement une équipe occupée à détruire.* » Mauvais procès fait à un club qui vient, au contraire, de se voir attribuer le challenge du jeu loyal. Pourtant, les débats furent rudes. Le sang répandu en abondance sur les maillots blancs des Agenais Tolot et Mothe témoignait de l'ardeur de la lutte. Jean Liénard est, il est vrai, l'un des théoriciens du rugby musculaire. « *Pour gagner, il faut des types costauds devant, capables de défendre et d'attaquer avec énergie* », énonce-t-il.

Un leurre

Considéré comme le maître à penser de Jacques Fouroux, dont il fut l'entraîneur pendant sept ans, Jean Liénard continue d'avoir de longues conversations téléphoniques avec son ancien élève devenu sélectionneur national. « *Sa méthode est la bonne, puisque le XV de France gagne* », lance-t-il aux détracteurs de Fouroux qu'il soupçonne de « *vouloir prendre sa place* ». Le patron du FCG tient bon contre les vents et les marées progressistes qui tendent à déferler sur le rugby français. « *Le jeu est certes plus élaboré qu'avant, mais, tant que nous resterons amateurs avec six à sept heures d'entraînement par semaine, le rugby scientifique dont parlent certains sera un leurre. D'ailleurs, notre victoire après deux mois sans compétition bouleverse toutes les données scientifiques.* »

On s'attendait à un manque de rythme chez les Grenoblois. Ce sont les Agenais qui en furent victimes, cédant sous les coups de boutoir des mastodontes dauphinois. « *Ils ont été plus enthousiastes que nous* », reconnaissait Daniel Dubroca, faisant état pour toute explication d'une « *lassitude morale, contre-coup de la demi-finale perdue contre Toulon* ». Ces joueurs chers au président Ferrasse ont ainsi laissé échapper hors du Sud-Ouest le second titre de la saison.

Au pied des Alpes, le trophée mis en jeu par le Racing Club de France trouvera, selon Jean Liénard, une terre d'asile « *où le rugby a des racines très profondes.* Le FC Grenoble réalise en effet l'une des quatre ou cinq meilleures recettes de France. Après avoir remporté le seul titre qui manquait à son palmarès de joueur et d'entraîneur, « Monsieur Jean » avance comme preuve de son bonheur qu'il pourrait bien « *arrêter le rugby* ». Mais aussitôt son regard malicieux dément cette incongruité : « *L'an prochain, nous tenterons de redevenir champions de France,* lance-t-il. *Avec des gaillards solides, modestes et costauds dans leur tête, cette équipe est capable de battre n'importe laquelle.* » La preuve en est faite.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

(1) Forfait pour la Coupe du monde, il est remplacé en équipe de France par le Nîmois Marc Andrieu.

FOOTBALL : championnat d'Italie

Le sacre de Naples et de Maradona

Pour la première fois depuis la création du championnat d'Italie, il y a soixante et un ans, Naples a remporté le *scudetto*. Devant quatre-vingt-cinq mille spectateurs massés dans les tribunes du stade San-Paolo, l'équipe emmenée par Diego Maradona n'a réussi dimanche 10 mai qu'un match nul (1-1) avec la Fiorentina. Mais, dans le même temps, le suivant immédiat au classement du championnat d'Italie, l'Inter de Milan, était battu (1-0) à Bergame par l'Atalanta. Avec quatre points d'avance, Naples est assuré du titre puisqu'il ne reste plus qu'une journée de matches.

Naples, qui depuis la cinquième journée a toujours occupé seul ou à égalité de points avec la Juve et l'Inter la première place du classement, a surtout bâti sa victoire grâce à son efficacité sur terrain adverse. Le jeu de l'Argentin Maradona et une grande rigueur défensive imposée par l'entraîneur Ottavio Bianchi ont permis à l'équipe napolitaine, qui a été éliminée en coupe de l'UEFA par Toulouse, de dominer le *Calcio*.

Après avoir rêvé longtemps d'une victoire sur leurs compatriotes du Nord, les habitants de Naples ont laissé exploser leur joie. Les artères principales de la ville ont été envahies dimanche par des supporters en délire, promenant des statues en papier mâché à l'effigie des joueurs. Ce déferlement d'enthousiasme a provoqué des incidents qui ont fait cinquante blessés, dans le Rione Sanita, un des bas quartiers de la ville.

Les résultats

Automobilisme

TOUR DE CORSE

1. Béguin-Lenne (BMW M3), 7 h 22 mn 30 s ; 2. Loubet-Rieu (Lancia Delta), à 2 mn 8 s ; 3. Biasion-Siviero (*Lancia Delta*), à 2 mn 28 s ; 4. Ragnotti-Thimonier (Renault 11 turbo), à 2 mn 41 s ; 5. Chatriot-Périn (Renault 11 turbo), à 4 mn 35 s.

● **Championnat du monde des pilotes.** – 1. Kankkunen (Fin.), 37 pts ; 2. *Biasion (Ita.), 35* ; 3. Ragnotti (Fra.), 29 ; 4. Alen (Fin.), 28 ; 5. Rohrl (RFA), 27.

● **Championnat du monde des marques.** – 1. Lancia, 74 pts ; 2. Audi, 48 ; 3. Volkswagen, 39 ; 4. Renault, 35 ; 5. Mazda, 30.

● **Championnat du monde « tourisme », à Dijon-Prenois.** – 1. Cecotto-Brancatelli (BMW M3), 425,600 km, en 2 h 51 mn 14 s (149,168 km/h) ; 2. Ravaglia-Capelli (BMW M3), à 55 s ; 3. Sopero-Niedzwiedz (Ford Sierra Cosworth, à 1 mn 5 s ; 4. Dieudonné-Ludwig (Ford Sierra), à 2 mn 8 s ; 5. Rouse-Tassin (Ford Sierra), à 1 tour.

● **Championnat du monde d'endurance, à Silverstone.** – 1. Cheever-Boesel (Jaguar XJR8), 210 tours (1000 km), en 5 h 3 mn 6 s, moyenne 198,57 km/h ; 2. Lammers-Watson (Jaguar XJR8), à 6 s ; 3. Stuck-Bell (Porsche 962C), à 31 s ; 4. Mass-Wollek (Porsche 962 C), à 8 tours ; 5. Schafer-Brun (Porsche 962 c), à 10 tours.

Escrime

CHALLENGE MARTEL
(épée)

L'Allemand de l'Ouest Boorman a battu son compatriote Bellman par 12 touches à 11, dimanche 10 mai, en finale du challenge Martel à Poitiers.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division
(Trente-quatrième journée)

*Marseille b. Nancy	3-2
Bordeaux b. *Laval	2-1
*Toulouse et Paris-SG	1-1
*Auxerre b. Rennes	1-0
*Monaco b. Le Havre	2-1
*Metz b. Toulon	4-0
*Brest b. Nantes	2-1
*Lens et Sochaux	0-0
*Saint-Etienne b. Nice	1-0
*Racing-CP b. Lille	1-0

Classement. – 1. Marseille, 49 pts ; 2. Bordeaux, 48 ; 3. Toulouse, 43 ; 4. Auxerre, 42 ; 5. Monaco, 40 ; 6. Metz, 37 ; 7. Paris-SG, 36 ; 8. Brest, 35 ; 9. Laval et Lens, 34 ; 11. Nantes et Nice, 33 ; 13. Lille et Le Havre, 31 ; 15. Racing-CP, 30 ; 16. Saint-Etienne, 29 ; 17. Toulon, 27 ; 18. Nancy, 26 ; 19. Sochaux, 25 ; 20. Rennes, 17.

Deuxième division
(Trente-deuxième journée)

GROUPE A

*Niort b. Dunkerque	2-0
*Mulhouse b. Orléans	2-1
*Reims b. Guingamp	3-1
*Beauvais b. Tours	3-0
*La Roche et Strasbourg	0-0
*Amiens et Angers	1-1
*Valenciennes b. Abbeville	4-1
*Red Star et Saint-Dizier	1-1
Caen b. *Quimper	1-0

Classement. – 1. Niort, 52 ; 2. Caen, 45 ; 3. Mulhouse, 44 ; 4. Reims, 40.

GROUPE B

*Montpellier b. Ajaccio	4-1
*Thonon et Lyon	1-1
*Cannes b. Gueugnon	3-1
*Alès b. Le Puy	1-0
*Bastia et Sète	1-1
Nîmes b. *Béziers	8-1
*Limoges b. Cuiseaux-Louhans	3-0
*Montceau b. Bourges	2-0
*Istres b. Martigues	1-0

Classement. – 1. Montpellier, 49 ; 2. Lyon, 46 ; 3. Cannes, 43 ; 5. Alès, 43.

Motocyclisme

1000 KILOMÈTRES D'ESTORIL

1. Moineau-Le Bihan-Tournadre (Fra., Suzuki 65 XR 750), 7 h 26 mn 20 s (moyenne 141,386 km/h) ; 2. Schaefli-Kaelen (Sui., Honda USR 750), à 4 tours ; 3. Oxley-Fower (G-B, Yamaha FZR 750), à 7 tours.

Tennis

TOURNOI DES CHAMPIONS
(à Forest-Hills, 615 000 dollars)

Demi-finales. – Noah (Fr.) b. Zivojinovic (Youg.), 6-3, 7-5 ; Gomez (Equa.) b. Becker (RFA), 4-6, 6-4, 6-3.

Finale. – Gomez b. Noah, 6-4, 7-6, 7-6.

TOURNOI FÉMININ DE ROME

Demi-finales. – S. Graf (RFA) b. H. Sukova (Tch.), 6-3, 6-3 ; G. Sabatini (Arg.) b. Navratilova (E-U), 7-6, 6-1.

Finale. – S. Graf (RFA) b. G. Sabatini (Arg.), 7-5, 4-6, 6-0.

Volley-ball

TOURNOI PRÉOLYMPIQUE

Pour son premier match, dimanche 10 mai, à Brasilia, l'équipe de France a été battue par Cuba 3 sets à 2 (13-15, 7-15, 15-11, 15-7, 15-11.

Le Monde
ECONOMIE

LA PRIVATISATION DE LA CGE

Quatre-vingt-neuf ans de participations

En cinq ans de nationalisation, la Compagnie générale d'électricité a profondément changé son portefeuille industriel.

LA CGE a vu le jour le 31 mai 1898, un mois après le cinquantième anniversaire du règne de l'empereur François-Joseph et l'année de la découverte du radium par Pierre et Marie Curie. Rares étaient à l'époque les hommes d'affaires qui formaient un holding : plusieurs mois de travail avec les meilleurs juristes furent nécessaires au fondateur, Pierre Azaria, avant de créer la société et de choisir la dénomination – d'une belle banalité.

En 1892, un groupe du même nom avait été fondé outre-Atlantique. Mais, déjà, des entreprises engagées dans l'électricité existaient à l'étranger : Philips depuis 1891 et Siemens depuis 1847.

Son objet social est très vaste, qui *« comprendra principalement l'exploitation d'industries et d'entreprises ayant rapport à l'électricité »*. La polyvalence sera l'une des caractéristiques du nouvel ensemble qui, contrairement à beaucoup d'autres groupes de l'époque, n'est rattaché à aucune grande famille, mais réunit des capitaux anonymes. Un nombre important de banquiers siégeront à son conseil d'administration, notamment un représentant de la Banque suisse et française (devenue en 1917 le CCF, qui jouera un rôle-clé dans le développement de la CGE), un de la Société générale et un de la Société nancéienne de crédit industriel et de dépôt (1).

Très vite, Pierre Azaria fixe les grands principes qui régiront toute la vie de la Compagnie, notamment le rôle du holding : aider plutôt qu'interférer dans le fonctionnement des filiales, diviser les risques industriels (2).

La jeune société s'impose rapidement dans la production et la distribution du courant dans les grandes villes françaises. Conformément à son désir de couvrir toutes les activités électriques, elle rachète en 1910 les Câbles de Lyon, qui, trois ans plus tard, installeront la première ligne à haute tension souterraine.

Comme beaucoup d'autres groupes, la CGE participe à l'effort de guerre pendant la première conflagration mondiale, en développant ses activités métallurgiques. Celles-ci cesseront d'être dominantes dès le début de la crise de 1929, au profit de la production et de la distribution électrique. A partir de 1936, les piles, les accumulateurs et les câbles assurent le relais.

La CGE fait aussi des incursions dans les « courants faibles » (le téléphone) en prenant, en 1911, une participation majoritaire dans la Compagnie générale de radiotélégraphie et, en 1913, en entrant dans le capital de la Compagnie universelle de télégraphie et de téléphone. Mais les deux affaires ne répondent pas à ses espoirs et sont vendues en 1914. En 1925, elle achète 20 % de la Société des lignes télégraphiques et téléphoniques (LTT) et, trois ans plus tard, prend une participation prépondérante dans la filiale française du suédois Ericsson. Elle s'en séparera en 1930.

Une pratique à laquelle la CGE n'hésite pas à faire appel lorsqu'elle a besoin d'argent. Cette politique et son extrême diversification lui permettent de traverser sans trop de dommages la grande dépression de 1929.

La dernière tentative dans le téléphone sera la bonne : le rachat, en 1930, de 20 % du capital de la Société industrielle des téléphones (SIT), l'ancêtre de la CIT, absorbée en 1938.

A la fin de la seconde guerre mondiale, la CGE subit un choc : la nationalisation de l'électricité en France. Contrairement à d'autres groupes (Mercier, Lebon ou Durand), elle restera pourtant dans le secteur industriel ; mais elle est amputée de 40 % de son chiffre d'affaires.

De 1947 à 1955, elle se contente de faire fructifier les indemnités qu'elle a touchées. Les cinq années suivantes sont mises à profit pour élaborer une stratégie de reconversion industrielle, appliquée à partir de 1960, autour de deux grandes idées : prendre une position dominante dans le matériel électrique en maîtrisant toute la gamme de produits ; s'implanter dans les télécommunications.

La Compagnie prend en plusieurs étapes le contrôle d'Alsthom, qui occupait de très belles positions dans le matériel électrique, les *turbo-alternateurs* et la transmission en particulier. Alsthom profitera du lancement du programme nucléaire français, à partir de 1974, puisque la fabrication des turbo-alternateurs nucléaires lui est confiée, ce qui lui permet de devenir le numéro trois mondial dans ce secteur.

La firme réalise également le TGV pour la SNCF et reprend les Chantiers de l'Atlantique (pour ses moteurs Diesel). Simultanément, les Câbles de Lyon ne cessent de se développer, absorbant une à une des entreprises travaillant dans la même branche.

Dans les télécoms, le groupe partait de très loin. En 1955, pourtant, il avait conclu une alliance avec Ericsson pour que le central téléphonique de l'époque – le Cross-Bar – soit présenté simultanément par la firme suédoise et la CIT. La part de marché de la CGE monte en France de 15 % en 1960 à plus de 35 % dix ans plus tard.

Dans les transmissions, la prise de contrôle d'Alcatel en 1968 lui donne entre 40 % et 50 % du marché. Et la Compagnie constitue progressivement une série de filiales dans l'informatique, la bureautique et la télématique : la Compagnie générale d'automatismes (1961), la Générale de service informatique (1971), la Société des machines Havas (1972), Friden en 1979.

Un groupe en excellente santé

Parallèlement, le groupe fait une percée dans les travaux publics (prise de contrôle en 1967 de la SGE, absorption de plusieurs sociétés moyennes, de Sainrapt et Brice en 1980, de Cochery en 1981), prenant la troisième place européenne. Le département d'entreprise électrique de la SGE est regroupé en 1971 avec celui d'Alsthom, donnant naissance à la CGEE-Alsthom.

Le groupe a changé de taille et acquis une dimension internationale. Le chiffre d'affaires est passé de 1,3 milliard au début des années 60 à 45,8 milliards à la veille de la nationalisation, et les effectifs de 36 500 à 180 000. De 12 % en 1960, le taux de l'activité à l'étranger s'est élevé à 35 % en 1980.

C'est un groupe en excellente santé et en expansion qui sera nationalisé en 1982 par le gouvernement socialiste.

FRANÇOISE VAYSSE.

(Lire la suite page 35.)

(1) « CGE et Télécommunications : les premiers pas », de Jules Rapp, dans la *Revue française des télécommunications* de juillet 1986.

(2) *L'Epopée électrique*, éditée par la CGE à l'occasion de son soixante-quinzième anniversaire.

Ambroise Roux : *l'influence*

« GRAND féodal du patronat, éminence grise du pouvoir, patron le plus payé de France, prince du secret »... Que n'a-t-on dit sur Ambroise Roux, PDG de la CGE pendant douze ans (1970-1982), qui a fasciné, intrigué... et effrayé tant ses collaborateurs que les milieux économiques et financiers ?

Démissionnaire de la présidence de la CGE après sa nationalisation en février 1982, il est resté dans l'ombre depuis cette date, mais s'est montré très agissant auprès du nouveau pouvoir après les élections du 16 mars 1986, jouant, dit-on, un rôle non négligeable dans les changements de président des groupes nationalisés, notamment à la CGE. *« C'est Ambroise et Balladur qui ont coupé la tête de Georges Pebereau et qui ont placé Pierre Suard »*, affirmaient certains lors des grands mouvements de l'été dernier.

Jusqu'à ce mois de février fatidique, tout avait pourtant réussi à ce modèle du technocrate capitaliste, dont le parcours fut exemplaire. Né le 26 juin 1921 en Seine-et-Oise, fils unique d'un fonctionnaire des finances devenu administrateur de sociétés et gérant de *Paris-Match*, il sort de Polytechnique dans la botte (Ponts-et-Chaussées) et complète sa formation à l'Ecole supérieure d'électricité.

Après un petit tour de deux ans au service des brevets de Rhône-Poulenc, où ses capacités impressionnent, puis inquiètent, il revient dans l'administration. Jean-Marie Louvel, ministre MRP de l'industrie, en fait alors son conseiller technique, puis son directeur de cabinet (1951-1954).

Après une tentative infructueuse pour entrer à nouveau chez Rhône-Poulenc, où l'on redoute toujours ses ambitions, Emile Marterer, le despotique président de la Compagnie générale d'électricité, l'attire chez lui comme directeur général adjoint en 1955. La voie royale est ouverte : directeur général en 1963, il remplace en 1970 Jean-Marie Louvel, qu'il a fortement contribué à faire nommer PDG de la CGE en 1965.

Le voilà en place, à la tête d'un conglomérat où sa belle mécanique intellectuelle va pouvoir fonctionner à merveille.

C'est un homme d'influence : vice-président du CNPF (où il se heurtera à Antoine Riboud, le PDG de BSN, dangereusement « social » à son gré), il rôde dans les allées du pouvoir, plus pompidolien que giscardien, et ami d'Edouard Balladur, qu'il a fait venir dans son groupe à la fin des années 70. Lecteur assidu de science-fiction, passionné de parapsychologie (il a écrit un livre sur ce sujet), partisan de longues vacances (trois mois) et de la décentralisation (il n'y a pas un papier sur son bureau de la rue La Boétie), Ambroise Roux est, début 1982, le patron le mieux payé de France (plus de 10 millions de francs, dit-on) *« mais je le mérite »*.

« Je ne suis pas fâché de laisser à l'Etat une CGE en bon état », souligne-t-il d'ailleurs avant de démissionner. Aujourd'hui, le « gros chat » a vieilli (soixante-cinq ans) et n'a plus guère d'espoir de revenir au pouvoir (*« pas de restauration »*, a dit Jacques Chirac). Mais de son poste d'administrateur de la CGE, qu'il a retrouvé en juillet 1986, il garde un œil vigilant sur son ancien terrain de chasse, prêt à donner un coup de patte, en douceur.

FRANÇOIS RENARD.

Pierre Suard : *la fermeté*



IL a le sourire un peu énigmatique des statues khmères... qui s'élargit parfois en deux fossettes. Le cheveu argenté et le costume sobre, Pierre Suard est discret et même apparemment timide. Pourtant, depuis neuf mois, il préside aux destinées du plus gros groupe industriel français.

Aussi réservé que son prédécesseur était volubile, il n'est pas homme à partir dans de grandes envolées lyriques, préférant de loin s'en tenir à des discours industriels. Georges Pebereau avait imaginé le grand mariage avec ITT dans le téléphone. C'est Pierre Suard qui finalisera les accords et gérera l'opération.

Comme beaucoup de patrons de la CGE – il en est le onzième président, – Pierre Suard a commencé sa carrière dans l'administration : après trois ans au service des affaires économiques du ministère des travaux publics, il entre à Aéroports de Paris pour y exercer des fonctions d'ingénieur en chef, puis de directeur de l'exploitation, tout en gardant pendant un temps (1966-1968) un poste de chargé de mission au cabinet de M. Michel Debré, alors ministre de l'économie.

Directeur général de 1971 à 1976 de sociétés d'ingénierie, il entre ensuite dans le groupe CGE. En sept ans, il donnera aux Câbles de Lyon une stature internationale (10,6 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1986) avant de s'atteler, chez CIT-Alcatel, à la fusion avec Thomsom télécommunications, qu'il mènera d'une main de fer. Comme il fera preuve de la plus grande fermeté, une fois arrivé à la présidence de la CGE, pour régler le premier problème social qui se posait dans l'ex-empire ITT, en Espagne.

Né le 9 novembre 1934 – un scorpion – dans le Jura, il est polytechnicien, ingénieur des ponts et chaussées. Il a surpris en siégeant il y a quelques semaines sur le plateau de « L'heure de vérité », dont l'invité n'était autre que Jacques Chirac, ou en déclarant en janvier, à *l'Express* que, *« en plein Paris, on trouve des emplois ! Mais les gens les refusent pour continuer à toucher leurs droits à l'ANPE »*.

Derrière sa réserve, Pierre Suard existe... Une leçon pour ceux qui soupçonnent Ambroise Roux de *« tirer les ficelles du groupe dans l'ombre »*.

F. V.

Georges Pebereau : *des contradictions*



CERTAINS hommes sont des *« bâtisseurs »* d'empire ; des *« gestionnaires »* doivent leur succéder. Alain Madelin, ministre de l'industrie, commentait ainsi le remplacement inattendu de Georges Pebereau par Pierre Suard le 23 juillet 1986. La formule n'est pas mauvaise. Moins d'une semaine plus tard, le gouvernement donnait son aval à l'accord de la CGE avec ITT, dont Georges Pebereau avait été le géniteur.

Le polytechnicien ingénieur des ponts, âgé aujourd'hui de cinquante-cinq ans (il est né le 20 juillet 1931 à Digne), sec – il a beaucoup maigri depuis dix ans qu'il est adepte de la macrobiotique, – un peu maniéré, brillant, était un symbole des relations nouées entre l'Etat et l'industrie des années 60 à nos jours.

Après son passage au cabinet des ministres de l'équipement Edgard Pisani, François-Xavier Ortoli, Robert Galley et Albin Chalandon, Georges Pebereau entre chez Alcatel en 1968.

Sa carrière y sera rapide, il en deviendra administrateur directeur général dès 1970. Le voilà, à trente-neuf ans, patron des télécoms dans l'ombre – toutefois pesante – d'Ambroise Roux, avec qui ses relations sont restées mystérieuses bien que certainement un peu filiales, mêlées d'encouragements et de réprimandes.

Vers 1978, la France découvre son retard dans les industries stratégiques et lance des plans sectoriels à coups de subventions. La télématique, la bureautique, la productique, c'est moi, explique Georges Pebereau, qui s'en veut le *« champion national »*. Il sait que, en France, une heure passée à charmer un ministre rapporte bien plus à son entreprise qu'une année d'ingrate gestion industrielle. Toutefois, les promesses décevront, et la CGE en conservera une réputation peu flatteuse d'abonnée aux guichets publics, comme dirait Alain Madelin.

L'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 chasse Ambroise Roux. Georges Pebereau, qui a su se faire des alliés de tous bords, y voit sa chance. Il doit certes accepter un purgatoire de deux ans pendant lesquels il est coiffé de Jean-Pierre Brunet, un ambassadeur peu gênant. Ensuite, il va donner sa pleine mesure. Alcatel obtient des pouvoirs publics de reprendre Thomson télécommunications, puis le contrôle de Framatome. Sur les télécoms et sur l'énergie, voilà la CGE dotée d'un quasi-monopole en France. La séduction auprès des gouvernants et des conseillers de l'Elysée a payé.

Pourtant la grogne monte. Car l'intendance ne suit pas. Le stratège Georges Pebereau, autoritaire, menant les gens par à-coups au gré de ses visions planétaires, néglige les produits, les usines, bref l'indispensable, le quotidien industriel. La fusion Alcatel-Thomson se traduit par des suppressions d'emplois inévitables, mais contraires aux promesses du PDG. Les ministres un à un deviennent hostiles, les relations avec les P et T, exécrables.

« Jojo », comme on l'a appelé aux P et T, s'enferme dans une fuite en avant qui le conduit à des erreurs grossières : ainsi se fait-il voter un complément de rémunérations par le conseil d'administration de la CGE. Une *« rente »* qui choque. Il doit y renoncer. Ainsi oublie-t-il en pleine campagne électorale que son accord américain touche une usine située en Corrèze... en plein fief de Jacques Chirac. Ces bourdes de quasi-débutant lui coûteront son poste.

Georges Pebereau est la contradiction vivante de la société mixte. Il rêvait de détacher son groupe de sa base française et de faire de la CGE une multinationale à la Schlumberger. Mais, dans le même temps, il ne cessait de s'appuyer sur les gouvernements, de prévenir leurs désirs.

L'Etat ou le privé ? *« Monsignore »* Georges Pebereau sait mieux que tous manœuvrer entre ces deux pouvoirs, mais il ne sait se défaire d'aucun. Ce fut et son succès et sa disgrâce.

ÉRIC LE BOUCHER.

ALCATEL : pari sur le téléphone

Au deuxième rang mondial des télécommunications avec un chiffre d'affaires de 80,5 milliards de francs pour 156 200 salariés.

JUIN 1986. *Un nouveau gouvernement sort à peine des urnes en France, et la nouvelle équipe au pouvoir s'installe. Dans les groupes nationalisés – désormais privatisables, – les présidents, inquiets pour leur avenir, adoptent un profil bas... sauf un, Georges Pébereau.*

Il lance l'une des plus belles *bombes industrielles de ces dernières années*, en concluant un accord capital dans le téléphone avec l'américain ITT. Il s'agit de doubler la taille de son groupe dans *les télécommunications en* rachetant toutes les activités d'ITT dans ce secteur... et de porter ainsi son chiffre d'affaires de 40 à 80 milliards de francs ! La *CGE monterait ainsi du cinquième* au deuxième rang mondial, derrière un autre géant américain, ATT.

Ce coup de poker, qui reçoit la bénédiction des *pouvoirs publics*, modifie radicalement le profil de la CGE : son chiffre d'affaires passe de 80 milliards de francs en 1986 à 130 milliards en 1987, la plaçant en tête des groupes industriels français (hors pétrole). Désormais, la communication – au sens large – représente 63 % de ses ventes (contre 45 % en 1986), abaissant de 38 % à 26 % la part de l'énergie et des transports, et de 17 % à 11 % celle des services.

Le groupe prend une tout autre dimension sur la scène internationale, en réalisant 60 % de ses ventes à l'étranger (contre 36 % en 1986). Et ses effectifs sont gonflés de près de 100 000 personnes.

Après des années d'expansion régulière, le monde des télécoms a changé : les budgets de recherche-*développement ne cessent* de s'accroître et, se combinant à des coûts de restructuration et à une concurrence accrue à l'export, pèsent sur les marges bénéficiaires des constructeurs.

Les industriels multiplient donc les alliances afin de rester parmi les quatre ou cinq groupes qui subsisteront encore dans dix ans. *Selon les experts, si l'on veut être* en bonne position pour développer les nouveaux services mariant la voix, l'image et les données informatiques sur une ligne téléphonique, *il faut détenir 16 %* du marché mondial des télécoms.

En reprenant les filiales d'ITT, la CGE fait un grand pas dans ce sens, puisqu'elle en possède désormais 12 %. Et l'accord lui permet de prendre pied dans des pays où elle était absente : l'Italie (20 % du marché), la RFA (35 %), l'Espagne (70 %), la Belgique (77 %)... *Mais le groupe restera* essentiellement européen, 89 % de sa production étant réalisés sur le Vieux Continent.

Si, avec ITT, elle rachète des parts de marché, la CGE enrichit aussi son portefeuille technologique sans engager d'énormes frais de recherche : ITT a en effet développé un central téléphonique – le système 12 – plus avancé que les siens (le E 10 et le MT)... ITT apporte d'ailleurs un bataillon important de chercheurs – plus de dix mille, – travaillant dans six centres.

Un risque d'éparpillement

Pourtant, un certain nombre d'incertitudes demeurent. D'abord, sur *le plan commercial*, le groupe devra maintenir et développer ses parts de marché. Ensuite, technologiquement, certains affirment que le central américain a connu certaines difficultés d'adaptation dans quelques pays...

« Le système 12 marche », affirme-t-on à la CGE. Reste que le groupe, qui a déjà rencontré des problèmes pour faire « converger » ses deux précédents centraux français, devra désormais en intégrer un troisième. N'y a-t-il pas risque d'éparpillement des efforts ?

En outre, bien que la CGE ait soigneusement « bordé » l'opération, le rachat d'ITT ne peut être sainement financé que grâce à l'augmentation de capital accompagnant la privatisation de la compagnie, la CGE souffrant d'une *insuffisance de fonds propres* après cinq années de nationalisation (*le Monde Affaires* daté 8 mai).

Autre difficulté : le volet social. La fabrication des centraux modernes requiert bien moins de main-d'œuvre que celle des matériels traditionnels. Or, si la CGE a fait le ménage chez elle, ce n'est pas le cas dans les ex-filiales d'ITT... Les sureffectifs s'élèveraient à 20 000 ou 25 000 personnes sur les 150 000 actuelles. On a déjà eu un avant-goût de ce type de problème en Espagne : de longues négociations ont été nécessaires avec les autorités locales avant de supprimer 4 000 emplois.

Il faudra aussi éviter de froisser les susceptibilités dans les filiales nouvelles, notamment en RFA où se trouve le plus beau fleuron de l'ex-empire d'ITT, la SEL. Cette société réalise 16 milliards de francs de chiffre d'affaires, et son *bénéfice en 1986 (500 millions* de francs environ) a dépassé à lui tout seul celui de tout l'ensemble ITT..., alors que le système 12 sort en grande partie de ses laboratoires. *Une bonne entente* avec ses dirigeants est indispensable.

Les responsables de la CGE affichent pourtant une sérénité totale : ils tablent sur une rentabilité de 2 % environ du chiffre d'affaires en 1987 et de 3,5 % à 4 % dans trois ans pour tout le secteur de la communication. Si leurs prévisions se réalisent, cette branche deviendra la poule aux œufs d'or du groupe, palliant le recul relatif des activités traditionnelles (énergie et transport) avant l'émergence du nouveau centre de profit attendu dans les services industriels. Sinon...

F. V.

ALSTHOM : l'inévitable monopole

Le premier groupe français de biens d'équipement avec un chiffre d'affaires de 22,4 milliards de francs et 46 000 salariés.

ALSTHOM prend un malin plaisir à se développer dans les secteurs industriels en crise, comme le nucléaire, la construction navale et le ferroviaire. *Comment parvient-on à* dégager bon an mal an un bénéfice de plus de 400 millions de francs dans un groupe aussi exposé à la concurrence et autant menacé par la contraction des marchés ?

M. Jean-Pierre Desgeorges, PDG du groupe, répond par une *formule qui rappelle celle de* l'œuf de Colomb : d'abord *« être leader et constituer un pôle d'attraction ». « Alsthom se trouve dans un secteur industriel de phase 3, c'est-à-dire un secteur où la croissance ne peut être que lente,* analyse-t-il. *Pour mieux répartir nos investissements de recherche et nos efforts commerciaux très coûteux, alors que le marché ne nous permet pas d'espérer une embellie rapide, il nous faut croître par rachat d'entreprises extérieures, ce qui ne veut pas dire nous diversifier dans n'importe quel secteur (...).*

» Nous ne pratiquons pas la fuite en avant. Nous épousons le mouvement de rationalisation et de concentration auquel on assiste dans le monde entier, qui a pour vertu d'enlever à la concurrence et donc à la guerre des prix leur aspect « sauvage ». Il est vrai que le chemin de fer, la marine marchande et l'énergie sont en crise ; mais tous les pays du monde, même les plus pauvres, doivent mettre sur pied des réseaux de transports, et tous ont besoin d'électricité. Notre vertu principale est d'être inévitables. »

L'abandon de Jeumont-Schneider

La stratégie développée par M. Desgeorges dans le ferroviaire illustre parfaitement cette démarche, qui, depuis le début de l'année, a fait d'Alsthom le premier constructeur mondial de matériel de chemin de fer. Jusque-là, le marché français était dominé par deux mastodontes : Alsthom et Jeumont-Schneider, qui monopolisaient 80 % du marché. Malgré des efforts importants de redressement, Jeumont décidait, en 1986, de jeter l'éponge.

Les surcapacités avoisinent en France les 45 %, car la RATP et la SNCF ont tari leurs achats de matériel neuf. Pour ne prendre que la seule SNCF, elle ne recevra cette année qu'une dizaine de locomotives. Les soixante-treize rames du TGV Atlantique ne procureront une bouffée d'air frais que de 1988 à 1990. A l'échelle mondiale, on estime que les industriels pourraient fournir huit cent mille voitures, alors que le marché est capable d'absorber seulement le quart de ce chiffre.

Après bien des négociations, Jeumont-Schneider a choisi de céder à *Alsthom* contre *1* franc symbolique ses trois filiales ferroviaires : Carel et Fouché, le Matériel de traction électrique, Schneider-Jeumont Rail, et leurs trois mille cent salariés. Les deux partenaires se déclarent ravis.

Jeumont se félicite de s'être défaussé d'un secteur problématique où il perdait de l'argent. Alsthom se frotte les mains : son chiffre d'affaires passe de 4 à 6,5 milliards de francs du fait de cette absorption ; le nouvel ensemble offre désormais un catalogue complet des matériels ferroviaires : locomotives Diesel et électriques, métros, tramways, autorails, wagons, boggies, attelages automatiques, signalisations et automatismes, moteurs.

Des licenciements inéluctables

Etre leader ne suffit pas à assurer les lendemains. M. Desgeorges est conscient des dangers qu'il y a à travailler sur des marchés maussades. Le *maritime* ? *« Notre construction navale ne perd pas d'argent,* dit-il. *Evidemment, grâce aux aides publiques, dont personne ne veut mais que tous nos concurrents perçoivent. Nos subventions sont les plus faibles du monde et, par exemple, vingt fois moindres que celles des Japonais. Qu'on ne me bassine plus avec ces aides !*

» Si le gouvernement souhaitait les arrêter, nous fermerions, mais Alsthom est bien placé dans les paquebots, et son établissement de Saint-Nazaire est l'un des plus performants d'Europe, ses effectifs étant revenus en quelques années de 9 000 à 4 500 salariés. Car il faut tailler et retailler les branches de l'arbre afin de conserver à l'entreprise les capacités de réaction indispensables. »

La *« taille »* est obligée aussi dans le ferroviaire, où la reprise de Jeumont impose de supprimer les doubles emplois. Alsthom projetait de réduire ses effectifs de 400 unités. L'abandon pur et simple des Constructions ferroviaires du Mans (CFM), filiale de Jeumont, rend par exemple nécessaire le licenciement de 283 ouvriers. Ce n'est pas parce que le nouvel ensemble ferroviaire dispose de 18,5 milliards de francs de commandes, soit quatre ans d'activité, que M. Desgeorges cessera de rationaliser un outil industriel qui restera, à ce prix, véritablement *« inévitable »*.

ALAIN FAUJAS.





DE LA CGE

FRAMATOME : une victoire ambiguë

Toute la gamme des fournitures énergétiques mais des alliances étrangères.

EN devenant, en novembre *1985*, le *principal actionnaire* de Framatome, *premier* constructeur mondial de réacteurs nucléaires, la CGE réalisait un vieux rêve et prenait une revanche sur l'histoire. Le groupe nationalisé se trouvait être ainsi et de loin le premier pôle français d'équipement énergétique, couvrant par ses filiales la quasi-totalité des secteurs de la production d'énergie : nucléaire bien sûr, mais aussi thermique, hydraulique, solaire, géothermique, etc.

Sa revanche, il la prenait sur Creusot-Loire, ancien actionnaire failli de Framatome qui, quinze ans auparavant lui avait ravi, au terme d'une bagarre de filière féroce, le gigantesque marché d'équipement nucléaire de la France.

Le résultat de cette double victoire apparaît pourtant, *a posteriori*, quelque peu ambigu. Si le groupe couvre aujourd'hui toute la gamme des fournitures énergétiques depuis la fabrication de câbles, de conduites ou d'accumulateurs jusqu'à la construction de réacteurs nucléaires ou de très grosses centrales thermiques, l'ensemble des filiales relevant de ce secteur, fort dispersé, relève plus du conglomérat que du groupe intégré. Jusqu'ici force est de reconnaître que les synergies, pourtant réelles, entre Framatome, Alsthom, Neyrpic et les autres n'ont guère joué.

Chaque entreprise, fort jalouse de son indépendance, préfère même chercher des alliances à l'étranger plutôt que d'accepter la moindre intégration dans le groupe. Il est quelque peu paradoxal de voir Framatome s'allier pour conquérir le marché indonésien avec l'allemand KWU, filiale de Siemens, le principal rival européen de la CGE, et lui-même concurrent direct d'Alsthom, alors que la société refuse toute coopération systématique à l'intérieur du groupe, arguant du handicap commercial que représentent à l'exportation des liens trop étroits entre les fournisseurs des différents équipements d'une centrale !

Reconversion partielle

En outre, on peut se demander si la CGE n'a pas récupéré Framatome un peu tard. Certes, le constructeur de chaudières reste pour quelques années encore une formidable vache à lait pour ses actionnaires, avec encore l'an dernier un bénéfice en hausse de 18 % et une trésorerie excédentaire de 5 milliards ! Mais l'avenir, c'est le moins qu'on puisse dire, apparaît largement obscurci.

Le ralentissement des commandes nucléaires en France et dans le monde laisse prévoir après 1990 une chute rapide du chiffre d'affaires (13,2 milliards de francs pour 6 800 salariés en 1986) lorsque Framatome aura épuisé le volant de commandes qu'elle garde encore en carnet. Prévoyant les difficultés, la société a commencé à adapter ses moyens de production et ses effectifs : huit cents emplois ont déjà été supprimés en deux ans, et sept cents à mille nouvelles suppressions de postes sont prévues cette année.

Toutefois un simple repli serait à terme mortel. Framatome, pour survivre et préserver sa sacro-sainte indépendance, doit donc absolument chercher des alliances internationales et se reconvertir, au moins partiellement.

Le marché international du nucléaire n'offre plus de possibilités de croissance suffisantes pour permettre la survie d'entreprises spécialisées strictement nationales. Outre les négociations engagées avec KWU, qui *a priori* limitées au projet indonésien, pourraient déboucher, *dans l'idéal*, sur l'élaboration de normes européennes uniques donnant aux deux partenaires un avantage énorme sur leurs concurrents, notamment japonais, Framatome a récemment pris langue avec l'américain Babcock and Wilcox pour éventuellement prospecter ensemble le marché de la maintenance nucléaire.

Cependant, en tout état de cause, le nucléaire ne suffira pas à faire vivre la société pendant la prochaine décennie, d'où la reconversion. Depuis plusieurs années, Framatome a développé de nouvelles activités, plus ou moins liées à sa principale spécialité : service et maintenance des centrales, fabrication de combustibles, intelligence artificielle, diagnostic industriel, etc. Mais l'ensemble ne représente que 20 % à peine du chiffre d'affaires – dont la moitié pour les services nucléaires. Il faut donc aller plus loin.

M. Jean-Claude Leny, président de Framatome, a annoncé récemment qu'il était prêt à investir 2 milliards de francs dans une ou deux grandes affaires nouvelles. L'idée est de trouver dans une nouvelle filiale industrielle une source de cash-flow de remplacement. « *Le maître mot c'est : fric* », plaisante l'un des responsables de cette diversification. En clair Framatome cherche à garder son indépendance à l'égard de ses actionnaires.

Son tour de table ne lui facilite pas la tâche. Déjà confronté, dans les services et le combustible nucléaire avec deux de ses actionnaires, le CEA et EDF, Framatome peut difficilement s'attaquer aux secteurs clés de la CGE, comme les télécommunications ou l'électronique. En l'état actuel des réflexions, l'agro-alimentaire et les biotechnologies paraissent l'un des rares champs ouverts à ses appétits, bien qu'on puisse légitimement s'interroger sur les synergies possibles entre l'ingénierie de haut niveau, son métier de base et les aliments pour animaux ou les pots pour bébés...

VÉRONIQUE MAURUS.

Quatre-vingt-neuf ans de participations

(Suite de la page 33.)

En 1983, dans le cadre d'un grand partage de l'électronique française, la CGE reprend les activités communications civiles de Thomson et lui cède son électronique grand public et professionnelle.

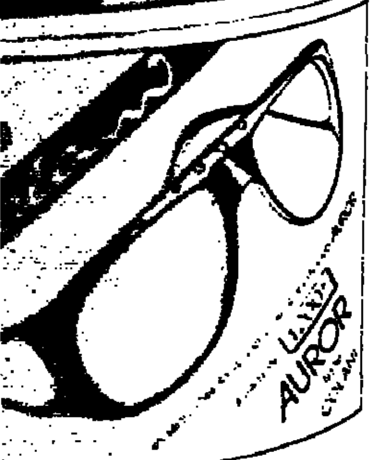
Le pôle télécommunications deviendra en 1986 l'axe majeur du groupe avec le rachat des filiales d'ITT. Cette opération le hisse au premier rang européen des télécoms et au deuxième mondial. A l'inverse, la CGE se désengage en 1982 des travaux publics, qui représentaient environ 20 % de son chiffre d'affaires.

Trois grandes opérations sont menées dans l'énergie : reprise au suisse Sprecher et Schuh de ses activités d'appareillage électrique haute et moyenne tension, accroissement de la participation dans Neyrpic (hydroélectricité) et surtout – face à un candidat de poids, Francis Bouygues, – entrée dans le capital de Framatome à hauteur de 40 %. Dans les transports, dernier coup d'éclat, il y a quelques mois : Alsthom reprend les activités ferroviaires de Jeumont-Schneider et ravit la première place mondiale dans ce secteur.

En 1987, la CGE pèsera 130 milliards de francs de chiffre d'affaires pour 240 000 salariés. Premier groupe industriel français – hors pétrole, – il coiffe désormais une série de mastodontes industriels dans le téléphone, les transports ou l'énergie. On est loin de la « fédération de PME » d'avant-guerre !

FRANÇOISE VAYSSE.





La chronique de Paul Fabra

Le chiffon rouge des systèmes de retraite

LE moins que l'on puisse dire du projet d'Edouard Balladur de création d'un plan épargne-retraite (PER) aidé fiscalement, adopté récemment en première lecture par l'Assemblée nationale, est qu'il est accueilli dans les milieux professionnels avec scepticisme. La politique s'en mêle car les barristes, pendant la discussion parlementaire, n'ont pas manqué de présenter des amendements visant à étendre la portée du texte gouvernemental (il en a été partiellement tenu compte).

Celui-ci mérite-t-il autant de froideur ? Quelles sont les raisons de sa relative timidité alors que, pour le ministre d'Etat, le problème du financement des retraites est un des plus importants qui se posent à la société française, étant donné son vieillissement qui rendra de moins en moins avantageux le système de la répartition. Le souci initial d'Edouard Balladur était d'amorcer une évolution au vu des besoins anticipés de la société pour le début du siècle prochain.

Répartition, le mot n'est pas neutre. C'est, on le sait, la méthode appliquée en France par tous les régimes obligatoires de retraite qui versent au total plus de 500 milliards de francs de prestations annuelles, soit 12 % environ du PNB. Les cotisations des personnes actives et ayant un emploi sont réparties dans l'année pour financer les pensions allouées à ceux qui ont travaillé et cotisé dans le passé. C'est par excellence le système de la solidarité qui rappelle celle qui existe au sein d'une famille où un vieux parent nécessiteux est pris en charge.

A la répartition s'oppose le système de la capitalisation selon lequel les retraites sont financées grâce à l'accumulation des réserves placées à intérêt composé — les intérêts perçus servent à accroître le capital déjà constitué. Ce capital provient des primes versées pendant la vie active. Mais, parler de capitalisation c'est, en France tout particulièrement, agiter un chiffon rouge. Ce système a laissé de très mauvais souvenirs à cause de l'inflation.

La répartition a au contraire connu, jusqu'au déclenchement de la crise, des années fastes et encore aujourd'hui elle est capable d'assurer un rendement satisfaisant. Le montant des pensions allouées en moyenne à chaque retraité excède sensiblement le montant des cotisations qu'il a versées.

Paradoxalement, ce sont deux économistes socialistes qui ont entrepris de bousculer les préjugés nés des souvenirs de l'échec de la capitalisation et du succès de la répartition. Dans un petit ouvrage concis et bien argumenté, publié au début de 1982 (1), Denis Kessler et Dominique Strauss-Kahn (devenu depuis lors secrétaire national du Parti socialiste) montraient que le système de la capitalisation n'est pas nécessairement sans défense devant l'inflation, ce que savaient évidemment les spécialistes, et aussi que la mauvaise presse dont souffre en France l'assurance-vie n'est pas nécessairement justifiée. Ce genre de contrats, expliquaient nos auteurs, peut se révéler d'un rendement élevé et est particulièrement sensible aux avantages fiscaux que la loi peut lui accorder.

Plus récemment, le professeur Babeau (2) avait, à son tour, de façon *didactique, mais approfondie, plaidé en* faveur de l'introduction d'une certaine dose de capitalisation dans le système français des retraites, en particulier au niveau des régimes complémentaires, sans du reste se faire trop d'illusions sur la capacité de le réformer. André Babeau expliquait que la capitalisation, de par son fonctionnement, était, contrairement à la répartition, beaucoup moins exposée aux effets du ralentissement de l'expansion (quotient entre le *nombre des cotisants et celui des retraités*).

Les discussions que provoquèrent ces ouvrages semblaient avoir préparé le terrain, et cela d'autant plus que les Français commençaient à s'inquiéter sérieusement au sujet de l'évolution de leur système de retraite. Cependant, le gouvernement socialiste renonçait, en 1985, à donner suite à une proposition de loi émanant de l'un des siens et visant à favoriser la capitalisation. Raison de plus, apparemment, pour encourager le gouvernement Chirac à aller de l'avant. Le PER qu'il propose doit être analysé comme une *« enveloppe fiscale »* que le contribuable peut, à son gré, remplir d'actions, d'obligations, de contrats d'assurance-vie ou de tous autres produits assimilés (il n'en manque pas sur le marché).

A concurrence de 6 000 F pour un célibataire et 12 000 F pour un ménage (plus 3 000 F s'il a au moins trois enfants), le montant versé annuellement au titre d'un PER est déductible de l'assiette de l'impôt *sur le revenu. A une condition : que les* sommes ainsi épargnées ne soient pas retirées avant l'âge de la retraite, étant bien sûr entendu que le portefeuille correspondant peut être modifié par des ventes et des rachats pendant tout le cours de la gestion.

C'EST au moment de la « sortie » que le fisc reprend ses droits, mais pas plus qu'en matière de pension versée par les régimes obligatoires (avec les mêmes exonérations). A ceci près que le projet de loi — fait notable — est assorti d'un dispositif propre à encourager la prolongation de la vie professionnelle. Un crédit d'impôts de 5 % sera alloué au cas où la retraite est prise à soixante ans ; il sera porté à 10 % si elle est prise à l'âge de soixante-cinq ans.

Ce crédit d'impôts vient diminuer le taux de l'impôt sur le revenu. Mais tout contribuable aura la possibilité d'échapper à ce dernier s'il opte pour le prélèvement obligatoire, qui sera de 36 % s'il cesse sa vie professionnelle à soixante ans ; de 33 % s'il prend sa retraite à soixante-trois ans ; de 30 % s'il travaille jusqu'à soixante-cinq ans et de 26 % s'il prolonge sa vie active jusqu'à soixante-sept ans. Tel est évidemment le parti que prendra tout titulaire de PER, dont le revenu est assez important pour supporter un taux moyen d'imposition supérieur à ces derniers pourcentages. Les contrats d'assurance-vie existants sont déjà assortis de certaines exonérations fis*cales qui, globalement, seraient à peu près* du même ordre puisque, si l'enveloppe fiscale du point de départ n'est que de 4 000 F, on peut sortir sans pénalisation d'un pareil contrat au bout de six ans.

C'est au terme d'une très vive discussion entre les experts de la Rue de Rivoli que ce dispositif a été finalement arrêté. Il existait au ministère des finances tout un courant de pensée, qu'on pourrait qualifier de « populiste », qui aurait voulu, en quelque sorte, *inverser l'économie du projet*. Le PER n'aurait pas compris d'exonérations à l'entrée ou bien une exonération très faible, dans la limite, par exemple, de 10 % de la somme placée, avec un plafond de 40 000 F par an (remarquons, en passant, que c'était le plafond également prévu par le projet socialiste mort-né, auquel il a été fait allusion).

En revanche, le contribuable devenu retraité n'aurait rien eu à payer à la sortie, *étant entendu qu'il aurait eu le choix*, comme c'est du reste le cas dans le projet actuel, entre toucher un capital ou bien se voir verser une rente. Le système ainsi proposé, faisaient valoir ses partisans, lui, était beaucoup plus incitatif pour les contribuables encore jeunes et ne disposant que de revenus relativement modestes.

Mais une autre critique est adressée au projet. Le PER ne serait qu'un système d'incitation fiscale à l'épargne et non pas un véritable dispositif de retraite. La raison en est la suivante : la retraite par capitalisation ce n'est pas seulement, font remarquer les partisans de cette thèse, la constitution d'un patrimoine. Le revenu d'un patrimoine et notamment d'un patrimoine boursier est par nature aléatoire. En cherchant à préparer sa retraite ou, plus exactement, à compléter la pension qui sera assurée par les régimes obligatoires, on vise à se constituer un flux de revenus complémentaires. Cela suppose une certaine garantie qu'un contrat d'assurance par exemple offre (le taux minimal d'intérêts garantis est actuellement de 3,5 %).

Si le contribuable choisit de remplir l'« enveloppe fiscale » d'un contrat de ce genre, il profitera des avantages que permet d'obtenir la technique de la capitalisation gérée collectivement et qui implique, elle aussi, la solidarité entre les différents souscripteurs. Dans le cas contraire, il optera pour une formule qui s'apparente aux comptes d'épargne-action de Jacques Delors ou aux anciens comptes Monory. Or convient-il aujourd'hui d'encourager les Français à se tourner vers la Bourse ? On ne sera pas étonné que cette argumentation soit entendue du côté des assureurs. Mais, pour paraphraser Kessler et Strauss-Kahn, cette origine *n'est pas une raison* suffisante pour rejeter *a priori* cette thèse qui ne manque pas de logique.

IL reste que, globalement, l'épargne diminue en France. Le PER, sans être tout à fait ce qu'il prétend, est un instrument parmi d'autres pour s'opposer à cette dégradation. C'est ce qu'espère le gouvernement. Celui-ci n'a pas voulu ou n'a pas pu prendre à bras-le-corps le vaste problème posé par l'acclimatation de la capitalisation en France. Ce en quoi il semble bien qu'il se soit fait l'interprète d'une opinion publique toujours réticente, comme le faisait déjà remarquer André Babeau dans son livre.

Les barristes auraient voulu aller plus loin : les avantages fiscaux qu'ils rêvent d'accorder à l'épargne sont en quelque sorte le pendant de ce qu'ils voudraient consentir aux entreprises qui investissent. Le gouvernement qui refuse le crédit d'impôt à l'investissement est conséquent avec lui-même, ne proposant que des avantages fiscaux limités dans son projet de PER.

(1) *L'Epargne et la Retraite, l'Avenir des retraités pré-financés*, Economica, 173 p., 49 F.

(2) *La Fin des retraites*, Hachette, « Pluriel », 450 p., 52 F.

Notes de lecture

par Alfred Sauvy

JACQUES NEMROD

Le Mal européen
Le surprenant trompe-l'œil de l'Acte unique

Fidèles toujours au poste, les deux compères le Mal et le Bien s'embrouillent quelque peu, ici, jusqu'à la pleine confusion : le Bien, c'est évidemment l'Union européenne (la majorité des citoyens lui est favorable). Seulement, tout pas vers le Bien se heurte au Mal, disons même au Malin.

Laissant aux historiens le soin de savoir si de Gaulle a été le digne successeur de Du Guesclin, attachons-nous à cette Europe. Près de quarante ans après la « vision » de Jean Monnet, la libre circulation n'y est assurée ni pour les personnes, ni pour les marchandises, ni pour les capitaux. Le plus élémentaire calcul des probabilités nous donne d'ailleurs à penser que la montée de six à neuf, puis à douze, a réduit les chances d'un accord unanime.

La grande question, c'est l'Acte unique, si composé qu'il soit de diverses parts. Grande ressource, le temps : remettons sans peur à demain ce que nous ne pouvons pas faire le jour même, puisque l'oracle n'est pas loin, les élections européennes de 1989. Quant à l'Acte unique, il porte, dans une de ses « sûretés », la date du 31 décembre 1992.

« Le temps de l'action est venu ! » Unanimité cette fois, que les poteaux-frontières ne soient pas encore classés monuments historiques n'est rien encore ; le drame est que les douaniers soient toujours là, en sus des dix mille employés de Bruxelles. Même quand les taxes sont supprimées viennent les « normes ».

Et *tout un langage de s'établir, loin du volapük de* de Gaulle. Pittoresque, le « Luxembourgeois tel qu'on le parle » : socle, calice, avancées du conclave, différence entre *cohésion* et *cohérence*, tout cela traduit en neuf autres langues. La citation-perle de la page 65 aurait pu remplacer tout le volume.

Loin de reprocher à l'auteur la comparaison avec les épiciers, regrettons seulement que leur exemple ne soit pas suivi, car eux finissent, toujours, par conclure. Ne suivons-nous pas, en somme, Desnos ?, est-il ajouté. *« Si nous ne dormons pas, c'est pour guetter l'aurore ! »* Seulement, celle-ci respecte son horaire.

Pour nous entendre, il ne nous manque, en somme, que l'adversaire commun, car le chômage tient bien mal ce rôle unificateur.

★ *Rivages*, Les Echos, Paris et Marseille 1987, 21 cm, 271 pages, 120 F.

JEAN-MARC BOUSSARD

Economie de l'agriculture

Un beau voyage autour de mon champ, organisé par le directeur de recherche de l'INRA. Publié avec le concours du ministère de l'éducation nationale, et *celui de la recherche et de la technologie (sic)*, cet ouvrage est plus près du bureau, voire de l'ordinateur, que de la terre, plus économique que technique. Ils sont certes cités, Virgile et Olivier de Serres, mais c'est un simple hommage et, du reste, l'orme n'a-t-il pas disparu ?

Un rappel bibliographique initial, dont est exclu René Dumont, mais non, heureusement, J. Klatzmann, nous introduit dans ce vaste sujet, solidement traité en quatre parties, dont la première est une présentation courtoise. La seconde, encore micro, utilise déjà le langage mathématique, bien explicite dans ses conclusions. Une attention particulière à la notion de risque, rendu plus personnel par l'arbitrage entre maximum et régularité.

L'absence d'économie d'échelle peut faciliter le travail à temps partiel, qu'aurait mieux éclairé l'évocation de l'aspect fiscal. Insatiables, ou pris au jeu, nous abordons le redoutable faire-valoir qui va de l'esclavage *au kolkhoze soviétique (et ses curieuses « malversations utiles »)*, mais nous restons ici un peu sur notre faim.

La troisième partie traite de la soumission aux redoutables lois : de King, dangereuse pour les cultivateurs, et de Engel, qui freine les consommations. Et nous voilà délicatement conduits au prix de la terre et au marché foncier, mais la question fiscale est à peine abordée. En pleine actualité nous plonge la quatrième partie, tant pour l'Europe que pour les Etats-Unis, chargés, tous deux, de leurs excédents face à la « faim du monde ». En conclusion, à la politique bureaucratique des structures préférons la solution libérale des prix, quitte à corriger quelques excès.

Cet ouvrage fondamental, qui, sans dicter, éclaire, aurait gagné à quelques rappels statistiques.

★ *Economica*, Paris, 1987, 24 cm, 310 pages, 175 F.

MOHKTAR LAKEHAL

A l'ombre de l'Occident

Cet observateur minutieux et fécond (trois ouvrages en deux ans) nous donne plus encore un réquisitoire contre le monde riche qu'un plaidoyer en faveur des pays pauvres, accusés par certains de « refuser le développement ». Nous parcourons à loisir l'espace et le temps, refusant la sévère théorie des climats de Montesquieu, mais oubliant quelque peu, comme bien *d'autres tiers mondisants, que le reproche d'égoïsme* exige quelques précautions dans le domaine économique.

Vigilant, notre homme refuse, comme Samir Amin, le moindre éloge aux pays riches, si solide appui en quelque sorte. Embarrassé, comme tout le monde, par *la réussite japonaise, il n'ignore pas les résultats de* l'Inde, mais s'attache peu à l'Amérique latine. Et nous parcourons le monde d'un œil sévère, critique, pénétrant et, cependant, quelque peu défaillant, sur deux points : l'emploi et l'immigration en Europe. Sur le rôle *de la productivité en matière d'emploi, nous ne trouvons guère que le raisonnement simpliste micro-économique*, paré de toutes les excuses, puisque l'étude macro-économique de l'emploi est l'objet d'un refus général des économistes, qui semble s'accentuer.

Se défendant d'approuver l'« intégrisme barbare », *l'auteur du Temps des ruptures* critique *la répression* antiterroriste, sans proposer une attitude précise, et va même jusqu'à comparer les immigrants clandestins aux coopérants... Bien décrit, le problème des Beurs, dans l'oubli, cependant, des « Beurettes ». Reste entière, bien sûr, la question du mariage mixte dont *l'époux est musulman*.

Accuser la Sécurité sociale de remettre en cause la solidité familiale, c'est quelque peu inverser la marche : n'est-ce pas la défaillance croissante de l'institution familiale, qui, dans tous les pays occidentaux, a rendu nécessaire la si appréciée Sécu ? Sur la démographie, *expérience classiquement insuffisante : la clef* de la diminution de fécondité n'est pas la propagande, mais la puériculture.

★ *Editions Larmises*, Paris, 1987, 21 cm, 172 pages, 80 F.

MITCHELL DEUTSCH

Banzaï ! Le défi japonais

Le titre est ainsi complété : *Pourquoi ils réussissent. Comment négocier avec eux. Comprendre les rituels et les traditions*. Si particulièrement intéressés que soient les hommes désireux d'exporter là-bas, ou d'importer de ce pays, dans les meilleures conditions, ce riche ouvrage d'un consultant expérimenté peut intéresser tout lecteur, même étranger au commerce et sans désir de se rendre au pays des daimyos. Déjà, à titre d'exercice, que le lecteur se livre au jeu, présenté ici, des *quinze tests, pour déterminer son degré* de connaissance et prendre une leçon d'humilité.

Tout n'est certes pas surprise, mais quelques idées acquises sont mises à mal. Deux domaines d'intérêt : les relations personnelles avec un Japonais (interpréter un sourire) et l'organisation de leurs entreprises. De grands copieurs ? C'est, peut-être, la plus perfide illusion des Occidentaux à leur égard. Copieurs, ne l'avons-nous pas tous été, dans notre enfance ? Or la maturation est ici largement assurée.

Il fourmille de détails pittoresques, cet ensemble d'acquisitions directes ou occasionnelles : *les Plaideurs* ont-ils été traduits en japonais ? La réponse *pourrait être négative, à l'idée qu'il y a un avocat pour* 450 Américains et un aussi pour 10 000 Japonais. Imaginez-vous, d'autre part, M. Krasucki et son état-major coopérer la main dans la main avec le CNPF ?

Tout n'est certes pas supériorité ; il faut, en particulier, deux fois plus de commerçants qu'aux Etats-Unis *ou en Europe, et le retard est notable pour* l'émancipation féminine.

Ouvrage riche, à lire par petites étapes et à vérifier... à l'occasion. Bonne traduction de l'américain par Marc Sich, à l'exception, bien sûr, de l'infortunée technologie.

★ *Businessman, Albin Michel*. Paris, 1987, 22 cm, 252 pages, 120 F.

FAYÇAL YACHIR

Enjeux miniers en Afrique

Sous ce titre, en apparence modeste, se perçoit un problème mondial d'une importance considérable, générateur de déséquilibres présents et futurs. La préface de Samir Amin aurait, peut-être, gagné en efficacité à être plus nuancée, car les révélations qu'elle renferme auraient ainsi pénétré plus profondément les esprits. Excessif, en particulier, le jugement sur le désintéressement croissant des intellectuels et des universitaires à l'égard du tiers-monde, et spécialement de l'Afrique.

Ce réquisitoire du professeur africain porte aussi sur une de ses cibles préférées, la Banque mondiale. Le colonialisme, ajoute-t-il, non sans quelque raison, a fait place à une nouvelle exploitation du monde paysan. Les nationalisations elles-mêmes ne sont que façades. Condition fondamentale : la libération de la zone si riche, Afrique du Sud et Namibie.

Plus modéré et plus technique, l'ancien professeur de Paris-Dauphine, actuellement à Alger, dresse un vaste bilan des ressources minières considérables du continent. Au minerai de fer s'ajoutent le cuivre du Zaïre et de la Zambie, l'aluminium, etc. L'Afrique du Sud possède, à elle seule, 73 % des ressources mondiales de platine, 68 % de chrome, 37 % du manganèse. Décolonisée politiquement, l'Afrique reste la ceinture minière de l'Europe.

Transformer les matières premières sur place (« délocalisation », dans le jargon du métier) à l'opposé de la vieille politique coloniale traditionnelle ? L'opération est moins avantageuse qu'elle ne le paraît. C'est ainsi que le coût d'investissement par tonne d'acier est de 1 200 dollars aux Etats-Unis et de 3 000 à 4 000 dollars au Nigéria. Et, cependant, malgré les droits à l'importation imposés par les pays industriels, cet avantage devrait, semble-t-il, se réduire, sinon disparaître avec le temps.

Cet excellent traité aurait gagné à être complété par une vue démographique à longue échéance. La population du continent africain est appelée à s'accroître dans d'importantes proportions, une autre mine d'une étonnante richesse, en friche celle-là.

★ *Karthala*, Paris, 1987, 21,5 cm. 181 pages. 70 F.

UNIVERSITÉ DE PERPIGNAN

Economie 1987

De cette intéressante publication annuelle de l'Institut d'économie et de sociologie du Roussillon, animée par Marie-Hélène Gilman, retenons la description de l'agriculture par Yves Coleno. Mais regrettons l'inexpérience de l'auteur de l'article sur le vieillissement de la population : la cause fondamentale de ce phénomène n'est pas, comme le pensent tant de personnes, la diminution de la mortalité.

Rappel en couverture des articles publiés depuis 1982.

★ *Université de Perpignan*. Perpignan, 1987. 23,5 cm. 111 pages. 64 F.

Economie

Réunion à Paris de la conférence ministérielle de l'OCDE

Un climat international délétère

Le conseil de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) se réunit à Paris, au niveau des ministres, sous la présidence de l'Allemagne, le ministre de l'économie Martin Bangemann, mardi 12 mai, celui des affaires étrangères Hans-Dietrich Genscher, le 13 mai. Au centre des débats, les moyens d'éviter une chute brutale du dollar, premier signe d'une récession aux Etats-Unis et dans le monde, mais aussi le lancement d'une réforme en profondeur du système agro-alimentaire miné par les aides gouvernementales et les excédents de production.

Au fil des ans, les réunions ministérielles de l'OCDE sont devenues, chaque printemps, un banc d'essai pour les rituels sommets des sept puissances industrielles(1) Elle pourrait, cette année, tourner à la *« mise en jambe très sportive »* si l'on en croit certains participants. Les murs du château de la Muette, où se déroulera les 12 et 14 mai la session 1987, sont des plus discrets, – c'est là l'un des grands avantages de ce type de rencontre, – et le communiqué final ne donnera qu'un écho très policé des discussions.

Tout concourt malgré tout à provoquer des débats animés, pour ne pas dire aigres par moment : un climat économique international délétère, l'affaiblissement de nombre de gouvernements, et non des moindres, avant de difficiles échéances électorales, le choix même de certains sujets. Sacré nouvelle vedette, l'agriculture fera ainsi une entrée remarquée – et pour longtemps – sur le devant de la scène, tant le dossier des aides et subventions de toute sorte et les affrontements entre pays développés exportateurs rend le dossier aussi urgent qu'explosif à ouvrir.

Exorciser les craintes de récession nées des déséquilibres mondiaux ne s'annonce pas facile. Certes, voilà plusieurs années que les cassandres sont démentis par les faits. La crise de la dette n'a pas entraîné l'écroulement du système bancaire international. Le dollar est retombé de ses sommets sans entraîner de secousse majeure. Lente, trop lente, la croissance perdure pour la cinquième, voire la sixième année dans certains pays sans que l'inflation ne donne de signe alarmant de résurgence. La situation financière des entreprises s'est, dans l'ensemble, nettement redressée.

D'où vient alors cette impression de malaise et de nervosité que les représentants des vingt-quatre pays membres de l'OCDE traduisent par des analyses souvent pessimistes ? Les risques de dérapage semblent aujourd'hui beaucoup plus graves qu'il y a un an, traduits sur les marchés boursiers et des changes par une fébrilité inquiétante et, dans les milieux d'affaires, par une expectative préoccupante des investisseurs. Tant que les gouvernements n'apporteront pas un début de preuve à leur volonté affichée de coopérer pour tirer partie d'un potentiel de croissance inutilisé, la défiance et les intérêts particuliers l'emporteront.

Partant de ce constat, le secrétaire général de l'OCDE, M. Jean-Claude Paye, plaidera pour la concertation mais aussi la *« vigilance »*, et pour la *« rapidité de réaction »* au cas où de nouvelles mesures s'imposeraient pour ramener la confiance, cet *« animal difficile à apprivoiser »* et qui a une nette tendance à se dérober pour le moment. Rude tâche. Tous les économistes le confirment : non seulement les pays largement excédentaires, RFA et Japon, ne tirent pas l'économie mondiale, mais les Etats-Unis, pour des raisons de flottement politique évident, ne veulent ou ne peuvent prendre les mesures d'assainissement que les déficits budgétaire et extérieur imposent d'autant plus que le dollar est vulnérable.

A l'OCDE comme au Fonds monétaire international, les experts ont revu en baisse leur prévision de croissance et ne tablent plus que sur 2,25 % dans les pays industriels en 1987. Tous craignent une résorption trop lente des grands déséquilibres : le déficit de la balance des comptes courants américaine pourrait revenir à 139 milliards de dollars contre 141 milliards en 1986, selon le FMI. L'excédent japonais, qui avait doublé l'an dernier pour s'élever à 86 milliards, risque de représenter encore 85 milliards cette année, Celui de la RFA, après avoir triplé en 1986 et atteint 36 milliards de dollars, est revenu, pour sa part, à 33 milliards. Mais les incertitudes sur ces perspectives sont de taille. Elles impliquent une stabilisation du dollar encore hypothétique, et ne peuvent tenir compte des retombées à plus long terme des mesures budgétaires annoncées notamment par le Japon.

Perte de crédibilité

Pour éviter de se voir clouée au pilori, la délégation nippone, forte de quatre ministres, expliquera dans le détail le plan de relance de près de 36 milliards de dollars qui devrait permettre d'accroître de 1,5 point le produit national brut. Un programme d'importance... s'il est vraiment appliqué, estiment les partenaires de Tokyo. Il faut, en effet, que le premier ministre, M. Yasuhiro Nakasone, fasse passer son budget ordinaire avant de présenter ce budget supplémentaire, sans doute dans le courant de l'été. D'ici là, les méandres de la politique intérieure nippone peuvent marquer la fin du mandat du chef de gouvernement ou mettre un frein à sa volonté d'abandonner provisoirement ses promesses d'austérité en matière de dépenses publiques.

Un certain scepticisme est également perceptible face aux décisions ouest-allemandes de donner en 1988 une ampleur accrue au second volet d'une *« réforme »* fiscale représentant surtout un rattrapage dans un pays où l'impôt n'est plus indexé sur l'inflation. Si la refonte plus profonde prévue pour 1990 est mise en œuvre, la RFA pourrait, elle aussi, accepter de voir son déficit budgétaire augmenter à nouveau, de 1 point à 1,5 point de son PNB. Encore faudrait-il que le ministre des finances ne reprenne pas trop d'une main ce qu'il donne, sans enthousiasme, de l'autre, pour aboutir à une relance de la demande intérieure.

Si l'on ajoute à ces points d'interrogation de solides doutes sur la capacité des Etats-Unis à réduire de façon significative leur déficit budgétaire – le FMI envisage pour la fin de l'exercice budgétaire 1988 un *« trou »* de 166 milliards de dollars et non de 108 milliards comme l'escompte l'administration américaine, – si l'on tient compte de l'impatience grandissante du Congrès face à un solde commercial négatif reflétant mal la reprise, en volume, des exportations, on retrouve tous les ingrédients de tension qui se sont traduits ces derniers mois en guérilla commerciale ou en turbulences monétaires.

Une double réalité qui pèsera sur les travaux des ministres réunis à l'OCDE. Appeler les participants à s'engager plus avant dans des réformes structurelles considérées comme autant de garants d'un meilleur équilibre, voire d'une plus forte croissance si elles s'insèrent dans un mouvement international, constitue une approche louable mais de longue haleine. Le fait que les propositions du secrétariat de l'organisation bénéficient d'une évolution favorable des esprits dans des domaines aussi sensibles que la fiscalité, le système bancaire ou les marchés financiers représente malgré tout un élément encourageant.

Plaider la patience en matière de coordination des politiques économiques paraît par contre un peu court. Lorsque, le 22 février dernier, les principales puissances industrielles mettaient en place l'*« accord du Louvre »* et donnaient le signal d'une stabilisation du dollar, elles cherchaient avant tout à gagner du temps. *« Elles ont en fait perdu beaucoup de leur crédibilité »*, estime un cambiste. Avec la résurgence des conflits commerciaux nippo-américains, le dollar a de nouveau été chahuté, marquant les limites des interventions concertées des banques centrales en l'absence d'une stratégie plus large. Un retour à la confiance exigerait un saut qualitatif dans la concertation qui ne saurait être franchi lors de la réunion ministérielle de l'OCDE. Du consensus qui se dégagera sur les priorités à accorder aux moyens de limiter les déséquilibres budgétaires ou commerciaux actuels dépendra malgré tout, à très court terme, la réaction des marchés, à l'affût des dernières *« petites phrases »* des principaux acteurs de la scène monétaire.

Consensus

C'est en fait sur un tout autre thème, celui de l'agriculture, que la réunion du château de la Muette a une chance d'effectuer une percée en donnant le coup d'envoi à une réforme du système mondial, dont la crise profonde – cours déprimés et envolée des excédents – semble échapper aux mécanismes nationaux et internationaux traditionnels. Il s'ensuit une escalade dans l'agressivité des principaux exportateurs, tous membres de l'OCDE, pour le moins inquiétante. *« De mauvais coups en représailles »*, c'est l'ensemble du commerce international qui pourrait, un jour, être menacé, selon M. Paye. Chacun mesure aujourd'hui le poids budgétaire insoutenable des aides destinées à soutenir les agriculteurs ou à arracher de maigres marchés. Profitant de cette prise de conscience, le secrétariat de l'OCDE présentera les résultats de quatre années de travaux pour tenter de clarifier les règles du jeu. Avec lucidité, car *« il faudra des années avant que le consommateur ne profite d'une concurrence plus saine, et que le consommateur nippon, par exemple, ne paye plus son riz huit fois plus cher que le cours mondial »*. Mais, avant même l'ouverture de la ministérielle, un consensus s'est dégagé entre les participants sur le bien-fondé de la méthodologie et sur la philosophie même de l'approche des experts de l'OCDE.

Reste à savoir si, sur ce sujet brûlant, les fantômes qui ont hanté les réunions préparatoires au lancement de nouvelles négociations multilatérales au sein du GATT (2), l'« Uruguay round », ne vont pas resurgir. La tentation est grande pour la délégation américaine de marquer quelques points auprès d'un Congrès dédaigneux de l'approche multilatérale, en exigeant que le dossier agricole soit accéléré, indépendamment des autres thèmes de l'« Uruguay round ». Cet *« early harvest »* se révèlerait une *« récolte précoce »*... de combats douteux entre la Communauté européenne, hostile à un tel *« découplage »*, les Etats-Unis et d'éventuels alliés parmi les gros exportateurs, comme l'Australie ou la Nouvelle-Zélande. Plus qu'un espoir déçu pour la réunion de l'OCDE, une telle tactique remettrait entre les mains des chefs d'Etat et de gouvernement qui se réuniront en sommet à Venise, les 7 et 8 juin prochain, un dossier empoisonné de plus.

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

(1) Etats-Unis, Japon, RFA, Grande-Bretagne, France, Italie, Canada.

(2) Accord général sur le commerce et les tarifs douaniers.

Les pays développés à la recherche d'un « désarmement » agricole

La session ministérielle de l'Organisation de coopération et de développement économique (1), qui s'ouvre à Paris le mardi 12 mai, est une sorte de première puisque les échanges agricoles en constitueront le plat de résistance.

Plus encore qu'à la conférence de Punta-del-Este en septembre de l'an dernier, dans le cadre de la préparation des prochaines négociations commerciales multilatérales, tous les pays ont pris conscience que la guerre des subventions à la production agricole ne profite à personne, pas même aux agriculteurs. Si besoin était, le secrétaire général de l'OCDE, M. Jean-Claude Paye leur confirmera l'absurdité du système.

Depuis 1980, les dépenses de soutien directes et indirectes ont presque doublé, tant en Europe qu'aux Etats-Unis ; les budgets s'essoufflent et les autres exportateurs se plaignent de ne pouvoir suivre. Résultats : les stocks de produits sans acheteurs s'accumulent et pèsent sur les cours mondiaux. Les aides elles-mêmes contribuent à accroître les disparités entre agriculteurs, puisque 25 % d'entre eux, qui font l'essentiel de la production, reçoivent plus des trois quarts des subventions, sans d'ailleurs que le revenu moyen progresse. Pour écouler des excédents qui se vendent aux moins offrants, les Etats se bagarrent à coups de finances publiques.

Devant ce constat d'échec des politiques agricoles des pays développés, la conférence de l'OCDE aura trois objectifs :

– Faire reconnaître par les ministres que le dérèglement des marchés et les tensions internationales ont leur source dans les politiques nationales ;

– Adopter les principes directeurs d'une diminution des soutiens, concertée et progressive ;

– Décider, à court terme, un cessez-le-feu dans les conflits commerciaux.

Avec quelle chance de succès ? Plutôt bonne sur les deux premiers points, plutôt mince sur le troisième, qui est le seul décisif. Comme il est d'usage, cette session de l'OCDE prépare le sommet des sept pays industrialisés qui se tiendra en juin à Venise (2). Comme un accord sur ces thèmes est rien moins que sûr, les Sept pourraient trouver leur salut commun dans la lutte contre... le SIDA. En tout cas, du côté français, on n'exclut pas un affrontement avec les Etats-Unis. Cela contraint l'Elysée à suivre de près un dossier sur lequel la tentation était pourtant grande d'affirmer qu'il ne s'agissait là que d'une affaire de gouvernement.

Dans l'esprit du secrétariat de l'OCDE, les principes directeurs pour une meilleure adaptation de l'offre à la demande sont les suivants : une garantie de prix limitée selon les niveaux de production ; des systèmes de contingentements (quotas) moins rigides qui, utiles à court terme, ont l'inconvénient de figer les structures de production à long terme ; une réduction progressive et globale du soutien des prix et, enfin, leur remplacement, non moins progressif, par des aides directes mieux ciblées, pour atténuer les conséquences sociales de la baisse des aides.

A l'issue de quatre ans de travaux, l'OCDE peut démontrer qu'une réduction globale des aides, qui atteignent parfois le quart de la valeur de la production et presque la moitié de la valeur ajoutée, se traduirait par une baisse des volumes et par une légère remontée, variable selon les produits, des cours mondiaux.

Un signal de trêve

La mise au point d'un seul indicateur pour toutes les formes d'interventions publiques, directes et indirectes, qui ont une influence sur la production agricole et donc sur le commerce peut servir de base aux négociateurs dans le cadre du GATT. Ceux-ci manquaient jusqu'alors cruellement de référence pour avancer dans des négociations qui de toutes façons s'annoncent ardues. C'est, que si « désarmement » de l'aide il y a, celui-ci doit être multilatéral et porter sur l'ensemble des produits, pour avoir, selon l'OCDE, sa pleine efficacité.

S'ajoute à cela la prise en compte des fluctuations monétaires, qui ont une influence sur le courant des échanges et le montant des aides. Dernier problème, enfin : le droit de regard pour les « gendarmes » du GATT sur la réalité du désarmement, regard qui devrait porter jusqu'au fin fond du Finistère, de l'Ohio ou de la Bavière... Mais la difficulté de la tâche laisse maints observateurs sceptiques.

D'où l'espoir mis à l'OCDE dans cette session pour qu'elle émette au moins un signal de trêve, de cessez-le-feu, pour le court terme, c'est-à-dire six à douze mois. La Communauté européenne, à cet effet, présentera un programme de gestion concertée des stocks, de stabilisation des prix internationaux et de limitation des productions.

L'Australie, qui anime le « groupe de Cairns » (3) avec le Canada, jusqu'alors hostile, serait maintenant favorable à une gestion raisonnable des stocks. Mais le blocage risque de venir des Etats-Unis. Ce pays craint en effet comme le phylloxéra une concertation qui selon lui aboutirait à un partage des marchés, doctrine totalement contraire à la ligne des actuels locataires de la Maison Blanche. Dans cette négociation, les Etats-Unis sont surtout intéressés par la fixation d'une date butoir : fin 1988. Selon eux, dix-huit mois sont suffisants pour procéder au désarmement des aides. Ils font valoir que, dans le cadre du GATT, la négociation peut durer cinq ou six ans. Ce concept de rapidité prend les noms évocateurs de *fast track* ou *early harvest*.

En attendant, soucieux d'avancer, les Etats-Unis misent sur les accords bilatéraux, avec la CEE, avec le Japon, avec le Canada, conclus le plus souvent dans la chaleur d'une crise. Or, l'OCDE le dit encore, ce type d'arrangement a pour inconvénient général de se conclure sur le dos des tiers, compte tenu de l'interrelation des marchés et des produits. Sans doute le discours américain a-t-il, pour une large part, un usage interne, à destination du Congrès, aujourd'hui fortement tenté par le protectionnisme. En tout cas, la présence exceptionnelle d'une forte délégation (4) montre à l'évidence que pour Washington l'enjeu est d'importance.

Du côté français, on se méfie beaucoup de cet empressement. Hormis une date butoir, les Etats-Unis, fait-on remarquer, ne proposent rien. Le piège de la date, dit-on encore, est trop gros, car, une fois celle-ci adoptée, seule la politique agricole de la Communauté se retrouvera négociable, la situation politique intérieure aux Etats-Unis ne permettant pas au Congrès d'accepter la moindre concession. On soupçonne Washington de double langage, car on croit savoir que les Etats-Unis ont l'intention de poursuivre l'escalade commerciale pour récupérer, coûte que coûte, les parts de marché qu'ils estiment avoir perdues. La récente proposition – que Moscou a acceptée – de fournir à l'URSS 4 millions de tonnes de blé, à des conditions exceptionnelles, conforte cette hypothèse. Le déficit annoncé du budget communautaire, qui contraindra l'Europe à « mettre les pouces », et l'absence d'accord sur les prix de campagne facilitent, en tout cas, la position américaine.

La France contre les aides directes

Pour Paris, ce n'est pas la seule difficulté. Premier pays agricole de la CEE, qui croit dur comme fer à sa vocation exportatrice, la France doit d'abord négocier avec ses partenaires de la CEE, puis celle-ci se faire entendre au sein de l'OCDE et enfin celle-là au GATT, où les partenaires du tiers-monde auront leur mot à dire. Or, contrairement à la RFA, à la Commission européenne et au secrétariat de l'OCDE, la France est hostile aux aides directes. Contrairement à la France, la Grande-Bretagne, elle, serait favorable, comme les Etats-Unis, à une discussion immédiate sur la diminution des aides. Bref, la Communauté risque de présenter un front désuni.

L'OCDE avance que l'économie réalisée par la réduction des charges de soutien à la production permettrait de financer les aides directes aux petits agriculteurs, à ceux des régions difficiles. Elle croit aussi qu'un réaménagement financier peut se faire sans entraîner une diminution obligatoire du nombre des agriculteurs, car il y a un excédent de ressources consacrées à l'agriculture et non un surcroît d'hommes. Dernier argument à l'appui de cette thèse : quand 20 % des producteurs réalisent 80 % de la production, ce n'est pas en éliminant les 80 % des autres producteurs qu'on règle la question de la surproduction.

Ce discours passe mal à Paris. D'abord parce qu'on veut considérer l'agriculture comme un secteur économiquement sain et non assisté et que la France compte sur sa compétitivité. Ensuite (mais l'argument n'est-il pas contradictoire ?) parce qu'on pense qu'un système de soutien des prix pour une organisation des marchés sera toujours nécessaire. Or la tentation sera forte de financer les aides directes, de plus en plus nombreuses, avec les ressources du FEOGA (Fonds européen d'orientation et de garanties agricoles) initialement destinées aux garanties de prix. Comment, dès lors, gérer les problèmes sociaux ? L'Europe, fait-on valoir, a la chance, par rapport à ses partenaires de l'OCDE, d'avoir une population agricole vieillie, et le dégagement naturel facilitera la restructuration nécessaire. Si cela n'est pas suffisant, on pourrait admettre des aides directes à la condition qu'elles aient un effet restructurant. Paris a donc officiellement proposé un système de mise en réserve des terres, qui permettrait de réduire les excédents céréaliers (quitte à les transformer en herbage pour réduire les importations de protéines et augmenter la production de viande bovine, qui risque, elle, de devenir insuffisante...). On peut encore financer des préretraites ou accorder des aides de reconversion rurale qui ne seraient pas éligibles au budget agricole.

Dans les négociations qui ont précédé la session de l'OCDE, et au cours de la session elle-même, la tactique française se heurte encore à une question de calendrier. Les travaux de l'OCDE sur le niveau des aides porte sur la période 1979-1981, au cours de laquelle l'aide en pourcentage de la valeur de la production n'est que de 15 % environ pour les Etats-Unis, alors qu'elle dépasse 40 % pour la CEE. C'est évidemment pour la Communauté une mauvaise référence. La diplomatie française a obtenu que le tableau qui l'illustre soit rejeté en annexe et fait ainsi valoir que l'étude de l'OCDE ne permet pas d'entamer des négociations rapides sur le désarmement des aides.

Mais l'OCDE dispose aussi d'une mise à jour plus récente portant sur la période 1982-1985 qui marque un resserrement des écarts entre les pays ou groupes de pays qui aident le plus leur agriculture (Japon, pays nordiques, CEE) et ceux qui l'aidaient moins (Etats-Unis, mais aussi Nouvelle-Zélande, Canada et Australie). Cette référence est plus intéressante pour la CEE, mais sa publication, en septembre selon certaines sources, pas avant la fin de l'année du fait des vérifications nécessaires selon d'autres, donnerait aux Etats-Unis un argument décisif pour une discussion immédiate, même si les chiffres leur sont moins favorables.

Enfin quand il s'agira de comptabiliser les efforts de réduction des uns et des autres, question de date toujours, jusqu'où remontera-t-on pour prendre en compte les aménagements déjà effectués par la CEE ?

En conclusion, on peut dire que tous les pays de la CEE, conscients de l'absurdité du système et des risques de tensions internationales, sont d'accord pour négocier un désarmement, mais le fait que certains soient plus d'accord que d'autres rend la finalisation de cet accord aléatoire.

JACQUES GRALL.

(1) L'OCDE regroupe dix-neuf pays d'Europe, les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, le Japon, la Nouvelle-Zélande.

(2) Etats-Unis, Canada, Japon, France, RFA, Royaume-Uni, Italie.

(3) Ce groupe de Cairns, du nom de la ville d'Australie où il s'est réuni, comprend l'Australie, le Canada, l'Argentine, la Thaïlande, l'Indonésie, les Philippines et la Hongrie. Il se présente comme celui du commerce loyal (*fair traders*) qui subit la surenchère commerciale entre l'Europe et les Etats-Unis.

(4) La délégation des Etats-Unis est composée de MM. Malcolm Baldrige, secrétaire au commerce ; James Baker, secrétaire au Trésor ; Richard Lyng, secrétaire à l'agriculture ; Clayton Yeutter, représentant spécial pour le commerce international ; John Whitehead, sous-secrétaire d'Etat. –

Une inconnue : le plan Guillaume

La France présentera-t-elle à ses partenaires de l'OCDE le plan Guillaume d'aide aux pays en développement ? C'est la première inconnue. Le contenu lui-même de ce plan en est une seconde.

Annoncé comme un coup médiatique par le ministre français de l'agriculture au cours d'une réception par le pape Jean-Paul II au Vatican en présence de l'abbé Pierre, ce plan était alors une coquille vide, qu'à la demande du ministre ses services se sont efforcés de remplir. Au départ, il s'agissait, par une concertation des pays exportateurs, de différencier les prix selon les marchés, en faisant payer plus cher ceux qui ont les moyens (Japon, URSS). Avec les ressources résultant de l'élévation du prix, les pays agricoles, et donc la CEE et la France, financeraient une aide alimentaire pour le tiers-monde.

L'entente sur les prix a fait aimablement sourire les Etats-Unis. L'accroissement de l'aide alimentaire (pour permettre aux paysans des pays développés d'augmenter leurs productions) a fait hurler tous ceux qui connaissent les effets pervers de ce type d'aide.

Dès lors, dans la mouture actuelle de ce plan, il ne serait plus question d'entente sur des prix différents. Les ressources résulteraient d'une hausse des prix mondiaux (obtenue comment ?). Elles seraient gérées par un conseil de gouvernements qui les céderaient pour des actions de developpement dans le tiers-monde aux organisations internationales compétentes (Banque mondiale, FAO et FMI).

J. G.

Economie

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



المصرف العربي عبر القارات

BANQUE INTERCONTINENTALE ARABE

SA au capital de 300 000 000 F

Réunie le 21 avril 1987, sous la présidence de M. Mourad Khellaf, l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Banque intercontinentale arabe, BIA, a arrêté les comptes de l'exercice 1986.

Le bilan totalise 10 169 487 122 francs contre 14 121 939 866 francs au 31 décembre 1985.

Le bénéfice net après impôts en instance d'affectation ressort à 22 598 912 francs contre 23 584 963 francs pour l'exercice 1985.

La dotation aux comptes de provisions d'exploitation s'est élevée à 55 735 105 francs au 31 décembre 1986 contre 48 721 862 francs au 31 décembre 1985.

L'assemblée générale a décidé de distribuer un dividende de 21 000 000 francs au titre de l'exercice 1986.

LtSimco
UNION POUR L' HABITATION

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 6 mai 1987, sous la présidence de M. Maurice Gontier, a *approuvé les comptes* de l'exercice clos le 31 décembre 1986. Ces comptes se sont soldés par un bénéfice de 221 759 591 F dont 18 512 556 F de plus-values nettes de cessions.

L'assemblée a décidé la distribution aux actionnaires, d'une somme globale de 200 900 196 F. Après affectation de 18 512 556 F aux réserves, le report à nouveau s'établit à 29 126 472 F. Le dividende fixé à 24,20 F pour les actions anciennes – contre 23 F au titre de l'exercice précédent – et 12,10 F pour les actions nouvelles, sera mis en paiement le 1er juillet 1987.

Le président a indiqué que, compte tenu du jeu des produits financiers et de la mise en service des immeubles en cours de construction, le dividende devrait connaître une croissance régulière au cours des prochains exercices.

Les travaux relatifs aux sept opérations en cours de constructiono, qui représentent *un investissement global* de l'ordre de 550 000 000 F, se poursuivent activement.

∴

Le conseil d'administration, réuni à l'issue de l'assemblée générale ordinaire, a procédé à l'élection de son président en remplacement de M. Maurice Gontier atteint par la limite d'âge statutaire.

Après avoir élu M. Bernard Gancel au poste de président-directeur général, le conseil a, sur proposition de ce dernier, nommé M. Maurice Gontier, président d'honneur en reconnaissance des éminents services rendus en sa qualité de fondateur, directeur général et président de SAGIMO de 1964 à 1975, puis le président de SIMCO de 1975 à ce jour ; le conseil a exprimé ses plus vifs remerciements à M. Maurice Gontier.

Le conseil a réélu la Banque de l'union européenne au poste de vice-président et pris acte de la désignation de M. Eric Dufoix, membre du comité des investissements, en qualité de Conseiller du président.

Sur proposition de M. Bernard Gancel, président-directeur général, le conseil à désigné M. Paul Ivancich aux fonctions de directeur général.

Le conseil a également pris acte de la nomination en qualité de directeur général adjoint de M. Daniel Defin.

SIMCO-Union pour l'habitation : 20, rue de la Ville-l'Evêque, 75008 Paris.

Pour recevoir notre rapport annuel téléphonez au (1) 42-66-91-10 ou envoyez votre carte de visite au Service communication.

AFFAIRES

Répondant à la requête du principal actionnaire

L'Etat français rend au groupe Hoechst le droit de gouverner chez Roussel-Uclaf

Le conseil de surveillance du groupe Roussel-Uclaf devait se réunir à titre exceptionnel, le lundi 11 mai, en vue de procéder à la réélection de ses membres.

Le gouvernement français a en effet satisfait à la requête déposée par l'actionnaire principal, le groupe allemand Hoechst, qui détient 54,5 % du capital, en rendant à ce dernier la liberté d'exercer pleinement son *droit majoritaire* (*le Monde* du 16 avril).

Aux termes des accords conclus en 1982 avec le gouvernement socialiste de l'époque, le groupe chimique de Francfort, pour sauver sa filiale de la nationalisation et en conserver le contrôle, avait accepté d'abandonner à l'Etat le pouvoir de décision, mais aussi de renégocier avec lui ledit accord après le 30 juin 1986, ce qui aurait pu conduire *a posteriori* à une nationalisation *si les socialistes* étaient restés au pouvoir.

Avec le changement de majorité, les deux parties étaient convenues de se donner un an pour mettre un point final à cette affaire, le type même du faux problème dans la mesure où il aurait été inimaginable de voir un gouvernement de droite... nationaliser Roussel-Uclaf.

Le seul souci des pouvoirs publics était de valoriser la participation de *l'Etat (36,25 %) et celle de Suez* (3,75 %). Exercice impossible avec la chute des bénéfices de Roussel-Uclaf (– 26 %) en 1986. Or Hoechst a refusé d'accroître ses intérêts dans le laboratoire pharmaceutique français, et l'administration était tenue par le précédent accord, qui l'empêchait de céder ses actions à un concurrent de Roussel-Uclaf. Elle n'avait donc plus qu'à faire droit à la demande d'Hoechst de retrouver son pouvoir de gouverner pleinement.

Le nouveau conseil de surveillance élu lundi comportera onze membres, six représentant le groupe allemand et cinq l'Etat français. Le précédent était composé de douze membres, six représentant l'Etat français et six Hoechst, la voix du président, M. Christian d'Aumale, ambassadeur de France, comptant double.

L'affaire Roussel-Uclaf est donc à peu près close. Simon que l'Etat français aurait décidé de retarder de un à deux ans la revente de sa participation, le temps que Roussel-Uclaf *se refasse une santé financière*. Avec la gamme de nouveaux médicaments que la firme du boulevard des Invalides s'apprête à lancer,Cles résultats de Roussel-Uclaf devraient commencer à se redresser de façon *significative* à *partir de 1988.*

A. D.

● **Contrats de conversion : deux arrêtés au *Journal officiel*.** – Le *Journal officiel* a publié, le 3 et le *5 mai, deux arrêtés qui complètent* le dispositif en faveur des contrats de conversion. Le premier porte sur l'agrément de la convention du 6 janvier 1987, signée par les partenaires sociaux, et du règlement. Le second précise la situation des anciens bénéficiaires de l'assurance conversion.

REPÈRES

Production industrielle

Stagnation sur un an

La production industrielle en France a baissé au quatrième trimestre. Mesurée par l'indice de l'INSEE, calculée sur la base 100 en 1980 et après correction des variations saisonnières, la production hors bâtiment et génie civil a reculé de 1 %, passant de 101 au troisième trimestre à 100. Ainsi est confirmée (*le Monde* du 25 avril) la totale stagnation de la production industrielle française depuis 1980.

Entre le quatrième trimestre 1985 et le quatrième trimestre 1986, la production est également restée *totalement étale. L'automobile a* échappé à cette tendance en progressant fortement (+ 9 points), tandis que le bâtiment gagnait deux points sur l'année.

Salaires

Vingt-quatre accords de branche au premier trimestre

Vingt-quatre accords salariaux nationaux de branche ont été conclus au premier trimestre 1987, selon un bilan du ministère des affaires sociales et de l'emploi. Ces contrats couvrent des secteurs aussi variés que le commerce et la réparation automobiles, les cabinets d'avocats, les gardiens et concierges, les grands magasins populaires, les cadres de la métallurgie, le nettoyage des locaux et les transports routiers.

La grande majorité des accords – vingt et un sur vingt-quatre – comportent uniquement des hausses sur les salaires minimaux. Elles oscillent de 0,5 % dans le commerce de boucherie à 6 % pour les cinquante mille employés, techniciens et agents de maîtrise des carrières et matériaux, mais la moyenne se situe de 1 % à 3,5 %. Plusieurs accords prévoient des hausses sur les salaires réels : + 2,25 % dans les articles de papeterie, + 1,7 % dans la salaison et charcuterie et + 1,7 % dans l'industrie de la volaille.

Chômage

Dégradation en Italie

Le chômage a continué de monter en Italie, où le nombre de demandeurs d'emploi a atteint 2,8 millions *de personnes* en janvier 1987, *soit* 11,9 % de la population active, contre 11,2 % un an auparavant, *indique l'Institut central des statistiques.* Cette dégradation du marché de l'emploi a été particulièrement sensible dans le Sud, avec un taux de chômage de 18,4 %, contre 15,3 % en janvier 1983. Les jeunes restent de loin les plus frappés par le phénomène et entraient, en janvier 1987, pour 71,8 % dans le nombre des demandeurs d'emploi.

CONJONCTURE

Une étude du Sénat

Horizon 1992 : toujours le chômage

Le service des études économi*ques du Sénat vient* de publier les scénarios qu'il a fait étudier sur l'évolution économique de la France à l'horizon 1992 (1). Deux hypothèses sont retenues. Dans la première, les pays industrialisés s'entendent suffisamment pour que, l'Europe et le Japon tirant la croissance, les Etats-Unis n'aient plus à « jouer » le dollar à la baisse. Dans la seconde, au contraire, une politique de « chacun pour soi » oblige les uns et les autres à s'arranger d'un dollar tombé à 5,10 F.

Dans un cas comme dans l'autre, le talon d'Achille, pour la France, reste le chômage. *Les* entreprises investissent, certes, mais plus pour renouveler leur matériel que pour augmenter leurs capacités de production. Dans ces conditions, la croissance reste relativement modérée – malgré une progression satisfaisante du revenu des ménages, – et ne retrouve un rythme comparable à celui de nos partenaires (3 %) qu'en fin de période.

Dès lors, l'économie française perdrait 550 000 emplois en six ans dans la première hypothèse (scénario d'entente) et 750 000 dans la seconde (scénario du « chacun pour soi »). Compte tenu d'une augmentation de la population active due à l'effet démographique, la France compterait 3,5 millions de chômeurs à la fin de 1992 (premier scénario) ou dépasserait les 3,6 millions (second scénario).

Les échanges extérieurs resteraient tout juste équilibrés (en termes de paiements courants) grâce à l'amélioration du solde des « invisibles » (transports, tourisme et charges d'intérêt) et à l'augmentation de l'excédent agro-alimentaire. Mais le solde industriel – autre talon d'Achille de notre économie – continuerait de se détériorer et ferait même place à un déficit en 1992 si l'on retient le second scénario. La cause en serait les biens d'équipement et les biens de consommation, dont le taux de pénétration (valeur des importations rapport à la production) passerait en six ans de 25,8 % à 30 % pour les premiers et de 21,8 % à 24 % pour les seconds.

(1) Cette étude doit être diffusée le jeudi 14 mai à l'occasion du quatrième colloque de réflexion économique du Sénat. L'INSEE, dans le numéro de janvier d'*Economie et statistique*, a développé cette analyse en partant des mêmes hypothèses fournies par le service des études économiques du Sénat.

M. Delebarre au « Grand Jury RTL-*le Monde* »

M. Balladur « marchand de biens »

« M. Balladur s'est transformé en véritable marchand de biens : il a littéralement bradé la valeur de certaines entreprises. » Pour M. Michel Delebarre, ancien ministre socialiste du travail, invité, le 10 mai, du « Grand Jury RTL-*le Monde* », la politique de privatisation du gouvernement Chirac *« va à l'encontre de l'investissement industriel : nous sommes dans un système encourageant la spéculation financière. (...) Chaque semaine, on brade une ou deux entreprises nationalisées, et pas seulement celles de 1981 »*.

M. Delebarre, prenant l'exemple de la Compagnie générale d'électricité (CGE), dont la vente rapportera 6 milliards de francs à l'Etat alors qu'elle en vaut 20, estime que *« la nation française s'appauvrit, et* [que] *chaque Français est, d'une certaine façon, spolié »*.

« Il est temps que cela cesse », a conclu l'ancien ministre, qui propose au gouvernement de marquer *« une pause »*. Elle permettrait d'étudier *« très clairement »* la mise en œuvre des privatisations, afin que, *« au lieu de mobiliser des moyens financiers pour de simples spéculations, on mette ces moyens au service du développement industriel de notre pays »*.

PÊCHE

Les Etats du golfe de Guinée mettent en place un plan d'autosuffisance alimentaire

Libreville. – La réunion du *conseil des ministres du Comité* régional des pêches du golfe de Guinée, du 4 au 7 mai à Libreville, a marqué une nouvelle étape dans l'élaboration d'une politique commune de la pêche en Afrique centrale, une « première » sur le continent africain.

Ce comité, auquel sont associés cinq pays (Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Sao-Tomé-et-Principe, Zaïre), *s'est donné comme premier* objectif de parvenir à l'autosuffisance alimentaire dans ce domaine. Paradoxalement, en effet, pour une consommation intérieure totale d'environ 120 000 tonnes de poisson, *ces pays, qui possèdent pourtant* une grande façade maritime et, au larges de leurs côtes, une zone économique très riche, n'en produisent que 50 000 tonnes et en importent pour une valeur estimée à 50 millions de dollars.

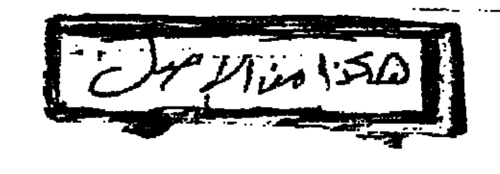
Avec l'aide de la Commission des Communautés européennes, un projet a été élaboré, mettant en commun des structures de recherche et *de production qui devraient permet*tre, dans un premier temps, une relance de la pêche artisanale. C'est ainsi que sont prévus un centre de formation à Cap Esterias (Gabon), un centre de recherche à Pointe-Noire (Congo), trois centres d'appui au développement de la pêche par pirogues (Guinée équatoriale, Congo et Zaïre), un chantier naval à Neves (Sao-Tomé) et une structure administrative à Libreville.

Le coût total du projet est estimé à 86 millions de francs français, dont les deux tiers seront pris en charge par la Commission européenne, l'Italie et la France. – (*AFP.*)

● **Un décret pour les associations intermédiaires.** – En complément de la loi du 27 janvier 1987 qui permettait la création d'associations intermédiaires, le *Journal officiel* a publié, le 3 mai, le décret d'application qui précise les conditions d'agrément, le contrat de travail, la mise à disposition, et accorde les exonérations de charges sociales. Une association intermédiaire, sans but lucratif, peut développer des activités qui ne sont pas assurées localement, dans des conditions *économiques* normales, par l'initiative privée ou par les collectivités publiques. Pour ce faire, *elle* peut recruter des chômeurs de longue durée, encore indemnisés, qui recevront un salaire de complément en fonction des heures travaillées. Toutefois, le bénéficiaire devra exercer cette activité dans la limite de soixante-dix-huit heures par mois.

● **Le prélèvement fiscal sur la production d'hydrocarbures en France pourrait être supprimé en 1988.** – En inaugurant, le jeudi 7 mai, les installations d'extraction du gisement de pétrole de Villeperdue (Marne), M. Syrota, directeur général de l'énergie et des matières *premières, a annoncé que la suppres*sion de ce prélèvement exceptionnel était à l'étude pour le budget de 1988. Elle est réclamée par toutes les compagnies pétrolières, dont le nombre intervenant en France est *passé de 13 en 1980 à 35 en 1987.* Le groupe Total, pour sa part, qui exploite avec Triton-France le gisement de Villeperdue, a consacré en 1986 400 millions de francs de son budget d'exploration à la France. Depuis 1980, les compagnies ont consacré en moyenne 2,4 milliards de francs par an à ces activités d'exploration et de production, qui ont permis de découvrir 22 millions de tonnes de réserves, a indiqué *M. Syrota.*





Economie

SOCIAL

Une note de l'INSEE et un « Livre blanc »

Relance du débat sur la fonction publique

La fonction publique va être au centre de l'actualité sociale jusqu'au 16 mai. Six fédérations de fonctionnaires (FEN, CFDT, Fédération générale autonome des fonctionnaires (FGAF), FO, CFTC, CGC) organisent, avec des initiatives parallèles, une semaine d'action du 11 au 15 mai, avec un *« temps fort »* le 14 mai, jour où la CGT lance de son côté une journée de grèves et de manifestations sur la Sécurité sociale et *« les autres revendications »*. Alimentant le débat, l'INSEE a publié, le lundi 11 mai, ses premiers résultats statistiques sur les agents de l'Etat au 1er janvier 1986, tandis que la FGAF (qui revendique 105 000 adhérents) et le Syndicat national unifié des impôts (SNUI) ont présenté ensemble à la presse un Livre blanc *« pour un service public bien compris et plus efficace »*.

Selon la note de l'INSEE, l'Etat employait, au 31 décembre 1985, 2 664 000 personnes, dont 248 600 à temps partiel et 125 000 dans les départements et les territoires d'outre-mer et à l'étranger. Parmi les évolutions essentielles, on observe une poursuite de la diminution du nombre des non-titulaires de 1983 à 1985 (– 20 % en trois ans), qui est *« l'une des conséquences principales de la titularisation des auxiliaires administratifs et enseignants »*.

Mais le fait majeur est le ralentissement continu de la croissance des effectifs des agents de l'Etat : + 22 000 en 1983, + 5 600 en 1984 et + 2 000 en 1985. Le maintien d'un solide positif, alors même que les lois de finances prévoyaient dès 1984 une diminution des postes budgétaires, s'explique selon l'INSEE par le développement du temps partiel (très fort pour les formules de temps partiel à 80 %) : + 28 000 nouveaux agents à temps partiel en 1983, + 20 000 en 1984 et de nouveau + 20 000 en 1985.

« Réconcilier l'usager et le fonctionnaire »

Pour mesurer plus exactement l'évolution du poids de la fonction publique, l'INSEE convertit les effectifs réels en effectifs équivalents à temps complet sans abattement de salaire (par exemple : 5 agents employés à 80 % comptent pour 4). Il apparaît alors en faisant cette conversion une hausse des effectifs de l'Etat de 15 500 en 1983 et de 1 800 en 1984, puis une baisse de 6 200 en 1985. Autre évolution parmi les personnels des services civils de l'Etat : la proportion de femmes parmi les titulaires a poursuivi sa hausse régulière et depuis 1984, *« elles sont plus nombreuses que les hommes »*...

Pour la FGAF et le SNUI – qui défileront le 14 mai à Paris, à la suite du cortège de la CGT, à partir de 11 h 30 de la Bastille à la Concorde, – un *« débat sérieux »* est nécessaire avant l'élection présidentielle sur le service public et le *« plus »* ou *« moins d'Etat »*, afin de *« réconcilier l'usager et le fonctionnaire que certains s'acharnent à opposer »*.

Lançant dans leur *« Livre blanc »* une campagne *« service plus »*, les deux organisations passent en revue les *« lézardes »* du service public. Elle notent que *« autant « le » fonctionnaire désincarné est attaqué, autant celui que l'on connaît bien, dans un réseau de relations proches, privées ou professionnelles, est généralement apprécié »*.

Le « Livre blanc » met en relief un *« net grossissement du secteur public sur dix ans »*, de 1976 à 1986, qui *« se justifie par une formidable montée des charges dans une société où les échanges se développent »*. *« On peut à bon droit considérer que le développement des activités publiques de services a contribué à limiter la casse sur le front de l'emploi »*.

Evoquant le *« service public agressé »*, le document met en cause la mise en application de l'idéologie libérale tout en relevant *« quelques distorsions importantes : ainsi on n'assiste pas à une déréglementation générale mais, au contraire, à une réglementation sélective : on dérèglemente dans certains domaines (par exemple pour libérer les prix), mais on renforce la réglementation dans d'autres domaines (pour contenir les salaires). Les libéraux au pouvoir usent de l'Etat, des administrations et des services publics pour le profit d'intérêts particuliers »*.

Tout en critiquant le *« démantèlement »* des structures du service public ou l'*« éclatement »* des statuts, le « Livre blanc » plaide pour une rénovation du service public. L'objectif est de parvenir, par une *« démarche objective et non passionnelle »*, à un service public d'intérêt général *« efficace »*, afin de *« mieux garantir aux usagers leurs libertés et l'égalité de traitement »*, et plus globalement de *« mieux répondre aux besoins de la population »*. Vastes ambitions.

MICHEL NOBLECOURT.

Le plan d'économies dans l'assurance-maladie

Le « filet de sécurité » se resserre

Un arrêté qui vient d'être publié au *Journal officiel* permet aux assurés atteints d'une maladie de longue durée et bénéficiant d'un remboursement à 100 % des soins liés à cette maladie d'être remboursés aussi en totalité pour les médicaments à vignette bleue (1) : à condition que ceux-ci entrent dans le traitement de cette maladie de longue durée, que les ressources des assurés aient été, en 1986, inférieures à 82430 francs pour une personne seule (chiffre majoré de 50 % pour le conjoint et pour chaque personne à charge) et... que l'intéressé demande ce remboursement.

Les caisses primaires doivent assurer ces remboursements sur leurs fonds d'action sanitaire et sociale. Jusque-là, elles avaient la possibilité de le faire, mais n'y étaient pas obligées, et certains conseils d'administration s'y étaient refusés, par hostilité au *« plan Séguin »*. Ainsi le *« filet de sécurité »* prévu pour les ménages à revenus modestes est-il resserré.

Une circulaire commune du ministre des affaires sociales et du ministre de l'agriculture a demandé, le 14 avril, aux caisses de mutualité sociale agricole d'appliquer les mêmes règles.

(1) Remboursés normalement à 40 %.

● **Le « désengagement » maritime des Chargeurs réunis.** – La direction de la compagnie maritime des Chargeurs réunis, filiale du groupe Chargeurs SA, présidé par M. Jérôme Seydoux, a confirmé un plan de réduction d'emplois touchant deux cent quarante-quatre personnes (cent cinquante-huit navigants et quatre-vingt-six salariés sédentaires), soit environ 40 % du personnel. Ce plan devrait s'échelonner de juin 1987 à la fin de 1988, a-t-on appris de source syndicale à l'issue du comité central d'entreprise. Les élus du personnel ont protesté contre *« la volonté délibérée de la direction d'aboutir à l'utilisation d'une flotte composée d'au moins 50 % de navires armés avec du personnel étranger »* et ont rappelé que, du début de 1986 à la fin de 1988, les réductions d'effectifs auront atteint 73 % du personnel de l'entreprise. Les navigants sont incités au départ volontaire par des primes (100 000 francs pour les marins, 200 000 francs pour les officiers).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

TOTAL

TOTAL COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES

COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 1986

Au cours de sa séance du 6 mai 1987, le conseil a examiné les états consolidés du groupe Total au 31 décembre 1986 dont les principaux chiffres, en millions de francs, sont les suivants :

	1985	1986
Chiffre d'affaires	173 120	95 722
Marge brute d'autofinancement	7 923	4 114
Effet de stock	– 2 000	– 7 500
MBA, hors effet de stock	9 923	11 614
Résultat de l'ensemble consolidé	1 426	– 1 246
Part revenant aux intérêts minoritaires	– 47	– 775
Résultat net (part de TCFP)	1 473	– 471

La baisse des prix du pétrole et le repli du dollar ont provoqué une diminution du chiffre d'affaires de 45 % et l'apparition d'un important effet de stock négatif estimé à 7 500 MF.

Hors effet de stock, le montant de la MBA est en nette progression, en raison de l'amélioration sensible du secteur raffinage/distribution et des progrès du secteur de la chimie.

Malgré l'importance de l'effet de stock négatif, la perte comptable revenant à TCFP est ainsi limitée à 471 MF.

Les investissements bruts ont été de 9 599 MF (contre 11 403 MF en 1985) et ont été faits pour l'essentiel dans le secteur de la production pétrolière ; il y a lieu de noter que la poursuite des principaux programmes décidés a été complétée par des acquisitions aux Etats-Unis.

GROUPE TOTAL

BIFEN

Banque internationale de financement et de négociation

Cette nouvelle dénomination sociale, qui remplace l'ancienne appellation « Banque internationale pour le financement de l'énergie nucléaire » – International Nuclear Credit Bank (BIFEN-INCB), a été adoptée par les actionnaires réunis en assemblée générale le 6 avril 1987.

A ce jour, les actionnaires de la BIFEN sont :

– Groupe de la Garantie mutuelle des fonctionnaires (GMF) .... 80 %
– La Compagnie financière Edmond de Rothschild Banque .... 15 %
– Mutuelle Assurance artisanale de France (MAAF) .... 5 %

Le conseil d'administration, présidé par M. André Neurrisse, est composé de : GMF Développement (représentée par M. Jacques Boittiaux), la Compagnie financière Edmond de Rothschild Banque (représentée par M. Bernard Esambert) et MM. Maurice Cognard, Georges Dumas, Guy Grymberg, Olivier Maumus, Jean-Louis Petriat, Pierre Tougeron.

M. René Jaounet a été désigné comme censeur et M. Jacques Merle a été nommé directeur général adjoint.

Réuni à l'issue de l'assemblée générale, le conseil d'administration a décidé de proposer, à la prochaine assemblée générale extraordinaire, l'augmentation du capital social de 40 millions de francs à 100 millions de francs.

Sociétés Guerlain S.A. et Louis Vuitton

Le Conseil de surveillance de Guerlain SA, réuni ce jour, a donné son agrément à la cession par divers actionnaire de 15 % environ du capital de Guerlain S.A. à la société Louis Vuitton.

Il sera proposé aux Assemblées générales des deux sociétés que chacune d'entre elles soit représentée au conseil de surveillance de l'autre.

Les négociations ont été menées avec le concours de la Maison Lazard.

Paris, le 6 ami 1987
Les directoires de
GUERLAIN S.A. LOUIS VUITTON.



UNIRENTE

Société d'investissement à capital variable (SICAV)

Les actionnaires de la SICAV UNIRENTE réunis en assemblée générale *ordinaire* le 23 avril 1987 ont approuvé la mise en paiement, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 1986, d'un dividende net de 135,44 F par action repré*sentant un revenu global* de 138,20 F dont 2,76 F d'impôt déjà payé au Trésor.

Ce dividende net est mis en paiement à la Caisse nationale de Crédit agricole et dans l'ensemble des bureaux des caisses régionales de Crédit agricole mutuel depuis le 25 avril 1987.

Les actionnaires peuvent réinvestir ce dividende net en actions de la SICAV en franchise totale de droits d'entrée jusqu'au 27 juillet 1987 inclus.

La valeur liquidative d'UNIRENTE au 31-12-1986 s'élevait à 2 171,50 F marquant une progression de 20,79 % sur l'années *1986* compte tenu d'un coupon de 154,43 F versé en avril 1986.

Au 25 avril 1987 la valeur liquidative s'élevait à 2 130,38 F.

Par ailleurs, le conseil d'administration a décidé d'apporter une modification aux règles des souscriptions et de rachats de la SICAV.

A compter du 18 mai 1987, les actionnaires pourront effectuer un rachat suivi d'une souscription de même montant, le même jour, sur la base de la même valeur liquidative sans avoir à payer de droit d'entrée.

 CRÉDIT AGRICOLE



ÉPARGNE-UNIE

Société d'investissement à capital variable

Les actionnaires de la SICAV ÉPARGNE UNIE, réunis en assemblée générale ordinaire le 23 avril 1987, ont approuvé la mise en paiement, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 1986, d'un dividende net de 27,68 F par action *représentant un revenu global* de 31,57 F, dont 3,89 F d'impôt déjà payé au Trésor.

Ce dividende net est mis en paiement à *la Caisse* nationale de Crédit agricole et dans l'ensemble des bureaux des caisses régionales de Crédit agricole mutuel depuis le 25 avril 1987.

Les actionnaires peuvent réinvestir ce dividende net en actions de la SICAV en franchise totale de droits d'entrée jusqu'au 27 juillet 1987 inclus.

La valeur liquidative d'Epargne Unie au 31-12-86 s'élevait à 1 154,38 F marquant une progression de 26,1 % sur l'année 1986 compte tenu d'un coupon de 36,89 F versé en avril 1986.

Au 25 avril 1987 la valeur liquidative s'élevait à 1 294,30 F.

Par ailleurs, le conseil d'administration a décidé d'apporter une modification aux règles de souscription et de rachat de la SICAV.

A compter du 18 mai 1987, les actionnaires pourront effectuer un rachat suivi d'une souscription de même montant, le même jour, sur la base de la même valeur liquidative sans avoir à payer de droit d'entrée.

 CRÉDIT AGRICOLE



UNI-FONCIER

Société d'investissement à capital variable

Les actionnaires de la SICAV UNI-FONCIER réunis en assemblée générale ordinaire le 23 avril 1987 ont approuvé la mise en paiement, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 1986, d'un dividende net de 45,55 F par action représentant un revenu global de 49,71 F dont 4,16 F d'impôt déjà payé au Trésor.

Ce dividende net est mis en paiement à la *Caisse nationale de Crédit* agricole et dans l'ensemble des bureaux des caisses régionales de Crédit agricole mutuel depuis le 25 avril 1987.

Les actionnaires peuvent réinvestir ce dividende net en actions de la SICAV en franchise totale de droits d'entrée jusqu'au 27 juillet 1987 inclus.

La valeur liquidative d'UNI-FONCIER au 31-12-86 s'élevait à 1 253,01 F marquant une progression de 34,5 % sur l'année 1986 compte tenu d'un coupon de 46,65 F versé en avril 1986.

Au 25 avril 1987, la valeur liquidative *s'élevait* à 1 332,54 F.

Par ailleurs, le conseil d'administration a décidé d'apporter une modification aux règles de souscriptions et de rachats de la SICAV.

A compter du 18 mai 1987, les actionnaires pourront effectuer un rachat suivi d'une souscription de même montant, le même jour, sur la base de la même valeur liquidative sans avoir à payer de droit d'entrée.

 CRÉDIT AGRICOLE

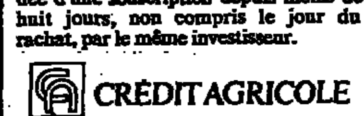
UNI-GARANTIE

Société d'investissement à capital variable (SICAV)

Le conseil d'administration d'UNI-GARANTIE a décidé d'appporter deux modifications aux règles de souscriptions et de rachats de la SICAV à compter du 18 mai 1987.

La première mesure consiste à permettre *aux actionnaires d'effectuer* un rachat suivi d'une souscription d'un même montant, le même jour et sur la base de la même valeur liquidative, sans avoir à *supporter de droit d'entrée et de* droit de sortie.

La seconde mesure prévoit l'instauration d'un droit de sortie de 0,75% venant s'ajouter au droit de 0,10 % existant actuellement, lorsqu'une demande de rachat d'un actionnaire aura été précédée d'une souscription depuis moins de huit jours, non compris le jour du rachat, par le même investisseur.

 CRÉDIT AGRICOLE

UNIFINA ETABLISSEMENT FINANCIER

A l'issue de l'Assemblée générale ordinaire présidée par M. Guy de Rohan-Chabot, le groupe Finindus a pris une participation majoritaire dans le capital de la société.

UNIFINA ETABLISSEMENT FINANCIER orientera désormais son activité vers les crédits hypothécaires, à court et moyen terme, aux particuliers et aux entreprises. M. Marcel Théron, ancien sous-gouverneur de la Banque de France, assurera la présidence du conseil d'administration, lequel réunira, outre M. Guy de Rohan-Chabot, M. Jacques de Chavagnac, vice-président-directeur général, la banque Finindus, la banque Gallière, l'Union parisienne de gestion, UPG et l'Union d'entreprises financières et industrielles, UEFI.

UNIFRANCE

Société d'investissement à capital variable (SICAV)

Le conseil d'administration d'Unifrance a décidé d'apporter une modification aux règles de souscriptions et de rachats de la SICAV.

A compter du 18 mai 1987, les actionnaires pourront effectuer un rachat suivi d'une souscription de même *montant, le même jour, sur la base de la* même valeur liquidative sans avoir à payer le droit d'entrée.

 CRÉDIT AGRICOLE

GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE 

SA DE CRÉDIT A L'INDUSTRIE FRANÇAISE « CALIF »

L'assemblée générale des actionnaires du 5 mai 1987 a approuvé les comptes de l'exercice 1986, qui font ressortir un bénéfice net de 32 354 314 F, et décidé la mise en paiement, à partir du 20 mai 1987, d'un dividende de 37 F assorti d'un avoir fiscal de 18,50 F pour les 648 000 actions composant le capital social au 31 décembre 1986.

L'assemblée générale a pris acte de la décision de M. Paul Merlin de ne pas demander le renouvellement de son mandat d'administrateur, a ratifié les nominations, en qualité d'administrateur, de MM. Bruno Flichy et Michel Rolland et a renouvelé les mandats d'administrateur de MM. André Hériard-Dubreuil et Henri Pollet-Glorieux.

Marchés financiers

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 30 avril
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	431 017
dont :	
Or	218 316
Disponibilités à vue à l'étranger	130 710
ECU	64 063
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 927
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	39 791
dont :	
Concours au Trésor public	31 830
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	145 531
dont :	
Effets escomptés	71 949
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	75 083
5) DIVERS	11 844
Total	703 268

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	214 348
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	11 772
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	24 557
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	114 402
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	52 407
5) ECU A LIVRER AU FECOM	70 881
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	263 067
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	3 206
8) DIVERS	11 032
Total	703 268

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices génér. de base 100 : 31 décembre 1985	30 avril	7 mai
Valeurs franç. à rev. variable	113	113,3
Valeurs industrielles	117,4	117,8
Valeurs étrangères	114,7	116,2
Pétroles-Energie	116,5	125,4
Chimie	115,9	117
Métallurgie, mécanique	121,6	120,4
Electricité, électronique	114	111,5
Bâtiment et matériaux	126,8	125,6
Ind. de consommat. non alim.	110,9	112
Agro-alimentaire	113,2	113,9
Distribution	111,4	111,2
Transports, loisirs, services	111,9	109,8
Assurances	105,6	106,1
Crédit banque	108,9	108,8
Sicomi	90,6	90,8
Immobilier et foncier	102,6	102,8
Investissement et portefeuille	112,3	113,3
Base 100 : 31 décembre 1986		
Valeurs franç. à revenu fixe	101,3	100,9
Emprunts d'Etat	102	101,8
Emprunts garantis et assimilés	101,2	100,6
Sociétés	100,3	100,4
Base 100 en 1949		
Valeurs franç. à revenu var.	3 787,7	3 797,9
Valeurs étrangères	4 144,1	4 198,3
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à revenu var.	546,5	548
Valeurs étrangères	560,5	567,8
Base 100 : *31 décembre* 1980		
Indice des val. franç. à rev. fixe	120,8	120,3
Emprunt d'Etat	118	117,7
Emprunts garantis et assimilés	121,6	120,9
Sociétés	122	122,1
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE		
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	458,6	458,2
Produits de base	288,9	304,2
Construction	502,7	500,2
Biens d'équipement	386,6	377,3
Biens de consom. durables	547,1	550,5
Biens de consom. non durables	577,6	572,3
Biens de consom. alimentaires	464,1	467,5
Services	419,7	420,5
Sociétés financières	611,2	615,8
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	479,8	487,2
Valeurs industrielles	430,1	432,8
BOURSES REGIONALES		
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	397	398,4

CHANGES

Dollar : 5,99 F ↑

Sur des marchés des changes très calmes, le dollar a confirmé son redressement de la veille du week-end, après le succès de l'adjudication du Trésor américain et la baisse du chômage aux Etats-Unis. La livre sterling a accentué encore sa hausse, dépassant 10 F à Paris.

FRANCFORT	8 mai	11 mai
Dollar (en DM)	1,7730	1,7925

TOKYO	8 mai	11 mai
Dollar (en yens)	139	140

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (11 mai) .... 7 7/8 %
New-York (8 mai) .... 6 3/4 %

INDICES BOURSIERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

	6 mai	7 mai
Valeurs françaises	110,6	111,7
Valeurs étrangères	115,7	116,2
Cie des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)		
Indice général	458,9	456,2

NEW-YORK

(Indice Dow Jones)

	7 mai	8 mai
Industrielles	2 334,66	2 322,30

LONDRES

(Indice « Financial Times »)

	7 mai	8 mai
Industrielles	1 628	1 658,7
Mines d'or	446,5	438,2
Fonds d'Etat	92,53	93,32

TOKYO

	8 mai	11 mai
Nikkeï (Dow Jones)	24 589,23	24 652,96
Indice général	2 189,89	2 200,57

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 7 mai
Nombre de contrats :

COURS	ÉCHÉANCES			
	Juin 87	Sept. 87	Déc. 87	Mars 88
Dernier	106,10	106,20	106,10	106,05
Précédent	106,20	106,35	106,20	106,15

AUTOUR DE LA CORBEILLE

FORTE HAUSSE DU RÉSULTAT DE TOLLENS EN 1986. – Le groupe français Tollens (peintures, *produits de décoration) vient* d'annoncer une hausse de 89 % de son résultat net consolidé en 1986, à 44,2 millions de francs. *Cette progression est supé*rieure aux prévisions d'octobre 1986, date à laquelle le groupe a été introduit au second marché. *(Un résultat de 34 mil*lions de francs était alors escompté.)

INTRODUCTION RÉUSSIE POUR L'IDIA. – Introduit, le 28 avril, au second marché de la Bourse de Paris, *l'Institut de développement des industries agricoles* et agro-alimentaires a fait l'objet d'une très forte demande. Le premier jour, 37,7 millions de titres étaient demandés, et seuls les ordres compris entre 189 F et 199 F *pouvaient être retenus.* Le 7 mai, le cours s'établissait à 231 F.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. + ou dép. –		DEUX MOIS Rep. + ou dép. –		SIX MOIS Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	5,9870	5,9900	+ 55	+ 70	+ 100	+ 125	+ 200	+ 280
$ can.	4,4880	4,4936	+ 14	+ 32	+ 18	+ 47	– 85	– 9
Yen (100)	4,2825	4,2878	+ 150	+ 173	+ 300	+ 331	+ 906	+ 989
DM	3,3410	3,3445	+ 121	+ 138	+ 236	+ 260	+ 702	+ 768
Florin	2,9631	2,9661	+ 65	+ 79	+ 131	+ 150	+ 404	+ 452
F.B. (100)	16,0984	16,1151	+ 115	+ 188	+ 226	+ 347	+ 603	+ 851
F.S.	4,0645	4,0693	+ 170	+ 189	+ 290	+ 319	+ 828	+ 902
L. (1 000)	4,6143	4,6201	– 108	– 71	– 197	– 138	– 479	– 359
£	10,0163	10,0273	– 106	– 63	– 139	– 73	– 278	– 91

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	6 1/2	6 3/4	6 13/16	6 15/16	6 15/16	6 7/16	7 5/16	7 7/16
DM	3 1/2	3 3/4	3 5/8	3 3/4	3 5/8	3 3/4	3 11/16	3 13/16
Florin	5	5 1/4	5 3/16	5 5/16	5 3/16	5 5/16	5 3/16	5 5/16
F.B. (100)	6 1/2	7 1/8	6 15/16	7 1/4	7	7 5/16	7 1/4	7 9/16
F.S.	1 1/2	2	3	3 1/8	3 5/8	3 3/4	3 3/4	3 7/8
L. (1 000)	9 1/2	10 3/4	9 3/4	10 1/2	9 3/4	10 1/2	9 3/4	10 1/4
£	9	9 1/4	9	9 1/8	8 13/16	8 15/16	8 5/8	8 3/4
F. franç.	7 15/16	8 3/16	7 15/16	8 3/16	8 1/16	8 5/16	8 1/4	8 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



Marchés financiers

BOURSE DE PARIS — 7 MAI

Cours relevés à 17 h 33

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1740	4,5 % 1973	1944	1963	1960	+ 0 82
....	C.N.E. 3 %	4205	4250	4255	+ 1 19
....	B.N.P. C.I.	617	610	614	- 0 49
1209	B.N.P. T.P.	1241	1241	1241	....
1239	C.C.F. T.P.	1220	1218	1218	- 0 15
1180	Créd. Lyon. T.P.	1232	1232	1232	....
3010	Electricité T.P.	3010	....	....	....
2150	Renault T.P.	2217	2230	2231	+ 0 63
2300	Rhone-Poul. T.P.	2455	2455	2455	....
1395	St-Gobain T.P.	1455	1438	1438	- 1 16
1330	Thomson T.P.	1503	1470	1470	- 2 19
540	Accor	516	520	520	+ 0 78
2350	Agence Havas	2510	2530	2530	+ 0 80
2290	Ag. Havas C. I.	2450	2431	2431	- 0 78
740	Air Liquide	727	729	730	+ 0 41
3000	Alcatel	2930	2901	2905	- 0 85
2200	Als. Superm.	2200	2195	2195	- 0 23
565	A.L.S.P.I.	570	570	570	....
480	Alsthom ★	451	456	457 80	+ 1 50
2940	Arjom. Prioux	3005	3038	3037	+ 1 06
690	Asmedet-Rey	651	650	650	- 0 15
1650	Aux. Entrepr. ★	1622	1632	1631	+ 0 55
1230	Avions Dassault	1280	1240	1240	- 3 13
795	BAFIP	767	755	760	- 0 26
455	Bail-Equipem. ★	437	441	450	+ 2 97
865	Bail-Investiss.	930	928	935	+ 0 53
780	Cie Bancaire	775	770	775	....
635	Bazar H.-V.	615	615	623	+ 1 30
605	Béghin-Say ★	598	592	590	- 1
800	Berger (Ma)	835	835	835	....
785	Bic ★	732	738	736	+ 0 54
1540	B.I.S.	1504	1490	1495	- 0 60
2980	Biscuit (Géné.)	2930	2900	2900	- 1 02
2980	Bongrain S.A.	2905	2980	2980	+ 2 58
1480	Bouygues	1256	1250	1250	- 0 48
155	B.P. France	151 50	153	155	+ 2 31
5260	B.S.N.	5100	5320	5320	+ 4 31
1480	Carnaud	1549	1570	1575	+ 1 68
3880	Carrefour	3810	3610	3875	+ 1 80
2240	Casino	2177	2180	2195	+ 0 82
1750	Casino A.D.P.	1700	1719	1698	- 0 11
1270	C.C.M.C.	1270	1270	1270	....
900	Cetelem	936	937	943	+ 0 74
....	Cetus	845	868	868	+ 2 72
2600	C.F.A.O.	2550	2530	2525	- 0 98
1490	C.G.I.P.	1598	1685	1686	+ 5 51
1880	Chargeurs S.A.	1668	1661	1661	- 0 42
90	Chiers-Châtill.	95	95	95	....
1070	Ciments franç. ★	1090	1100	1122	+ 2 93
680	Club Méditerr.	658	656	656	- 0 30
215	Codetel	220	219	219	- 0 45
365	Cofimeg	360 20	365 70	365 90	+ 1 58
2300	Coles	2395	2425	2418	+ 0 96
330	Compt. Entrepr.	290	300	298	+ 2 07
825	Compt. Mod.	853	850	850	- 0 35
1130	Créd. Foncier	1082	1115	1130	+ 4 44
620	Crédit F. Imm.	635	635	635	....
....	Créd. Lyon. (CI)	875	890	890	+ 1 71
1410	Crédit Nat. ★	1273	1299	1328	+ 4 32

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
340	Crouzet ★	389 50	370	362 50	- 1 89
3140	Damart S.A.	2970	3000	3000	+ 1 01
480	Darty ★	460	460 20	453	- 1 52
....	Darty (DP)	380	376	379	- 0 26
....	De Dietrich	2853	2853	2850	- 0 11
390	Dév. P.d.C. (Li)	400	400	400	....
695	D.M.C.	645	650	642	- 0 46
2900	Docks France ★	2720	2700	2715	- 0 18
2500	Dumez ★	2485	2476	2485	....
1500	Eaux (Gén.)	1465	1457	1455	- 0 68
2840	Ecco ★	2620	2621	2601	- 0 72
1340	Electro-Finan.	1460	1460	1456	- 0 27
335	Elf-Aquitaine	360	394	388	+ 7 78
320	— (certific.)	337	361	361	+ 7 12
3110	Epeda-B-Faure	3110	3090	3090	- 0 64
3300	Essilor	3250	3250	3250	....
....	Essilor Int. (DP)	2650	2660	2660	+ 0 38
495	Esso S.A.F. ★	516	519	550	+ 6 58
3050	Eurafrance	2959	2990	2950	- 0 30
1650	Eurocom ★	1630	1644	1601	- 1 77
3650	Euromarché	3850	3780	3780	- 1 82
840	Europe n° 1 ★	759	758	761	+ 0 26
....	Exor	1118	1170	1170	+ 4 65
1940	Facom	1800	1820	1800	....
1210	Fichet-bauche	1225	1285	1280	+ 4 49
235	Finextel	247 50	248 80	248 10	- 0 56
250	Fives-Lille	228	225 10	225 10	- 1 27
340	Francarep	349 50	361	367	+ 5 29
1420	Fromageries Bel	1352	1370	1371	+ 1 41
1230	Gal. Lafayette	1313	1318	1318	+ 0 38
485	Gascogne	488	488	488	....
....	Gaz et Eaux	2702	2700	2700	- 0 07
515	Géophysique ★	741	852	773	+ 4 31
2770	Gerland	2710	2710	2710	....
830	GTM-Entrepose	805	817	817	+ 1 49
850	Guyenne-Gas. ★	813	820	810	- 0 36
3060	Hachette ★	3061	3058	3090	+ 1 27
890	Hénin (La)	912	905	903	- 0 99
....	Hutchinson	1400	1405	1420	+ 1 43
117	Imétal	121	122 80	121 60	+ 0 41
470	Imm. Plaine-M.	450 50	450	452	+ 0 33
5300	Inst. Mérieux	5280	5270	5270	- 0 19
600	Interbail	610	605	605	- 0 82
1680	Intertechnique	1585	1610	1610	+ 1 58
2300	J. Lefebvre	2724	2728	2900	+ 6 46
2360	Lab. Bellon	2380	2360	2360	....
1690	Lafarge-Coppée	1701	1694	1709	+ 0 47
2070	Labon ★	1899	1930	1899	....
5890	Legrand	5950	5950	5970	+ 0 34
....	Legrand (DP)	5470	5490	5500	+ 0 55
875	Leroy-Somm. ★	872	889	890	+ 2 06
1860	Lesieur	1965	1995	1995	+ 1 53
785	Locabail Immob.	808	810	810	+ 0 25
765	Locafrance ★	720	720	710	- 1 38

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
960	Locindus	940	930	930	- 1 06
1100	L. Vuitton S.A ★	1120	1130	1160	+ 3 57
....	Luchaire	690	688	688	- 0 29
1700	Lyonn. Eaux ★	1650	1640	1661	+ 0 66
145	Mais. Phénix	130 30	136 50	133	+ 2 07
860	Majorette (Ly)	809	809	809	....
56	Manurhin	68	69	69	+ 1 47
540	Mar. Wendel	577	591	593	+ 2 77
1900	Martell	2029	2090	2120	+ 4 48
2720	Matra	2690	2680	2683	- 0 26
2790	Merlin-Gerin ★	2740	2730	2720	- 0 72
3690	Michelin	3504	3579	3579	+ 2 14
1510	Midi (Cie)	1555	1605	1616	+ 3 92
470	Midland Bk S.A.	459	435	444	- 3 27
825	Min. Salsig. (Ma)	910	919	919	+ 0 99
57	M.M. Penarroya	63 90	64 50	64 50	+ 0 94
2400	Moët-Hennessy	2496	2500	2497	+ 0 04
113	Moulinex	117 20	118	118 80	+ 1 36
1160	Navig. Mixtes	1110	1125	1135	+ 2 25
197	Nord-Est	196	194	194	- 1 02
485	Nordon (Ny)	480	480	480	....
820	Nouvelles Gal.	758	764	764	+ 0 79
1320	Occident. (Gén.)	1260	1275	1273	+ 1 03
1690	Omn. F. Paris	1780	1890	1890	+ 6 18
178	Olida-Caby	172	178	179	+ 4 07
550	Opfi-Paribas	540	537	540	....
4300	Oréal (L')	4475	4600	4530	+ 1 23
....	Paribas	508	506	507	- 0 20
830	Paris-Résec. ★	813	801	815	+ 0 24
1720	Pechelbronn ★	1800	1850	1835	+ 1 94
1690	Penhoet	1660	1655	1655	- 0 30
1110	Pernod-Ricard	1132	1138	1130	- 0 18
1620	Peugeot S.A.	1620	1625	1627	+ 0 43
14	Poclain	13 90	14	14 30	+ 2 88
2360	Poliet	2405	2450	2450	+ 1 87
940	P.M. Labinal	854	850	851	- 0 35
3510	Presses Cité	3489	3499	3489	+ 0 86
1400	Prétabail Sic.	1355	1360	1360	+ 0 36
875	Primagaz	810	830	829	+ 2 35
805	Printemps ★	840	849	870	+ 3 57
2590	Promodès	2422	2450	2410	- 0 49
280	Prouvost S.A ★	295 60	295	296 70	+ 0 40
1700	Radiotechn.	1680	1680	1680	....
156	Raff. Dist. Total	152	156	156	+ 2 63
3020	Redoute (La) ★	3300	3298	3330	+ 0 90
535	Robur financière	525	520	520	- 0 95
1730	Roussel-Uclaf	1745	1703	1708	- 2 12
....	Roussel-C.N.I.	1335	1330	1340	+ 0 37
7050	R. Impériale (Ly)	6600	6550	6550	- 0 76
285	Sade	285	285 50	285 50	+ 0 18
3800	Sagem	4080	4100	4100	+ 0 99
465	Saint-Gobain	452 50	454 90	454 90	+ 0 53
1140	St-Louis B.	1128	1129	1151	+ 2 04

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1970	Salomon	2030	2000	2000	- 1 48
1760	Salvepar	1960	1950	1950	- 0 51
870	Sanofi	885	878	884	- 0 11
735	S.A.T.	809	810	815	+ 0 74
1160	Saupiquet (Na)	1378	1378	1378	....
676	Schneider ★	655	655	652	- 0 45
132	S.C.O.A.	129 50	131	131	+ 1 16
820	S.C.R.E.G.	818	820	820	+ 0 24
885	Seb ★	895	895	915	+ 2 23
470	Sefimeg	479	477	477	- 0 42
1980	S.F.I.M.	1820	1860	1860	+ 2 20
112	S.G.E.	104	105 50	104 90	+ 0 86
685	Sign. Ent. El. ★	616	616	616	....
1160	Silic	1190	1190	1190	....
650	Simco-U.P.H. ★	825	817	824	- 0 16
410	Sinmor (Li)	470	450	460	- 4 26
1290	Skis Rossignol	1281	1290	1290	+ 0 70
750	Simnco	737	740	740	+ 0 41
....	Sodecco	275	265	265	- 3 64
260	Sodero (Na)	280	275	275	- 1 78
2930	Sodexho	2940	2950	2940	....
445	Sogerap	540	580	576	+ 6 67
2180	Somm.-Allib. ★	2244	2250	2294	+ 2 22
750	Source Perrier	758	765	760	+ 0 26
1160	Sovac ★	1138	1130	1125	- 1 14
650	Spie-Batignol.	630	635	638	+ 1 27
795	Strafor	740	755	755	+ 2 03
415	Synthelabo ★	392	410	402	+ 2 55
815	Talcs Luzenac	710	740	740	+ 4 23
3350	Tél. Elect.	3100	3085	3130	+ 0 97
1740	Thomson-C.S.F.	1595	1595	1595	....
500	Total (CFP) ★	527	535	550	+ 4 36
103	— (certific.)	108 60	115 50	117	+ 7 83
2330	T.R.T.	2315	2400	2400	+ 3 67
780	U.F.B.	781	800	800	+ 2 43
1450	U.I.C.	1430	1400	1425	- 0 35
720	U.I.F.	694	701	702	+ 1 15
930	U.I.S.	958	951	951	- 0 73
380	U.C.B. ★	362	366	360	- 0 55
810	Unibail	831	834	834	+ 0 36
640	Valéo	619	615	615	- 0 65
109	Vallourec	105	111	113 60	+ 8 19
4200	V. Clicquot-P.	4100	4090	4090	- 0 24
850	Via Banque	615	610	606	- 1 46
805	Elf-Gabon	810	870	870	+ 7 41
127	Amax Inc.	140	140 10	140 30	+ 0 21
430	Amer. Express	417 50	408 90	408 90	- 2 06
152	Amer. Teleph.	150 90	150 20	150 20	- 0 46
140	Anglo Amer. C.	149 30	148 50	148 50	- 0 54
720	Amgold	724	723	723	- 0 14
920	BASF (Akt)	911	932	932	+ 2 31
1030	Bayer	1017	1020	1020	+ 0 29
138	Buffelsfont.	142 10	143 20	142 60	+ 0 35

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
215	Chase Manh.	230	224 50	225	- 2 17
305	Cie Pétr. Imp.	284 10	300	300	+ 5 60
79	De Beers	77 80	77 90	77 90	+ 0 13
2160	Deutsche Bank	2135	2130	2135	....
97	Dome Mines	95	93 50	93 40	- 1 68
1180	Dresdner Bank	1121	1116	1115	- 0 54
149	Driefontein Cld	158	156 10	156	- 1 27
700	Du Pont-Nem.	688	694	693	+ 0 73
470	Eastman Kodak	464	502	502	+ 8 19
82	East Rand	72 05	72	71 50	- 0 76
310	Electrolux	316 20	316 20	316 20	....
276	Ericsson	270	270 50	270 50	+ 0 19
540	Exxon Corp.	528	532	532	+ 0 76
515	Ford Motors	579	586	586	+ 1 21
108	Freegold	113 50	111 30	112	- 1 32
119	Gencor	115 70	115 40	115 40	- 0 26
845	Gén. Electr.	636	638	638	+ 0 31
585	Gén. Belgique	612	607	608	- 0 65
536	Gen. Motors	549	543	543	- 1 09
97	Goldfields	96	98 90	99 60	+ 3 75
49	GdMetropolitain	49 60	49 50	49 45	- 0 30
96	Harmony	101 20	100 50	100 50	- 0 69
38	Hitachi	39 10	39 45	39 45	+ 0 90
936	Hoechst Akt.	921	934	934	+ 1 41
127	Imp. Chemical	137	138 20	137	....
104	Inco. Limited	107 90	106 80	108	+ 0 09
945	IBM	988	995	998	+ 1 01
366	ITT	335 50	345 20	345	+ 2 83
153	Ito-Yokado	152 70	151 30	151 30	- 0 92
64	Matsushita	68 80	68 80	68 50	- 0 45
960	Merck	937	916	925	- 1 28
776	Minnesota M.	785	785	785	....
290	Mobil Corp.	285 50	292	292	+ 2 28
280	Morgan J.P.	274 20	284	268	- 2 28
37490	Nestlé	37500	37010	37010	- 1 31
161	Norsk Hydro	158 20	164 10	164 10	+ 3 73
285	Otal	282 50	283 50	283 50	+ 0 35
1850	Petrofina	1860	1872	1720	+ 3 61
536	Philip Morris	498 50	497 50	623	+ 24 97
161	Philips	147 20	147 90	147 90	+ 0 48
636	Quilmès	620	613	613	- 1 13
905	Randfontein	941	926	926	- 1 59
730	Royal Dutch	723	736	739	+ 2 21
91	Rio Tinto Zinc	98 60	99 25	99 75	+ 1 17
123	St Helena Co	123	122	122	- 0 81
260	Schlumberger	260	270 50	273	+ 5
116	Shell transp.	123 60	126 80	127 20	+ 2 91
2370	Siemens A.G.	2379	2390	2385	+ 0 25
119	Sony	120 10	118 50	120	- 0 08
121	T.D.K.	126 90	128	125 80	- 0 87
31	Toshiba Corp.	32 80	33 60	33 60	+ 2 44
1730	Unilever	1728	1740	1740	+ 0 69
285	Unit. Techn.	284	286 50	286 50	+ 0 88
825	Vaal Reefs	830	820	818	- 1 45
305	Volvo	320	328	326 90	+ 2 16
410	West Deep	411 50	407 20	403 80	- 1 87
465	Xerox Corp.	474	477	477	+ 0 63
1 27	Zambia Corp.	1 29	1 30	1 31	+ 1 55

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp. 7 % 1973	8786	..
Emp. 8,80 % 77	124 20	8 438
9,80 % 78/93	102 45	8 055
10,80 % 79/94	105 40	7 279
13,25 % 80/90	108	12 306
13,80 % 80/87	102 25	7 713
13,80 % 81/99	108 44	4 272
16,75 % 81/87	102 69	11 014
16,20 % 82/90	117 35	5 104
16 % juin 82	118 96	14 597
14,60 % fév. 83	118 40	3 040
13,40 % déc. 83	121 65	5 086
12,20 % oct. 84	113 85	7 086
11 % fév. 85	114 85	2 290
10,26 % mars 86	108 40	1 698
ORT 12,75 % 83	1749	..
OAT 10 % 2000	108 55	9 479
OAT 9,90 % 1997	107 72	3 960
OAT 9,80 % 1996	106 05	2 631
Ch. France 3 %	183	..
CNB Bques janv. 82	101 65	2 858
CNB Paribas	101 70	2 858
CNB Suez	101 80	2 858
CNI janv. 82	101 66	2 858
PTT 11,20% 85	108 60	4 629
CFF 10,30% 86	....	..
CNE 11,50% 85	109 10	9 613
CNT 9% 86	98 90	0 686
CRH 10,90% déc. 85	108	3 487

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	1440	1380
Agache (Sté Fin.)	1920	1912
A.G.F. (St Cent.)	836	870
Applic. Hydraul.	820	....
Arbel	245	245
Astorg	465	480
Avenir Publicité	2598	2598
Bain C. Monaco	404	399
Banque Hypoth. Eur.	549	533
Béghin-Say (C.I.)	468	460
B.G.I.	620	609
Blanzy-Ouest	575	570
B.N.P. Intercontin.	398	409 10
Bénédictine	5010	5020
Bon-Marché	900	899
B.T.P.	162	161 50
Calf	1080	1099
Cambodge	956	960
C.A.M.E.	590	581
Campenon Bern.	700	701
Carbone-Lorraine	950	951
C.E.G.Frig.	850	850
Centen. Blanzy	3050	3172 d
Centrest (Ny)	290	301 60
Cerabati	109	114 80
C.F.D.E.	....	....
Chambourcy (M.)	1000	995
Champex (Ny)	185	185
C.I.C. (Franc. de)	395	398
C.I. Maritime	900	900
Cimse-Sintra	1020	....
Citram (B)	670	650 o
Clause	1600	1590
Cofradel (Ly)	2520	2520
Cogifi	470	471
Comiphos	679	661
Cie Industrielle	4050	4212
Comp. Lyon-Alem.	820	810
Concorde (La)	1150	1275
C.M.P.	52 90	55 10 d
Créd. Gén. Ind.	1034	1075
Cr. Universel (Cie)	900	846
Créditel	156	160
Darblay S.A.	901	940
Delalande S.A.	1849	1889
Delmas-Vieij. (Fin.)	1441	1406
Didot-Bottin	845	831
Eaux Bass. Vichy	1593	....
Eaux Vittel	2805	2970
Economats Centre	615	648
Electro-Banque	474	499
Eli-Antargaz	819	850
E.L.M. Leblanc	1005	1005
Enelfi-Bretagne	340 10	350
Entrepôts Paris	709	708
Epargne (B)	3490	3448
Europ. Accumul.	89	100 10
Eternit	3270	3485
Finalens	310	292
FIPP	480	478 40 d
Fnac	1260	1300
Foncière (Cie)	625	639
Fonc. Lyonnaise	5060	5100
Foncina	590	590
Forinter	1110	1110
Fougerolle	465	448
France I.A.R.D.	500	470
France (La)	7700	7450
From. Paul Renard	622	....
GAN	1375	1375
Gaumont	618	599
Gévelot	880	....
Gr. Fin. Constr.	516	512
Gds Moul. Paris	464	459
Groupe Victoire	3875	3830
G. Transp. Ind.	655	692
H.E.F.	465	460
Immindo S.A.	800	....
Imminvest	316 10	328
Immobail	481	481
Immobanque	884	812
Immob. Marseille	12200	12450
Immofice	575	575
Invest. (Sté Cent.)	3650	....
Jaeger	231	230
Lafitte-Bail	571	571
Lambert Frères	275	....
Lille-Bonnières	1650	1665 d
Loca-Expansion	335	345
Locafinancière	431 30	431 30
Locatel	780	765
Louvre (Sté)	1745	1761
Machines Bull	51 90	52 95
Magasins Uniprix	254	236 50 o
Magnant S.A.	139	....
Maritimes Part.	480	461 20
Métal Déployé	514	514
Mors	229	....
Naval Worms	101	100 40
Navig. (Nat. de)	196	....
OPB Paribas	460	460
Optorg	340	338
Oréal (L') C.I.	3120	3120
Origny-Desvroise	1350	1320
Palais Nouveauté	1160	....
Paribas-CIP	465	462
Paris France	319	310
Paris-Orléans	435	420
Part. Fin. Gest. Im.	1660	1650
Partenhen	885	900
Pathé-Cinéma	825	870
Pechiney (cert. inv.)	257 50	260
Piles Wonder	1460	1562 d
Piper-Heidsieck	1218	1218
P.L.M.	244	236
Porcher	670	670
Providence S.A.	2015	2096
Publicis	2800	2900
Raff. Souf. R.	170	165
Rhône-Poul. (c. inv.)	412	420
Ricqlès-Zan	392	378 o
Rochefortaise S.A.	434	438
Rochette-Cenpa	132	130
Rosario (Fin.)	490	562 d
Roudière	380	380
Rougier et Fils	139 50	134 50
Sacer	570	550
SAFAA	1600	1732
Safic-Alcan	1070	1080
SAFT	2800	2810
Sage	430	430
St-Gobain C.I.	440	457 d
Salins du Midi	589	574
Santa-Fé	169	169
Satam	275	....
Saulnes	81 90	80
Savoisienne (M)	272	274 50
SCAC	845	860
Senelle Maubeuge	774	785
S.E.P. (M)	225	222
Serv. Equip. Véh.	114 50	114 50
Sicli	282	295
Sicotel	430	425
Sivim	320 90	302
Siph (Plant. Hévéas)	490	489
Sté Générale-CIP	1900	....
Sofal financière	2005	2005
Sofio	540	540
Soficomi	845	845
S.O.F.I.P. (M)	176	183 d
Sofragi	1222	1240
Soganal (Ns)	170	170
Soudure Autog.	639	595 o
Sovabail	794	825
Speichim	43	40 o
S.P.I.	815	806
Suez (Fin. de)-CIP	1720	1701
Stemi	930	930
Taittinger	2202	2202
Testut-Aequitas	586	583 d
Tour Eiffel	700	672 o
Ufiner S.M.D.	761	791 d
U.A.P.	2410	2410
U.T.A.	2600	2610
Vicat	1949	1939
Viniprix	1899	1920
Vitos	212	211
Waterman S.A.	700	700
Brass. du Maroc	140 10	141

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	980	....
Akzo	379	....
Alcan Alum	257 10	245
Algemeine Bank	1480	1480
American Brands	294	273
Am. Petrofina	320	....
Arbed	219	239 d
Asturienne Mines	179	....
Bco Pop Espanol	365	360
Banque Morgan	....	....
Banque Ottomane	1260	....
B. Régl. Internat.	63000	61980
Br. Lambert	601	619
Canadian-Pacific	110 10	108 10
CIR	35	....
Commerzbank	885	872
Dart. and Kraft	330	320
De Beers (port.)	79 40	....
Dow Chemical	498	500
Gén. Belgique	612	608
Gevaert	1000	....
Glaxo	149	149
Goodyear	385	390
Grace and Co	385	....
Gulf Canada Corp.	122	122
Honeywell Inc.	490	486
I. C. Industries	195	198
Johannesburg	1000	1000
Kubota	22 10	23
Latonia	281	283
Mannesmann	....	....
Midland Bank Plc	64 90	65
Mineral-Ressourc.	73 50	71
Nixdorf	2750	2750
Noranda	130 20	131 50
Olivetti	38 10	37 50
Pakhoed Holding	220	223
Pfizer Inc.	430	430
Procter Gamble	549	511
Ricoh Cy Ltd	32 05	32 90
Rolinco	273 10	281 50
Robeco	298	300
Rodamco	435	435 10
Saipem	24	24 40
Shell fr. (port.)	113	....
S.K.F. Aktiebolag	343	....
Steel Cy of Can.	105	....
Tenneco	249	....
Thorn EMI	66 50	65
Toray indust. inc	31	32 40
Vieille Montagne	851	851
Wagons-Lits	865	865
West Rand	30 20	29

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amrep	7 50	7 90
Calciphos	689	694
C.E.M.	....	....
Cochery	179	....
C. Occid. Forestière	180	....
Coparex	490	529
Dubois Inv. (Casto.)	1200	1200
Gachot	290	295
Hydro-Energie	325	....
Hoogovens	250	....
Matra Hort. (échan.)	....	....
Nicolas	1130	1130
Paramelle-R.D.	3400	....
Révillon	430	....
Rorento N.V.	155 10	155
Sopalem	85 70	0 10 o
S.P.R.	280	280 d
Ufimex	380	....
Union Brasseries	142	....

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. S.A.	1296	1275
Alain Manoukian	945	949
Asystel	740	745
B.I.C.M.	1050	1088
B.I.P.	1081	1058
Bolloré Technologies	1375	1375
Buitoni	820	815
Cables de Lyon	1600	1589
Calberson	1070	1100
Cardif	2800	2800
Cap Gemini Sogeti	2800	2800
C.D.M.E.	1210	1225
C. Equip. Elect.	346	345
C.E.G.I.D.	3240	3230
C.E.P.-Communication	1648	1634
C.G.I. Informatique	1190	1189
Dafsa	267	274
Dauphin O.T.A.	3400	3385
Devanlay	3075	3060
Deville	995	995
Drouot-Assurances	576	583
Drouot-Obl. convert.	3940	3900
Editions Belfond	345	359
Elect. S. Dassault	1000	989
Expand	1030	1045
Filipacchi	810	802
Gaintoli	852	885 d
Guy Degrenne	1200	1200
I.C.C.	289 50	288
IDIA	236	237
IN Informatique	341	349
Le gd livre du mois	530	550
Loca-Investissement	348	355
Locamic	520	500
Manutan	565	575
Marlin Immobilier	431 10	432
Métallurg. Minière	192	180
Métrologie Internat.	771	790
M.M.B.	735	727
Molex	288	287 80
Navale-Delmas	969	940
Olivetti-Logabax	610	610
Om. Gest. Fin.	542	559
Petit Bateau	286	289 80
Pétrogaz	715	715
Racal	1930	1879
St-Gobain Emballage	1650	1660
St-Honoré Matignon	253	253
S.C.G.P.M.	312	312
Sema-Metra	1738	1750
S.E.P.	1476	1476
S.E.P.R.	2005	2030
S.M.T. Goupil	400	398
Sodinforg	1781	1800
Solibus	449	445
Supra	1205	1210
Valeurs de France	388	388

SICAV (sélection) — 7/5

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	859 48	838 52
Actions France	510 96	492 49
Action Invest.	383 14	365 77
Actions sélectives	626 85	604 19
Aedificandi	658 19	634 40
A.G.F. Actions (ex-CIP)	1281 93	1250 66
A.G.F. 5000	649 79	633 94
A.G.F. ECU	1121 36	1110 26
A.G.F. Interfonds	456 34	445 21
A.G.F. OBLIG.	1122 33	1116 75
Agimo	702 49	685 36
Altaï	216 81	208 78
A.L.T.O.	187 36	180 59
Ameri-Gan	5733 67	5473 67
America-Valor	746 22	712 38
Amérique Gestion	387 47	369 90
Amplitude	596 67	579 29
Arbitrages court terme	5335 19	5324 53 ◆
Argonautes	444 30	424 15
Associc	1154 82	1154 82
Aurecic	1374 52	1334 49
Axa Europe	115 24	110 01
Axa Investissements	127 96	122 16
Bourse-Investiss.	502 33	479 55
Bred Associations	2837 26	2829 37
Bred International	97 80	95 89
Capital Plus	1678 32	1678 32 ◆
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Columbia	884 21	844 11
Convertimmo	414 71	398 78
Cortal court terme	12317 72	12317 72
Cortexa	980 95	936 47
Credinter	511 49	486 59
Croiss. Finance	297 37	284 56
Croiss. Mercure	2808 64	2532 66
Croiss. Immobil.	706 12	674 10
Croiss. Prestige	390 46	372 75
Démeter	13209 61	13209 61
Drouot-France	753 77	719 59
Drouot-Investiss.	1208 05	1153 27
Drouot-Sécurité	256 78	245 14
Drouot-Sélection	149 20	142 43
Ecuric	1185 63	1168 11
Elicoop Sicav	11405 27	11405 27
Elf-Valeurs	10193 97	9845 34
Energie	293 57	280 26
Eparcic	2824 59	2818 75
Eparcourt Sicav	4023 89	4013 86
Epargne Associations	23817 21	23781 54
Epargne-Capital	7892 35	7814 21
Epargne-Croiss.	1577 05	1534 84
Epargne-Industr.	847 77	809 33
Epargne-Inter	700 81	682 05
Epargne J	51776 34	51776 34
Epargne-Long-Terme	1765 71	1718 45
Epargne-Oblig.	192 19	187 05
Epargne-Unie	1340 34	1279 56
Epargne-Valeur	441 15	429 34
Eparoblig	1259 46	1256 97
Epsilon	1011 75	1011 75
Eurocic	9940 64	9885 21
Euro-Croissance	583 02	546 82
Eurodyn	1135 23	1097 90
Euro-Gan	5391 50	5147 02
[illegible] Sicav	597 45	580 05
[illegible] Plus	28885 69	28401 67
Finord Placement	58680 61	58402 40
Finord Trimestriel	1116 67	1100 17
Finord Valorisation	13191 77	12933 11
Fonsicav (div. par 10)	10513 07	10507 82
Foncier Investiss.	1167 62	1139 14
Fonciel	287 65	274 61
France Eco Plus	10617 01	10511 89
France-Gan	6926 09	6611 06
France-Garantie	291 29	290 71
France-Investiss.	597 78	570 67
France-Net	120 02	118 83
France-Obligations	496 20	451 66
Francic	453 10	436 90
Francic Régions	1231	1195 15
Fructi-Associations	1334 32	1334 32
Fructicapi	300 34	295 90
Fructidor	257 68	253 87
Fructifrance	893 86	872 06
Fructivie	80271 80	80071 62
Fructi ECU	572 34	583 88
Fructi-Première	12315 94	12193 93
Futuroblig	1121 51	1120 39
Gestilion	61555 08	61401 58
Gestion Associations	157 75	154 28
Gestion Mobilière	754 28	720 08
Gest. Rendement	475 04	453 50
Gest. Sél. France	807 51	770 89
Haussmann Associat.	1208 59	1208 59
Haussmann court terme	1168 50	1168 50
Haussmann Epargne	1361 27	1361 27
Haussmann Europe	2125 54	2048 71
Haussmann France	1146 24	1104 81
Haussmann Obligatio.	1284 64	1284 64
Haussmann Obligation	1517 48	1462 81
Horizon	1270 02	1233 03
I.M.S.I.	628 07	599 59
Indo-Suez Valeurs	815 34	778 37
Ind. française	13383 71	13121 28
Interoblig.	12044 03	11990 80
Intersélect France	495 96	473 47
Intervaleurs Indust.	732 67	699 45
Invest. net	14307 66	14279 10
Invest. Obligataire	17719 27	17683 90
Japacic	190 92	185 36
Jeune épargne	250 12	246 42 ◆
Laffitte-Amérique	264	252 09
Laffitte-crt-terme	61317 47	61317 47c
Laffitte-Expansion	903 29	862 33c
Laffitte-France	373 47	366 53c
Laffitte-Immobilier	265 76	253 70
Laffitte-Japon	350 43	334 54c
Laffitte-Oblig.	148 50	141 77c
Laffitte-Placements	64670 92	64670 92
Laffitte-Rend.	228 73	218 36c
Laffitte-Tokyo	1303 26	1244 15c
Lion-Associations	11248 83	11248 83
Lion-Institutionnels	23253 38	23195 34
Lionplus	71953 72	71241 31
Livret portefeuille	862 63	843 23
Méditerranée	175 90	167 92
Mondiale Investissem.	466 17	445 03
Monecic	5898 17	5898 17
Moné J.	53443 67	53443 67
[illegible]	280364 54	280364 54
Multi-Obligations	430 99	411 46
Mutuelle Unie Sél.	166 81	159 26
Natio.-Assoc.	6562 93	6539 86
Natio.-Epargne	13346 11	13213 97
Natio.-Immobilier	1075 49	1046 71
Natio.-Inter.	1146 74	1116 06
Natio.-Obligations	547 62	532 96
Natio.-Patrimoine	1508 46	1469 09
Natio.-Placements	62631 23	62631 23
Natio.-Revenus	1086 79	1076 03c
Natio.-Sécurité	54926 37	54926 37
Natio.-Valeurs	797 23	775 89
Nippon-Gan	5936 52	5667 32
Nord-Sud Développ.	1245 22	1242 73 ◆
Oblicic Régions	1047 23	1031 75
Oblicoop Sicav	1408 40	1378 82
Obligations Convert.	472 33	460 91
Oblilion	1113 70	1083 69
Optimavalor	686 46	663 92
Options et Rendement	64222 01	63420 70
Orient-Gestion	186 67	178 21
Pacifique	550 24	525 29
Paneurope	881 95	841 96
Paribas Epargne	15204 87	15174 52
Paribas France	115 67	112 30
Paribas Gestion	638 86	612 83
Paribas Opportunités	108 12	104 97
Paribas Patrimoine	575 12	561 67c
Parnasse-Valor	1080 98	1059 93
Patrimoine-Retraite	1669 93	1637 19
Phénix Placements	254 97	253 70
Pierre Investiss.	788 81	753 04
Placement A	1147 79	1147 79
Placement crt-terme	69225 28	69225 28
Placement J	53806 79	53806 79
Placement Premier	51101 18	51101 18
Placements Rendement	11506 75	11506 75
Placements Sécurité	110118 98	110118 98
Première Obligations	10248 22	10228 76
Pro-Association	22834 84	22834 84
Province Investiss.	652 83	623 23
Quartz	118 23	116 32
Renacic	167 83	165 15
Revenus Trimestriels	5949 81	5880 90
Revenu Vert	1171 54	1170 37
Rivoli Plus	1068 07	1019 64
St-Honoré Assoc.	13973 63	13904 11
St-Honoré Bio-aliment.	877 25	837 47
St-Honoré Pacifique	611 59	583 86
St-Honoré P.M.E.	523	499 28
St-Honoré Real	11584 77	11518 70
St-Honoré Rendement	11462 19	11405 16
St-Honoré Technol.	844 64	806 34
St-Honoré Valor	12178 82	12082 16
Sécuricic	11292 16	11280 88
Sécur. Mobilière	405 70	387 30
Sécuri Taux	10259 29	10259 29
Sél. court terme	12592 80	12499 06
Sélection Croissance	565 06	548 60
Sicadem (Caden BP)	763 92	752 63
Sicav-Associations	1371 62	1369 57
S.F.I. fr. et étr.	846 76	828 95
Sicavimmo	833 79	795 96
Sicav 5000	380 76	370 57
Sivafrance	612 91	596 51
Sivam	438 78	427 04
Sivarente	230 26	224 10
Sivinter	432 01	420 45
S.I.-Est	1324 27	1284 22
S.I.G.	906 78	864 31
S.N.I.	1327 95	1288 27
Sogepargne	394 37	380 12
Sogenac	53067 51	51521 85
Sogevar	1109 63	1059 31
Soginter	1317 80	1257 86
Soleil Investiss.	486 21	464 16
Technocic	1238 17	1202 11
Techno-Gan	6227 36	5944 97
U.A.P. Investiss.	425 42	410 04
Uni-Associations	108 79	108 79
Uniliance	513 89	490 59
Unifoncier	1381 34	1318 70
Uni-Garantie	1340 49	1314 18
Unigestion	942 23	899 50
Uni-Japon	1514 67	1445 99
Uni-Régions	3424 69	3269 38
Unirente	2199 19	2128 86
Univer	175 77	175 77
Univers-Obligations	1634 84	1580 89
Valorem	541 19	527 99
Valoblig	80841 83	80041 42
Valorg	1487 21	1485 72
Valrel	78058 52	78019 51

c : coupon détaché
o : offert
• : droit détaché
d : demandé
◆ : prix précédent
★ : marché continu.

Droits et bons

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Attribution		
Air Liquide	....	....
Casino	....	....
Créd. Foncier France	....	....
Pernod Ricard	....	....
Total	6 40	....

MINITEL

La gestion en direct de votre portefeuille personnel
36.15 Tapez LEMONDE puis BOURSE

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 7/5	COURS DES BILLETS Achat	COURS DES BILLETS Vente
Etats-Unis ($ 1)	5 938	5 931	5 700	6 200
ECU	6 947	6 948	....	....
Allemagne (100 DM)	334 380	334 510	323 500	343 500
Belgique (100 F)	16 121	16 118	15 600	16 450
Pays Bas (100 fl.)	296 450	296 850	287 500	306 500
Danemark (100 krd)	88 900	88 920	85 500	92
Norvège (100 k)	89 620	89 710	86	92
Grande-Bretagne (£ 1)	9 993	9 979	9 700	10 400
Grèce (100 drachmes)	4 496	4 493	4 200	5 200
Italie (1 000 lires)	4 667	4 680	4 400	4 900
Suisse (100 fr.)	407	407 460	394 500	414 500
Suède (100 krs)	95 600	95 490	92	97 500
Autriche (100 sch)	47 580	47 580	46 350	48 700
Espagne (100 pes.)	4 772	4 768	4 600	5 100
Portugal (100 esc.)	4 310	4 305	3 700	4 700
Canada ($ can 1)	4 446	4 436	4 250	4 650
Japon (100 yens)	4 266	4 264	4 110	4 310

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 7/5
Or fin (kilo en barre)	87000	86900
Or fin (en lingot)	87200	87250
Pièce française (20 fr)	523	522
Pièce française (10 fr)	346	346
Pièce suisse (20 fr)	598	602
Pièce latine (20 fr)	503	500
Souverain	627	631
Pièce de 20 dollars	3080	3070
Pièce de 10 dollars	1500	1500
Pièce de 5 dollars	820	820
Pièce de 50 pesos	3285	3245
Pièce de 10 florins	523	521
Or Londres	458 75	457 40
Or Zurich	458	457 50
Or Hongkong	458 55	457 75
Argent Londres	8 19	8 09

Le Monde

Des médecins britanniques démontrent l'influence d'un facteur génétique sur le virus du SIDA

Existe-t-il une prédisposition génétique à l'infection par le virus du SIDA ? En d'autres termes, un facteur génétique peut-il accroître ou en revanche diminuer la sensibilité de l'organisme au virus HIV ?

De la même manière, existe-t-il une prédisposition génétique permettant d'expliquer pourquoi certaines personnes séropositives pour le virus HIV vont développer un SIDA et d'autres non ? Depuis l'apparition de l'épidémie en 1981, les chercheurs du monde entier essaient de mettre en évidence les cofacteurs (infectieux, environnementaux, mais aussi génétiques) capables d'interagir avec le virus HIV.

Dans le dernier numéro de l'hebdomadaire scientifique *The Lancet* (1), une équipe de chercheurs anglais dirigée par le docteur A.-J. Pinching (Saint-Mary Hospital, Londres) commente les résultats d'une étude portant sur trois cent soixante-quinze personnes. Cette étude montre qu'une protéine, en fonction d'une de ses expressions génétiques présente à la surface des cellules, pourrait influencer soit la prédisposition à l'infection par le HIV, soit favoriser la maladie elle-même.

Cette protéine — une alpha-2 — globuline, appelée Gc — pourrait, selon le docteur Stephen Daiger, un généticien de l'université du Texas, permettre de comprendre le mécanisme biologique par lequel le virus du SIDA attaque l'organisme. Un *sous-type de cette protéine présent,* en particulier, à la surface des cellules des systèmes immunitaire et nerveux permettrait de faciliter ou, en revanche, de contrecarrer l'entrée du virus dans ces cellules.

Le fait que tous les patients atteints de SIDA ne possèdent pas le même sous-type autorise à penser que la détermination du variant de *la protéine Gc présent dans* l'organisme ne peut servir de test fiable pour quantifier la prédisposition individuelle au HIV. Selon les auteurs de l'étude, même les personnes possédant les variants les plus « protecteurs » ne sont pas à l'abri d'un SIDA. Le docteur *Pinching,* estime qu'il reste encore beaucoup à faire pour comprendre le rôle exact joué par la protéine Gc dans l'infection par le virus *HIV.*

F. N.

(1) Numéro du 2 mai 1987.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 11 mai

Fermeté : + 0,48 %

La Bourse de Paris a commencé la semaine sur une note ferme, l'indicateur gagnant 0,48 % en séance du matin. Parmi les plus fortes hausses, on notait Jean Lefèbvre (+ 5,8 %), Peugeot (+ 3,5 %), Lacafrance 2,8 %), Esso (+ 2,7 %) et Eurocar (+ 2,3 %). En repli figuraient *Géophysique* (– 12,3 %), Schneider (– 1,8 %), SGE (– 1,3 %).

Valeurs françaises

	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	520	521	521
Agence Havas	2530	2530	2530
Air Liquide (L')	730	730	730
Bancaire (Cie)	775	768	770
Bongrain	2980	2980	2980
Bouygues	1250	1255	1275
B.S.N.	5320	5280	5290
Carrefour	3675	3675	3685
Chargeurs S.A.	1661	1665	1661
Club Méditerranée	658	656	659
Eaux (Gén.)	1455	1461	1450
Elf-Aquitaine	388	393	393
Essilor	3250	3250	3250
Lafarge-Coppée	1709	1735	1720
Lyonn. des Eaux	1661	1645	1680
Michelin	3579	3586	3575
Midi (Cie)	1616	1605	1615
Moët-Hennessy	2497	2497	2500
Navig. Mixtes	1135	1162	1159
Oréal (L')	4530	4530	4530
Pernod-Ricard	1130	1138	1138
Peugeot S.A.	1627	1685	1685
Saint-Gobain	454 90	465	457
Sanofi	884	881	881
Source Perrier	760	760	760
Télémécanique	3130	3110	3120
Thomson-C.S.F.	1595	1600	1605
Total-C.F.P.	550	572	560
T.R.T.	2400	2410	2400
Valéo	615	620	620

A B C D F G H

Violente attaque des Soviétiques contre l'Agence France-Presse

M. Chirac est attendu de pied ferme à Moscou

A quelques jours de la visite à Moscou de M. Jacques Chirac, la presse soviétique développe une campagne de mise en condition des responsables français.

Le quotidien *Sovietskaïa Rossia* et l'agence Tass ont lancé une très violente attaque contre plusieurs journalistes de l'Agence France-Presse à Moscou, tandis que le quotidien les *Izvestia* revenait sur le cas de Mme Lioudmilla Varyguine, la jeune Soviétique inculpée en France dans le cadre de l'affaire d'espionnage de la fusée Ariane. Dans le même temps, la *Pravda* et l'agence Tass publiaient les *« impressions »* (négatives) que plusieurs journalistes soviétiques ont retiré d'un récent entretien avec M. Chirac.

L'attaque contre l'AFP est particulièrement virulente, puisque selon l'agence Tass, ce sont *« des agents de renseignement ou des gens éduqués dans un esprit de haine envers l'Union soviétique qui viennent à Moscou en qualité de correspondants de l'AFP ».* Les journalistes incriminés sont trois des cinq correspondants actuels de l'AFP (seuls sont épargnés le chef de poste et une journaliste de nationalité britannique), sans compter deux anciens correspondants de l'agence d'origine russe, qui constituent donc une cible idéale.

« Tout ne va pas pour le mieux au bureau de Moscou de l'AFP, surtout depuis que sont activées en France les forces politiques de droite qui visent sinon à saper, du moins à rendre plus difficile le dialogue soviéto-français », écrit *Sovietskaïa Rossia.* Poursuivant dans la même veine, et tentant apparemment de tirer parti de la rivalité entre le premier ministre et le président de la République, le journal *rappelle que lors* de son dernier séjour — en juillet 1986 — M. Mitterrand avait souhaité une amélioration de l'information entre les deux pays.

Cette offensive doit-elle être interprétée comme une menace de « rétorsion » au cas où les charges pesant contre Mme Varyguine, actuellement en liberté surveillée en France, ne seraient pas abandonnées ? Les *Izvestia* ont donné à nouveau la parole à la jeune femme, le dimanche 10 mai, et ajoutent en commentaire que toute l'affaire, qui a entraîné l'expulsion de six diplomates soviétiques, puis en réponse celle de six Français, a été *« entièrement fabriquée par les autorités françaises ».*

Le compte rendu publié par l'agence Tass et la *Pravda* de ce lundi de l'entretien *accordé par* M. Chirac à plusieurs journalistes soviétiques est moins univoque. Il laisse même entrevoir la possibilité d'une amélioration des relations franco-soviétiques, mais à condition, si l'on comprend bien, que la France *en général et M.* Chirac *en particulier* changent d'attitude.

La tonalité d'ensemble est cependant *très réservée, et les jugements* portés par les journalistes soviétiques, qui commentent plutôt qu'ils ne reproduisent les propos du premier ministre (il ne s'agissait pas d'un entretien « officiel »), sont fort critiques, tant sur les questions de *désarmement que sur « la recrudescence de la campagne antisoviétique en France ».* Sur ce dernier point, la *Pravda* estime qu' *« on ne saurait prendre au sérieux les explications de M. Chirac ».* Le premier ministre français est prévenu. Il est bien attendu à Moscou. Mais de pied ferme.

JAN KRAUZE.

Sur le vif

Missiles et cuillères

Je vais vous révéler un secret, là, aujourd'hui, les enfants, un *secret ranversant.* Voius allez tomber les bras en crois. Un secret-défense. Non, je l'ai pas arraché à Pasqua. C'est bien plus *important que ça : c'est pas* hexagonal, c'est planétaire ! Ça a trait à l'option zéro et à la guerre des étoiles. D'où je le tiens ? J'ai *des taupes au Pentagone,* à la Maison Blanche et au Kremlin. Vous ne me croyez pas ? Vous avez raison. Je l'ai pompé dans le *Sunday Times* de Londres. Voyez, que c'est sérieux quand même !

Bon, alors, voilà : plus la peine de vous casser la tête, de passer des nuits blanches à essayer de savoir si ce pauvre vieux Ronnie *n'est pas* en train de se faire couillonner par ce fau-jeton de Gorby. Vous pouvez dormir sur vos deux oreilles. Ça y est ! Les Amerloques ont découvert l'arme absolue. L'URSS peut plus rien contre eux. Contre nous non plus, par ricochet. Cette arme, c'est quoi ? C'est qui ? C'est Uri Geller, le médium, oui, le tortionnaire des petites cuillères.

Vous voulez que je vous *raconte ? Alors effacez ce sou*rire dubitatif et débile et écoutez voir. Geller a été invité à Washington. Réunion ultrasecrète dans une espèce de bunker souterrain sourd, étanche aux écoutes électroniques. Et à la transmission de pensée ? Ça, je le sais pas. Qui il y avait là ? Le top niveau du Congrès et de la *CIA. Geller va les mettre au par*fum, leur expliquer où en sont les recherches des Sov en matière de parapsychologie. Paraît que c'est dingue. D'ici cinquante ans, ces salauds seront capables de foutre en l'air tout le dispositif de sécurité des Etats-Unis et de pulvériser leurs radars rien qu'en les matant à distance.

Stupeur écrasée de l'assistance. Et *sursaut de bon sens.* Mieux vaut prévenir que guérir. Comment ? En envoyant Uri Geller à la conférence de Genève. Ordre de percer à jour le chef de la délégation soviétique avec son regard au laser et de le bombarder d'ondes bénéfiques toutes de douceur, d'harmonie et de paix. De bonnes vibrations quoi !

Si ça a marché ? Ben, tiens ! Dès le lendemain, ô miracle ! un Gorby rayonnant, en état de lévitation, venait annoncer tendrement au monde stupéfait : Si ça peut vous faire plaisir, mes missiles, je les retire !

CLAUDE SARRAUTE.

Pour ignorer l'IDS

Le projet américain de traité sur les armements stratégiques est rejeté par l'URSS

Les Etats-Unis ont présenté le vendredi 8 mai aux Soviétiques un *projet de traité sur la réduction* de 50 % des armes stratégiques et exprimé l'espoir qu'un accord pourrait intervenir cette année. Cependant, la proposition américaine a été dénoncée le même jour par la délégation soviétique à Genève, qui lui a *reproché d'ignorer le « problème-clé »* de la prévention de la course aux armements dans l'espace et de la sauvegarde du traité ABM sur les antimissiles.

Le projet américain fixe un plafond global de 1 600 vecteurs (bom*bardiers lourds et missiles, y com*pris ceux lancés à partir de sous-marins) et de 6 000 ogives. Dans ces limites, il introduit des *« sous-plafonds » :* aucune des deux parties ne pourra disposer de plus de 4 800 ogives de missiles balistiques, de plus de 3 300 ogives de missiles balistiques intercontinentaux basés à terre (ICBM) et de plus 1 650 ogives d'ICBM lourds, parmi lesquels les Américains rangent les SS-18 soviétiques.

Le projet américain, qui comporte une quarantaine de pages, prévoit un délai de mise en application de sept ans (au lieu de cinq, dont il avait été question à Reykjavik en *octobre dernier) et retient, en* matière de vérification, le principe de l'inspection sur place en cas de soupçons.

Un des points de divergence entre Washington et Moscou est celui de ces *« sous-plafonds ».* Selon un responsable *américain* à Genève, les Soviétiques, après avoir eux-mêmes suggéré des *« sous-plafonds »,* se seraient rétractés à l'automne dernier.

Mais le principal obstacle à un accord reste l'Initiative de défense stratégique (IDS) américaine. Dans un communiqué diffusé vendredi 8 mai, M. Reagan avait rappelé l'*« insistance soviétique à lier un accord sur les armements stratégiques à des mesures qui, si elles étaient acceptées par les Etats-Unis, limiteraient gravement l'IDS. Ceci est inacceptable. Je ne peux accepter et je n'accepterai pas des mesures qui rendraient infirme ou tueraient notre programme d'IDS »,* indiquait le président américain. — *(AFP.)*

● **Attentat à Marseille.** — Deux personnes ont été blessées, dans la matinée du lundi 11 mai, lors d'un attentat à l'explosif perpétré contre la Maison de l'étranger, rue Zattara, près de la gare Saint-Charles, à Marseille. La charge explosive avait été placée à l'intérieur du bâtiment.

LE FEUILLETON DE L'« IRANGATE »
3615 + LEMONDE

Un élu communiste du Loiret inculpé d'ingérence

ORLÉANS
de notre correspondant

M. Jean Louis, conseiller général et maire communiste de Chalette-sur-Loing, vient d'être inculpé d'ingérence par la chambre d'accusatioin de la cour d'appel de Bourges (Cher). Ce sont des irrégularités relevées dans la gestion d'une association municipale, l'APICDEV (Association pour l'information des Chalettois et le développement de la ville) qui sont à l'origine de l'inculpation. Il serait reproché à M. Louis d'avoir *été le salarié* de cette association et d'avoir perçu une rémunération de l'ordre de 7 000 francs par mois. Or, la loi interdit à un élu d'être un employé d'un organisme subventionné directement par la mucipalité.

Devant le refus du maire de produire des pièces comptables de l'association et la liste du personnel *employé,* la *minorité de droite* du conseil, conduite par un avocat, Me Maurice Lantourne, avait saisi le tribunal administratif d'Orléans, qui avait donné gain de cause aux demandeurs. Le Conseil d'Etat, ensuite, avait confirmé la décision du tribunal administratif le 24 janvier 1986. La préfecture du Loiret ouvrait alors une enquête administrative, et le procureur de la *République était saisi.*

Malgré l'affaire de l'APICDEV et l'invalidation, pour irrégularité, du scrutin du 17 mars 1985 pour l'élection au conseil général, M. Louis a été réélu le 22 juin 1986 au second tour avec 56,13 % des suffrages, l'emportant avec 883 voix d'avance sur M. Lantourne.

RÉGIS GUYOTAT.

L'assemblée générale de la SARL Le Monde a approuvé les résultats de l'exercice 1986

L'assemblée générale des porteurs de parts de la SARL Le Monde, réunie le jeudi 7 mai au siège du journal, a examiné les comptes des résultats de l'exercice 1986 et le bilan de l'entreprise au 31 décembre 1986. L'ensemble des 1 240 parts de la SARL étaient présentes ou représentées.

L'assemblée a pris connaissance du rapport du gérant, André Fontaine, décrivant l'action de développement engagée l'an dernier par *le Monde.* Cette activité s'est notamment traduite sur le plan rédactionnel par la création de suppléments (Radio-télévision, Campus, Monde sans visa) et le lancement de l'édition Rhône-Alpes. En augmentation de 6,04 % par rapport à 1985, la diffusion moyenne du quotidien a atteint en 1986 le chiffre de 363 663 exemplaires.

Compte tenu de l'activité de la filiale Le Monde Publicité, le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice s'établit à 935 millions de francs (+ 17,5 % par rapport à 1985). Le résultat courant, pour sa part, s'établit à 48,8 millions de francs, en augmentation de 38,4 millions sur celui dégagé en 1985. Le bénéfice net de l'exercice s'élève à 24,6 millions de francs.

Après avoir entendu le rapport du conseil de surveillance et les rapports du commissaire aux comptes, l'assemblée des porteurs de parts, à l'unanimité, a donné au gérant quitus entier et sans réserve de sa gestion.

Dans une autre résolution, les porteurs de parts ont proposé à l'unanimité de répartir aux parts D 1 (Société des lecteurs) et D 2 (Le Monde Entreprises) la somme totale de 1 852 523 F au titre du versement du dividende prioritaire prévu à l'article 24 des statuts de la SARL.

Metropolis à Mexico

Le congrès Metropolis, qui rassemble les responsables des plus grandes agglomérations urbaines du monde, se tiendra à Mexico du 19 au 21 mai 1987. Ce symposium aura pour thème : « Une vie meilleure pour tous dans les métropoles ». Officiellement créée en avril 1985 à Montréal, l'association Metropolis est présidée par M. Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional d'Ile-de-France.

Le Monde publiera demain (éditions datées du 13 mai) un supplément spécial consacré à cette manifestation.

Le numéro du « Monde » daté *11 mai 1987* a été tiré à 439 193 exemplaires

